



## Europe : le « moteur » franco-allemand à l'épreuve

► Emmanuel Macron doit se rendre en Allemagne du dimanche 26 au mardi 28 mai pour une visite d'Etat particulièrement attendue

► Le président français et le chancelier Olaf Scholz, affaiblis dans leurs pays respectifs, veulent relancer une relation franco-allemande jugée dégradée

► Dans le contexte international actuel - Ukraine, conflit israélo-palestinien, décrochage économique... -, l'enjeu est majeur pour la dynamique de l'Union

► La tâche s'annonce d'autant plus difficile que Paris et Berlin peinent de plus en plus à jouer leur rôle de moteurs économiques et politiques de l'UE

► De part et d'autre, les prochaines élections européennes (6-9 juin) laissent craindre une poussée inédite des forces populistes

PAGES 2-3

## LA NOUVELLE-CALÉDONIE RESTE SOUS TENSION



► Nos reportages à Nouméa après la visite d'Emmanuel Macron

► L'appel à la paix, très personnel, d'un ancien élu néo-calédonien, Laurent Chatenay

PAGES 8-9 ET 31

Des activistes indépendantistes tiennent le quartier de Montravel, à Nouméa, le 23 mai. DELPHINE MAYEUR POUR « LE MONDE »

## Gaza Israël sous la pression de la Cour internationale de justice

DANS UNE DÉCISION rendue vendredi 24 mai, la plus haute cour des Nations unies somme l'Etat hébreu d'arrêter immédiatement son offensive militaire à Rafah, et plus précisément toute action « qui serait susceptible de soumettre le groupe des Palestiniens de Gaza à des conditions d'existence capables d'entraîner sa destruction physique totale ou partielle ».

Selon le président de la CIJ, Nawaf Salam, « la situation humanitaire peut aujourd'hui être qualifiée de désastreuse ». S'appuyant sur les données des Nations unies, les juges soulignent que près de 800 000 personnes ont été déplacées de Rafah depuis le 18 mai. En réalité, on approche plutôt du million, soit la moitié de la population du territoire.

PAGE 3

## Politique Raphaël Glucksmann, le pari socialiste des européennes

Le fondateur de Place publique, tête de liste du Parti socialiste pour le scrutin européen du 9 juin, gagne du terrain et compte imprimer sa marque à gauche

PAGE 10

## Economie TotalEnergies face aux limites de l'affichage « vert »

Dans le dernier volet de sa série sur l'entreprise, « Le Monde » explique pourquoi, au-delà des effets de communication, plus de 96 % de sa production d'énergie vient encore du pétrole et du gaz

PAGES 16-17

## Archéologie Dans l'Indre, le mystère des tombes de chevaux



A Villedieu-sur-Indre (Indre), en mai. HAMID AZMOUN/INRAP

DES FOUILLES, menées dans l'Indre sur le futur tracé d'une route, ont permis de découvrir les restes, minutieusement disposés, de vingt-huit chevaux et de trois chiens datant a priori de l'époque gauloise. Sur place, à Villedieu-

sur-Indre, les scientifiques de l'Institut national de recherches archéologiques préventives s'interrogent sur le sens de cette mise en scène très soignée, qui semble relever du rite sacrificiel.

PAGE 6

## Football Du Qatar à Sarkozy, le drôle de match des droits télé

Le dossier - très politique - d'acquisition des droits TV 2024-2029 de la Ligue 1 mobilise à la fois l'émirat, l'Elysée et l'ex-président, omniprésent en coulisses

PAGE 13

## Géopolitique L'inquiétante déliquescence de l'Afrique du Sud

A l'approche des élections générales du 29 mai, le pays est miné par la corruption, le chômage et les inégalités sociales

PAGES 20 À 22

## Procès Perpétuïté pour trois tortionnaires syriens jugés en leur absence

PAGE 14

## Festival de Cannes George Lucas évoque « Star Wars » et Donald Trump

PAGE 26

## Rencontre François Lecointre ou les tourments d'une vie de soldat

PAGE 29

**M**  
ÉDITORIAL  
BLOCAGE DE TIKTOK :  
UN REGRETTABLE PRÉCÉDENT  
PAGE 34

UNITÉ et PHOBOS présentent  
**UNE ODE ARDENTE À LA LIBERTÉ**  
TÉLÉRAMA  
**UNE ODYSSEE NOCTURNE FASCINANTE**  
TROIS COULEURS  
**la belle de Gaza**  
FESTIVAL DE CANNES  
SÉLECTION OFFICIELLE 2024  
SÉANCE SPÉCIALE  
UN FILM DE Yolande Zauberman  
**AU CINÉMA LE 29 MAI**  
arte, FRENCH, tétu, Le Monde, Sotilm, Télérama, culture





Emmanuel Macron et le chancelier allemand, Olaf Scholz, accompagnés de leurs épouses, à Hambourg, le 10 octobre 2023.

NIETFELD KAY/DPA

# Macron et Scholz, deux Européens affaiblis

Le président français doit se rendre en Allemagne, dimanche, alors que l'UE est en pleine tourmente

BERLIN, BRUXELLES -  
bureau européen et correspondant

Alors qu'Emmanuel Macron s'apprête à se rendre en Allemagne pour une visite d'Etat, du dimanche 26 au mardi 28 mai, le président français et son hôte, le chancelier Olaf Scholz, auront une nouvelle fois à cœur de relancer une relation franco-allemande dégradée. Face aux défis auxquels doit faire face l'Europe – la guerre en Ukraine, le conflit israélo-palestinien, le décrochage économique vis-à-vis des Etats-Unis et de la Chine, le réchauffement climatique... –, l'enjeu est de taille, tant la vitalité de ce couple est primordiale pour la dynamique communautaire.

Paris et Berlin sauront-ils, après les élections européennes, organisées du 6 au 9 juin, trouver un nouveau souffle? La tâche s'annonce d'autant plus difficile que la France comme l'Allemagne ne devraient pas, dans les prochains mois, être en position de force sur la scène européenne. Depuis qu'Olaf Scholz s'est installé à la chancellerie, en décembre 2021, il ne s'est que modérément investi à Bruxelles, et il y a peu de raisons que cela change, bien au contraire. Quant à Emmanuel Macron, il aura, dans les trois ans qu'il lui reste à passer à l'Elysée, beaucoup plus de mal à imposer les idées françaises. Des deux côtés du Rhin, le capital et l'énergie politiques pourraient manquer pour faire changer une Europe menacée de toutes parts.

Ces dernières années, Paris a sans conteste largement in-

fluencé la vie de l'Union européenne (UE). Du plan de relance européen post-pandémie à l'achat en commun de vaccins ou de gaz, de l'adoption d'une régulation numérique et d'instruments de défense commerciale à la réhabilitation du nucléaire ou à l'ébauche d'une politique industrielle, les Vingt-Sept ont, depuis 2019, pris des initiatives inédites qui font largement écho à l'« Europe souveraine » dont rêvait Emmanuel Macron lorsque, fraîchement élu, il délivrait son premier discours de la Sorbonne, en septembre 2017.

## « Mauvais élève de l'Europe »

De retour dans le grand amphithéâtre de l'université parisienne, le 25 avril, le président n'a, à l'écouter, rien perdu de son ambition pour une Europe qui doit être « puissante » si elle ne veut pas « mourir ». Toujours désireux de bousculer ses partenaires, à commencer par l'Allemagne, il propose de remanier en profondeur les politiques monétaire, budgétaire, commerciale et industrielle de l'Union.

Mais cela tombe mal, car « la France a vécu sa meilleure période en termes d'influence », reconnaît un proche de l'Elysée, et il lui sera bien plus difficile de peser, comme elle a pu le faire ces cinq dernières années, sur la prochaine législature. « Signe de cette perte d'influence », juge Sébastien Maillard, de l'Institut Jacques Delors, le second discours de la Sorbonne a fait un peu flop, il n'a pas suscité de débat chez ses homologues. »

Au sein des institutions communautaires, la France, parce qu'elle est une puissance nucléaire et

membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, compte. Mais Paris n'est pas en position de force, tant s'en faut. Ainsi, à la table du Conseil de l'Europe, qui rassemble les vingt-sept chefs d'Etat et de gouvernement européens, les conservateurs du Parti populaire européen (PPE) progressent quand Emmanuel Macron ne devrait plus pouvoir compter, après juin, que sur deux alliés libéraux (Renew), l'Estonie et la Slovaquie. « Si Macron n'est plus le Macron disruptif et flamboyant de 2017, il a gagné en expérience, il siège au Conseil de l'Europe depuis sept ans, cela lui donne une place à part pour aider à la recherche du compromis, comme [Angela] Merkel en son temps », nuance un diplomate français.

Certes, mais politiquement il y est affaibli, alors qu'en France les sondages donnent une large avance au Rassemblement national (RN) et voient la liste socialiste de Raphaël Glucksmann talonner celle de la majorité présidentielle. Emmanuel Macron a beau s'impliquer activement dans la campagne, cela n'a pas permis, jusqu'ici, de changer la donne. « Quand on perd de l'autorité politique dans son pays, on est moins écouté à Bruxelles », analyse Sébastien Maillard.

Au Parlement européen aussi, les macronistes devraient perdre en influence : Renew, aujourd'hui troisième force dans l'hémicycle, derrière le PPE et les sociaux-démocrates, devrait compter moins d'élus et pourrait même reculer au quatrième rang, derrière les droites nationalistes et populistes. « Pour la France, ça veut dire

## En France, les sondages sur les élections européennes donnent une large avance au Rassemblement national

un affaiblissement très fort de sa capacité d'influence », commente un ministre français. Qui plus est, hormis le RN, qui est l'une des principales composantes du groupe d'extrême droite Identité et démocratie (ID), les autres partis français pèsent peu dans les groupes politiques auxquels ils sont affiliés, ce qui prive Paris d'une force de levier.

A la Commission, le paysage n'est pas non plus favorable. La présidente, Ursula von der Leyen, si elle devait être reconduite comme elle le souhaite, sera moins attentive aux desiderata de Paris. Ne serait-ce que parce qu'elle effectuerait là son deuxième et dernier mandat, et n'aurait plus besoin du soutien de l'Elysée. Issue des rangs de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) – elle est la candidate du PPE pour rester à la tête de l'exécutif européen –, elle aura à cœur de préparer son retour en Allemagne dans cinq ans. « Elle devrait être plus à droite et plus allemande qu'entre 2019 et 2024 », juge un diplomate européen.

Ce n'est pas tout. « Macron est fragilisé sur la scène européenne.

La France est discréditée parce qu'elle commence à apparaître pour ce qu'elle est – le pays malade de l'Europe, avec une trajectoire budgétaire suscitant la sidération », juge l'eurodéputé François-Xavier Bellamy, tête de liste du parti Les Républicains aux européennes. Il est vrai qu'à Bruxelles la crédibilité d'un dirigeant se mesure aussi à l'état des finances publiques de son pays et que la France, de ce point de vue, apparaît mal en point. Avec un déficit et une dette publics représentant respectivement 5,5 % et 110 % de son produit intérieur brut, elle devrait voir, dès le 19 juin, la Commission lancer à son encontre une procédure pour déficit excessif.

« Emmanuel Macron n'a pas montré qu'il prenait cela très au sérieux », constate Sébastien Maillard. Il est moins crédible pour demander de grands emprunts européens ou des hausses du budget communautaire, à l'heure où les Européens vont devoir financer, par le biais d'investissements massifs, les transitions verte et numérique, ainsi que le réarmement du continent. « En termes d'image et de capacité d'impulsion, ça complique les choses d'être le mauvais élève de l'Europe », admet un proche de l'Elysée.

« Le président n'a plus les leviers politiques pour réformer en France », ajoute un haut fonctionnaire européen. « Même s'il lui reste la force des diagnostics alarmistes, son leadership est affaibli », estime Sébastien Maillard. Il a pu mener à son terme la réforme des retraites, mais d'aucuns, à Bruxelles, doutent qu'il parviendra à continuer

à réformer un pays dont la croissance reste morose. Sans majorité absolue à l'Assemblée nationale, il devra compter aussi avec des troupes qui, après le scrutin de juin, auront l'échéance de 2027 et l'après-Macron en ligne de mire.

## Coalition allemande fragile

Si le président français a tout de même encore trois ans devant lui, Olaf Scholz, en revanche, n'a qu'un an pour agir, les prochaines élections législatives allemandes étant prévues à l'automne 2025. On voit toutefois mal comment le chancelier allemand pourrait prendre de grandes initiatives d'ici là, et cela pour trois raisons principales. D'abord parce qu'il est un chef de gouvernement faible à la tête d'une coalition fragile. A l'échelle nationale, sa formation, le Parti social-démocrate, n'est créditée que de 15 % des intentions de vote, soit 10 points de moins que son résultat aux législatives de 2021. Quant à ses deux partenaires, l'un a légèrement reculé à environ 15 % (les Verts), tandis que l'autre, le Parti libéral-démocrate (FDP), a vu son poids électoral tout bonnement divisé par deux.

« En soi, une coalition de trois partis est un handicap pour prendre de grandes initiatives, car cela renforce la tendance du système allemand à être dans la recherche du compromis au jour le jour, et donc à être dans une gestion du court terme, explique le politologue Joseph de Weck, chroniqueur à la revue allemande Internationale Politik Quarterly. Quand vous avez de sur- ►►►



►►► croît un parti en crise existentielle, en l'occurrence le FDP, qui n'est pas sûr d'obtenir en 2025 les 5 % nécessaires pour continuer à siéger au Bundestag, cela bloque tout. »

C'est le cas à l'échelle nationale, mais également au niveau européen, où les désaccords au sein de la coalition de M. Scholz sont tels que l'Allemagne, à Bruxelles, en vient régulièrement à s'abstenir, faute de pouvoir défendre une position claire. On l'a vu récemment quand il s'est agi d'alléger les contraintes environnementales de la politique agricole commune, ou encore lors du vote sur les directives concernant le devoir de vigilance des entreprises, les travailleurs des plates-formes ou l'égalité des rémunérations entre les femmes et les hommes.

Sur les questions budgétaires, les tensions au sein de la coalition de M. Scholz plombent toute velléité de réforme au sein de l'UE. Pour sauver ce qu'il lui reste de capital électoral, le président du FDP, Christian Lindner, qui est aussi ministre fédéral des finances, entend exercer à plein son rôle de gardien de l'orthodoxie des comptes publics, ce qui explique pourquoi le gouvernement allemand s'est montré jusqu'à présent très réticent à l'idée, avancée par M. Macron, de lancer un nouvel emprunt européen.

« Le FDP est d'autant plus intransigeant sur les questions fiscales et budgétaires que [le parti d'extrême droite] AfD n'a jamais été si haut, rappelle M. de Weck. Or il faut se souvenir que ce parti a été créé précisément en 2013, pendant la crise de la zone euro, pour s'opposer à toute politique de solidarité européenne. »

Promesse non tenue

Dans ce contexte, l'arrêt rendu le 15 novembre 2023 par la Cour de Karlsruhe n'a pas arrangé les choses. En invalidant le recours aux centaines de milliards d'euros des fonds spéciaux extra-budgétaires mis en place pour financer le « verdissement » de l'industrie, les juges constitutionnels allemands poussent Berlin à être plus « frugale » que jamais, ce qui n'aide pas à se montrer ouvert à des initiatives communautaires. « Scholz se comporte comme le ministre des finances d'un pays de taille moyenne à la tête d'une coalition impossible, il est otage de son propre gouvernement », cingle un haut fonctionnaire européen.

Ces contraintes politiques et budgétaires interviennent alors que l'Allemagne doit par ailleurs repenser son modèle économique, autrefois assis sur le gaz russe bon marché et de forts débouchés en Chine. Dans ce contexte, la question est de savoir si « on verra Berlin choisir un chemin de coopération européenne ou si le bulldozer allemand écrasera le reste », estime un diplomate européen. Parmi les Vingt-Sept, beaucoup s'inquiètent en effet de voir l'Allemagne faire de plus en plus cavalier seul, alignant des milliards pour attirer des usines sans se préoccuper des conséquences d'une telle stratégie pour le marché intérieur.

A défaut de devenir un véritable moteur de l'Europe, l'Allemagne d'Olaf Scholz pourrait tout au moins jouer un rôle intégrateur. C'est du moins ce que l'on pouvait attendre après le discours prononcé par le chancelier à Prague, en août 2022, dans lequel le successeur d'Angela Merkel rappelait que l'Allemagne se trouvait « au

Parmi les Vingt-Sept, beaucoup s'inquiètent de voir l'Allemagne faire de plus en plus cavalier seul

milieu du continent » et que, à ce titre, elle « fera[it] tout pour rassembler l'est et l'ouest ainsi que le nord et le sud de l'Europe ».

Dans un article consacré au bilan européen du gouvernement Scholz, Jana Puglierin, directrice du bureau berlinois du think tank European Council on Foreign Relations, note que cette promesse n'a pas été tenue. « Les partenaires de l'Allemagne n'ont pas le sentiment que les intérêts de celle-ci sont "définis à la lumière de ceux de l'Europe", selon l'expression qui figure dans le contrat de coalition. Au contraire, Berlin omet trop souvent de tenir compte des positions des autres capitales européennes au moment de décider de sa politique », analyse M<sup>me</sup> Puglierin. Cela fut notamment le cas en septembre 2022, quand l'Allemagne annonça son « bouclier » anti-inflation de 200 milliards d'euros sans informer en amont ses principaux voisins, dont la France, qui s'en trouvèrent fort contrariés.

Plus récemment, la volte-face de l'Allemagne sur la fin du moteur thermique en 2035 a laissé des traces à Bruxelles. En mars 2023, sous la pression du FDP, Berlin est revenu sur un accord qui avait été conclu avec les autres Etats membres et le Parlement européen. « Un tel retournement, c'est quelque chose qu'on pourrait attendre de la Hongrie, mais pas de l'Allemagne », expliquait alors un diplomate européen. « Parce que vous avez laissé faire vos alliés libéraux au lieu de vous positionner clairement, l'Allemagne est en train de perdre la confiance de ses partenaires européens », a lancé Terry Reintke, coprésidente du groupe des Verts au Parlement européen, à Olaf Scholz, le 9 mai 2023.

« A la différence de Macron, qui, depuis 2017, martèle l'idée que la France, pour résoudre ses propres problèmes, doit avoir un agenda européen, Scholz pense fondamentalement que la réponse aux difficultés économiques de l'Allemagne doit être allemande avant d'être européenne », analyse Joseph de Weck. Est-ce à dire qu'il n'y a plus rien à attendre du gouvernement actuellement au pouvoir à Berlin pour relancer la dynamique communautaire ? Selon le politologue, le retour des conservateurs (CDU-CSU) à la tête de l'Allemagne, au lendemain des élections de 2025, pourrait changer la donne. Non que ces derniers soient plus souples, notamment sur les questions budgétaires et fiscales, mais la personnalité de leur chef de file, Friedrich Merz, aujourd'hui président de la CDU, peut nourrir certains espoirs.

« Un peu comme Macron, et à la différence de Scholz, Merz est quelqu'un que l'on sent habité par la volonté de faire bouger les choses et de laisser une trace dans l'histoire de la construction européenne, dans la lignée d'un Kohl ou d'un Adenauer. Cela ne veut pas dire qu'il serait un partenaire facile pour la France, mais, sur certains sujets, comme la défense, il pourrait y avoir des convergences susceptibles d'entraîner le reste de l'Europe », estime M. de Weck.

En attendant, l'homologue de M. Macron s'appelle M. Scholz, et c'est ce chancelier affaibli que le chef de l'Etat s'apprête à retrouver, dimanche, pour tenter de dégripper le moteur franco-allemand à dix jours d'une élection qui devrait se traduire par une poussée inédite des forces populistes en Europe. ■

VIRGINIE MALINGRE ET THOMAS WIEDER



La Cour internationale de justice, réunie le 24 mai, à La Haye (Pays-Bas).

JOHANNA GERON/REUTERS

# La Cour internationale de justice accroît la pression sur Israël

## Observant une dégradation de la situation humanitaire à Gaza, la CIJ exige de l'Etat hébreu un arrêt immédiat de son offensive à Rafah

JÉRUSALEM ET LA HAYE (PAYS-BAS) - correspondants

La Cour internationale de justice (CIJ) a ordonné à Israël d'« arrêter immédiatement son offensive militaire » à Rafah, et plus précisément toute action – dans le cadre de cette opération d'une ampleur inégalée depuis quatre mois – « qui serait susceptible de soumettre le groupe des Palestiniens de Gaza à des conditions d'existence capables d'entraîner sa destruction physique totale ou partielle ». Cette décision, rendue vendredi 24 mai par la plus haute cour des Nations unies, accroît la pression de la justice internationale sur Israël – qui, selon l'Agence France-Presse, a poursuivi ses bombardements sur l'enclave palestinienne dès samedi matin, y compris sur Rafah – après deux précédentes ordonnances de ces juges.

L'Afrique du Sud avait déposé plainte devant la Cour internationale de justice le 30 décembre 2023, accusant l'Etat hébreu de violer la convention sur la prévention et la répression du crime de génocide. Les magistrats ne se prononceront pas sur le fond avant plusieurs années, mais ils ordonnent une nouvelle fois à Israël de prendre des mesures d'urgence.

Dans leur première décision, délivrée le 26 janvier, ils avaient déjà établi qu'il existe un risque « plausible » que les droits des Palestiniens de Gaza à ne pas être ciblés par un génocide soient violés. Cette fois, ils estiment qu'il existe « un risque réel et imminent » que la situation soit irréparable, « un risque accru » de génocide des Palestiniens de Gaza.

« La situation humanitaire peut aujourd'hui être qualifiée de désastreuse », a lu le président de la CIJ, le juge Nawaf Salam. Depuis leur précédente ordonnance du 28 mars, les magistrats estiment que la situation s'est « dégradée ». Ils rappellent que la veille de l'opération militaire à Rafah, « Israël a sommé près de 100 000 Palestiniens d'évacuer la partie est de Rafah, et de rejoindre les zones d'Al-Mawasi et de Khan Younés en prévision d'une offensive militaire ».

Le lendemain, Israël se déclarait maître du poste-frontière avec l'Egypte, aux abords duquel s'étend Rafah, au cul-de-sac méridional de la bande de Gaza. Durant

les jours suivants, l'armée s'est implantée en ville, plus loin du terminal, elle a traqué des commandos isolés du Hamas et a étendu ses ordres d'évacuation, jusqu'à dépeupler la cité en large part.

S'appuyant sur les données des Nations unies, les juges soulignent que près de 800 000 personnes ont été déplacées de Rafah depuis le 18 mai. En réalité, ce chiffre est déjà dépassé : on approche du million, soit la moitié de la population de la bande de Gaza. Ces familles avaient déjà été contraintes pour la plupart de quitter plusieurs abris de fortune ailleurs dans l'enclave, et poursuivent leur errance.

Déplacements forcés

La Cour dénonce ainsi clairement une méthode israélienne devenue usuelle dans l'enclave, en rejetant « les déplacements successifs de grande ampleur de la population palestinienne de la bande de Gaza, déjà extrêmement vulnérable, qui en ont résulté ». De tels déplacements forcés ne constituent pas en eux-mêmes des actes génocidaires, mais les experts estiment qu'ils peuvent en être l'un des signes. Israël affirme n'avoir pas d'autre choix pour pourchasser les combattants du Hamas et détruire ses infrastructures militaires et de gouvernement.

« Dans les grandes lignes, l'ordre [de la CIJ] dit [aux Israéliens] : "vous ne pouvez pas faire ce que vous avez fait dans le nord de la bande de Gaza", largement dépeuplé et détruit par l'armée entre octobre 2023 et janvier 2024, décrypte le juriste israélien Michael Sfard. « Seules sont autorisées des opérations militaires limitées qui ne nécessitent pas l'évacuation de la population et qui ne détruisent pas les moyens et les installations rendant la vie civile possible » et qui laissent aux habitants chassés de la ville la possibilité d'y revenir, précise ce défenseur réputé des droits humains.

Les juges, qui, par ailleurs, estiment qu'Israël n'a pas appliqué leurs deux premières ordonnances, lui ont aussi ordonné de « maintenir ouvert le point de passage de Rafah » afin de permettre la fourniture « sans restrictions » et « à grande échelle » de l'aide humanitaire. L'assaut de l'Etat hébreu a désorganisé le réseau

« L'accès sans entrave à la bande de Gaza » doit être garanti à toute commission d'enquête, ordonne la CIJ

d'aide international qui s'était établi à Rafah au fil des mois, et qui peine désormais à se reconstituer ailleurs, mettant en danger tous les habitants de l'enclave.

Avec le poste-frontière égyptien, c'est le principal point d'entrée de cette aide que l'armée a clos. La base logistique à Rafah de l'UNRWA, la première agence des Nations unies pour l'aide à Gaza, est ainsi devenue inaccessible. « Nous devons reconstruire nos capacités à distribuer de la nourriture, et nous n'avons pas encore ces moyens », alertait, jeudi, le directeur de l'agence, Philippe Lazzarini.

« Les accusations de génocide portées par l'Afrique du Sud contre Israël devant la Cour internationale de justice de La Haye sont fausses, scandaleuses et moralement répugnantes », a répété le gouvernement israélien, vendredi soir, dans un communiqué. Il précise cependant n'avoir « pas mené et [qu'il] ne mènera pas d'opérations militaires dans la zone de Rafah qui créent des conditions de vie susceptibles de conduire à la destruction de la population civile palestinienne, en tout ou en partie ».

Avec un sens du timing impeccable, dans la soirée, les Etats-Unis ont semblé apporter une réponse à l'ordre de la CIJ en annonçant le début d'une restructuration de la zone-frontière, afin de desserrer ce goulot d'étranglement de l'aide humanitaire. Washington s'est félicité que l'Egypte ait accepté, après un échange entre le maréchal Sissi et Joe Biden, de faciliter le passage de l'aide de son territoire vers le poste-frontière israélien de Kerem Shalom, contournant la frontière gazaouie.

Dès le 6 mai, les Etats-Unis avaient cessé d'exiger d'Israël qu'il n'évacue pas Rafah de force sans plan crédible pour assurer la

survie des civils. Washington minimise l'ampleur de cette opération depuis lors.

Peu après l'annonce américaine, la présidence palestinienne a fait savoir, à la suite d'un échange avec les autorités égyptiennes, qu'elle agréait « de manière temporaire » cette nouvelle route, « jusqu'à la conclusion d'un accord sur l'opération du côté palestinien du poste-frontière de Rafah ».

La chaîne égyptienne Al-Qahera News, liée au renseignement égyptien, a avancé que Le Caire reprendrait les livraisons vers Rafah lorsque l'Autorité palestinienne prendrait en charge le côté gazaoui. Si le gouvernement israélien acceptait un tel accord, cela constituerait un tournant : il s'est refusé jusqu'ici avec force à laisser l'entité gouvernementale dirigée par Mahmoud Abbas retrouver la moindre parcelle de souveraineté dans Gaza.

Livraisons commerciales

Depuis deux semaines, l'armée prétend déjà compenser la fermeture de Rafah en ouvrant en grand les portes de Kerem Shalom. Mais ce passage israélien débouche sur une zone de guerre, où les humanitaires n'osent s'aventurer. Dans l'intervalle, Israël donne depuis le 6 mai priorité sur ce passage à des convois affrétés par des entrepreneurs privés palestiniens, selon M. Lazzarini, le directeur de l'UNRWA.

Une fois dans l'enclave, des agents des Nations unies à Gaza constatent qu'ils sont escortés par des gardes armés. Le Hamas avait réprimé de telles démonstrations de force au printemps, les considérant comme un défi à son autorité. Ces livraisons commerciales alimentent des marchés dans la moitié sud de la bande de Gaza, où nombre d'habitants n'ont plus les moyens d'acheter grand-chose.

Dans leur première décision, les juges de la CIJ avaient ordonné à Israël de préserver les preuves de crimes. Cette fois, ils somment l'Etat hébreu de « garantir l'accès sans entrave à la bande de Gaza » à toute commission d'enquête, toute mission d'établissement des faits ou tout autre organisme chargé par l'ONU d'enquêter sur des allégations de génocide. ■

LOUIS IMBERT ET STÉPHANIE MAUPAS



# La Crimée reste la priorité de Kiev, malgré les difficultés sur le front

Chaque nuit, ou presque, des missiles et des drones ukrainiens visent les sites militaires russes installés dans la péninsule annexée

**A** louchta, Perevalne, Saky, Simferopol... La nuit du jeudi 23 au vendredi 24 mai a été marquée par de nouveaux bombardements en Crimée, territoire occupé par les forces russes depuis 2014, mais que l'Ukraine n'entend pas laisser dans les mains de Moscou. Selon plusieurs messages et images diffusés sur les réseaux pro-ukrainiens, des missiles ATACMS à longue portée ont atteint plusieurs localités, situées dans le sud de la péninsule, frappant ici une station radar, là un centre de télécommunications... Deux personnes ont été tuées dans les bombardements, selon les autorités locales.

Ces frappes ciblées sur la Crimée sont quasi quotidiennes, depuis le début du printemps. Chaque nuit ou presque, des missiles et des drones, aériens mais aussi navals, sont lancés par les Ukrainiens sur des installations militaires russes. L'aérodrome de Belbek, situé dans le sud de la péninsule, a été bombardé deux nuits de suite, entre le 14 et le 16 mai. Plusieurs avions de combat et des systèmes antiaériens y auraient été détruits ou endommagés. La station radar à longue portée du mont Ai-Petri, sur la côte sud, a été touchée le 12 mai. Le 19 mai, c'est une corvette lance-missiles qui a été coulée dans le port de Sébastopol...

Si cette obsession pour la Crimée pouvait sembler légitime lorsque les forces ukrainiennes avaient l'initiative sur le terrain, elle interpelle davantage au vu des difficultés que Kiev rencontre aujourd'hui dans le nord et l'est du pays. Pourquoi disperser ses forces et ne pas les concentrer sur les assauts menés par les troupes de Moscou dans le Donbass et dans la région de Kharkiv? Les drones et missiles lancés sur les aérodromes et les bases russes en Crimée ne seraient-ils pas plus utiles pour aider les brigades ukrainiennes à contenir les avancées ennemies sur le continent?

## « Priorité stratégique »

Selon les analystes occidentaux, l'Ukraine ne peut pas se permettre de délaisser la péninsule. « La Crimée a été présentée par Volodymyr Zelensky comme la priorité stratégique de 2024. Les Ukrainiens sont obligés d'y rester actifs, même si leurs préoccupations se trouvent aujourd'hui davantage dans le Donbass et dans la région de Kharkiv », explique Thibault Fouillet, directeur scientifique de l'Institut d'études de stratégie et de défense. Les succès rencontrés par les Ukrainiens dans la région, où ils ont notamment chassé la flotte de la mer Noire du port de Sébastopol, permettent également de contrebalancer les déconvenues rencontrées au nord et à l'est, ce qui est utile pour soutenir le moral des troupes et de la population.

Si l'essentiel des combats se déroule sur le continent, la Crimée reste aussi une importante plateforme logistique pour alimenter l'armée russe sur le front sud. Des convois ferroviaires continuent de passer par le pont de Kertch, même si les dommages causés à l'ouvrage, en 2022 et en 2023, limitent le tonnage transporté, et

**En frappant régulièrement Sébastopol, les Ukrainiens préviennent tout retour des Russes dans l'ouest de la mer Noire**

de nombreuses navettes traversent la mer d'Azov jusqu'à la côte est de la péninsule, afin de ravitailler les troupes de Moscou. Frapper la logistique russe dans la région reste donc essentiel. « Mais cela pourrait évoluer: les Russes sont en train de construire de nouvelles voies ferrées et autoroutes autour de Marioupol pour doubler l'axe criméen », assure Stéphane Audrand, consultant en risques internationaux.

En frappant régulièrement Sébastopol, les Ukrainiens préviennent aussi tout retour des Russes dans l'ouest de la mer Noire, leurs navires et sous-marins étant obligés de faire escale beaucoup plus à l'est, à Feodosiïa et surtout à Novorossiïsk. Une condition essentielle au maintien du corridor céréalière reliant le port d'Odessa au détroit du Bosphore, rouvert unilatéralement par les Ukrainiens en août 2023. Selon Londres, Kiev a exporté 45 millions de tonnes de marchandises par ce couloir sur les neuf derniers mois, dont 30 millions de tonnes de céréales. « Tout cela soutiendra la reprise de l'économie ukrainienne en 2024 », approuve le ministère britannique de la défense, dans un communiqué publié le 22 mai.

Pour les militaires occidentaux, cibler les radars et les défenses antiaériennes russes en Crimée a enfin pour objectif de préparer l'arrivée des avions de combat occidentaux en Ukraine. Une soixantaine de F-16 ont été promis par le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas et la Belgique, et les premiers exemplaires sont attendus au début de l'été. « Les Russes utilisent leurs moyens de détection en Crimée pour savoir ce qui se passe dans l'ouest de l'Ukraine. Il est impératif de casser ces moyens pour que les Russes ne puissent pas voir arriver en temps réel les F-16, ce qui leur permettrait de réagir », explique Stéphane Audrand.

Quant au risque de gaspiller, en Crimée, des munitions, qui seraient plus utiles à d'autres endroits du front, les militaires l'estiment limité. Les drones à longue portée n'ont pas vocation à être utilisés dans les zones de combat, et les missiles de croisière franco-anglais SCALP/Storm Shadow ou américains ATACMS sont plus utiles pour « traiter » des cibles stratégiques (centre de communication, station radar, etc.) que de petites unités de combattants.

« La Crimée ne divertit pas tant de moyens ukrainiens que cela, assure Thibault Fouillet. Et les effets obtenus dans la péninsule seront plus importants que dans le Donbass, où la liberté d'action aérienne est plus limitée. » ■

CÉDRIC PIETRALUNGA

## Nouvel envoi d'armement américain

Les Etats-Unis ont annoncé, vendredi, l'envoi de 275 millions de dollars (environ 253 millions d'euros) d'armement pour « aider l'Ukraine à repousser l'offensive de la Russie près de Kharkiv ». Le matériel, tiré des stocks militaires américains, comprend notamment des munitions pour le système de lance-roquettes Himars, des obus d'artillerie, des missiles guidés et des armes antichars. Ce nouvel envoi est le cinquième autorisé par le président Biden depuis l'adoption d'un paquet de 61 milliards de dollars, fin avril, par le Congrès, a précisé le secrétaire d'Etat, Antony Blinken.



Marche citoyenne contre le projet de loi sur l'« influence étrangère », à Tbilissi, le 24 mai. ADRIEN VAUTIER/LE PICTORIUM POUR « LE MONDE »

# Géorgie : « On va lutter autrement et continuer la résistance »

Les opposants au projet de loi sur l'« influence étrangère » espèrent chasser le gouvernement par les urnes lors des législatives d'octobre

## REPORTAGE

TBILISSI ET BATOUMI (GÉORGIE) - envoyée spéciale

**D**e mémoire de Géorgien, on n'avait jamais vu cela. Voilà près de deux mois que le pays est secoué par des manifestations d'une ampleur, d'une nature et d'une durée inédites, menées par une jeunesse farouchement européenne et éloignée des partis politiques. « C'est le chaos organisé. Entre nous, on appelle ça "le réveil d'avril", confie Salomé Qouradiani, étudiante en droit. Ça entrera peut-être dans l'histoire sous ce nom? »

Comme des milliers de personnes, la jeune femme a de nouveau manifesté, vendredi 24 mai à Tbilissi, pour réclamer le retrait du projet de loi sur l'« influence étrangère ». Calqué sur une loi russe, il vise à réduire au silence la société civile et les médias dans cette ex-république soviétique du Caucase. « C'est un combat existentiel, on risque de perdre l'Europe! », s'alarme l'étudiante. S'il est promulgué, le texte, qui a été adopté le 14 mai par le Parlement, mettrait en effet un coup d'arrêt à l'intégration de la Géorgie à l'Union européenne (UE) – elle est officiellement candidate depuis décembre 2023 – et ferait revenir le pays sous l'influence de la Russie, dont les troupes occupent 20 % du territoire depuis la guerre de 2008 avec Moscou.

Jusqu'ici, le parti au pouvoir, Rêve géorgien, fondé par l'homme fort du pays, l'oligarque milliardaire Bidzina Ivanichvili, est resté sourd face aux manifestations et aux condamnations internationales. Vendredi, Washington a annoncé une « nouvelle politique de restriction des visas » qui s'appliquera « aux personnes responsables ou complices de l'atteinte à la démocratie en Géorgie, ainsi qu'aux membres de leurs familles ». Les Géorgiens, à 80 % pro-européens, ont accueilli cette mesure avec soulagement, espérant que la pression occidentale les aidera à faire plier le gouvernement.

Les manifestants se mettent eux aussi en ordre de marche. Soutenu

par une large partie des Géorgiens, le mouvement, spontané et sans leader, cherche désormais à s'organiser pour tenir sur la durée.

En ce lundi de mai, Tsiala Katamidze, activiste de 36 ans, participe à la première réunion d'une vingtaine de manifestants de Batoumi, l'un des autres foyers de contestation, dans l'ouest du pays. Dans la salle, la plupart sont étudiants, d'autres sont membres d'ONG comme Transparency International. « Toutes les couches sociales se mobilisent, explique-t-elle. Pas seulement les jeunes, mais aussi les professeurs, les médecins, les universités... L'objectif, maintenant, c'est de se coordonner, de bâtir un discours solide et argumenté face à la propagande du pouvoir, qui veut nous marginaliser. »

## Rester dans le cadre de la loi

Les membres d'ONG, plus expérimentés, livrent leurs conseils : « Il faut que vous fassiez une base de données pour identifier et optimiser vos ressources: savoir qui peut faire des photos, des bannières, poster sur les réseaux sociaux, etc. » Un étudiant suggère de filmer les manifestations avec son drone. L'assemblée applaudit.

A ce jour, une trentaine d'universités sont en grève. « Comment va-t-on faire pour continuer, avec les examens à rendre? », s'inquiète une jeune femme. « Les professeurs sont solidaires, ils les valideront », rétorque son voisin. Le groupe réfléchit à coordonner de grandes manifestations avec Tbilissi en fonction du calendrier de l'adoption de la loi, dont le veto présidentiel doit être révoqué d'ici à la fin mai. La stratégie vise à maintenir l'élan de protestation jusqu'aux législatives, prévues en octobre, puis à chasser le gouvernement par les urnes.

Pour l'heure, ce scrutin est leur seul horizon. La révolution n'est pas à l'ordre du jour, même si la situation rappelle celle de l'Ukraine à l'hiver 2013-2014, lorsque la population s'était soulevée contre son président prorusse, Viktor Ianoukovitch, qui avait trahi sa promesse de se rapprocher de l'UE.

En Géorgie, tous les manifestants interrogés par Le Monde in-

sistent sur la nécessité d'obtenir le retrait de la « loi russe » par des moyens légaux. A Batoumi, on voit ainsi des avocats bénévoles donner des conseils aux manifestants. A Tbilissi, des professeurs improvisent des lectures publiques de la Constitution pour aider les jeunes à aiguïser leurs arguments.

Aux yeux des contestataires, rester dans le cadre de la loi est d'abord une question de cohérence: reprochant au gouvernement de violer la Constitution avec son projet de loi sur l'« influence étrangère », ils entendent donc ne pas faire de même. Sur tout, ils veulent éviter de donner raison à la propagande du pouvoir, qui les accuse d'être des « radicaux » et de fomenter une révolution avec l'aide de puissances étrangères. « Aujourd'hui, le mot "révolution" est diabolisé, explique Salomé Qouradiani. Le gouvernement dit qu'on veut faire un nouveau Maidan, qu'il associe à la guerre. Ils veulent effrayer les gens. Donc, nous, on veut rester un mouvement pacifique, et agir conformément au droit. » Lors des manifestations, les chants, les danses et jeux de ballon enfantins sont devenus la marque du mouvement.

D'autres opposants au texte rappellent que la Géorgie a déjà mené une révolution, en 2003, après la falsification d'élections, la « révolution des roses », elle aussi diabolisée par le gouvernement, puisqu'elle avait amené au pouvoir son ennemi juré, l'ex-président Mikheil Saakachvili (2004-2013), aujourd'hui emprisonné. « On ne veut pas faire un nouveau Maidan, tranche Tatia Tchagalidze, étudiante en tourisme à Batoumi.

On est d'une génération qui connaît le prix de la liberté. On ne veut pas de confrontation ni de provocation, on va mener cette lutte autrement et continuer la résistance. »

La priorité, insistent les manifestants, est de « convertir cette colère dans les urnes » en chassant Rêve géorgien, au pouvoir depuis douze ans. Le rapport de la génération Z à la politique a changé depuis mars 2023, lorsqu'elle s'était dressée une première fois contre le texte, abandonné quarante-huit heures plus tard sous la pression. A l'époque, « on ne voulait aucun politicien sur scène, ni nulle part ailleurs », se souvient Tsiala Katamidze. Les jeunes Géorgiens, méfiants envers les partis traditionnels, voulaient éviter toute récupération.

Aujourd'hui, ils appellent les partis d'opposition à s'unir pour faire barrage à Rêve géorgien lors des législatives d'octobre. Un défi de taille, tant l'opposition est faible et fragmentée. La création d'une nouvelle formation politique, issue du mouvement de protestation, est quant à elle exclue, pour que les votes ne soient pas émiettés encore davantage. « Ce qu'on fait aujourd'hui est bien plus important qu'un parti politique, estime un étudiant de Batoumi. C'est une guerre pour l'indépendance de la Géorgie. »

Vu l'ampleur de la contestation, les opposants au texte sont convaincus de pouvoir battre Rêve géorgien dans cinq mois. « Regardez comme on porte avec fierté le drapeau européen dans les manifestations, lance Tatia Tchagalidze. Ce pouvoir ne peut pas nous vaincre! »

Encore faut-il que le scrutin puisse être libre et démocratique, une perspective improbable si la loi sur l'« influence étrangère » entre en vigueur. Les fraudes, pressions et manipulations qui ont entaché les dernières élections pourraient exploser, sans que les ONG et les observateurs électoraux, marginalisés, puissent les empêcher. Et si les élections étaient volées? Salomé Qouriani y songe presque à contrecœur: « Alors ce sera la vraie révolution. » ■

FAUSTINE VINCENT

**« On ne veut pas faire un nouveau Maidan. On est d'une génération qui connaît le prix de la liberté »**

TATIA TCHAGALIDZE  
étudiante en tourisme



RETROUVEZ NOTRE COLLECTION  
D'ÉTÉ VIBRANTE

MANGO





# Dans l’Indre, de mystérieuses tombes de chevaux

Des fouilles préventives ont mis au jour les restes d’animaux sacrifiés, probablement de l’époque gauloise

## REPORTAGE

VILLEDIEU-SUR-INDRE (INDRE) -  
envoyé spécial

Grâce à la découverte d’exceptionnelles tombes princières, les communes de Vix (Côte-d’Or) et de Lavau (Aube) ont accédé à une célébrité nationale, voire internationale. En ira-t-il de même pour Villedieu-sur-Indre ? Pas de princesse ni de prince celte dans cette petite ville de l’Indre, mais une série de tombes de l’époque gauloise aussi étranges que spectaculaires, contenant des chevaux et des chiens sacrifiés, parfaitement alignés dans un rituel qui nous échappe. L’Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap), qui mène les fouilles depuis le 5 février, a présenté le site à la presse vendredi 24 mai.

Tout a commencé par un projet de route. Empoisonnée par le passage quotidien de 10 000 véhicules, dont 900 poids lourds, Villedieu-sur-Indre a décroché un financement de 25 millions d’euros pour un contournement routier de 6,5 km. Comme pour tout aménagement du territoire, un diagnostic archéologique a eu lieu sur le futur tracé de la voie.

### Trente et un animaux exhumés

Ce dernier a détecté un site agricole datant des V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> siècles de notre ère, au moment où l’Antiquité cède la place au Moyen Âge. Lors de ces sondages du terrain, les archéologues ont bien vu des chevaux enterrés, mais la présence d’une ligne à haute tension alors en activité les a empêchés d’aller plus loin, et ces fosses ont été interprétées comme une zone de rejet de la ferme médiévale.

La fouille a montré que le site avait été occupé sporadiquement à toutes les époques depuis la fin de la préhistoire. Ainsi, il y a dix mille ans, des chasseurs-cueilleurs du mésolithique y ont séjourné, laissant derrière eux de minuscules pointes de flèches. Le néolithique se trahit quant à lui par des céramiques et de grandes lames de silex, et les chercheurs ont aussi mis au jour plusieurs

séquences d’occupation à l’âge du bronze. Tout cela est intéressant, classique... et complètement occulté par cet alignement de onze fosses gauloises qui suivent un axe nord-sud.

Au total, vingt-huit chevaux et trois chiens ont été exhumés. Archéozoologue sur cette opération, Séverine Braguier détaille : « *Tous les chevaux sont couchés sur le flanc droit, tête au sud. Les chiens sont sur le flanc gauche, tête à l’ouest. Tous les chevaux sont des adultes, il n’y a pas de poulain. Ils ont, pour leur majorité, autour de 4 ans.* » Cela est déterminé par le fait que leurs vertèbres ne sont pas encore soudées, tandis que la présence de canines, absentes chez les femelles, montre que seuls des équidés mâles ont été enterrés.

La visite du chantier de fouilles le confirme, on n’a pas affaire à un

charnier quelconque où l’on aurait enfoui à la va-vite des victimes d’une épizootie, laquelle aurait d’ailleurs tué des animaux de tout sexe et de tout âge. La mise en scène soignée laisse penser à un sacrifice rituel.

Dans l’une des dernières fosses en cours d’exploration, sous un abri bâché, des archéologues dégagent minutieusement, instrument de dentiste et tuyau d’aspirateur en main, une tombe contenant trois squelettes de chevaux parfaitement conservés et alignés verticalement. Fait unique, les pattes avant de l’animal central ont été placées de part et d’autre de l’encolure du troisième. Dans la fosse la plus peuplée, aujourd’hui évacuée, dix chevaux étaient « rangés » : un premier niveau avec deux fois trois bêtes et, par-dessus, un second niveau avec deux fois deux équidés.

Les ossements ne révèlent aucun traumatisme et « *il n’y a pas de trace d’égorgement sur les vertèbres cervicales*, indique Séverine Braguier. *Les os sont en parfaite connexion : les chevaux ont été placés dans chaque fosse au même moment, très peu de temps après leur décès.* »

### Une signification mystérieuse

Lui aussi archéozoologue à l’Inrap, Stéphane Frère précise que, pour obtenir ces positions naturelles, il a fallu déposer les animaux « *avant que la rigidité cadavérique s’installe, c’est-à-dire moins de vingt-quatre heures après leur mort, ce qui a permis de soulever et de manipuler leurs membres* ». Pour ce chercheur, l’hypothèse la plus simple pour la mise à mort des chevaux, « *c’est l’empoisonnement. Beaucoup de produits naturels peuvent être utilisés* ».

Pourquoi pense-t-on qu’il s’agit de chevaux gaulois ? Les chercheurs s’appuient sur un faisceau d’indices : la datation au carbone 14 ; la petite taille des animaux (entre 1,20 mètre et 1,30 mètre au garrot), typique des montures gauloises ; l’emplacement en plein territoire des Bituriges, un des grands peuples de la Gaule ; et, surtout, le fait que l’Inrap a déjà mis au jour, en 2002, des fosses analogues près de Clermont-Ferrand, à quelques encablures des oppida de Gergovie, Gondole et Corent. « *On a la même sélection de chevaux, le même âge, la même position* », note Stéphane Frère.

Les archéologues présents sur l’opération se posent tous la même question, celle que leurs prédécesseurs se posaient déjà il y a deux décennies en Auvergne : que signifie ce geste coûteux qui

La mise en scène soignée des squelettes des vingt-huit chevaux laisse penser à un rituel

consiste à sacrifier des animaux jeunes en excellente condition ? S’agit-il d’une célébration guerrière, sachant que César était dans la région en 52 av. J.-C. et que l’on a retrouvé, à quelques hectomètres de là, des balles de fronde romaines, signes d’un affrontement ? S’agit-il d’un rituel religieux ? Est-ce lié au décès d’un haut personnage qui emporterait ses biens dans la tombe ?

Président de l’Inrap, Dominique Garcia rappelle ainsi un passage des *Commentaires sur la Guerre des Gaules* dans lequel César évoque une tradition où les fidèles d’un chef gaulois mort se suicident : « *Les personnes qui lui sont liées doivent mourir. Et on tue aussi les chevaux.* » En 2001, l’Inrap avait mis au jour, à Gondole, dans le Puy-de-Dôme, une impressionnante tombe gauloise avec huit cavaliers et huit chevaux.

Séverine Braguier reste, pour sa part, très prudente quant à l’interprétation du site, remarquant que Rome faisait appel à des troupes auxiliaires de Germains, lesquels montaient eux aussi de petits chevaux. L’arbre des possibles est immense pour le moment, et seules des analyses poussées permettront de l’élaguer. « *Avec l’ADN, on pourrait avoir la provenance des chevaux, explique l’archéozoologue. Et déterminer s’il s’agit de chevaux locaux sacrifiés ou bien des chevaux des auxiliaires de César.* »

Alors que l’exploration sur le terrain s’achève le 31 mai, les analyses post-fouilles prennent le relais pour faire parler les vestiges. Le travail archéologique de l’ombre commence. ■

PIERRE BARTHÉLÉMY

# Sécheresse, canicule : en Grèce, la crainte de revivre un été critique

L’hiver 2023-2024 est le plus chaud connu par le pays depuis la création du centre de prévisions météorologiques, dans les années 1960

ATHÈNES - correspondante

Le pari d’Angelos Vavlekis est osé. Le trentenaire s’est lancé depuis quelques mois dans un projet d’agriculture biologique sur l’île cycladique d’Amorgos et tente de faire naître une ancienne exploitation prospère qui appartenait jusque dans les années 1960 à des Grecs d’Égypte. Sur ce terrain, où un système d’irrigation perfectionné avait été installé, des amandiers, des pistachiers et des oranges faisaient le bonheur des insulaires. Mais les conditions climatiques ont depuis changé. Les quelques agriculteurs et éleveurs restants, qui ne se sont pas reconvertis dans le tourisme, doivent affronter de grandes difficultés.

« *En 2023, à Amorgos, il est tombé moins de 300 millimètres d’eau, les sols sont très secs... Les agriculteurs que je connais à Amorgos mais aussi à Naxos, dans l’île voisine, qui pourtant possède de plus grandes ressources en eau, jettent l’éponge. Il est impossible de produire de grandes quantités, mais, en plus, s’il faut acheter de la nourriture pour les chèvres par exemple, cela n’est pas du tout rentable...* », avoue Angelos Vavlekis.

L’hiver 2023-2024 a été le plus chaud jamais enregistré par les services météorologiques du pays, selon Kostas Lagouvardos, directeur de recherches à l’Observatoire d’Athènes. « *Le mois de mai a été le onzième mois d’affilée où les températures étaient au-dessus des normales de saison, et ce même dans le nord de la Grèce. Dans les Cyclades et le sud de la Crète, la situation est encore plus critique parce qu’il n’a plu que très peu depuis presque trois ans* », explique le météorologue.

### La Crète en état d’alerte

Ces trente dernières années, les températures ont augmenté en moyenne de 1,5 °C en Grèce. En 2023, l’été a duré jusqu’en octobre et la canicule de dix jours qui a frappé le pays en juillet fut la plus longue jamais enregistrée. L’année a été aussi particulièrement peu pluvieuse malgré les inondations meurtrières qui ont ravagé en septembre la région agricole de Thessalie, dans le centre du pays. Dans les îles, les nappes phréatiques sont vides. En Crète, les précipitations sont en recul de 40 %.

Selon l’Observatoire européen de la sécheresse, qui se fonde sur l’exploitation des images sa-

tellites du programme Copernicus, le sud de la Crète est en état d’alerte comme d’autres régions de la Méditerranée, notamment la Sicile, en Italie, et la Catalogne, en Espagne.

« *Nous sommes préoccupés aussi par le fait qu’il n’y a pas eu de neige sur les montagnes du continent grec pour faire grossir les ruisseaux et les fleuves au printemps. Et on sait qu’à partir de mai, en Grèce, les précipitations sont quasi inexistantes. L’été s’annonce compliqué partout dans le pays et plus généralement dans la région des Balkans, qui est devenue un hotspot du changement climatique* », note Stavros Dafis, chercheur associé à l’Observatoire d’Athènes et rédacteur sur le site Climatebook, qui répertorie tous les phénomènes liés au changement climatique en Grèce.

L’expert observe l’existence de soudaines précipitations intenses : « *Ces phénomènes ne permettent pas aux sols d’absorber suffisamment d’eau. Au début du mois de mai, il y a eu de fortes averses en Crète puis, une semaine plus tard, les sols étaient encore secs. Pour les productions agricoles et les oliviers, l’eau n’est pas suffisante.* » Les fortes pluies

sur des terres sèches tendent aussi à accélérer l’érosion.

La Grèce est-elle pour autant en voie de désertification, comme le suggèrent certains commentateurs ? « *Nous n’allons pas devenir le Sahara. Mais le manque d’eau va entraîner des changements dans l’utilisation des sols, qui vont être de moins bonne qualité pour l’agriculture et nécessiter de changer les types de productions* », souligne Stavros Dafis.

Dans la région de Thessalie, où la culture du coton, gourmande en eau, domine, une réflexion a été enclenchée après les inondations du mois de septembre. Mais les agriculteurs ne se résolvent pas encore à modifier leurs pratiques.

« En 2023, à Amorgos, il est tombé moins de 300 millimètres d’eau, les sols sont très secs »

ANGELOS VAVLEKIS

initiateur d’un projet d’agriculture biologique

Le changement climatique n’est pas la seule explication à ce manque d’eau, d’après Stavros Dafis. La main de l’homme est bien présente, notamment en raison de nombreuses déviations des cours d’eau réalisées par les agriculteurs au printemps. Sans oublier, ces dernières années, la surfréquentation touristique dans les îles. « *Certaines îles comme les Sporades, dans le nord de la mer Égée, ont suffisamment d’eau mais, lorsque les populations sont décuplées l’été, les autorités n’arrivent plus à faire face* », estime l’expert.

D’après les données de la compagnie publique de l’eau, sur l’île de Mykonos, prise de la jet-set, entre 2021 et 2023, la consommation a augmenté de 37,8 %. Une quarantaine d’îles, dans les Cyclades et le Dodécannèse, ont donc fait le choix de construire des usines de désalinisation.

« *Cette solution est très énergivore, mais cela peut être un moyen de répondre à la hausse de la demande en eau si, bien sûr, l’énergie est verte, produite par des panneaux solaires et des éoliennes*, prévient Theodota Nantsou, chargée de la politique environnementale pour WWF Grèce. *Cependant, en dépit de la construc-*

*tion de ces usines de désalinisation, nous avons observé, les derniers étés, des coupures d’eau fréquentes. Il faudrait plus de restrictions, notamment en matière d’utilisation des piscines sur certaines îles* », insiste-t-elle.

A l’approche de l’été, nombreux ont encore en tête les images de l’île de Rhodes ou de la forêt de Dadia, dans le nord du pays, ravagées par les flammes. « *La sécheresse des sols et celle des arbres ne peuvent que favoriser les incendies. Tout dépendra maintenant des températures cet été et des vents...* », alerte Stavros Dafis.

Dès le mois d’avril, des feux se sont déclarés en Crète, deux semaines avant l’ouverture de la saison anti-incendies et de la mobilisation renforcée des pompiers. « *Chaque année, nous avertissons les autorités qu’il faut de la prévention pour les feux : nettoyer les forêts, élaguer les arbres, ouvrir les chemins pour les secours. Mais, malheureusement, rien ne change, soupire Theodota Nantsou. Souvent, les services forestiers obtiennent un budget pour réaliser ces opérations en avril ou en mai et ils n’ont pas le temps de faire le travail nécessaire à temps.* » ■

MARINA RAFENBERG



**Avec SG,  
faites grandir vos idées  
avec nos experts  
en patrimoine.**

Nos banquiers patrimoniaux  
vous accompagnent pour chercher  
à développer, protéger ou transmettre  
votre patrimoine.

**SG**



**Rendez-vous en agence, sur [sg.fr](https://www.sg.fr) et au **3955****

**service gratuit  
+ prix appel\***

\*3955 (service gratuit + prix appel) : des conseillers vous répondent du lundi au vendredi de 8h à 20h et le samedi de 8h à 19h (sauf jours fériés). Tarifs au 04/02/2024. Société Générale, S.A. au capital de 1 003 724 927,50 € - 552 120 222 RCS Paris - Siège social : 29, bd Haussmann, 75009 Paris. Intermédiaire en assurance, dûment enregistré à l'ORIAS sous le n° 07 022 493 ([www.orias.fr](https://www.orias.fr)). SG est une marque de Société Générale. Crédit photo : Manu Fauque. Mai 2024.



# En Nouvelle-Calédonie, les indépendantistes veulent tenir

La sécurité n'est pas rétablie dans Nouméa et sa banlieue, au lendemain de la mort d'un homme de 48 ans, tué par un policier au cours d'une altercation

## REPORTAGE

NOUMÉA - correspondante

Après treize jours d'émeutes, la mission de « rétablir l'ordre dans les jours à venir » fixée par le président Emmanuel Macron se révèle difficile. La sécurité n'est toujours pas rétablie dans Nouméa et sa banlieue. Pour les Français de Métropole coincés en raison des émeutes, de premiers vols à bord d'appareils militaires ont décollé samedi de l'aérodrome de Magenta, à Nouméa, vers l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Vendredi, un homme de 48 ans a trouvé la mort sur un barrage, portant à sept le nombre de victimes des émeutes. Selon les premiers éléments de l'enquête, un policier aurait fait usage de son arme après avoir été pris à partie par des émeutiers sur un barrage situé dans le quartier de Koutio, où les affrontements se poursuivent.

Politiquement, la visite express du président de la République jeudi semble n'avoir rien réglé. Samedi matin, le Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) a renouvelé son appel au calme, tout en faisant du retrait de la réforme un préalable à la discussion. Car celle-ci n'est ni retirée ni suspendue, et la réunion des parlementaires à Versailles n'est pas formellement reportée. « Je me suis engagé à ce que cette réforme ne passe pas en force », avait simplement déclaré le chef de l'Etat à l'issue de ses rencontres avec les élus calédoniens. « Le peuple a parlé. Le FLNKS est opposé au dégel du corps électoral tel que défini dans le projet de loi constitutionnelle. Ce texte doit donc être retiré par le gouvernement français », a écrit le mouvement dans un communiqué.

« Si Macron retire le texte, demain tout ça, c'est terminé », continuent à dire Nelson (qui a souhaité rester anonyme) et ses camarades du barrage indépendantiste de Montravel, lunettes de soleil, cagoules et capuches sur la tête. Dans la nuit de mercredi à jeudi, les forces de l'ordre sont intervenues pour lever leur barricade qui empêchait la circulation sur la RT1, la route qui permet de sortir de Nouméa, qu'émeutiers et militants contrôlaient depuis le 13 mai au soir, quand la Nouvelle-Calédonie s'est embrasée pour protester contre la réforme du corps électoral. Les rôles se sont inversés, ce sont désormais les policiers et gendarmes qui ont la main sur le rond-point, d'où ils surveillent l'entrée du quartier à l'aide de jumelles.

### COLÈRE CONTRE LES FORCES DE L'ORDRE

« Nous, on est prêt à continuer la mobilisation, puisque le président de la République apparemment ne nous entend pas », confirme Yamel, quinquagénaire respecté de Montravel. Avec le temps qui passe et les difficultés chaque jour plus nombreuses dans ce quartier quasiment coupé du monde, le ressentiment s'est installé dans les rangs des militants. Ici, on assure ne pas être à l'origine des incendies et des pillages et on réfute la comparaison avec les émeutes qu'a connues l'Hexagone en 2023. Pour ces jeunes, le mouvement est bien politique : « Le dégel, c'est la fin du peuple kanak, déjà qu'on est minoritaire en nombre, on n'aura plus jamais notre mot à dire si on laisse faire, pense Nelson. Et puis nous, on fait ça aussi pour nos vieux, qui se sont battus en leur temps. »

Le jeune homme n'était pas né au moment de la guerre civile des années 1980, mais son enfance entre Ouvéa et Nouméa a été marquée par ses conséquences : d'abord le traumatisme de l'assaut contre la grotte d'Ouvéa en 1988, qui a fait 19 morts côté Kanak – un nombre faramineux pour une île d'à peine 2000 habitants. Et puis les années d'ostracisme subies par les familles originaires de l'île et plus particulièrement de Gossanah, après la mort de Jean-Marie Tjibaou et de Yeïwéné Yeïwéné, assassinés un an plus tard sur cette même île d'Ouvéa, par un des leurs. La réaction de l'Etat – près de 3000 policiers, gendarmes et militaires sont mobi-



lisés –, est jugée disproportionnée, malgré les quelque 200 commerces et entreprises incendiées. « Sur les barrages, on n'a pas d'armes, s'insurge un des jeunes du quartier, juste des cailloux et des bibiches », ces lance-pierres artisanaux qui servent habituellement à chasser les roussettes (chauve-souris frugivores) et les oiseaux qui amélioreraient l'ordinaire. Les armes seraient sous le contrôle des plus âgés, « cachées dans les brousses, et c'est pas maintenant qu'on va les sortir », assure Olivier.

Régulièrement, les jeunes embarquent à bord d'un pick-up surmonté du drapeau indépendantiste pour patrouiller dans ce quartier populaire du nord de Nouméa. Ici, 2500 habitants vivent en vase clos depuis dix jours. Au fond, au pied de la colline, la cité Pierre-Lenquette et ses immeubles d'habitat social, à droite les maisons de la « cité mélanésienne », construites dans les années 1960 pour loger les populations kanak des Îles Loyauté venues travailler à Nouméa dans l'industrie du nickel. À gauche, l'usine de la Société Le Froid, spécialisée dans la production de boissons. Ou plutôt ce qu'il en reste, soit des conteneurs de sucres éventrés dont se délectent des centaines d'essaims d'abeilles : elle a été incendiée au premier jour des émeutes.

À l'incompréhension affichée contre la répression d'un mouvement qu'ils estiment légitime, s'ajoute la colère face aux « injustices » commises par les forces de l'ordre,

**« NOUS, ON EST PRÊT À CONTINUER LA MOBILISATION, PUISQUE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, APPAREMMENT, NE NOUS ENTEND PAS »**

**YAMEL**  
quinquagénaire respecté du quartier de Montravel

dont le récit a tôt fait de faire le tour du quartier : « Ils ont tiré des lacrymogènes et des grenades assourdissantes vers les maisons », assure Yao (qui a souhaité rester anonyme), tandis qu'Olivier tient à nous montrer la cabane de son frère, une figure du quartier. Considéré comme un leader de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), le mouvement à l'origine de la mobilisation, Marcel Toyon a été interpellé mercredi pour non-respect de son contrôle judiciaire. Marmites renversées, produit WC répandu dans un congélateur : Olivier est formel, le saccage est l'œuvre des forces de l'ordre, accusées également d'avoir crevé les pneus du camion de l'association dont Marcel Toyon est président, l'ONG Action solidaire.

La rancœur accumulée n'épargne pas les élus locaux. Les discours des non-indépendantistes sur le racisme supposé des Kanak envers les blancs irritent de plus en plus. Mais les indépendantistes du FLNKS, jugés inaudibles, sont attendus au tournant. Les boutades fusent : « Roch Wamytan [le président indépendantiste du congrès], il est noir à l'extérieur, mais si tu l'ouvres, il est plus blanc que Sonia Backès [la leader des non-indépendantistes] », plaisante Roger.

« Ils sont où, nos élus, on les entend pas ! Nous on est ici, il y a des affrontements tous les jours, on tire sur nos jeunes, ils se sont dé-cré-dibilisés, lance Yao. Heureusement qu'il y a la CCAT. Parce que la CCAT, c'est la seule orga-



nisation qui en trois mois a réussi à rassembler tout le peuple kanak. » Une organisation qualifiée de « mafieuse » par l'Etat et même de « terroriste » par certains non-indépendantistes. De quoi, là encore, alimenter la colère de ses militants, qui rétorquent que la CCAT n'a jamais cautionné les violences et les pillages.

### DISPENSARE DE FORTUNE

Vendredi soir, le leader de la CCAT, Christian Tein, a invité les militants à « desserrer l'étau » des barrages pour permettre notamment l'approvisionnement en carburant et en médicaments. Et le quartier de Montravel se prépare à tenir. Chez Katy, aide-soignante comme Yao, un dispensaire de fortune a été installé. Pour soigner les quelques blessés des affrontements qui préfèrent s'y présenter plutôt que de se rendre à l'hôpital par peur des représailles, mais surtout pour organiser la continuité des soins.

Les mères de famille du quartier ont frappé aux portes pour recenser les besoins – malades ou ordonnance à renouveler – et ont contacté Anaïs, infirmière à domicile. Sur une feuille de papier blanc collée sur son pare-brise, la jeune femme a écrit au stylo-bille « infirmière ». « Tout se passe très bien. Il y a des gens qui sont morts faute d'avoir pu être dialysés, ça a été un électrochoc pour les habitants », confie-t-elle. Anaïs a entraîné avec elle Coralie, une autre infirmière, et depuis jeudi Laëtitia, médecin libérale. Dans l'arrière-cour, les trois jeunes femmes reçoivent et rassurent les patients. Laëtitia rédige les éventuelles ordonnances que Yao se chargera de porter dans une pharmacie du centre-ville, la plus proche, à la Vallée-du-Tir voisine, ayant brûlé.

Sur la placette qui jouxte le terrain de basket, Louise et Marie, elles, cuisinent. Depuis le premier jour de mobilisation, elles nourrissent tout le monde, avec les moyens du bord et le feront « tant qu'il le faudra. L'organisation, on a l'habitude », explique Louise. La débrouille fait partie du jeu, alors le thé du matin a été remplacé par des infusions de feuilles de pamplemoussiers, les jardins des voisins sont mis à contribution et la solidarité joue à plein : riz et viande proviennent de dons, dont les quantités varient suivant les jours. « Chacun une louche, c'est ça aussi la lutte ! », lance Louise dans un éclat de rire. ■

CHARLOTTE MANNEVY





**A gauche, dans le quartier de Montravel, à Nouméa, jeudi, une voiture avec le drapeau indépendantiste. Ci-dessus, en haut, l'usine de boissons Le Froid incendié, en bas, deux habitantes devant le repas qu'elles ont préparé.**  
DELPHINE MAYEUR POUR « LE MONDE »

# A Nouméa, la vie s'organise au milieu du chaos

Dans le quartier de la Vallée du Tir, les habitants qui n'ont pas fui sont profondément marqués par les violences

## REPORTAGE

NOUMÉA - correspondance

Il est un peu plus de 16 heures, vendredi 24 mai, à Nouméa. Guy Raguin, une célébrité locale, donne un spectacle de magie pour une vingtaine d'enfants rassemblés sous un petit chapiteau pliable. Les éclats de rire résonnent sur la place Constantine, au milieu des carcasses de voitures calcinées. Au cœur du chaos, l'espoir subsiste tant bien que mal.

Cette place, comme de nombreux lieux de la ville, rappelle l'histoire coloniale du pays, qui a ressurgi avec brutalité au début de la crise, il y a près de treize jours. *Constantine* est le nom du bateau du commandant Tardy de Montravel, qui, un an après la prise de possession de l'archipel, en 1853, jetait l'ancre dans l'anse de la Vallée du Tir, aujourd'hui l'un des plus vieux quartiers de Nouméa. Comme ailleurs, les violences des deux premiers jours d'insurrection ont littéralement sidéré l'immense majorité de la population et totalement dépassé les manifestants pacifiques, mobilisés contre la réforme du corps électoral qui a mis l'archipel à feu et à sang.

C'est dans ce quartier que les premières maisons de particuliers ont brûlé, et plus particulièrement celle où logeait le père de Sonia Backès, ancienne secrétaire d'Etat du gouvernement Borne et cheffe de file des Loyalistes (non indépendantiste), qui souhaite coûte que coûte voir aboutir le projet de réforme du corps électoral. Comme dans de nombreux endroits de l'agglomération, la prospérité y côtoie la misère, les maisons coloniales cossues dominent les logements sociaux où s'entassent Kanak et Océaniens. Le père de la leader non indépendantiste a dû être exfiltré par les hommes du RAID.

De nombreux habitants ont fui le quartier par leurs propres

**« C'EST COMME UNE MINI-KANAKY LIBRE. CELA PRÉFIGURE CE QUE POURRAIT ÊTRE LE PAYS DEMAIN », ESTIME UNE HABITANTE D'ORIGINE EUROPÉENNE**

moyens. Quelques-uns sont restés mais sont profondément marqués et refusent de témoigner, par peur de représailles. La psychose autour de rumeurs d'« épuration ethnique » est palpable. Pour tenter d'apaiser les choses, une quadragénaire kanak fait le tour des maisons. Il y a quatre jours, elle a découvert « une mamie vietnamienne qui n'était pas sortie de chez elle depuis plus d'une semaine et n'avait presque plus à manger ».

**« On s'est préparés au pire »**  
Certains s'aventurent rapidement à l'extérieur de leur maison, mais seulement pour se procurer de quoi manger. C'est le cas de Jean-Marc, Caldoche de 52 ans, l'un des rares à accepter de prendre la parole. Pas question pour autant de sortir de la vallée, au risque de se retrouver coincé hors du quartier et coupé de sa femme et de ses deux enfants. *« C'est vraiment difficile de tenir psychologiquement. Il y a des choses qui ont été dites : "On va entrer chez vous, brûler vos maisons". On s'est préparés au pire, vécu des nuits blanches. C'est dur »*, témoigne-t-il.

Dans son quartier, Lucile, une habitante arrivée de métropole en 2007, se sent en sécurité et s'inquiète, au contraire, « énormément de l'intervention des forces de l'ordre ». Elle raconte comment, il y a trois jours, une

grenade a accidentellement mis le feu à une maison « où étaient des gens » lors d'une intervention. Comme le confirment plusieurs témoignages de Kanak, cette peur des forces de l'ordre est l'une des raisons pour lesquelles les barricades ont été renforcées, malgré les appels à l'apaisement d'Emmanuel Macron.

C'est consciente du processus de décolonisation que Lucile a fait le choix de s'installer dans l'archipel. Elle considère l'ouverture du corps électoral, dont elle bénéficierait, comme « scandaleux », revenant à « piétiner les accords qui ont été passés par les vieux ».

Plus ou moins coupée du monde, la population s'auto-organise pour parer au plus urgent, mais aussi pour redonner un semblant de vie et rassurer les enfants. Une maman confie que, quelques minutes plus tôt, sa fille s'est effondrée en pleurs à l'idée de passer un des nombreux barages érigés dans le quartier, de « peur de se faire tirer dessus ».

*« Nous avons fait appel à toutes les compétences du quartier »*, explique Florenda Nirikani, une militante indépendantiste et animatrice. Son assignation à résidence par la justice a suscité l'incompréhension, en raison de son engagement pour l'éducation des jeunes et ses appels à manifester pacifiquement. Si cette quadragénaire est une figure incontournable du quartier, elle ne décide de rien. Chaque habitant a voix au chapitre, lors des deux réunions quotidiennes tenues sur la place Constantine, à 9 heures et à 15 heures. Les décisions sont toutes le fruit d'un consensus auquel sont viscéralement attachés Kanak et Océaniens. Ils sont près de deux cents, toutes ethnies confondues, à répondre à l'appel lancé par Florenda Nirikani au micro.

Une infirmière tient un poste de soins ouvert 24 heures sur 24, une cuisine prépare de quoi

nourrir ceux qui le souhaitent et assure même un service de livraison de barquettes. Des adolescents ont transformé un camion-benne en camion poubelle pour assurer le ramassage des déchets ménagers et éviter la prolifération des rats. Un culte œcuménique s'est aussi rapidement mis sur pied dans une cave, pour se protéger de l'extérieur. Tout le monde est mis à contribution et, petit à petit, la solidarité recrée du lien social, y compris pour les gens de passage.

**« On nous impose un système »**  
*« C'est comme une mini-Kanaky libre. Cela préfigure ce que pourrait être le pays demain. Derrière la colère, il y a une très forte dimension anticapitaliste qui est très peu mise en avant »*, estime une habitante d'origine européenne, qui témoigne avoir eu un laser rouge pointé sur le front, alors qu'elle tentait de s'interposer entre les forces de l'ordre et de jeunes militants. Quelques Kanak vont dans ce sens en disant que la crise a « transformé Nouméa en tribu ».

*« On nous impose un système qui ne fonctionne pas avec notre culture, nos manières d'être ici dans le Pacifique. Nous sommes peut-être français, mais ce n'est pas la France, ici. On ne peut pas comparer l'incomparable »*, abonde Paul, un militant kanak de 31 ans.

Avant de retrouver un semblant de calme, « il a fallu ramener à la raison les jeunes en proie à la révolte et difficilement contrôlables, tant l'alcool coulait à flots », explique Florenda Nirikani. Des femmes ont rapidement lancé le mot d'ordre de détruire les bouteilles qui circulaient en nombre incalculable. Une idée partie de la Vallée du Tir et qui s'est ensuite propagée à d'autres quartiers. Elles ont ainsi méthodiquement cassé bouteilles et canettes de bière, formant des tas imposants. Pour

Noël, quinquagénaire d'origine européenne, l'alcool doit purement et simplement être banni de l'archipel. *« C'est un véritable poison et il est à l'origine de beaucoup de désordres »*, tonne-t-il.

Le collectif s'est ensuite attaqué aux problèmes de vols et à l'exclusion. Pour ce faire, les artistes ont été mis à contribution. Un conteur, notamment, a improvisé des lectures puis, constatant le besoin, a monté un groupe de parole. Des ateliers de peinture avec les enfants commencent à faire fleurir des messages de paix, recouvrant les insultes qui ont couvert les murs.

Dédé, militant indépendantiste de 35 ans, ne désire « rien d'autre que la paix » et, pour cela, martèle qu'il n'y a qu'un pas à faire : retirer le projet de réforme du corps électoral. Un message inlassablement répété par les militants indépendantistes sur le terrain.

*« Ce bond en arrière de quarante ans »* aurait pu être évité, pour peu que la « voix des Kanak ait été entendue », pense également ce militant qui souhaite rester anonyme. Sans faire d'angélisme, il reconnaît les « problèmes d'éducation » de cette partie de la jeunesse à la dérive et explore que le seul moyen de se faire entendre ait été la violence, dont les conséquences « vont surtout toucher les Kanak ».

*« On n'est pas tous des émeutiers. On ne filme que dans les quartiers chauds »*, regrette Waimo, qui se définit comme militant pour son pays. Le jeune homme de 20 ans, qui sait que la reprise sera difficile, affiche pourtant une détermination inébranlable. *« On s'est déjà assez fait marcher dessus. Nous allons construire un pays avec tous les gens qui marchent avec nous, insiste-t-il, qu'ils soient métropolitains ou encore wallisiens. C'est ensemble que nous devons faire les choses. »* ■

MATHURIN DEREL

# La Polynésie française s'inquiète d'une contagion sociale

Elus et chercheurs soulignent le risque d'un afflux de population de Nouméa vers Papeete

PAPEETE (POLYNÉSIE FRANÇAISE) - correspondant

Pas de risque de contagion », assure Moetai Brotherson, le président indépendantiste de la Polynésie française, à propos des violences qui secouent la Nouvelle-Calédonie depuis le 13 mai. *« Je n'en serais pas si sûr, Papeete a déjà brûlé deux fois »*, nuance Patrick Galenon, secrétaire général du premier syndicat polynésien, la CSTP-FO. *« L'écart entre riches et pauvres continue à augmenter, les familles ne peuvent plus se loger, même en contrat à durée indéterminée. Il y a des Porsche partout, et trois fois plus de sans-abri qu'avant la pandémie de Covid-19. L'espoir suscité auprès des populations défavorisées par l'arrivée des indépendantistes est déçu en Polynésie comme en Nouvelle-Calédonie »*, assure-t-il.

Quant au prédécesseur de M. Brotherson, l'autonomiste Edouard Fritch, président polynésien de 2014 à 2023, il estime cette contagion possible si les élus attirent la haine. *« Des émeutes en Polynésie, c'est un risque si on continue à tenir des propos racistes comme le pasteur Mitema Tapati ou Ronny Teriipaia. »* Le premier est un élu indépendantiste à l'assemblée locale, qui a regretté le « blanchissement » de la popula-

tion. Le second est ministre de l'Éducation dans le gouvernement Brotherson et a parlé d'« invasion » en Polynésie. Tous deux sont poursuivis par Edouard Fritch pour provocation à la discrimination raciale.

Au quotidien, pourtant, il y a peu de tensions ethniques en Polynésie. Les Polynésiens sont largement majoritaires dans leurs îles, au contraire des Kanak, qui ne représentent que 41,2 % de la population, selon le référendum de 2019 en Nouvelle-Calédonie. L'Institut de la statistique en Polynésie française, lui, ne dispose pas de chiffres sur les origines ethniques.

S'il y a beaucoup moins de problèmes communautaires, c'est aussi parce que la population est très métissée en Polynésie, comme en témoignent les patronymes de personnalités politiques comme Edouard Fritch, Moetai Brotherson ou le président de l'Assemblée, Antony Géros. Il subsiste une communauté chinoise et une communauté *papa'a* (blanche), mais elles sont très minoritaires et ne détiennent pas de pouvoir politique. Les 57 représentants à l'Assemblée sont des Polynésiens ou des « demis » (métis).

Le contexte social et démographique est donc très différent de la Nouvelle-Calédonie, où la population est peu métissée et où les Ka-

nak sont minoritaires sur leur propre terre. Le député polynésien Tematai Le Gayic, de la formation indépendantiste Tavini Huiraatira, défend toutefois un projet de citoyenneté polynésienne, qui serait réservée aux enfants de Polynésiens, aux natifs et aux résidents de très longue date. *« Sociologiquement, ce n'est pas pertinent »*, objecte Sémir Al Wardi, professeur en science politique à l'université de la Polynésie française. Il rappelle que les *papa'a* de passage, comme les enseignants ou les gendarmes, votent peu aux élections locales.

**« Solidaire avec nos cousins »**  
Pour ce chercheur, les émeutes en Nouvelle-Calédonie « ne sont pas une surprise car nous savions que le dégel du corps électoral était un casus belli ». Il rappelle qu'en Polynésie française, lors de la reprise des essais nucléaires, en 1995, l'État n'avait pas non plus anticipé l'ampleur de la contestation. Une partie de Papeete s'était embrasée. Selon lui, « les spécialistes, universitaires et chercheurs, dans les deux cas, n'ont pas été écoutés par l'Etat qui reste dans un "entre-soi" ».

L'autre inquiétude qui court en Polynésie, c'est un afflux de population de Nouméa vers Papeete. Sur une île volcanique comme Tahiti, la population vit sur le littoral

et, même si les habitations gagnent les reliefs, l'espace manque.

Sémir Al Wardi ne croit pas à un déplacement important de population d'un territoire à l'autre. Pour lui, les Kanak et les Caldoches sont trop attachés à leur île pour la quitter et les métropolitains de passage préféreront retourner dans l'Hexagone. Restent quelques milliers de Polynésiens installés sur le Caillou, mais aussi 20 000 Wallisiens et Futuniens. Ils pourraient choisir de se tourner vers Tahiti pour trouver un mode de vie proche dans un climat social apaisé.

*« S'ils viennent avec des capitaux, ça peut faire augmenter les prix de l'immobilier, et ça peut aussi avoir un impact positif avec un apport de capitaux en Polynésie. Mais il faut, quoi qu'ils décident, rester solidaires avec nos cousins »*, tempère Steeve Hamblin, le président du

**« L'ÉCART ENTRE RICHES ET PAUVRES CONTINUE À AUGMENTER, LES FAMILLES NE PEUVENT PLUS SE LOGER »**

PATRICK GALENON  
syndicaliste polynésien

Medef en Polynésie, fin connaisseur des deux collectivités.

Les prix de l'immobilier flamboyent déjà à Tahiti, et les Polynésiens se méfient de nouveaux arrivants potentiels. *« On n'a pas vocation et les moyens réglementaires de les empêcher de venir, mais il faudra faire attention au phénomène de spéculation »*, s'inquiète le président Brotherson. D'autant plus que « les Néo-Calédoniens ont un produit intérieur brut par habitant presque deux fois plus élevé que les Polynésiens », rappelle Steeve Hamblin.

Pour ce chef d'entreprise, ancien ministre du tourisme, c'est une crise économique, plus que politique, qui pourrait déclencher des manifestations. *« En Polynésie, s'il n'y a plus de travail, si la locomotive économique qu'est le tourisme ne fonctionne plus, les gens pourront aller dans la rue. »* Car, pour lui, « les récentes réformes fiscales ont été prises sans concertation et au détriment du secteur touristique ».

En dépit des différences entre Nouvelle-Calédonie et Polynésie, leurs évolutions statutaires se sont mutuellement influencées depuis soixante-quinze ans. Elles obtiennent toutes deux leur première autonomie en 1957, puis leur autonomie interne le même jour, le 6 septembre 1984. *« Une énorme erreur de la part de la*

*France : ce statut avait été négocié entre la Polynésie et la France, et ne correspondait pas au partage du pouvoir à la néo-calédonienne puisqu'il donnait le pouvoir au parti majoritaire arrivé en tête »*, analyse Sémir Al Wardi, pour qui « c'est aussi un des points de départ des événements en Nouvelle-Calédonie ».

L'ancien président polynésien Gaston Flosse a aussi tenté, à la fin des années 1990, de s'inspirer de l'accord de Nouméa pour construire le nouveau statut polynésien d'autonomie, en vain. Les négociations entre l'Etat, les loyalistes et les indépendantistes néo-calédoniens pourraient donc, une nouvelle fois, inspirer les revendications statutaires des Polynésiens, qui ne se sont, eux, jamais prononcés lors d'un référendum d'autodétermination.

Issues d'espaces culturels différents, les îles polynésiennes et mélanésiennes se perçoivent tout de même comme des peuples océaniques, cousins du Pacifique. Les appels à la solidarité se multiplient à Tahiti, qui a envoyé des poches de sang et des dons cette semaine. Avec une inquiétude particulière pour les 145 Polynésiens en voyage en Nouvelle-Calédonie et bloqués par la fermeture de l'aéroport. ■

MIKE LEYRAL



# Raphaël Glucksmann, le pari socialiste

Le fondateur de Place publique, candidat du PS, veut imprimer sa marque à gauche après les européennes

## PORTRAIT

En ce 26 avril, la journée a mal commencé pour Raphaël Glucksmann. Le matin même, sur BFM-TV, la tête de liste aux élections européennes pour Place publique et le Parti socialiste (PS) a soutenu la direction de Sciences Po, considérant qu'elle avait « *le droit de décider d'évacuer* » le campus bloqué par les étudiants palestiniens.

Dans le van qui le conduit au Printemps de Bourges, l'ancien élève de la rue Saint-Guillaume découvre l'ampleur de la bourde : absorbé par la campagne, il n'avait pas vu que les forces de l'ordre étaient passées à l'action. Les images de CRS casqués et armés, sortant des jeunes gens de l'école, tournent en boucle sur les chaînes d'info. En quelques heures, sa sortie prend l'allure d'une faute politique : le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, le contredit, affirmant sur le réseau social X que l'on « *n'envoie pas les CRS pour déloger des étudiants pacifiques* ». La France insoumise (LFI) savoure. « *Difficile à suivre* », ricane le député de l'Essonne Antoine Léaument. L'essayiste rétro-pédale le 7 mai sur Europe 1.

« *La campagne est plus violente qu'en 2019, mais, paradoxalement, je la vis beaucoup mieux* », analyse l'intéressé. Conscient que cette année-là, c'est aussi l'oral qui avait échoué, Raphaël Glucksmann a fait appel à un ami d'enfance, devenu metteur en scène de théâtre, pour l'épauler.

Le candidat s'est attiré un soutien de poids, l'ancien premier ministre Lionel Jospin, qui avait voté pour lui en 2019. Mercredi 22 mai, les deux hommes ont arpenté les rues du 18<sup>e</sup> arrondissement, distribuant des tracts aux badauds, devant une horde de caméras. L'homme de la « gauche plurielle » a loué son « *cap clair* » sur l'Europe, et s'est félicité qu'il « *ouvre un espoir* » pour « *une gauche démocratique* », qui a besoin « *de se renouveler* » face « *aux extrêmes* ».

### Procès en bourgeoisie

La route est encore longue pour Raphaël Glucksmann, qui rêve de faire « *partie du front* » contre Marine Le Pen. Pour l'heure, il si-phonne surtout les voix macronistes et écologistes. A Paris, il est devenu la nouvelle coqueluche de l'intelligentsia de gauche. Non sans arrière-pensée électoraliste, la gauche radicale l'accuse d'être le paravent de François Hollande. L'ancien président de la République lui a d'ailleurs apporté son soutien. « *Le doute, c'est qu'il soit l'incarnation d'une social-démocratie* », rétorque le social-démocrate.

« *Déconnecté* », « *hors-sol* », « *sans ancrage* » : c'est probablement le député LFI de la Somme, François Ruffin, qui a eu les mots les plus durs. « *Il a conscience qu'il n'a pas passé les cinq dernières années de sa vie dans les foire-à-tout, mais il écoute avec bienveillance* », le défend le député socialiste de l'Eure Philippe Brun. Au début de la campagne, l'élus lui a évité une bévée, l'avertissant que son tract sur « *l'Europe puissance* », une expression brandie dans les amphithéâtres de Sciences Po, mais obscure pour le citoyen lambda, risquait le flop. « *On va te dire qu'il y a une faute, que c'est l'Europe puissante* », lui

« **La campagne est plus violente qu'en 2019, mais je la vis beaucoup mieux** »

RAPHAËL GLUCKSMANN



Raphaël Glucksmann, lors d'une conférence de presse, à Paris, le 23 mai. JULIEN DE ROSA/AFP

fait remarquer Philippe Brun, qui s'est fait élire dans une circonscription encerclée par le Rassemblement national (RN). Raphaël Glucksmann a corrigé. Mais il se mord encore les doigts d'avoir dit, dans *M Le magazine du Monde*, en 2014, ne pas « *vibrer de manifester pour les retraites* ». Il promet être allé à « *toutes les manif* » contre la réforme de 2023. Un soutien passé inaperçu.

L'histoire aurait pu être tout autre avec Emmanuel Macron, alors qu'il menait de dépasser sa candidature, Valérie Hayer. En 2017, les équipes du futur président de la République lui proposent d'alimenter le discours d'entre-deux-tours sur cette France qui n'est pas celle du RN. Il perçoit chez Emmanuel Macron un « *Narcisse vide* » et refuse la collaboration. A la place, il préfère soutenir le candidat PS, Benoît Hamon, et contribue à son discours de Bercy en lui adressant, depuis la maternité, une note sur les droits humains. Sa nouvelle campagne, la journaliste Léa Salamé, est en train de donner naissance à son second fils.

Déjouer les procès en bourgeoisie, un stigmate à gauche désormais, semble être son principal souci. L'essayiste se montre intarissable sur ce 10<sup>e</sup> arrondissement qui l'a vu grandir, un quartier qu'il décrit comme « *très pluriel, très sympa* », entre les juifs de la rue Richer, les Maghrébins de Barbès et les Turcs de la rue du Faubourg-Saint-Denis. Pendant l'année, il fréquente l'école publique. L'hiver, ses parents, le philosophe André Glucksmann (1937-2015), dit « Glucks », et Françoise (« Fanfan »), l'envoient skier en colonie de vacances. L'été, direction le cap Corse, où sa mère possède une maison de village.

« *J'ai eu énormément de chance à la loterie de la vie, mais je n'ai pas grandi avec Rockefeller dans le 6<sup>e</sup> arrondissement* », promet-il. Dans l'appartement familial de la rue du Faubourg-Poissonnière, ce n'est pas l'élite parisienne fortunée qui défille, mais les amis intellectuels du paternel (Bernard-Henri Lévy, Pascal Bruckner, Romain Goupil...), « *des féministes algériennes* », « *des opposants d'Amérique latine* », « *des dissidents d'Europe de l'Est* ». « *La chance absolue, c'est l'ouverture sur le monde* », se remémore le fils.

« Glucks » et « Fanfan » sont des anciens maoïstes. Ils ont rompu avec le marxisme en lisant *L'Archipel du goulag* d'Alexandre Solje-

nitsyne, paru en 1973. « *Les enfants assistent aux discussions où l'on remet en cause les certitudes. Raphaël nous a reproché d'avoir déconstruit toutes les utopies* », se souvient le cinéaste Romain Goupil. De ce milieu très politisé, Raphaël Glucksmann hérite du goût pour les combats humanistes et l'antitotalitarisme de son père. Sa bataille à lui, ce sera d'abord le génocide contre les Tutsi au Rwanda.

« *Il faisait partie des premiers copains qui avaient compris ce qu'on avait vécu* », témoigne son amie Annick Kayitesi-Jozan, rescapée du massacre. Avec l'aide du réalisateur Michel Hazanavicius et des amis, il en tire un téléfilm, *Tuez-les tous !*, diffusé sur France 3 en 2004, qui met en cause le rôle de la France sous François Mitterrand. De cette époque, il retiendra une « *méfiance vis-à-vis de la gauche institutionnelle* ». L'antimarxisme conduit les « nouveaux philosophes » à regarder vers l'Ouest.

### Un billet pour la Géorgie

Au début des années 2000, l'essayiste suit son père, Goupil, Bruckner et BHL au Cercle de l'Oratoire, un club de néoconservateurs à la française, inquiets de la montée de l'antiaméricanisme post-11-Septembre. Les Glucksmann ne sont pas d'accord sur tout. Goupil se souvient d'« *engueulades terrifiantes* » sur la guerre en Irak, à laquelle le fils était opposé. En 2007, il se rapproche d'Alternative libérale, qui veut supprimer la Sécurité sociale, la carte scolaire et réduire les impôts. Et participe la même année au meeting de Nicolas Sarkozy. Simplement pour les besoins d'un livre, dit-il. Il affirme ne pas avoir voté pour lui.

En 2008, le jeune homme prend un billet pour la Géorgie, alors que les chars russes arrivent de Moscou. Pendant quatre ans, il conseille le président atlantiste Mikheil Saakachvili, qui veut sortir son pays de la domination de Vladimir Poutine. Ce compagnonnage vaut à l'essayiste d'être accusé d'avoir « *travaillé pour le compte d'intérêts étrangers* » (par Jordan Bardella), d'œuvrer pour la « *CIA* » (par la gauche radicale), et ce, au service du néolibéralisme. Lorsqu'il était au pouvoir, Mikheil Saakachvili avait libéralisé l'économie tambour battant, baissant les impôts, supprimant le salaire minimum, avec des méthodes parfois brutales. Neuf ans plus tard, l'ancien conseiller

« *revendique chaque minute de ce passé* ». « *Les anti-impérialistes ne voient pas que, pour un Géorgien, l'impérialisme ce n'est pas à Washington mais à Moscou* », justifie-t-il, soulignant les « *problèmes* » de la gauche radicale avec « *la démocratie libérale* ». Quand les pro-Russes reprennent le pouvoir, en 2013, il rentre à Paris, où il vit de ses livres, de chroniques, et passe un an au *Magazine littéraire*, devenu *Le Nouveau Magazine littéraire*, financé par Claude Perdriel, fervent soutien d'Emmanuel Macron, où il est traité de « *wauquiéro-mélenchoniste* ».

Il faut dire que, entre-temps, il a entamé une mue vers la gauche. La crise des subprimes de 2008 l'a fait réfléchir. En 2018, il confesse sa conversion idéologique dans un livre, *Les Enfants du vide* (Alary Editions). « *Je fais le chemin inverse à celui de mes parents* », martèle-t-il. La question politique le taraude. Lors d'une conférence à Metz la même année, une dame âgée l'apostrophe : « *Vous parlez très bien, mais vous n'y croyez pas, sinon vous feriez de la politique* ». C'est l'électrochoc. Avec son père, il a vu l'impuissance de l'intellectuel engagé. Il comprend qu'il n'a pas envie d'être « *un Finkielkraut de gauche* ».

Six ans après le grand plongeon, c'est un nouveau duel qui l'attend, celui qu'il est en train d'installer avec Jean-Luc Mélenchon. Loin de l'unité affichée en 2022 par la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes), l'élection européenne doit « *trancher la ligne* » entre « *un internationalisme hors-sol* » et la « *défense des Européens* », répète-t-il sur tous les tons, préfigurant du débat qui ne manquera pas d'animer l'ensemble de la gauche à l'issue du scrutin.

Le 10 juin, il ne disparaîtra pas des radars pour retrouver la vie monacale du Parlement européen, mais restera « *investi dans le débat public* », désireux de faire respecter de nouveaux équilibres

**Six ans après le grand plongeon, c'est un nouveau duel qui l'attend, celui qu'il installe avec Jean-Luc Mélenchon**

à gauche. Comment ? « *Je n'ai pas la réponse* », balaie-t-il. En la matière, il a retenu la leçon de stratégie politique professée en personne par Jean-Luc Mélenchon. En 2018, ce dernier a refusé de participer aux discussions qu'il avait entamées avec Génération.s, le PS et les Verts, alors qu'il essayait de monter Place publique. « *Vas-y, mais cela ne servira à rien* », lui prédisait Mélenchon, alors que l'essayiste rêvait d'une alliance entre la société civile et les partis. Pour le leader de LFI, il faut d'abord établir un rapport de force, dominer et discuter ensuite.

### Montesquieu et Machiavel

Féru d'histoire et passionné par le monde des idées, ces deux-là ont failli bien s'entendre. Le 25 juin 2020, ils se retrouvent dans le train Clermont-Paris. Ils rentrent de Gerzat (Puy-de-Dôme), où ils sont allés soutenir l'entreprise en péril Luxfer. Assis l'un en face de l'autre, autour de bouteilles de Perrier, ils évoquent Montesquieu, Machiavel ou Montaigne, la Révolution française, l'Europe, les libertés publiques. Ils partagent la même analyse : la géopolitique doit commander au politique, qui doit commander au reste. Glucksmann apprécie ce moment « *extrêmement cordial, parfois drôle* ». En presque six heures d'un trajet chaotique, ils comprennent que c'est leur seul point de convergence. Sur le reste, leurs visions du monde sont opposées.

L'échange se poursuit quelques semaines par téléphone. Lorsque, à l'Assemblée nationale, Jean-Luc Mélenchon s'oppose à la mutualisation des dettes européennes pour affronter la pandémie de Covid-19, Glucksmann se cabre. Ils s'échangent alors sur Jean Bodin, dont l'œuvre de référence *Les Six Livres de la République*, publié en 1576, place au cœur de la théorie politique le concept de souveraineté. « *Lui, réduisait ça à la souveraineté nationale, moi je disais, il est possible d'avoir une souveraineté européenne* », se souvient l'essayiste. Les deux hommes ne se parleront plus.

Dans les couloirs de l'Assemblée nationale, il se murmure maintenant que c'est la carrière de Léa Salamé, qui officie sur France Inter et France 2, qui constitue un frein à la sienne. A leur époque, Anne Sinclair, épouse de Dominique Strauss-Kahn, ou Béatrice Schönberg, mariée à l'ancien ministre de l'économie et des finances Jean-Louis Borloo, avaient dû se mettre en retrait. Se retient-il d'avancer pour ne pas la gêner ? Raphaël Glucksmann et Léa Salamé éludent. « *On cloisonne depuis le début. C'est notre règle* », précise la journaliste, qui tient à « *protéger les antennes* » pour lesquelles elle travaille. Le couple maintient « *une barrière étanche* » entre vie privée et vie professionnelle. Une seule photo existe, prise au Festival de Cannes, en 2017, quand Raphaël Glucksmann est allé voir un film de Michel Hazanavicius.

Avant de songer à la suite, l'eurodéputé s'efforce de garder la tête froide, se gardant de tout pronostic sur le résultat final. Il a simplement parié avec ses fils qu'à partir d'un certain score il arrêterait de fumer. Ces derniers jours, il disait s'en rapprocher dangereusement. ■

SANDRINE CASSINI

DE CAUSE À EFFETS.



Le magazine de l'environnement

Le mardi  
21h – 22h  
**Aurélie Luneau**



L'esprit d'ouverture

En partenariat avec **Le Monde**



# DIRIYAH

## THE CITY OF EARTH

La cité d'origine de la culture saoudienne



BUJAIRI  
TERRACE  
▲▲▲

A Distinctive  
Dining Destination



BUJAIRI.SA

Bujairi Terrace,  
Une unique destination  
gastronomique qui reflète l'authenticité  
et le patrimoine de Diriyah





# A Hénin, un Bardella revanchard et des féministes en terre hostile

Plusieurs personnalités de gauche ont tenté un contre-rassemblement au meeting de l'extrême droite, vendredi, dans le Pas-de-Calais

HÉNIN-BEAUMONT (PAS-DE-CALAIS) - *envoyé spécial*

Jordan Bardella est venu à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), et ce n'était pas, comme il l'avait promis au maire lepeniste de la commune il y a deux ans, pour «rouler en char Leclerc sur sa mairie de merde». Les choses ne vont pas mieux entre Steeve Briois, proche de Marine Le Pen et édile de la vitrine municipale de l'extrême droite, et le président du Rassemblement national (RN), tête de liste de son parti aux élections européennes du 9 juin.

Mais la campagne de Jordan Bardella ne pouvait pas faire l'impasse sur ce qu'il appelle «l'un des bastions de la résistance française». Il a eu des mots pleins de miel pour le maire, qui, de son côté, l'a accueilli ainsi : «Nous allons arriver au pouvoir, et ce sera sur une ligne sociale et populaire, de rassemblement de gens de droite et de gauche, car c'est la ligne que défend Marine Le Pen.» Bon.

L'ambiance est meilleure dans les deux salles de l'espace François-Mitterrand d'Hénin-Beaumont. Les pâquerettes de la zone pavillonnaire en face trépassent sous les voitures immatriculées 59 (Nord) et 62 (Pas-de-Calais). Le débat de la veille entre Jordan Bar-

della et Gabriel Attal n'a pas dé-moralisé les troupes, loin de là. Ici, on a retenu l'attitude «moqueuse» du premier ministre et son sourire «narquois». D'autres ont moins remarqué le sourire de Gabriel Attal que les difficultés de leur champion. Même le député (RN) du Pas-de-Calais Thierry Frappé convient qu'il y eut «des hauts et des bas et qu'[il] attendait plus», mais il a trouvé Jordan Bardella supérieur sur le nucléaire et l'immigration.

**Débriefing du débat**

Sur scène, Marine Le Pen en veut aux observateurs qui ont donné le point au premier ministre. «Depuis vingt-quatre heures, la presse si neutre, si objective, nous raconte à quel point Gabriel Attal a brillé, émerveillant la France par son talent», commence-t-elle. Jordan Bardella lui succède et s'est débarrassé de la retenue qui l'entravait la veille : «J'ai fait face hier soir, essayant de défendre la vérité – ça n'a pas été simple –, au premier menteur de France, Gabriel Attal !» «Restez élégant», avait-il dit, la veille, au premier ministre qui l'accusait de mentir.

Le débriefing du débat ne s'arrête pas là : «Contrairement à [la candidate Renaissance] Valérie Hayer qui ne sait plus où elle habite, Gabriel Attal est, lui, très agité,

au point de ne pas pouvoir se contenir et de couper la parole toutes les treize secondes – j'ai compté. C'est assez conforme à la manière dont les macronistes considèrent la démocratie et le débat d'idées.» Et en terres lepenistes, comment se porte le débat d'idées ? Au centre-ville d'Hénin-Beaumont, l'organisation féministe Ma voix, mon choix tente une contre-programmation. «On a fait une vingtaine de villes en France, détaille la militante féministe et conseillère de Paris Alice Coffin. Partout, on a pu avoir des salles sans problème. Mais à Fréjus [Var], Moissac [Tarn-et-Garonne] et Hénin [trois villes dirigées par l'extrême droite], bizarrement, non. Ici, j'ai contacté un loueur d'une salle de 500 places, je lui expose le projet au téléphone, tout va bien. Le lendemain, j'ai eu un e-mail de sa part : désolé, la salle vient d'être louée. Je ne pensais pas voir cela en France.» L'élue précise ne pas avoir sollicité la mairie.

Marine Tondelier, dernière opposante à Steeve Briois, a été moins surprise. Le maire (RN) a été réélu par trois votants sur quatre – avec 50 % d'abstention – en 2020. «Le dernier corps social qui résiste, ici, c'est la paroisse», raconte Marine Tondelier. Le curé, Michel Delannoy, a passé sa vie au service de Dieu et des réfugiés. Le

rassemblement du jour portant sur l'IVG, il fut considéré plus sage de ne pas solliciter le prêt de la salle paroissiale. Les militants trinquent donc sous un barnum, sur le trottoir. L'orage n'est pas venu. Pas grand monde n'est venu, d'ailleurs : quelques dizaines de militants, malgré la présence de têtes d'affiche comme la députée «insoumise» Raquel Garrido (Seine-Saint-Denis) et le socialiste Pierre Juvet, troisième de la liste de Raphaël Glucksmann pour les européennes.

Face à la toute-puissance de l'extrême droite dans la région, les contre-meetings sont devenus devenus rares. «Ça ne se fait plus, et c'est pour ça que je suis venue aujourd'hui», observe Raquel Garrido. Il faut faire attention à ce que l'esprit de fatalité ne s'installe pas dans la société.»

Le patron du bar, Fabrice Guillaumet, se dit «apolitique». Son troquet est le dernier repaire d'opposants, mais il reçoit aussi l'équipe du maire : «En tant que municipalité, ils font le job, ils se tiennent à carreau.» Lorsqu'il sort de la salle de sport en face, Steeve Briois vient désormais boire un verre en terrasse. Hormis un char Leclerc conduit par Jordan Bardella, on ne voit pas bien qui le délogera de la mairie d'Hénin-Beaumont. ■

CLÉMENT GUILLOU

## Loi agricole : un vote sur les espèces protégées crée l'émoi

Alors que l'examen du projet de loi agricole, qui s'est achevé samedi 25 mai après sept jours de débats à l'Assemblée nationale, touchait à sa fin, un nouvel article a animé l'Hémicycle, vendredi. A une majorité de 39 voix contre 35, les députés ont adopté un amendement qui modifie les sanctions en cas d'atteinte aux espèces protégées et aux habitats naturels. Une réécriture dénoncée par les groupes d'opposition de gauche comme une régression environnementale «brutale».

Cet article visait à adapter le régime de sanctions pour reconnaître la «bonne foi» des agriculteurs lors de certaines atteintes qu'ils pourraient être amenés à commettre. Un exemple avancé par le gouvernement est celui de personnes qui abattraient des arbres touchés par des scolytes, en application des règles sanitaires, mais qui abriteraient aussi des nids d'espèces protégées et risquent aujourd'hui de se voir poursuivies pour cela – même si les poursuites de ce type sont rares, et les sanctions, encore plus.

L'amendement de réécriture, proposé par le gouvernement et adopté vendredi, dispose que seules les atteintes à l'environnement «intentionnelles» doivent être sanctionnées pénalement. Seraient par défaut considérées comme non intentionnelles toutes les atteintes commises dans le cadre d'obligations légales ou réglementaires, ou lorsque l'acte en cause dispose d'une autorisation administrative ou d'un document de gestion forestier.

«C'est la première fois qu'on voit ça en droit, le fait de considérer en premier lieu la non-intentionnalité d'une personne qui commet un délit», a dénoncé Manon Meunier (La France insoumise, LFI, Haute-Vienne). Le juriste spécialiste en droit de l'environnement Arnaud Gossement confirme qu'avec cette disposition «la charge de la preuve change de camp, ce qui crée un précédent en droit». Alors que le ministre de l'Agriculture, Marc Fesneau, défendait un article «pragmatique», les écologistes se sont inquiétés que la disposition déborde du cadre agricole, et s'applique aux exploitants forestiers, aux activités de chasse, aux promoteurs immobiliers... Les opposants ont souligné qu'elle n'avait pas été soumise à étude d'impact. «Votre proposition est indigne face à l'effondrement de 69 % des populations d'animaux sauvages en cinquante ans», s'est offusquée l'élue écologiste de la Drôme, Marie Pocheon, qui annonce que son groupe saisira le Conseil constitutionnel si le texte est définitivement adopté. ■

MATHILDE GÉRARD

# Bonnes adresses



## CANAPÉ D'ANGLE DÉLI • 2860€

L 300 x P 96 / 150 x H 48 / 84 cm. Assise mousse 35 kg/m³, dossier plumes et mousse, piètement métal Dark Brown, tissu Bergen Bright (nombreux coloris). Ecopart incluse, prix hors livraison, photo non contractuelle.

### EspaceTopper®

Maison familiale depuis 1926

**Paris 15 • 7J/7 • M° Boucicaut ou Charles Michels**  
147 rue Saint-Charles, 01 45 75 02 81  
63 rue de la Convention, 01 45 77 80 40  
Canapés, literie, mobilier : nos adresses sur [www.topper.fr](http://www.topper.fr)

## MAISON CHARLES ANTIQUE ACHÈTE



La maison recherche également bien d'autres produits  
Déplacements réguliers et gratuits dans toute la France  
Expertises gratuites & paiement immédiat  
N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement  
**par téléphone au 06 19 89 55 28**  
email : [antique.charles@gmail.com](mailto:antique.charles@gmail.com) / [maisoncharles-antique.fr](http://maisoncharles-antique.fr)

## ANTIQUITÉS



**ACHAT AU DESSUS DE VOS ESTIMATIONS ET EXPERTISES**

«ART D'ASIE» :  
CHINE, JAPON  
ET MOYEN-ORIENT  
**06 07 55 42 30**  
**P. MORCOS**  
EXPERT CNE

- \* Porcelaines et Bronzes
- \* Cristal de Roche
- \* Corail et Ivoires Anc.
- \* Jade blanc et couleurs
- \* Cornes et Laques
- \* Peintures et Tissus anc.
- \* Manuscrits et Estampes

**DÉPLACEMENT**  
**PARIS - PROVINCE**  
[morcospatrick@orange.fr](mailto:morcospatrick@orange.fr)

## ROUILLAC

Commissaires-Priseurs  
Experts près la Cour d'Appel

# Une famille au cœur du marché de l'art

**01 45 44 34 34**  
[rouillac.com](http://rouillac.com)



**Lit coffre Topper 790€**  
En 140 x 190

**5 coloris bois au choix.** Structure MDF. Matelas mousse hybride 35kg/m³. Ecopart 10 € incluse. Prix hors tête de lit et hors livraison. Photos non contractuelles

### EspaceTopper®

Maison familiale depuis 1926

**66 rue de la Convention Paris 15**  
7J/7 • 01 40 59 02 10  
**37 rue du Commerce Paris 15**  
Du mardi au samedi • 01 45 75 29 98  
**56-60 cours de Vincennes Paris 12**  
7J/7 • 01 43 41 80 93 • M° Nation



## Le Monde

**RUBRIQUE BONNES AFFAIRES**  
**POUR VENDRE, VOULEZ-VOUS LE BON PLAN OU LE MEILLEUR ?**  
[marie-cecile.bernard@mpublicite.fr](mailto:marie-cecile.bernard@mpublicite.fr)



## Le Monde

**RUBRIQUE IMMOBILIER**  
[marie-cecile.bernard@mpublicite.fr](mailto:marie-cecile.bernard@mpublicite.fr)



## Le Monde

**Votre gîte et chambre d'hôte insolite**

**Forfait**  
10 LIGNES\* SUR 1 COLONNE  
+ VOTRE plus belle photo

**Format lignage**  
1 parution = 149€ HT  
3 parutions = 296€ HT

**Format modules**  
80H x 69L = 199€ HT  
80H x 141L = 452€ HT

\*20 caractères ligne  
CAPAUX : 24 caractères ligne

**Contact : Marie-Cécile Bernard**  
[marie-cecile.bernard@mpublicite.fr](mailto:marie-cecile.bernard@mpublicite.fr)



# Droits télé de la Ligue 1 : le Qatar au cœur du dossier

Très politiques, les négociations pour la diffusion du championnat de France de football patinent

**L**e Qatar est un pays ami de la France, un partenaire fidèle, stratégique, sur lequel elle sait pouvoir compter dans les situations difficiles. » Le 27 février, sous les lustres de la salle des fêtes de l'Élysée, Emmanuel Macron multiplie les flatteries pour célébrer son hôte, l'émir du Qatar, Tamim Ben Hamad Al Thani, en visite d'Etat à Paris.

Outre les « investissements de 10 milliards d'euros » consentis par le Qatar en France, le président de la République évoque, lors du dîner, la « formidable » Coupe du monde de football organisée dans l'émirat, en 2022. Parmi les convives, deux hommes acquiescent : le patron de la Ligue de football professionnel (LFP), Vincent Labrune, et le président qatari du Paris-Saint-Germain et du groupe BeIN Media, Nasser Al-Khelaïfi.

Tous deux sont présents, car l'avenir financier du football français est aussi au menu. Assumant pleinement son rôle de « VRP » dans ces tractations hautement politiques, M. Macron profite de l'occasion pour glisser à l'émir qu'il voit d'un très bon œil les négociations, commencées à l'automne 2023 après l'échec d'un appel d'offres ouvert à tous les diffuseurs, entre la LFP et la chaîne qatarie BeIN Sports, dans le cadre de l'acquisition des droits télévisés de la Ligue 1 pour le cycle 2024-2029, cruciaux dans l'économie des clubs professionnels. Sollicité, le conseiller sports de l'Élysée n'a pas répondu aux demandes de précisions du Monde.

Près de trois mois après ce dîner fastueux, et alors que la saison du championnat de France

**Emmanuel Macron assume pleinement son rôle de « VRP » dans ces tractations**

s'est achevée le 19 mai, les discussions n'ont pas abouti, et on ignore toujours quel sera le diffuseur de la prochaine édition de la Ligue 1, dont la reprise est prévue le 16 août.

Les négociations avec le Qatar (qualifié de « sapeur-pompier » par des proches du dossier) se poursuivent. Elles sont menées dans le plus grand secret avec le PDG de BeIN Media, Yousef Al-Obaidly, par M. Labrune, dont le mandat à la LFP est marqué par la création, en 2022, d'une société commerciale et l'investissement de 1,5 milliard d'euros par le fonds de CVC Capital Partners (qui font l'objet depuis mars d'une enquête préliminaire du Parquet national financier).

**« Rien ne filtre »**

« Rien ne filtre », constate le président d'un club historique français, qui souhaite rester anonyme. Pour lui et pour ses confrères, l'enjeu est crucial : les droits TV, surveillés par la Direction nationale du contrôle de gestion, le gendarme financier du foot français, déterminent une bonne partie des budgets des clubs pour la saison 2024-2025. « Labrune verrouille très bien la com. Même au conseil d'administration de la Ligue, on n'a aucune info », observe l'un de ses membres.

« Il y a une forme de blocus. Certains joueurs viennent nous voir pour avoir des infos sur les droits TV, car c'est un enjeu en termes de négociation de salaire et de contrat pour eux pour la saison prochaine », ajoute David Terrier, vice-président de l'Union nationale des footballeurs professionnels, le syndicat des joueurs, également administrateur de la Ligue.

Depuis septembre 2022, les équipes de la LFP n'ont qu'une obsession : faire du cycle 2024-2029 celui du rebond après la mésaventure Mediapro (qui n'avait pas versé l'intégralité des sommes promises) et avoir un seul diffuseur pour l'intégralité de la Ligue 1. Mais elle a peiné à attirer les candidats. Le géant américain Amazon, qui avait acquis à un prix assez bas 80 % des droits du cycle 2020-2024 à la faveur du retrait de Mediapro, n'a pas souhaité investir les montants largement supérieurs requis cette saison et ne serait intéressé que par un lot d'un ou deux matches. Longtemps courtisé par la LFP, Apple s'est détourné à l'été 2023, tandis que les discussions avec la plate-forme britannique DAZN ont tourné court en raison d'une offre jugée trop basse, à 500 millions d'euros par an.

Dans ce contexte, les dirigeants de BeIN et l'émir du Qatar, qui présentent des garanties financières certaines, se sont laissés convaincre, par la Ligue et l'Élysée, d'investir massivement dans les droits domestiques (en France) de la Ligue 1. Pour BeIN (qui n'a pas souhaité répondre aux questions du Monde), qui travaille actuellement sur un projet de chaîne 100 % L1, il ne

s'agit pas d'une dépense en pure perte : 50 % des droits TV jusqu'à 700 millions d'euros, et 100 % au-delà sont reversés aux clubs selon des critères de résultats sportifs et de notoriété, ce qui favorise le PSG, vainqueur de dix des douze derniers championnats et propriété de Qatar Sports Investments.

Un accord financier compris entre 700 et 800 millions d'euros serait considéré par la LFP comme un excellent résultat. Cette somme serait à ajouter aux droits internationaux (à l'étranger), sur lesquels la LFP rêve de se rapprocher des 200 millions. D'après nos informations, ses équipes commerciales ont déjà vendu pour environ 120 millions d'euros de droits internationaux (pour les zones géographiques qui ne concernent pas BeIN et hors Etats-Unis).

Mais, sur les droits domestiques, la situation bloque, car l'émirat ne veut pas assumer seul la charge financière. « BeIN ne fera pas le deal tout seul, en assumant 100 % de la diffusion, affirme une source proche du Qatar. La chaîne a réussi à équilibrer son business model et elle ne veut plus perdre d'argent. » Après avoir

**Selon un administrateur de la Ligue de football professionnel, « en réalité, c'est Canal+ qui tient tout le monde »**

enregistré près de 1,5 milliard d'euros de déficit lors de ses premières années d'existence, BeIN a réussi à passer dans le vert en 2020, à la faveur d'un accord exclusif de distribution avec Canal+ de 250 millions d'euros par an minimum, qui court jusqu'au 31 mai 2025. Dans ces conditions, pour ce qui concerne le nouveau cycle de droits, « rien ne peut se passer sans Canal+ », relève la même source. La filiale du groupe Vivendi de Vincent Bolloré, qui avait refusé de participer à l'appel d'offres déclaré infructueux en octobre 2023, a réussi à revenir au centre du jeu.

**« Revanche »**

En parallèle des négociations entre la LFP et BeIN Sports, d'autres ont lieu en même temps entre BeIN Sports et Canal+. Elles portent sur deux aspects. Le premier concerne la reconduction d'un accord de sous-licence de droits sportifs. Lors des dernières saisons, Canal+ payait 332 millions d'euros à BeIN Sports pour diffuser certains matches. Il s'agit désormais de s'entendre sur un nouveau prix. Le second enjeu, plus stratégique, est la renégociation de l'accord de distribution des chaînes qataries par Canal+. « Plus on a de contenus, plus Canal doit payer », résume la source proche de Doha. En clair, BeIN Sports veut bien prendre la Ligue 1 si et seulement si son partenaire et rival va nettement au-delà de 250 millions d'euros par an qu'il lui verse actuellement.

Mais Canal+ est d'autant moins encline à augmenter sa contribution qu'elle a récupéré à grands frais (pour 480 millions d'euros par an selon *L'Equipe*), à partir de

la saison 2024-2025 et pour trois ans, les droits de toutes les coupes d'Europe de football. Le groupe vient par ailleurs de prolonger, jusqu'en 2032, les droits exclusifs du Top 14 de rugby, pour 128 millions d'euros annuels (à partir de 2027).

Dans l'affaire, le patron de Canal+, Maxime Saada, n'a aucune envie de se presser pour aider Vincent Labrune. Il n'a pas digéré d'avoir été éclipsé par Mediapro en 2018 et d'avoir vu la LFP préférer, trois ans plus tard, l'offre d'Amazon plutôt que la sienne.

« Plus Saada attend, plus il est en position de force, relève un observateur proche des négociations. S'il patiente jusqu'à fin juin, il gagne peut-être 100 millions d'euros. C'est aussi une question d'ego : il a tenu ses nerfs et il a sa revanche aujourd'hui. » Selon un administrateur de la LFP, « Labrune et l'Élysée poussent pour BeIN, mais, en réalité, c'est Canal+ qui tient tout le monde. »

Quand la chaîne cryptée bougera-t-elle ? Sollicité par le Monde, M. Saada n'a pas répondu. Dans une interview début mai au *Figaro*, il a assuré qu'il n'avait pas un besoin vital du championnat de France, ayant engagé, en 2018, une « stratégie de diversification » des contenus de Canal+ : « La réalité, c'est que Canal+ a réinvesti les ressources historiquement disponibles pour la Ligue 1. » De quoi donner quelques frissons à la LFP. Sauf à ce que Vincent Labrune ne préfère retenir cette autre déclaration de M. Saada : « Canal+ ne sera pas le fossoyeur du football français. » ■

**RÉMI DUPRÉ,  
BRICE LAEMLE  
ET JÉRÔME LEFILLIATRE**

## Nicolas Sarkozy, médiateur de l'ombre entre BeIN Sports et Canal+

A la fois proche du pouvoir qatari et de Vincent Bolloré, l'ancien chef de l'Etat tente de mettre du liant entre les parties prenantes

L'image a fait le tour de l'Europe. Ce 1<sup>er</sup> mai, un illustre supporter du Paris-Saint-Germain était assis aux côtés du président qatari du club, Nasser Al-Khelaïfi, et du patron de la Ligue de football professionnel (LFP), Vincent Labrune, dans les travées du Westfalenstadion (officiellement Signal Iduna Park) de Dortmund, pour assister à la défaite, 1-0, de l'équipe française contre les Allemands du Borussia, en demi-finale aller de la Ligue des champions. Nicolas Sarkozy avait fait le déplacement pour soutenir le PSG, assumant d'une certaine manière son rôle de médiateur de l'ombre sur l'échiquier du ballon rond.

Ce n'est pas un secret : l'ancien président de la République (2007-2012) est l'un des protagonistes, en coulisses, des tractations entre BeIN Sports, la chaîne qatarie implantée en France depuis 2012, et le groupe Canal+, filiale de Vivendi, dans le cadre des négociations de gré à gré avec la LFP pour l'acquisition des droits télévisés de la Ligue 1 (L1) de 2024 à 2029. Il cherche à créer les conditions d'un deal entre les deux parties pour la distribution de BeIN Sports. Un accord entre les deux protagonistes pourrait permettre à la chaîne qatarie de passer de son côté un agrément avec la LFP de M. Labrune, proche lui aussi de M. Sarkozy, et ainsi d'apporter un montant satisfaisant aux clubs français pour les droits domestiques et internationaux.

« Sarkozy fait tout pour que ça se fasse, note un compagnon de route de l'ancien chef de l'Etat. Il donne son avis et gomme les différences. Il est dans un rôle de médiateur de bon sens, fiable. »

**Nicolas Sarkozy et Nasser Al-Khelaïfi, à Dortmund, le 1<sup>er</sup> mai, lors de la défaite du PSG en Ligue des champions.**

JURGEN FROMME/DPA  
PICTURE-ALLIANCE VIA AFP



D'après cette source, M. Sarkozy aurait même un « pouvoir d'influence supérieur à celui de M. Macron, car l'ex-président est, lui, proche de toutes les parties prenantes ». A défaut d'avoir un vrai levier en main, Nicolas Sarkozy semble se cantonner à un rôle de conciliateur, mettant du liant entre les deux camps. Contacté par *Le Monde*, il n'a pas donné suite.

L'ancien président est un intime de Vincent Bolloré, l'actionnaire de référence de Vivendi. Le groupe a un contrat de conseil avec Realyze, le cabinet d'avocats

cofondé par M. Sarkozy, qui en détient 50 % des parts. L'ancien chef de l'Etat est aussi administrateur, depuis 2021, du groupe Lagardère (avec une rémunération pour 2024 de 118750 euros au titre de 2023), propriété de Vivendi. Il est par ailleurs proche de l'émir du Qatar, Tamim Ben Hamad Al Thani, et de Nasser Al-Khelaïfi, également patron de BeIN Media, le groupe détenant BeIN Sports.

Déjà, en décembre 2020, après le retrait de Mediapro, il s'était posé en entremetteur entre Canal+ et BeIN, afin de sortir le football fran-

çais de la crise pour le cycle 2020-2024 des droits télévisés de la L1.

Disposant d'une place à vie dans le carré VIP du Parc des Princes et dans la loge de l'émir, M. Sarkozy a également un long historique avec ses amis qataris. Il avait déjà œuvré pour que l'émirat vienne au chevet du foot français et dépense, en 2011, par le biais de la chaîne Al-Jazira Sport, 90 millions d'euros pour diffuser deux matchs par journée de Ligue 1 (pour la période 2012-2016), ainsi que 195 millions d'euros pour acquérir les droits internationaux

du championnat de France. Encouragé par M. Sarkozy, l'émirat a créé, l'année suivante, la chaîne BeIN Sports en France.

**Services rendus**

Surtout, c'est grâce au rôle actif de l'ancien chef de l'Etat, lorsqu'il était à l'Élysée, que le fonds Qatar Sports Investments (QSI) avait racheté le PSG, en 2011, pour la somme inespérée de près de 70 millions d'euros, au fonds Colony Capital, alors dirigé, en Europe, par Sébastien Bazin, un proche de M. Sarkozy. Les deux hom-

mes se fréquentent toujours au conseil d'administration du groupe Accor (dont le Qatar est actionnaire), que le premier préside et dont le second est membre depuis 2017. Deux ans avant qu'Accor devienne sponsor du PSG.

Ce deal entre l'Élysée et Doha autour du rachat du PSG par le Qatar, lié à l'attribution, en décembre 2010, de la Coupe du monde de football 2022 à l'émirat, est au cœur d'une information judiciaire ouverte, en 2019, par le Parquet national financier pour « corruption », « blanchiment » et « recel ».

M. Sarkozy a rendu d'autres services à M. Al-Khelaïfi et aux propriétaires qataris du PSG. Comme il l'a admis auprès des journalistes Laurent Valdigué et François Vignolles dans leur livre *PSG Confidential* (Robert Laffont, 304 pages, 21 euros), M. Sarkozy a également conseillé l'état-major du PSG, avant le transfert au club, en 2017, contre 222 millions d'euros, de la star brésilienne du FC Barcelone Neymar. Proche de Gérard Darnin, alors ministre des comptes publics, M. Sarkozy avait préconisé aux dirigeants du PSG de négocier, en amont de la transaction, un rescrit avec Bercy, afin de ne pas payer d'impôts et de cotisations sociales dans le cadre de cette opération. Ce « blanc-seing », selon la formule de M. Sarkozy, sera finalement accordé au PSG par Bercy et par l'Urssaf d'Ile-de-France.

Comme l'a révélé *Le Monde*, une information judiciaire a été ouverte, en février 2024, par le parquet de Paris pour « trafic d'influence actif et passif » autour des conditions du transfert de Neymar au PSG. ■

**R. D. ET JÉ. LE.**



# Prison à perpétuité pour trois tortionnaires syriens

Les hommes ont été jugés coupables, en leur absence, vendredi, de complicité de crimes contre l'humanité

Historique. Malgré le box vide, malgré l'absence des trois accusés et leur volonté de ne pas être représentés par des avocats, le verdict de culpabilité prononcé vendredi 24 mai par la cour d'assises de Paris est historique. Jamais auparavant d'aussi hauts responsables du système répressif syrien n'avaient été jugés.

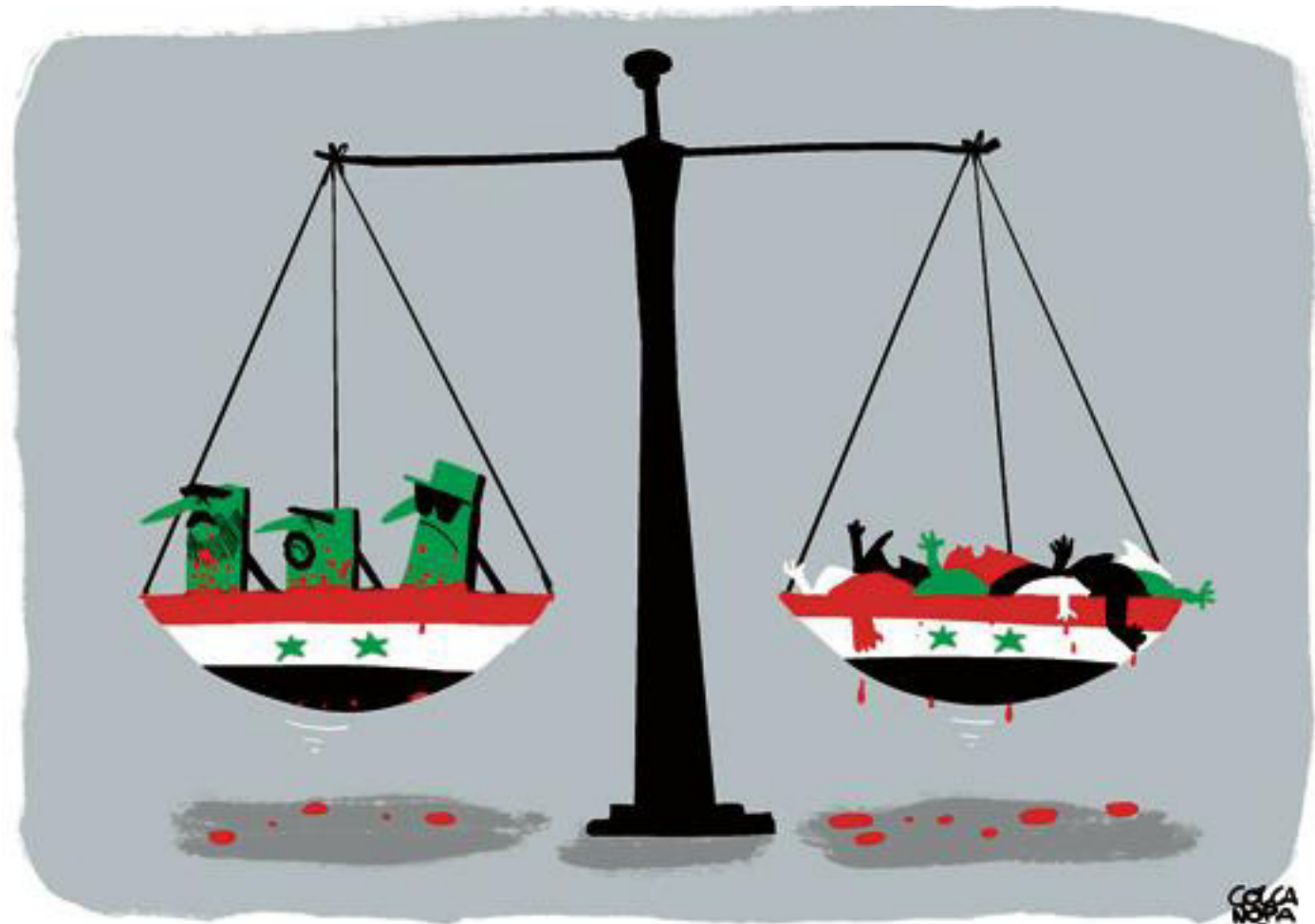
Le tribunal a condamné Ali Mamlouk – ancien chef du Bureau de la sécurité nationale (BSN), la plus haute instance de renseignement en Syrie, et actuel conseiller spécial du président Bachar Al-Assad –, Jamil Hassan – ex-directeur des très redoutés services de renseignement de l'armée de l'air – et Abdel Salam Mahmoud – ex-directeur de la branche investigation de ces services – à la réclusion criminelle à perpétuité pour complicité de crimes contre l'humanité et complicité de délit de guerre. La cour d'assises de Paris a également ordonné le maintien des effets des mandats d'arrêt internationaux visant les trois caciques, qui vivent encore en Syrie.

Les trois hommes étaient jugés pour leur responsabilité dans la disparition forcée, la séquestration, la torture et la mort de Mazzen et Patrick Dabbagh, un père et son fils tous deux de nationalité franco-syrienne, à Damas entre 2013 et 2018. Ils l'étaient aussi pour la confiscation du domicile familial en 2016, dont l'épouse de Mazzen Dabbagh et sa fille ont été expulsées manu militari à la suite d'une expropriation prononcée par un tribunal militaire.

## « Machine de mort » syrienne

A la fin de l'audience, la salle, remplie de réfugiés et d'activistes syriens, a longuement applaudi le tribunal, chacun enlaçant son voisin, félicitant Obeida et Hanane Dabbagh, le frère et la belle-sœur de Mazzen Dabbagh, parties civiles au procès, tout comme Mazen Darwish, avocat et militant syrien des droits de l'homme.

La cour a suivi les réquisitions de l'avocate générale, Céline Viguier,



« J'espère que la communauté internationale pourra un jour s'attaquer à la tête de ce régime »

OBEIDA DABBAGH

frère d'un des disparus

qui avait estimé que la réclusion criminelle à perpétuité était la « seule peine envisageable », arguant de « faits d'une extrême gravité » confinant à la « barbarie » et ayant provoqué une « extraordi-

naire souffrance ». Malgré le peu d'éléments exposés sur leur personnalité, a-t-elle argumenté, Ali Mamlouk, Jamil Hassan et Abdel Salam Mahmoud ont été – et sont encore au moins pour le premier et le dernier – des « maillons essentiels » du système répressif, dont, « comme [Bachar Al-Assad], ils sont les architectes ». « Votre décision s'inscrira dans la lutte contre l'impunité », avait-elle lancé au jury de trois magistrats de la cour d'assises – en l'absence d'accusés, les six jurés populaires n'ont pas été convoqués – avant qu'ils se retirent pour délibérer sous la présidence de Laurent Raviot.

En préambule à son réquisitoire, l'avocate générale avait regretté l'absence des accusés et de leurs

conseils, ce qui a donné au procès une allure parfois bancal et très documentaire. Elle a ensuite écarté toute immunité dont ils pourraient bénéficier : ils ne peuvent se prévaloir de l'immunité personnelle réservée aux chefs d'Etat, premiers ministres et ministres des affaires étrangères ; la jurisprudence les exclut également de l'immunité fonctionnelle – dite *ratione materiae* –, qui n'a plus cours en matière de crimes internationaux et de crimes contre l'humanité.

L'audience a aussi permis de donner un visage et une histoire à Mazzen Dabbagh et à son fils, Patrick Abdelkader, dont des photos ont été projetées. Dernier d'une fratrie de cinq, Mazzen Dabbagh,

né en 1959, était le seul à être resté vivre en Syrie. Même sa mère, Christiane, avait quitté le pays, devenu trop instable, en 2012. Morte en 2019, elle n'a jamais su que son fils et son petit-fils avaient été enlevés par les services de renseignement de l'armée de l'air pour être emmenés à quelques centaines de mètres de chez eux, dans la redoutable prison de l'aéroport militaire de Mazzeh. Quant à Patrick Abdelkader, 20 ans au moment de son arrestation, il était un jeune homme timide et peu susceptible de militer contre le régime.

On ne saura jamais les causes réelles de l'arrestation des Dabbagh, les 3 et 4 novembre 2013 à leur domicile : hasard de l'arbitraire, dénonciation calomnieuse,

appât du gain ? C'est le propre de ce trou noir qu'est le système répressif syrien de ne donner aucune raison, de ne répondre à aucune question des familles de disparus, de ne pas rendre les corps des suppliciés. Selon leurs certificats de décès, Mazzen et Patrick sont respectivement morts les 25 décembre 2017 et 21 janvier 2014, mais rien ne permet de le vérifier. On ne connaît pas la cause de leur mort non plus ni le lieu de leur sépulture. L'autre acquis de ce procès est la mise à jour de la « machine de mort » syrienne, cet archipel de la torture dont on ne ressort jamais intact, même quand on en réchappe vivant.

## Fin à l'impunité

Après le début de la révolution syrienne, d'innombrables rapports ont documenté les disparitions (112 000 personnes, 86 % sont à imputer au régime de Bachar Al-Assad), les centres et techniques de torture (le « tapis volant », la « chaise allemande », le « pneu », la « fête de bienvenue », etc.). Mais c'est une chose de savoir et une autre de voir cette connaissance se transformer en outil judiciaire et juridique pour mettre fin à l'impunité systématique organisée par le régime syrien. Signe de la peur qu'il continue d'inspirer, personne d'autre de la famille de Mazzen Dabbagh ne s'est constitué partie civile au procès, pas même sa femme ou sa fille.

Comme l'a souligné l'avocate générale, les faits dont ont été victimes Mazzen et Patrick Dabbagh « s'inscrivent dans un contexte dans lequel des dizaines, voire des centaines de milliers de Syriens peuvent se reconnaître ». « J'espère que la communauté internationale pourra un jour s'attaquer carrément à la tête de ce régime », a déclaré Obeida Dabbagh jeudi devant la cour. Pour M<sup>re</sup> Patrick Baudouin, avocat de la Ligue des droits de l'homme, c'est « le président Assad lui-même qui est visé à travers cet opprobre, cette infamie de la condamnation ». ■

CHRISTOPHE AYAD

# Au procès de la vendetta de Bastia-Poretta, le gâchis et l'amertume

L'audience se poursuit, à Aix-en-Provence, sans les accusés ni leurs avocats, qui protestent contre un choix de calendrier en leur défaveur

AIX-EN-PROVENCE (BOUCHES-DU-RHÔNE) - envoyée spéciale

Sans les neuf principaux accusés et sans leurs avocats, le procès du double assassinat commis, le 5 décembre 2017, à l'aéroport de Bastia-Poretta, en Corse, suit son cours. A Aix-en-Provence, à la cour d'assises des Bouches-du-Rhône, les témoins défilent, le président préside, les juges assesseurs, jusqu'alors silencieuses, interviennent, les deux avocats généraux se relaient pour poser des questions, certains jurés prennent des notes. Comme il n'y a pas de défense pour poser des questions, tout va beaucoup plus vite. L'apparence est sauve. Mais le sens ?

Le chaos des derniers jours ne laisse que des perdants. La « belle affaire » qui devait couronner la fin de carrière du président Jean-Yves Martorano n'est plus, la rigidité est apparue sous la bonhomie du magistrat.

Dans les geôles du palais de justice, qu'ils refusent de quitter pour monter dans le box, certains accusés s'interrogent : ont-ils fait le bon choix ? Jacques Mariani, le plus judiciairement « capé » d'entre eux, a fait savoir, vendredi 24 mai, qu'il voulait « récupérer ses avocats ». Quant à ces pénalistes, de retour dans leurs cabinets

respectifs, confrontés au vide de leur emploi du temps depuis leur départ d'une audience qui devait les occuper pendant neuf semaines, ils ruminent.

A l'exaltation du moment, à la fièvre du combat collectif, succède le goût amer du « gâchis » d'un procès dont, eux aussi, espéraient beaucoup. La colère et l'indignation qu'ils ont exprimées dans un communiqué dénonçant, jeudi, « une parodie de procès indigne d'un Etat de droit » n'a suscité qu'un tardif soutien de leurs confrères nationaux, auquel avait répondu par avance un autre communiqué, signé du procureur général de la cour d'appel d'Aix-en-Provence, Franck Rastoul, selon lequel « la justice ne peut admettre, au terme de sept années de procédure, qu'un accusé paralyse un procès criminel en récusant son avocat et en refusant de comparaître ».

## Défiance réciproque

Les mots choisis par le procureur général visaient clairement à présenter le conflit survenu entre les défenseurs des accusés de la vendetta de Bastia-Poretta et la cour comme une volonté de faire exploser le procès. Ils s'inscrivent dans le climat général de tension qui oppose, sur les dossiers de criminalité organisée, les magistrats

du siège et du parquet aux avocats pénalistes, les premiers reprochant aux seconds des stratégies usantes de guerre procédurale. Ce climat n'est pas pour rien dans la défiance réciproque qui s'est exprimée dès les premiers jours entre les défenseurs des accusés du procès de Bastia-Poretta et les deux juges assesseurs désignées pour composer la cour, lesquelles ont toutes deux présidé la septième chambre du tribunal correctionnel de Marseille, qui est chargée des dossiers de criminalité organisée.

Mais le sentiment de gâchis et d'injustice éprouvé par les avocats ayant quitté l'audience est d'autant plus profond que ce procès ne s'inscrivait pas du tout, pour la défense, dans une stratégie de rupture. Bien au contraire.

Cela tient d'abord à la rare solidité d'une accusation : les charges accablantes rassemblées par le « craquage » des messageries PGP utilisées par les accusés, et dans lesquelles ils s'exprimaient d'autant plus librement sur le double assassinat qu'ils les croyaient ultrasécurisées, ont réduit à néant leur habituelle posture de silence et les ont convaincus de changer de défense. Cel-le-ci s'est traduite dès l'ouverture du procès, lors des interrogatoires de personnalité.

L'avocat Bruno Rebstock a exprimé une crainte légitime : celle de voir triompher l'« administration de la justice »

Tant Christophe Guazzelli, accusé d'être le tireur de l'aéroport, que son frère Richard ont, pour la première fois, beaucoup parlé d'eux-mêmes et de l'impact de l'assassinat de leur père sur leurs vies. Une explication de « contexte » de la vendetta, qui visait à retirer à ce dossier sa lourde étiquette de guerre de clans mafieux, dont l'enjeu serait la mainmise sur le business insulaire et le trafic de stupéfiants ; et à tenter de le ramener à des proportions plus « humaines », celles de fils détruits, à l'aube de leur vie adulte, par l'assassinat impuni d'un père vénéré. Une affaire de droit commun, en quelque sorte. Il fallait voir, à ce sujet, l'agacement manifeste des frères Guazzelli et de leurs défenseurs, à l'écoute des digressions d'un de leurs coaccusés libre, qui exaltait sa longue vie de braqueur face à la

cour et aux jurés, au risque de ruiner, justement, l'image des fils orphelins du box. « Francè, pianta ! » (« François, tais-toi ! »), lui a d'ailleurs lancé sèchement Jacques Mariani.

## Emballement, heurts d'ego

Cette explication de contexte semblait ouvrir la porte à la reconnaissance, par Christophe Guazzelli, qu'il était bien l'auteur du double assassinat de l'aéroport. Un aveu qui aurait pu intervenir au cours de la déposition des enquêteurs, prévue du 15 au 17 mai lors du début de l'examen au fond du dossier. D'où la colère de la défense lorsque la modification du calendrier proposée par le président a renvoyé cette audition trois semaines plus tard. La faiblesse de la justification – les congés des policiers – et le refus du président Martorano de chercher une solution de compromis, par exemple en obtenant la déposition de la seule cheffe d'enquête, quitte à entendre plus tard les autres enquêteurs, ont mis le feu aux poudres.

Elle a réveillé, sur les bancs de la défense, une crainte légitime exprimée avec autorité par l'avocat Bruno Rebstock : celle de voir triompher « l'administration de la justice » sur la justice elle-même. Calendriers figés par des événements extérieurs – les Jeux olym-

piques –, débats rognés par les contraintes de plus en plus lourdes de la visioconférence qui retiennent sa souplesse à l'audience et réduisent la spontanéité des échanges. « Où est l'oralité des débats ? Où est la richesse des mots ? La dynamique du procès ? », s'était-il interrogé, lors de la demande de renvoi présentée par la défense.

« Après tout, on n'est qu'en première instance », avait répliqué le président Martorano, signifiant par là aux accusés et à leurs défenseurs qu'ils n'auraient qu'à se débrouiller en appel pour obtenir un calendrier plus favorable.

La suite est un mélange d'emballlement, de heurts d'ego, de décisions prises dans la fièvre, figeant les avocats de la défense et la cour en deux blocs hermétiques l'un à l'autre.

Il y aura un verdict. Les trois juges professionnels seront-ils tentés de sauver la face d'un procès mal engagé (et de faire au passage un ultime pied de nez à la défense) en se prononçant en faveur de peines équilibrées ? Quant aux jurés, qui ont mis entre parenthèses l'ordinaire de leur vie pendant neuf semaines, que pensent-ils de tout cela ? Les audiences raccourcies pourraient au moins leur laisser le temps de regarder le film *Douze hommes en colère*. ■

PASCALE ROBERT-DIARD



# Les étudiants en quête d'un titre de séjour attirés par les écoles privées

Faute d'être admis dans d'autres formations, des étudiants étrangers se tournent vers des établissements privés après leur licence en France

Poursuivre ses études en France, après une licence, est souvent source d'anxiété pour les étudiants étrangers. Et pour cause : l'acceptation dans une formation permet à l'autorité préfectorale d'apprécier le caractère réel et sérieux des études lors du renouvellement de leur titre de séjour.

« C'est un parcours du combattant », témoigne Aline (les personnes citées par leurs prénoms souhaitent rester anonymes), 22 ans. Dans l'attente fébrile des résultats de la plate-forme nationale Mon master, rendus publics le 4 juin, l'étudiante chinoise, inscrite en licence d'écogestion à l'université Paris-Saclay, redoute de voir ses craintes se concrétiser et sa situation administrative compromise, en cas de rejet de ses quinze candidatures.

Pour ces étrangers, qui représentent 14 % des étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur français, l'enjeu est de taille. A ce jour, ni Campus France, l'établissement public chargé de la promotion de l'enseignement supérieur français, ni le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche ne sont en mesure de chiffrer le nombre d'étudiants de nationalité étrangère recalés. Campus France dit « ne pas s'être penché sur le sujet ».

Le manque de suivi « est une réalité à dénoncer », déplore Emile Albini, chargé de travaux dirigés en droit administratif à l'université d'Orléans, et vice-président de l'association Voix des étudiants étrangers, dont la mission est d'accompagner ceux-ci gratuitement dans leurs démarches auprès des préfectures depuis 2023. Il dit suivre plusieurs dizaines de cas d'étudiants non affectés, redoutant une obligation de quitter le territoire français.

Conscientes de cette vulnérabilité, les écoles privées intéressent ces candidats déçus. Ce qui n'est

pas sans risque pour eux. La diversité actuelle de l'offre de formation peut créer de la confusion, entre grades, visas, établissement d'enseignement supérieur privé d'intérêt général, titres inscrits au répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) ou encore le label décerné par le ministère du travail Qualiopi.

D'après le ministère de l'enseignement supérieur, « cette multiplicité a fini par créer un paysage peu lisible, permettant à certains acteurs de jouer sur le flou en prétendant un niveau de reconnaissance par l'Etat qu'ils ne possèdent pas ». Emile Albini indique, quant à lui, que les étudiants « sous pression » s'inscrivent dans ces écoles sans se renseigner, en payant « des sommes faramineuses ».

## L'essor de l'alternance

Pour éviter de déboursier 8600 euros à l'année, Sandra, étudiante tchadienne de 23 ans à l'ESI Business School, a choisi la voie de l'alternance. Elle s'est lancée dans une recherche active d'un contrat d'apprentissage pour intégrer le mastère Management et développement durable de l'école privée, située à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) – une formation non reconnue par le ministère de l'enseignement supérieur. « Ma lettre d'embauche m'a sauvée ! confie-t-elle au Monde. Mon titre de séjour avait expiré, je n'avais plus ma CAF, les frais de scolarité étaient hors de prix. Sans mon contrat, je n'aurais pas pu poursuivre mes études. »

En 2018, la loi dite « pour la liberté de choisir son avenir professionnel » a engendré un vrai essor de l'alternance qui a séduit notamment de plus en plus les étudiants étrangers, grâce à l'argument de l'employabilité, vendu par les écoles. Selon Emile Albini, cette attractivité s'explique par l'espoir, à terme, de pouvoir plus facilement basculer dans le marché du travail

**Plus de 30 % des établissements contrôlés sont en anomalie en matière de pratiques commerciales trompeuses**

et d'obtenir un titre de séjour salarié auprès de la préfecture.

Pour ces étudiants, l'apprentissage apporte la garantie d'une meilleure insertion sur le marché du travail. En France, 852 000 nouveaux contrats ont été signés en 2023, ce qui a permis de franchir la barre symbolique du million de jeunes en apprentissage, selon les derniers chiffres publiés par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques. Les entreprises reçoivent jusqu'à 6 000 euros de subventions de l'Etat par apprenti. Un marché attractif pour de nombreuses écoles privées.

Dera, 28 ans, diplômé de l'Institut supérieur de l'événement, n'a pas résolu ses problèmes de droit au séjour en s'inscrivant dans le privé. « Au moment de changer mon statut d'étudiant à salarié, en 2022, avec une promesse d'embauche, la préfecture s'est saisie de l'intégralité de mes documents, excepté mon diplôme », dit-il. Un agent préfectoral lui a annoncé que son diplôme n'était pas reconnu par l'Etat, rejetant sa demande. « C'était un véritable électrochoc », se souvient Dera.

Interrogé par Le Monde, le fondateur de l'établissement, Hubert Dupuy, affirme que « l'étudiant s'était inscrit à l'école en connaissance de cause, sachant que l'homologation du titre RNCP auprès du ministère du travail était en cours d'obtention ». Pourtant, la

mention « diplôme équivalent master 1 » figure sur le certificat d'inscription de Dera. « J'étais convaincu qu'il s'agissait d'un vrai master », ajoute-t-il. Depuis, il a été contraint de rentrer dans son pays d'origine.

« Tout étranger victime de pratiques frauduleuses est légitime à porter plainte pour les faits qui le concernent directement », rappelle le ministère de l'intérieur. Mais « certains étudiants sont découragés de le faire parce qu'ils peuvent être sous la menace d'une obligation de quitter le territoire français. Ils obtiennent rarement une réponse, et la procédure met l'étudiant qui témoigne dans une situation compliquée », explique le porte-parole de l'association Voix des étudiants étrangers.

Selon une enquête de la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes en 2022, plus de 30 % des établissements contrôlés se sont révélés être en anomalie en matière de pratiques commerciales trompeuses, usant de mentions valorisantes sans justification vérifiable, comme « mastère, diplôme équivalent master 1, Master of Science, MBA... »

Le ministère de l'intérieur déclare collaborer avec le ministère de l'enseignement supérieur et le ministère du travail, dans la mise en place d'un label, en vue d'une meilleure information des étudiants nationaux et internationaux souhaitant entreprendre un cursus d'études dans un établissement privé. « L'objectif est qu'il soit plus simple à lire pour les jeunes et leur famille. Il aura également pour conséquence de limiter les abus liés pouvant parfois apparaître autour du flou sur la reconnaissance de certaines formations », assure le ministère de l'enseignement supérieur. Le nouveau label, initialement attendu au printemps, est désormais annoncé pour cet été. ■

ANJARA ANDRIAMBELO

# Justice des mineurs : Gabriel Attal maintient son tour de vis répressif

Faute de consensus, la modification de l'excuse de minorité semble mise en pause

Surtout, ne pas donner l'impression de changer de message. En déplacement, vendredi 24 mai, à Valence, le premier ministre, Gabriel Attal, a réitéré ses annonces faites, en avril, à Viry-Chatillon (Essonne), à propos de la justice des mineurs. Le ton est toujours à un tour de vis répressif. Avec, cependant, une différence de taille : l'idée d'une modification (ou d'une suppression) de l'excuse de minorité semble, pour le moment, mise en pause. Ce principe dispose que les mineurs voient leur peine divisée par deux par rapport à celle des adultes. C'est obligatoire entre 13 ans et 16 ans, les juges peuvent l'écarter entre 16 ans et 18 ans.

Vieux serpent de mer de la droite et de l'extrême droite, revenir sur l'excuse de minorité crisperait de nombreux acteurs de la justice des mineurs. Mieux vaut donc être prudent et ne pas fâcher tout le monde dès le début des concertations. « Il n'y a pas de consensus sur la question et ses modalités », a ainsi reconnu M. Attal, qui a néanmoins dit qu'il voulait « avancer » sur le sujet.

## Un vote « avant la fin de l'année »

Vendredi matin, M. Attal, entouré d'Eric Dupond-Moretti, ministre de la justice, et de Nicole Belloubet, ministre de l'éducation, a insisté sur sa volonté de mettre en place « une forme de comparution immédiate » pour les mineurs de 16 à 18 ans, notamment « dans les cas de violence aggravée », « quand vous êtes récidiviste ». Une réforme qu'il souhaite voir « votée avant la fin de l'année ». « Certains disent qu'il ne faut pas retoucher au code de la justice pénale des mineurs [CJPM, entré en vigueur en 2021]. C'est vrai que le premier bilan du CJPM est positif. Cette réforme a permis de raccourcir les délais de jugement, a-t-il poursuivi. Mais cela ne doit pas nous empêcher de regarder d'ores et déjà s'il nous faut compléter, enrichir, donner des outils supplémentaires aux magistrats. » Autre piste mise en avant : placer les jeunes délinquants en foyer pour de « très courts séjours ». Le but est de « couper le jeune de ses mauvaises fréquentations » et permettre « aux services d'évaluer la situation ».

Pour l'instant, ce point d'étape ne convainc pas plus que les premières pistes de travail évoquées il y a un mois. Kim Reuflet, présidente du Syndicat de la magistrature (SM, gauche) et ancienne juge des enfants, estime que ces mesures ne sont que « de l'affichage ».

**« Ce qui marche, c'est le temps long. Et ce qui manque, ce sont les moyens »**

KIM REUFLET  
présidente du Syndicat de la magistrature

« Concernant la comparution immédiate, il y a déjà une procédure rapide prévue dans le CJPM. Et il n'est pas établi que l'immédiateté du jugement soit un moyen de lutter contre la récidive. Ce qui marche, c'est le temps long. Et ce qu'il manque, ce sont les moyens. » Elle continue : « On peut déjà placer les mineurs en foyer. C'est complètement déconnecté de la réalité. »

Son collègue Aurélien Martini, secrétaire général adjoint de l'Union syndicale des magistrats (USM, majoritaire) est lui aussi dubitatif. Cet ancien chef de la section des mineurs au parquet de Melun estime que le message du premier ministre « reste assez flou ». « La comparution immédiate pour les mineurs est une mauvaise idée, et c'est inefficace. Nous ne sommes pas désarmés face aux cas les plus graves, qui relèvent des crimes. On peut déjà les placer en détention provisoire. La temporalité, c'est important, mais le problème réside dans l'exécution des mesures que l'on prend. Toutes ces mesures coûtent très cher. » Et cela pose donc la question des moyens, aussi bien dans les peines (comme le travail d'intérêt général par exemple) que dans l'accompagnement. Ainsi, selon lui, « les séjours de rupture [le placement en foyer] existent déjà. Leur montée en puissance, c'est intéressant, mais il faut du temps. » En clair, la rupture avec un milieu criminogène ne doit pas être trop courte, sinon ce serait inefficace.

Une chose est sûre : ces annonces n'ont pas lieu par hasard. Avant les élections européennes du 9 juin, la majorité présidentielle tente par tous les moyens de rattraper son retard sur la liste d'extrême droite, que tous les sondages prédisent loin devant celle des macronistes. Jeudi soir, Gabriel Attal débattait avec Jordan Bardella, président et tête de liste du Rassemblement national. Le premier ministre semble vouloir incarner une politique sécuritaire et répressive pour ne pas laisser d'espace au principal parti d'opposition. ■

ABEL MESTRE

# Après des concessions du gouvernement, les cliniques suspendent leur appel à la grève

Une revalorisation du travail de nuit des soignants, notamment, a été obtenue

La menace est désormais levée. La Fédération de l'hospitalisation privée (FHP) et les syndicats de médecins libéraux ont suspendu, vendredi 24 mai, l'appel à l'arrêt d'activité prévu à partir du 3 juin. « Les engagements et les décisions prises par le gouvernement soutiennent le principe d'équité de traitement entre les différents acteurs de l'hospitalisation », écrivent-ils dans un communiqué pour justifier ce revirement, après avoir fait monter la pression depuis des semaines.

Des opérations déprogrammées, des blocs opératoires à l'arrêt, des urgences fermées... Selon la FHP, 80 % de ses 1 030 établissements adhérents devaient participer à un mouvement « massif ». Voilà deux mois que les représentants de l'hospitalisation privée lucrative se sont engagés dans un bras de fer avec l'Etat, pour s'opposer aux nouveaux tarifs hospitaliers jugés insuffisants – soit les montants versés par l'Assurance-maladie aux établissements pour chaque prise en charge.

L'annonce par le ministère de la santé, le 26 mars, des tarifs de l'année 2024 a été vécue comme

un casus belli, avec une hausse de + 0,3 % pour le secteur lucratif, soit très en deçà de l'évolution actée pour les hôpitaux publics (et privés non lucratifs), établie à + 4,3 %. L'écart, après deux années de forte inflation, a mis le feu aux poudres dans les rangs des cliniques, qui réclamaient 500 millions d'euros supplémentaires, alertant sur des déficits en perspective dans 60 % de leurs établissements.

Ont-ils obtenu gain de cause ? Aucune enveloppe n'a été officiellement accordée, selon la FHP, qui a mis en avant des avancées obtenues sur les « principes », inscrites dans un courrier du ministre délégué à la santé, Frédéric Valletoux, reçu vendredi 24 mai. Il y est question d'une « relation renouvelée » entre l'Etat et le secteur lucratif, d'une « équité de traitement » entre les différents acteurs publics et privés, ainsi que d'un futur « protocole de financement pluriannuel », a détaillé son président, Lamine Gharbi, vendredi.

Plusieurs mesures concrètes ont également été annoncées, telle la suppression, à compter de

juillet, d'un « abattement CICE », qui minorait leurs tarifs. Elle devrait permettre de « répondre aux difficultés économiques » des établissements, selon les représentants de la FHP.

## Plusieurs contreparties


Au 1<sup>er</sup> juillet interviendra également la revalorisation du travail de nuit des soignants et médecins du privé, décidée jusqu'ici pour le secteur public (et privé non lucratif), avec une enveloppe accordée à ce titre par l'Etat, sans montant précisé. C'est aussi la promesse de voir les agences régionales de santé examiner la situation des établissements privés lucratifs en difficulté, et de leur apporter des aides financières à l'avenir, qui a convaincu les acteurs de lever l'appel à la grève.

En face, plusieurs contreparties sont mises en avant par Frédéric Valletoux, tel un « meilleur partage des contraintes » avec l'hôpital public, notamment sur la permanence des soins (le soir, la nuit et les week-ends), de même que la volonté d'une plus grande coopération entre établissements. Comment seront financées ces

mesures, dans un budget 2024 de la Sécurité sociale dénoncé de toutes parts comme insuffisant ? Le ministre, qui a salué une « décision responsable » des cliniques, n'apporte pas de chiffre précis. « Le financement de ces mesures ne se fera pas au détriment des acteurs du privé, mais dans le cadre de budgets déjà votés au moyen de crédits mis en réserve justement pour faire face à des aléas », promet-on dans son entourage.

Du côté des hôpitaux publics, la réaction a été immédiate, avec la crainte d'en faire les frais dans ce cadre budgétaire contraint. La Fédération hospitalière de France a dénoncé une « allocation de ressources exceptionnelles au profit du secteur privé commercial » et appelé à « la totale transparence » sur son financement. Cette « volte-face » est jugée « incompréhensible et injuste », a regretté le lobby de l'hôpital public, en évoquant un « chantage » qui crée un « précédent inédit », et en demandant « la garantie que ce choix n'entraîne rien le financement des hôpitaux publics et de leurs missions ». ■

CAMILLE STROMBONI



## PUBLICATIONS JUDICIAIRES

01.49.04.01.82 - annonces@osp.fr

**EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS**

Par arrêt du. Pôle 2 - Ch. 12 de la cour d'appel de PARIS du 28 novembre 2023

**la S.A. BNP Paribas Personal Finance**

Dont le siège social est situé 1 boulevard Haussmann 75009 PARIS

N° SIREN : 542 097 902

a été déclarée coupable des faits de RECEL, PAR PERSONNE MORALE, DU PRODUIT D'UN DELIT, commis courant 2008 jusqu'au 23 juillet 2008, PRATIQUE COMMERCIALE TROMPEUSE PAR PERSONNE MORALE, commise du 24/07/2008 à courant 2009

et condamné à payer une amende délictuelle de 187 500 euros

La cour a, en outre ordonné, aux frais de la société condamnée :

1 ° La publication de cet arrêt, par voie de presse, écrite, aux frais de la société condamnée, dans un délai d'un mois à compter de la date de la présente décision, du dispositif pénal de celle-ci par insertion dans les quotidiens LE FIGARO, LE MONDE, LIBERATION, et LES ECHOS sans que le coût de celles-ci n'excède le maximum de l'amende encourue.

Pour extrait conforme délivré à Monsieur le procureur général sur sa réquisition.

Pour le Directeur des services de greffe judiciaires,



# Derrière l’affichage « vert », TotalEnergies accroît sa production pétrogazière

**TOTALÉNERGIES, UN CENTENAIRE CHAHUTÉ** 4/4 Si la multinationale augmente ses investissements dans les renouvelables, plus de 96 % de son mix énergétique est issu des énergies fossiles. Les milliards dépensés ne servent pas seulement à entretenir les installations de pétrole et de gaz existantes, mais aussi à en bâtir de nouvelles

Patrick Pouyanné aime à le répéter : TotalEnergies est « *la major pétrolière la plus impliquée* » dans la transition énergétique. L'image de pollueur qui lui colle à la peau ? Les climatologues et ONG qui dénoncent les conséquences de ses activités sur l'environnement et son greenwashing ? Les procès dont l'entreprise fait l'objet ? « *On a parfois du mal à aimer les premiers de la classe* », justifiait le PDG, avec l'aplomb dont il est coutumier, dans un entretien au *Journal du dimanche*, en juin 2023.

La multinationale ne lésine pas sur les moyens pour faire savoir qu'elle s'engage, depuis 2020, à atteindre la neutralité carbone en 2050. Partout, dans les publicités, la multinationale étale fièrement les turbines de ses éoliennes et ses panneaux solaires étincelants. Elle a même entrepris de changer de nom : depuis 2021, elle accole le pluriel « Energies » à « Total », pour insister sur ses efforts de diversification à côté de ses activités historiques – le pétrole et le gaz, deux des principales sources d'émissions de gaz à effet de serre et causes de la crise climatique.

Un « *jeu de dupes* » et des « *pratiques commerciales trompeuses* », accusent les ONG, qui ont assigné l'entreprise en justice dans divers procès. Bon nombre de scientifiques distribuent aussi des mauvais points. « *Seul un changement drastique de stratégie pourrait permettre à TotalEnergies de s'aligner avec les scénarios de réchauffement climatique à + 1,5 °C voire à + 2 °C d'ici à 2100* », préviennent 188 scientifiques et experts, dont les climatologues Valérie Masson-Delmotte et Jean Jouzel, dans une tribune publiée par *Le Monde* en mai 2023. A leurs yeux, la major reste donc très loin de respecter l'accord de Paris sur le climat de 2015. Alors, le « *fleuron* » national de l'énergie freine-t-il la transition énergétique, ou y participe-t-il ?

## « GARDER LE CAP »

Aux détracteurs, M. Pouyanné réplique qu'il veut « [garder] le cap ». Réélu pour un quatrième mandat, il l'a encore dit aux actionnaires venus jusqu'au siège de la Défense (Hauts-de-Seine), vendredi 24 mai, lors de l'assemblée générale du groupe : son offre est désormais « *multi-énergies* ». Elle a atteint, en 2023, une capacité brute de 22,4 gigawatts (GW) d'électricité renouvelable, l'équivalent d'une vingtaine de réacteurs nucléaires. Principalement grâce à des installations en Amérique du Nord et en Inde, avec quasiment deux tiers de solaire, puis de l'éolien, sur terre ou en mer. Soit 33 % de plus sur un an. Une hausse substantielle, sachant qu'elle partait de nulle part (à peine 1,7 GW en 2018). Le groupe vise 100 GW (brut) en 2030, et une place parmi les cinq premiers producteurs mondiaux d'électricité renouvelable – en dehors de la Chine, comme il le précise depuis mars.

Petite subtilité, cependant : les capacités brutes englobent l'intégralité des installa-

tions, même celles dont TotalEnergies ne dé tient qu'une part minoritaire. Les capacités nettes, celles proportionnelles aux parts détenues dans chaque projet, sont presque deux fois moindres (13 GW, fin 2023, dont 0,8 en France). La stratégie du groupe repose en partie sur des acquisitions de projets déjà existants – par exemple la prise de 50 % des parts de Clearway en 2022, aux Etats-Unis. Sans nouvelle construction, ce type de rachats « *n'implique pas le déploiement de capacités additionnelles dans le monde réel* », rappelle l'ONG Reclaim Finance, dans une étude publiée en octobre 2023.

Balayant ces réserves, TotalEnergies rappelle avoir, depuis 2019, multiplié par six ses investissements nets annuels dans les « *énergies bas carbone* », pour atteindre désormais 6 milliards de dollars (5,6 milliards d'euros) en 2023. Soit 1 milliard de dollars pour les « *molécules décarbonées* » (biogaz, biocarburants, hydrogène, capture de carbone), 4,65 milliards pour l'électricité produite à partir d'énergies renouvelables, mais aussi... environ 350 millions d'euros pour celle à partir de gaz fossile.

Résultat, les dépenses pour les énergies bas carbone dans l'ensemble des investissements du groupe progressent fortement (et davantage que chez les autres majors pétrogazières) : elles sont déjà passées de près de 6 % à 35 %. Parallèlement, celles dans les énergies fossiles, encore largement majoritaires, sont passées de 16 milliards à 11 milliards de dollars sur cette période (2019-2023).

Tous ces chiffres ne sauraient faire oublier que les énergies fossiles structurent encore l'écrasante majorité des mégaprofits de TotalEnergies. Pourcentage choc : sur la base des données fournies par l'entreprise, plus de 96 % de sa production d'énergie finale provient encore du pétrole et du gaz en 2023.

Les milliards encore dépensés dans les énergies fossiles ne servent pas seulement à entretenir les installations pétrogazières existantes, mais aussi à en bâtir de nouvelles. TotalEnergies figure au 6<sup>e</sup> rang des plus gros développeurs mondiaux d'hydrocarbures à court terme, selon une liste établie, en novembre 2023, par l'ONG allemande Urgewald et plus de 50 partenaires. La major, qui conteste le calcul, déclare mener des activités de développement à court terme dans 16 pays, soit 4 de moins que le recensement d'Urgewald. Certains projets sont des « *bombes carbone* », c'est-à-dire des infrastructures qui pourraient émettre plus de 1 milliard de tonnes de CO<sub>2</sub> sur leur durée d'exploitation. Exemple, tout en longueur : la construction en cours de l'oléoduc Eacop, traversant l'Ouganda et la Tanzanie sur plus de 1 400 kilomètres.

Une expansion contraire aux alertes des scientifiques. Dans son rapport de synthèse publié en 2023, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat rappelle que limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C nécessite une réduction « *subs-*

LE GROUPE VANTE  
LE GAZ COMME  
« UNE ÉNERGIE-CLÉ DE  
LA TRANSITION »,  
ARGUANT QUE SES  
MOLÉCULES PEUVENT  
AIDER CERTAINS PAYS  
À SE DÉFAIRE  
D'UN COMBUSTIBLE  
PLUS NOCIF ENCORE,  
LE CHARBON



tantielle » de la production et de l'utilisation globale des combustibles fossiles, et ce, dès cette décennie. En 2021, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) avait, quant à elle, appelé Etats et entreprises à arrêter immédiatement le développement de nouvelles installations pétrolières ou gazières pour atteindre la neutralité carbone à la moitié du siècle.

## « IL N'Y AURA PAS DE GRAND SOIR »

Ce scénario zéro émission nette est « *théorique* », a rétorqué Patrick Pouyanné, le 29 avril, au Sénat. « *Maintenant, on a un nouveau pape* [le directeur exécutif de l'AIE, Fatih Birol] et une nouvelle bible, a-t-il attaqué devant une commission d'enquête parlementaire sur l'entreprise et ses objectifs climatiques. *Mais ce n'est pas la réalité de ce que nous vivons aujourd'hui.* »

Le PDG l'assume : le pétrole n'est pas mort, et le gaz encore moins. Il projette de faire croître sa production pétrogazière de 2 % à 3 % par an de 2023 à 2028. L'ex-Compagnie française des pétroles (son appellation initiale) entend surtout accélérer sur le gaz, notamment sous forme liquéfiée (GNL).

A l'horizon 2030, selon les projections de TotalEnergies, 85 % de sa production d'énergie finale proviendrait toujours des hydrocarbures (45 % pour le gaz fossile et 40 % pour le pétrole) – ce qui ne laisserait que 15 % pour l'électricité renouvelable et les molécules décarbonées. En 2023, à l'inverse, l'« or noir » (52 %) dépasse encore le méthane (44 %).

La major vante le gaz comme « *une énergie-clé de la transition* », arguant que ses molécules peuvent aider certains pays, notamment en Asie, à se défaire d'un combustible plus nocif encore, le charbon. Mais en les rendant dépendants d'une autre source d'émissions de gaz à effet de serre, objectent ONG et scientifiques. A plus forte raison s'il s'agit de GNL, qui pollue lors de sa liquéfaction et de son transport par navire. Aux Etats-Unis, une bonne partie de la marchandise est issue de la fracturation hydraulique, procédé interdit en France pour son impact environnemental.

Pour justifier ses investissements dans de nouveaux champs, Patrick Pouyanné invoque une demande en hausse, en particulier dans les pays asiatiques. Or, un gisement « *perd chaque année naturellement 4 % de sa capacité de production* », a argumenté le patron au Sénat. D'après lui, le débat est surtout de savoir à quel rythme se fera la transition d'un « *système A* », fondé sur les hydrocarbures, vers un « *système B* », tournant autour des énergies renouvelables. « [Abattre] le système A qui nous fait vivre aujourd'hui sans avoir construit au préalable le système B, ça ne marche pas », poursuit-il, avançant le besoin d'une énergie « *fiable* » et « *abordable* ». Les gisements actuels permettent déjà de répondre à la demande, répliquent les ONG.

Reclaim Finance considère que TotalEnergies ne peut pas être qualifié d'entreprise en transition. « *Il ne diminue pas sa production de pétrole et de gaz de manière à réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre* », assure Lucie Pinson, sa directrice exécutive.

L'entreprise a une stratégie détaillée pour les émissions liées à sa propre activité et à ses installations, celles dites « des scopes 1 et 2 ». Pour 2030, elle vise une baisse d'au moins 40 % par rapport à 2015. Mais c'est le scope 3 qui pose le plus de problèmes : il recouvre la consommation des produits pétroliers et gaziers par ses clients. Dans ce domaine, depuis deux ans, TotalEnergies déclare vouloir faire en sorte que le volume de 2030 soit inférieur à 400 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>. Sachant que c'est déjà le cas : les émissions déclarées par le groupe en 2022 et en 2023 étaient déjà inférieures à ce plafond. « *Il n'y aura pas de grand soir* », a soutenu Patrick Pouyanné devant les sénateurs. « *On va devenir un électricien sans abandonner nos hydrocarbures pour l'instant.* » Et c'est tout le problème aux yeux d'une part grandissante de la communauté scientifique. ■

AUDREY GARRIC  
ET ADRIEN PÉCOUT

FIN





Un site de forage de TotalEnergies, situé dans le parc national Murchison Falls, en Ouganda, en juillet 2022.

ROBIN LETELLIER/SIPA

## Dans le secteur, l'influence de la major dépasse largement sa part de marché

En matière de production, la multinationale pèse moins de 2 % à l'échelle mondiale, mais tient un rôle-clé au niveau de l'exploration et du développement de projets dans de nombreux pays

**I**l s'avère que TotalEnergies est un acteur somme toute relativement moins important que, au hasard, la compagnie nationale saoudienne. » Lors d'une audition de la commission d'enquête du Sénat sur les obligations du géant pétrogazier français, fin janvier, le sénateur (centriste) du Tarn Philippe Folliot relativise le poids et l'influence de la multinationale. Avec un argument : TotalEnergies produit 1,4 million de barils de pétrole par jour, soit environ 1,5 % de la production et de la demande mondiales. Une goutte d'or noir par rapport à la production de Saudi Aramco, qui met sur le marché 12 millions de barils par jour.

Le groupe dirigé par Patrick Pouyanné ne joue-t-il, pour autant, qu'un rôle de second plan ? Philippe Copinschi, spécialiste des questions énergétiques mondiales et professeur à Sciences Po, réfute l'idée que l'entreprise puisse être qualifiée d'acteur mineur. « Son poids est plus important que ce que suggère sa part de marché. »

D'abord, parce que la part du gâteau détenue par l'entreprise française n'est pas négligeable. « Il y a quelques grosses compagnies nationales, comme Aramco, l'iranienne NIOC ou la russe Rosneft, des majors privées comme Exxon-

Mobil ou Shell, et très vite on arrive à TotalEnergies », explique Marc Antoine Eyl-Mazzega, directeur du Centre énergie & climat de l'Institut français des relations internationales. Selon la société de recherche énergétique et de veille économique Rystad Energy, le groupe figure dans le top 15 des entreprises en termes de volumes de production pétrolière et gazière en 2023.

### « Programmes complexes »

Ensuite, alors que la majorité des compagnies nationales cherchent à maintenir leur production, les entreprises privées sont actives sur l'ensemble de la chaîne de valeur, de l'exploration à l'exploitation, en passant par la distribution ou le transport. Ce sont aussi elles, en grande partie, qui investissent dans la recherche et le développement de technologies de pointe. Celles-ci peuvent permettre de diminuer les émissions de gaz à effet de serre liées à la production d'hydrocarbures, mais visent également à exploiter des gisements difficiles d'accès.

« L'entreprise, réputée pour son efficacité, est recherchée parce qu'elle sait conduire des programmes complexes, qui sont très nombreux », a souligné, lors de son audition, Jean-Claude Mallet, le directeur des affaires publiques du groupe. La force de frappe fi-

nancière d'un acteur comme TotalEnergies, à même de rallier le soutien de banques, peut se révéler décisive pour qu'un projet voie le jour.

Mardi 21 mai, le géant français a, par exemple, annoncé le lancement d'un projet destiné à développer des champs pétroliers situés à 100 kilomètres au large des côtes angolaises et à 1700 mètres de profondeur. Il nécessitera la conversion d'un navire-citerne en une unité flottante de production, de stockage et de déchargement, qui sera reliée à un système de puits sous-marins. « Le premier développement de la zone maritime du bassin de la Kwanza est important pour démontrer l'ouverture de nouvelles frontières pétrolières en Angola », s'est félicité le patron de l'Agence nationale angolaise du pétrole, du gaz et des biocarburants, Paulino Jeronimo.

Autre exemple, les investissements technologiques et financiers des majors occidentales, dont TotalEnergies, ont largement bénéficié à la Russie. L'Union européenne importe du gaz naturel liquéfié russe, dont l'essentiel provient du site de Yamal LNG, situé en pleine région arctique et propriété du groupe français et de son partenaire Novatek. « Les conditions difficiles d'extraction pétrogazière en Sibé-

rie requièrent des techniques de forage avancées, et la technologie nécessaire pour forer en Arctique n'est détenue que par les compagnies pétrolières américaines et européennes », a rappelé, devant le Sénat, Mai Rosner, chargée de campagne de l'ONG Global Witness. Si TotalEnergies se distingue, c'est aussi par le fait qu'il est l'une des premières entreprises mondiales en matière de développement de nouveaux projets, avec une présence dans un très grand nombre de pays. « TotalEnergies fait de l'exploration et du développement dans des Etats où il n'y a pas ou très peu de production d'hydrocarbures, comme en Papouasie-Nouvelle-Guinée, au Mozambique ou au Suriname, note Louis-Maxence Delaporte, analyste énergie au sein de l'ONG Reclaim Finance. Il crée une dépendance aux fossiles au lieu d'accompagner ces Etats dans la transition. »

Au Sénat, Nicolas Terraz, le directeur général exploration-production de TotalEnergies, a détaillé les grandes zones d'investissements du groupe : Brésil, Afrique de l'Ouest, Nigeria, Ouganda, mer du Nord, Moyen-Orient, Emirats arabes unis, Qatar... En assurant que le rôle de TotalEnergies était « significatif » sans être « prédominant ». ■

PERRINE MOUTERDE

## Chez les pétroliers, le subtil équilibre de l'offre et de la demande

TotalEnergies récusé le fait d'influencer la consommation d'hydrocarbures, mais s'en sert pour justifier ses investissements

**LES TARIFS ÉLEVÉS DE L'OR NOIR INCITENT LES PRODUCTEURS À PRODUIRE PLUS, VOIRE À OUVRIR DE NOUVEAUX Puits**

*l'engagement d'un réchauffement maximum de 1,5 °C en 2050, il fallait arrêter d'investir dès maintenant dans de nouveaux champs d'hydrocarbures. Or, TotalEnergies est l'un des pétroliers qui dépendent le plus d'argent dans ce domaine. Cela a une incidence sur les prix, en les faisant baisser, et dégrade d'autant la compétitivité des énergies renouvelables. »*

De fait, avec presque 15,8 milliards de dollars d'investissement en 2023, dont les deux tiers dans les énergies fossiles, elle dépense autant dans ses projets de renouvelables (5 milliards de dollars) que dans le développement de nouveaux champs.

« Son scénario n'est pas réaliste, estime Thomas-Olivier Léautier, chef économiste de TotalEnergies. D'ailleurs, l'AIE elle-même anticipe dans ses prévisions annuelles une hausse de la demande au moins jusqu'en 2028. » Il souligne également que la totalité des investissements dans les énergies renouvelables, qui ne seront pas rentables avant 2028, est financée par les bénéfices du pétrole. Si on baisse ceux-ci, cela réduira les moyens pour développer l'électricité bas carbone. L'autre argument qui pousse la major à modérer sa transition est la nécessité de ne pas trop dégrader son profil de rentabilité afin de ne pas faire fuir ses actionnaires et de voir son cours de Bourse s'effondrer.

Mais elle le promet : dès que la demande baissera, les investissements suivront. Les pétroliers peuvent-ils accélérer cette baisse ? TotalEnergies met en avant la multiplication des bornes de rechargement de véhicules électriques dans les stations-service. Toutefois, ce sont surtout les Etats qui sont en mesure de réorienter la demande, notamment dans les transports, qui représentent 60 % de la consommation de pétrole.

Deux approches sont possibles. Beaucoup d'économistes soutiennent la taxation du CO<sub>2</sub>, en théorie la plus efficace puisqu'elle fixe un prix à la nuisance, laisse le marché évoluer et permet de récupérer des ressources pour soulager les plus démunis. Néanmoins, les risques sociaux sont gigantesques, relève l'économiste Patrice Geoffron, en rappelant l'épisode des « gilets jaunes », en 2018-2019. Reste la réglementation, comme c'est le cas en Europe, avec l'interdiction des moteurs thermiques en 2035.

C'est tout le dilemme : la modification de la demande est socialement désastreuse si elle est brutale. En témoigne ce qui s'est produit avec l'envolée des prix du gaz après le début de la guerre en Ukraine. Mais elle est insuffisante si elle est trop douce. Pour maintenir sa santé financière, TotalEnergies parie sur une accélération à partir de 2030, qui lui permettra de tenir son objectif de devenir majoritairement producteur d'électricité renouvelable en 2050. Il sera alors la première grande major à avoir changé de métier. ■

PHILIPPE ESCANDE



# Placements : rebondissements dans le scandale H2O

3 000 nouveaux plaignants se sont greffés à cette affaire qui touche près de 10 000 épargnants et a désormais des ramifications en Belgique

Cinq ans après les premières révélations, c'est un nouveau chapitre qui s'ouvre dans le dossier déjà épais du gestionnaire d'actifs français H2O, dans lequel plusieurs milliers d'épargnants français cherchent à récupérer une partie de leurs placements, bloquée depuis 2020 dans des fonds « cantonnés » après avoir été investie dans des actifs à risque.

Lors de l'audience prévue mardi 28 mai devant le tribunal de commerce de Paris, quelque 3 000 particuliers, conseillers en gestion de patrimoine et investisseurs institutionnels devraient rejoindre le collectif de porteurs qui en réunit déjà 6 000.

Ce collectif a assigné en décembre 2023 plusieurs sociétés de la galaxie H2O, leur ex-maison mère Natixis Investment Managers (elle a ramené sa participation de 50,01 % à 23,4 % en 2022), mais aussi l'auditeur KPMG et la société de services aux investisseurs Caceis.

## D'une sévérité sans précédent

Avec ces renforts, l'estimation par le collectif du préjudice total concerné par la procédure passera de 717 millions à près de 1 milliard d'euros. Des prétentions que H2O qualifie d'« irréalistes ».

La société, qui poursuit ses activités et emploie 60 personnes dans cinq bureaux, a procédé depuis début 2023 à deux remboursements partiels d'actifs cantonnés, pour 226 millions d'euros au total.

Dans ce dossier, H2O a déjà écopé de sanctions d'une sévérité sans précédent infligées par l'Autorité des marchés financiers (AMF) en décembre 2022 : 93 millions d'euros d'amendes au total pour H2O AM Europe, l'une des sociétés du groupe, et ses deux cofondateurs, Vincent Chailley et Bruno Crastes. Ce dernier, outre une amende de 15 millions, a été

interdit d'exercer pour cinq ans toute activité de gestion ou de direction dans une société financière opérant en France. H2O a déposé un recours devant le Conseil d'Etat.

Pour l'AMF, H2O a investi dans des instruments financiers qui n'étaient pas éligibles à ses fonds, réalisé des opérations de financement qui lui étaient interdites et dépassé les ratios d'emprise, les plafonds que les fonds sont autorisés à investir dans un seul émetteur, qui visent à éviter une concentration excessive des risques.

Au cœur du dossier, révélé par le *Financial Times* en juin 2019, près de 1300 opérations financières au total portant sur des titres émis par des sociétés du groupe Tennor, fondé par Lars Windhorst, un homme d'affaires allemand à la réputation sulfureuse, condamné dans les années 2000 pour fraude et abus de confiance. Tennor possédait entre autres à l'époque la marque de lingerie italienne La Perla, placée en cessation de paiements en février 2024. Un placement parmi d'autres bien éloigné des stratégies qui avaient fait la réputation de H2O.

Les placements dans La Perla et d'autres sociétés de Tennor sont au cœur d'un nouveau volet du dossier, ouvert en Belgique. Deux ex-associés minoritaires de Merit Capital, un courtier belge aujourd'hui disparu, mettent en effet en cause l'utilisation potentiellement abusive du nom de leur société, avec la complicité présumée des dirigeants de Merit, dans des transactions réalisées par H2O. Des faits non prescrits et susceptibles de motiver une plainte au pénal pour faux et usage de faux, estime un avocat proche du dossier.

Le nom de Merit Capital figure en effet dans le rapport annuel 2019 de H2O Multibonds, l'un des fonds de la société, dans la liste de

**En décembre 2022, le gestionnaire d'actifs a écopé de 93 millions d'euros d'amendes au total pour H2O AM Europe**

ses principales contreparties pour des opérations de *buy and sell back* (« vente et rachat »), des achats de titres censés être suivis d'un rachat par l'émetteur. Ces transactions permettent à l'émetteur (en l'occurrence Tennor) de se procurer des liquidités jusqu'au remboursement, mais elles exposent à l'inverse l'acheteur (dans ce cas, H2O) au risque de ne pas pouvoir liquider les titres concernés en cas de besoin.

Or, de grossières approximations concernant la raison sociale de Merit Capital dans le rapport annuel de H2O finissent par mettre la puce à l'oreille des ex-associés de l'intermédiaire belge. Ces derniers, après avoir mené l'enquête, découvrent l'existence d'un contrat (que *Le Monde* a pu consulter) liant H2O à Merit Capital : il est daté du 3 octobre 2019 et porte sur des opérations de *buy and sell back*, qui débiteront le jour même selon des avis d'opéré, des relevés de transactions établis par Caceis.

Problème : une partie des administrateurs du groupe belge disent ne pas avoir été informés de l'existence de ce contrat par les deux principaux dirigeants du groupe, Paul Reynolds et Henry Gabay, un homme d'affaires qui connaît M. Windhorst, et qui contrôle Merit Capital depuis 2018. Mais ce qui apparaît sur-

tout, c'est que Merit aurait principalement servi à couvrir les transactions de *buy and sell back* réalisées par un autre courtier – le londonien Shard Capital – au-delà d'un plafond d'exposition de 5 %, autrement dit la limite autorisée par la réglementation financière.

## Un « accord de règlement »

Des informations de presse vont semer la panique chez Merit et dévoiler la manipulation présumée. Le 22 septembre 2020, cinq jours après un nouvel article du *Financial Times* sur le dossier H2O dans lequel figure le nom de Merit Capital, le conseil d'administration de la société belge se réunit à deux reprises en moins de douze heures.

Lors de la première session, le conseil constate que H2O ne répond pas aux demandes d'explications sur les opérations litigieuses ; lors de la seconde, selon le procès-verbal de la séance, M. Gabay reconnaît que l'accord de 2019 n'a jamais été appliqué et que les transactions contestées n'ont pas été réalisées par Merit Capital mais par Shard. La conclusion paraît limpide aux ex-associés de Merit Capital : sans l'aide de leur société, H2O n'aurait pas respecté ses obligations. Interrogé par *Le Monde*, H2O s'est refusé à tout commentaire sur ce volet du dossier comme sur l'audience du 28 mai.

En mai 2021, H2O AM et Merit Capital ont conclu un « accord de règlement » dans lequel H2O AM reconnaît que des transactions initialement attribuées à Merit Capital ont en fait été réalisées par Shard. Mais cette reconnaissance tardive de son rôle de « prête-nom » n'a pas suffi à sauver Merit Capital : privée de sa licence par la Banque nationale de Belgique, la société a été déclarée en faillite en septembre 2022 par le tribunal d'entreprise d'Anvers. ■

MARC ANGRAND



## MATIÈRES PREMIÈRES

PAR LAURENCE GIRARD

# L'artichaut fait du foin

« Peu me chaut l'artichaut ». Cette expression illustre bien la tendance en France. Ce légume charnu est de moins en moins présent dans nos menus. Seuls les plus âgés sont encore prêts à le cuisiner et le déguster. En moyenne, un ménage français n'en consomme d'ailleurs plus que 750 grammes par an. A comparer aux 8 kilogrammes boulotés par les Italiens, prêts à craquer pour un savoureux risotto aux cœurs d'artichaut.

Les maraîchers bretons ne s'en font pas une raison. Unis sous la bannière légumière Prince de Bretagne, ils sont partis au front pour médiatiser leur production. L'artichaut fait du foin. Il est vrai que les images sont belles. Les têtes vertes bien faites se dressent sur un tapis de feuillage et les champs glissent doucement vers l'océan, plus précisément en baie de Morlaix.

Parfois, le ciel bleu de la carte postale vire à l'orage. Il y a un quasiment un an, des tonnes de têtes d'artichaut roulaient sur la chaussée devant les supermarchés. Rouges de colère, les agriculteurs dénonçaient les prix non rémunérateurs pour le légume vert. Un afflux de marchandise avait fait s'effondrer les cours. Quelle part de la production n'a pas trouvé preneur en 2023 ? « De 20 % à 30 % », répond Christian Bernard, producteur à Taulé (Finistère) et président de la section artichaut de Prince de Bretagne.

Le coup de sang est souvent lié au cours du marché au cadran. Actuellement, le prix du petit violet breton est de 50 à 60 centimes la tête, et pour son alter ego,

le gros camus plus charnu, le colis de douze se négocie à 8 euros. Beau temps donc, pour l'instant, avec ce niveau de prix. La rémunération est au cœur du renouvellement des générations. Or, il y a urgence.

## Un problème épineux

« Nous avons produit 17 000 tonnes d'artichauts en 2023, contre 30 000 tonnes il y a dix ans et 50 000 tonnes il y a quinze ou vingt ans. Et le nombre de producteurs a été réduit de moitié », souligne M. Bernard. Sachant que la Bretagne, avec 2 600 hectares, est la première terre d'artichauts en France, devant les Pyrénées-Orientales, avec 500 hectares.

Même si les agriculteurs se disent passionnés, ils reconnaissent d'emblée que cultiver ce dérivé du chardon est un problème épineux. En Bretagne, les drageons, nouvelles pousses de la plante, sont régulièrement arrachés et replantés à la main. Le rythme de renouvellement des cultures est de trois ans, mais personne ne peut prévoir, bon an mal an, le rendement. Pour réduire les à-coups de production et écouler les petits calibres, les producteurs bretons misaient sur la surgélation. Sauf que le seul site français, à Morlaix, a fermé en 2022. Prince de Bretagne a pris le projet à bras-le-corps et une unité de transformation devrait ouvrir dans les Côtes-d'Armor. Au rayon surgelés, l'artichaut vient souvent d'Égypte, deuxième producteur mondial, au coude-à-coude avec l'Italie. Il sera bientôt costarmoricain. Cœur d'artichaut surgelé chaud comme la Breizh ! ■

# Action antitrust contre Live Nation aux Etats-Unis

Le ministère américain de la justice veut scinder l'activité du géant des concerts

Il ne fait pas bon être trop gros aux Etats-Unis et le gouvernement américain monte sans états d'âme à l'offensive sur le front de la concurrence. Après avoir contré les fusions entre les éditeurs Penguin Random House et Simon & Schuster en novembre 2022, puis entre les compagnies aériennes Spirit et JetBlue en mars, l'heure est venue, selon l'administration américaine, de séparer le géant du spectacle vivant Live Nation de sa filiale de billetterie Ticketmaster. D'autant plus que la position hégémonique de Ticketmaster – qui a fusionné avec Live Nation en 2010 pour créer Live Nation Entertainment – a été dénoncée maintes fois par les artistes comme par les politiques.

Le ministère américain de la justice a assigné le groupe jeudi 23 mai, en l'accusant de pratiques anticoncurrentielles. Les méthodes de Live Nation « lui permettent d'exercer un contrôle monopolistique sur l'industrie du spectacle vivant aux Etats-Unis », a indiqué dans un communiqué Merrick Garland, le ministre de la justice. Selon lui, cela conduit à des frais plus élevés pour les fans, à moins d'opportunités de se produire en concerts pour les artistes et à une exclusion des petits promoteurs.

« Live Nation a organisé en 2023 50 000 événements dans le monde, accueilli 145 millions de spectateurs et réalisé 22,7 milliards de dollars de chiffre d'affaires (20,9 milliards d'euros).

Selon l'assignation déposée devant un tribunal fédéral de Man-

hattan, et consultée par l'AFP, le gouvernement reproche au groupe d'avoir menacé des concurrents dans la promotion de concerts ainsi que des lieux qui travaillaient avec des concurrents. Sont également dénoncés les contrats d'exclusivité négociés par Live Nation pour obliger les salles de spectacles à utiliser les services de billetterie de Ticketmaster. Ou l'obligation faite aux artistes de recourir aux services du groupe dès qu'ils se produisent dans une enceinte contrôlée par Live Nation.

## Gravement calamiteuse

Pour sa part, Live Nation juge ces accusations sans fondement et y voit, au contraire, le résultat de « pressions politiques intenses et d'une campagne de lobbying de ses rivaux et des revendeurs de billets ». Le groupe dément détenir tout pouvoir monopolistique en assurant que les commissions et frais prélevés par sa filiale de billetterie ne « sont pas plus élevés qu'ailleurs et fréquemment inférieurs ».

La gestion de la vente des places pour la tournée américaine de Taylor Swift en novembre 2022 s'était avérée si gravement calamiteuse que les dirigeants de Ticketmaster avaient été auditionnés par la commission des affaires du Sénat. Rejetant la faute sur des « attaques de bots », ils avaient dû reconnaître leur « responsabilité ». La chanteuse avait critiqué la plateforme sur Instagram, assurant être « hors d'elle » de voir autant de ses fans « vivre un cauchemar » ■

NICOLE VULSER

# Le Vatican en proie à un conflit social inédit

Heures supplémentaires sous-rémunérées, avancement opaque, discrimination... Des salariés des musées du Vatican menacent de traduire en justice les autorités ecclésiastiques

ROME - correspondant

Au Vatican, il s'agit d'une première. Le plus petit Etat du monde se trouve aux prises avec un conflit social inédit, une cinquantaine de ses salariés menacent de traduire en justice les autorités ecclésiastiques faute d'un changement drastique de leurs conditions de travail. Tous sont employés par les musées du Vatican, un des lieux au monde qui concentrent le plus de chefs-d'œuvre, des trésors inestimables qui vont des fresques de la chapelle Sixtine aux toiles de la Renaissance exposées dans sa pinacothèque, en passant par sa collection de statues antiques.

Dans une notification adressée fin avril au cardinal Fernando Vérgez Alzaga, qui préside le gouvernement du Vatican, l'autorité de tutelle des musées, les employés dénoncent des méthodes de gestion du personnel qui menaceraient leur santé et leur « dignité ».

Le contenu du document dont l'existence a été révélée par le *Corriere della Sera*, le 12 mai, témoigne d'un malaise profond, les employés s'y plaignant d'être traités « comme des marchandises ». Ils font, en effet, état d'heures sup-

plémentaires sous-rémunérées, du caractère tout à fait discrétionnaire qui préside à l'avancement des salariés ou encore d'un système d'assignation à résidence de fait en cas de maladie, les inspecteurs du Vatican pouvant effectuer à tout moment de la journée leurs visites de contrôle. D'après le texte porté par 47 gardiens, un restaurateur et un employé de la librairie, des salariés ayant à charge des parents souffrant d'infirmités graves, ont aussi été victimes de discrimination.

## Une avocate aguerrie

De plus, le Vatican réclame à ses employés le remboursement des salaires qu'ils ont perçus lors de la pandémie de Covid-19. Comme tous les autres lieux de culture, les musées étaient alors fermés et leurs dirigeants estiment désormais que les heures payées et non travaillées à l'époque sont dues à l'employeur.

La notification adressée aux autorités vaticanes met par ailleurs l'accent sur des conditions de sécurité dégradées qui feraient courir des risques aux employés et aux visiteurs. Avec une jauge journalière oscillant entre 25 000 et 30 000, bien trop élevée

pour la structure, les musées ne disposeraient pas d'un nombre suffisant de sorties de secours ni d'une climatisation adéquate, tandis que les protocoles ne seraient pas suivis à la lettre par les équipes chargées des détecteurs de métaux situés à l'entrée.

Dans leur lutte, les employés du Vatican sont assistés par une personnalité singulière de la scène italienne, l'avocate Laura Sgro. Faisant partie des rares professionnels accrédités au Saint-Siège, elle est habituée à la confrontation avec la hiérarchie ecclésiastique, même si les affaires qu'elle suit par ailleurs relèvent de mystères bien plus épais que ceux du droit du travail pontifical. M<sup>me</sup> Sgro est, en effet, le conseil de la famille d'Emanuela Orlandi, une jeune citoyenne du Vatican âgée de 15 ans au moment de sa disparition dans des circonstances troubles en 1983 et jamais retrouvée depuis.

L'avocate défend, par ailleurs, les proches de Cédric Tornay, un garde suisse à qui les autorités ont attribué un double meurtre en 1998, selon une version des faits contestée. Son corps avait été retrouvé à proximité des cadavres de son commandant et de son épouse.

ALLAN KAVAL



# Claude Pujade-Renaud

## Danseuse et écrivaine



En1991. LOUIS MONIER/BRIDGEMAN IMAGES

Danseuse, chorégraphe et professeure dont le savoir et l'art nourrissent l'œuvre romanesque qui interroge la création autant que le corps, la grâce et le deuil, Claude Pujade-Renaud est morte le 18 mai, à l'âge de 92 ans.

Née le 25 février 1932 à Bizerte, en Tunisie, où son père, Charles, polytechnicien, est ingénieur pour un groupe de BTP, Claude Pujade-Renaud bénéficie d'une scolarité choisie, à Paris, du lycée Victor-Duruy au lycée Camille-Sée. Mais, refusant la voie de la méritocratie scolaire que son père a suivie, Claude opte en terminale pour l'éducation physique et annonce, à 16 ans, qu'elle ne voudra pas du «beau mariage» bourgeois que ses parents envisageaient.

Comme elle est trop jeune pour intégrer l'institut régional d'EPS (Ireps), elle accepte de patienter en hypokhâgne puis en khâgne, mais l'ambiance guindée et la concurrence fiévreuse qui y règnent achèvent de renforcer son choix. Dès 18 ans, elle rejoint l'Ireps, donc, et sa formation quasi militaire. Claude pratique le handball et l'athlétisme, en sus de la danse, qui la passionne. Puis elle intègre la maîtrise Janine-Solane et son langage chorégraphique personnel; plus tard, la danse contemporaine la conduit à Londres, puis à New York à l'école de Martha Graham.

### « Une préféministe »

Si elle enseigne dès 1954 dans un lycée de Rouen, puis à Versailles, elle persiste à déjouer les destins qui s'esquissent. Une licence de philosophie en Sorbonne, un diplôme de l'école de danse du campus du Connecticut College, plus tard un doctorat de sciences de l'éducation à Paris-VIII-Vincennes, rien ne peut assigner Claude Pujade-Renaud à une seule place.

Formatrice spécialisée en danse à l'Ireps de 1961 à 1975, puis en poste à l'université Paris-VII, assistante, puis maître assistante, enfin professeure en sciences de l'éducation (1975-1990), elle s'intéresse à la psychopédagogie, confronte l'expression corporelle au langage, bientôt à la littérature. La tentation n'est pas neuve. A 17 ans, elle a rédigé une nouvelle, *L'Indiférent*, dont le jeune héros s'émancipe des liens et des sensations convenus qu'il s'efforce d'analyser pour mieux se connaître. Déjà elle aurait pu se voir publiée, mais la satisfaction de son père l'avait amenée à se rétracter. Toujours se soustraire aux assignations.

**25 FÉVRIER 1932** Naissance à Bizerte (Tunisie)  
**1978** « Le Ventriloque » (Des Femmes)  
**1994** « Belle mère » (Actes Sud), Goncourt des lycéens  
**1995** « Les Ecritures mêlées », avec Daniel Zimmermann (Julliard)  
**2013** « Dans l'ombre de la lumière » (Actes Sud)  
**18 MAI 2024** Mort

L'apaisement vient avec la rencontre de l'universitaire Daniel Zimmermann (1935-2000), qui lui propose, en 1972, de coanimer une unité de valeur sur les communications non verbales à Vincennes. Ils deviennent amants : il se met à la danse, elle au karaté, chacun épousant la passion de l'autre. L'écriture les lie plus encore. Elle lui permet de reprendre un projet à l'arrêt depuis dix ans tandis qu'elle écrit le récit de son avortement, qu'accueillent les éditions Des Femmes (*Le Ventriloque*, 1978). Ensemble, ils signent une dizaine d'ouvrages, dont l'explicite *Les Ecritures mêlées* (Julliard, 1995).

Désormais, Claude Pujade-Renaud écrit avant tout. Des nouvelles (*Les Enfants des autres* [1985], *Vous êtes toute seule?* [1991], *Au lecteur précoc*e [2001]), des retours sur la passion première (*La Danse océane* [1988], *Martha ou le mensonge du mouvement* [1992]), des romans aussi (*Belle mère* [1994], *La Nuit la neige* [1996], *Platon était malade* [1999], *Les Femmes du bracconnier* [2010], *Dans l'ombre de la lumière* [2013]). Toutes ces œuvres sont parues chez Actes Sud.

Bertrand Py, qui fut, près de quarante ans, son éditeur chez Actes Sud, définit cette grande dame, élégante et chaleureuse, modeste et forte, comme « une *préféministe*, dans le sens où sa prise de parole n'est pas théorique, conceptuelle, mais narrative, romanesque ». Et celle qui tenta d'échapper à toutes les voies tracées a multiplié les figures féminines lucides, attentives, fidèles jusque dans la solitude, fût-elle douloureuse.

Exploratrice de l'âme humaine qui s'affranchit du verbe qui occulte le corps, Claude Pujade-Renaud fait mieux qu'effleurer l'intime, elle l'exauce, le révèle et le préserve. Trouvant les mots qui dispensent du langage bavard pour privilégier l'indice, l'allusion, le fragment qui dévoilent une vérité sans entrave. ■

PHILIPPE-JEAN CATINCHI

Le Monde

Le Carnet

**Vous pouvez nous faire parvenir vos textes**

**soit par e-mail :**  
**carnet@mpublicite.fr**  
*(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)*

**soit sur le site :**  
**https://carnet.lemonde.fr**

**L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.**

✉ **carnet@mpublicite.fr**  
**https://carnet.lemonde.fr**

### AU CARNET DU «MONDE»

**Décès**

Claude Lacazedieu, son compagnon, Sarah Psimaras, sa fille, Michèle, François, Alice, Raphaël, Maxime et Lara, ses sœur, beau-frère, nièces et neveux, Judith et Paola, ses sœur et belle-sœur,

ont l'immense douleur d'annoncer le décès de

**Irène ABITBOL,**

survenu le dimanche 19 mai 2024.

Les obsèques ont eu lieu le vendredi 24 mai, à 15 heures, au cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris 14<sup>e</sup>.

La famille remercie infiniment toutes les équipes du service de réanimation-soins intensifs de l'hôpital de La Pitié-Salpêtrière, ainsi que le professeur Jesus Gonzales et ses services.

9, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris.

Maria et François Bonnafous-Boucher, ses enfants et leurs conjoints, Charlotte, Étienne et Hugo, ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

**Françoise BOUCHER,**  
dite **Soizic,**  
née **BOURDON,**  
chirurgien dentiste,

survenu le 19 mai 2024, à l'âge de quatre-vingt-quinze ans, au terme d'une vie libre et exigeante.

Elle rejoint son mari,

**Pierre BOUCHER,**

décédé le 12 juin 2018.

L'inhumation aura lieu le lundi 27 mai, à 13 h 30, au cimetière de Saint-Briac-sur-Mer (Ille-et-Vilaine).

La famille adresse une pensée à ses camarades d'engagements pour les droits humains et à toutes les personnes qui ont accompagné ses dernières années.

Vos pensées ou vos mots sont à adresser à  
Obsèques.francoiseboucher@gmail.com  
Les fleurs à ACF Letort,  
Tél. : 02 99 46 33 33.

**René CHARDAVOINE,**  
ingénieur,

est mort le 26 avril 2024, au matin, chez lui à Paris, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, après des années de lutte contre la maladie.

Paix à son âme.

« On n'est jamais à l'abri d'un coup de bol. Voilà une maxime qui me convient bien : un optimiste à l'affût sur des chemins de traverse ».

Françoise Dablanc avec ses enfants et ses petits-enfants, Cécile et Goran Svedberg,

ont la grande tristesse d'annoncer le décès de leur père, grand-père et arrière-grand-père,

**Jacques DABLANC,**  
ancien élève de l'ENS de la rue d'Ulm, agrégé de Mathématiques, ancien professeur en classes préparatoires, inspecteur général de l'Éducation nationale honoraire, officier dans l'ordre des Palmes académiques, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 18 mai 2024, dans sa quatre-vingt-seizième année.

Le recueillement aura lieu le mardi 28 mai, à 14 h 30, au crématorium du Parc, 104, rue de la Porte de Trivaux, Clamart (Hauts-de-Seine).

Françoise Dablanc, 3, rue Racine, 78220 Viroflay.

Catherine, son épouse, François et Marion, ses enfants et leurs conjoints, Eliane et Amr, Lydia, Gabriel, Sylvain, Adam et Sophia, ses petits-enfants,

ont le chagrin de faire part de la disparition de

**Bernard FAIVRE,**  
professeur émérite,

après avoir combattu la maladie de toute sa force.

Ses obsèques auront lieu le mercredi 29 mai 2024, à 15 heures, à la Maison funéraire du Parc, 104, rue de la Porte de Trivaux, à Clamart (Hauts-de-Seine).

Monétier-les-Bains.

M. Jean-Loup Guibert, son époux,

fait part du rappel à Dieu de son épouse,

**M<sup>me</sup> Claude GUIBERT,**  
née **BROYER,**  
membre fondatrice de l'AVARAP,  
co-initiatrice du portage salarial,  
co-initiatrice du microcrédit à Madagascar,  
membre fondatrice de la Fondation SAIDDES,

le 14 mai 2024, à Monétier-les-Bains, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

La messe d'A-Dieu sera célébrée par le frère Benoît Dubigeon, franciscain, le 31 mai, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-La-Salle, 70, rue Falguière Paris 15<sup>e</sup>.

Ni fleurs ni couronnes.

jeanloup.guibert@club-internet.fr

Brive-la-Gaillarde (Corrèze).

Florence et son fils, Quentin, Douglas Warmke, François, Katarina et leurs enfants, Lucas, Axel, Emile, Marie, Ludovic, et leurs enfants, Simon, Hanna, ses enfants et leurs conjoints et ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Claudine LABRUNIE,**  
née **COMBY,**

partie le 20 mai 2024, à l'âge de quatre-vingt-six ans, rejoindre son mari,

**Jean**

et son petit-fils,

**Nicolas.**

Femme de conviction et d'engagement, investie dans la vie publique pour Brive et sa région avec vingt-huit ans de mandats locaux et régionaux.

Ses obsèques religieuses ont lieu ce samedi 25 mai, à 14 h 30, en l'église Saint-Sernin, à Brive, suivies de l'inhumation au cimetière de Saint-Bonnet-l'Enfantier.

Registres à condoléances au funérarium Soulier, 32 bis, avenue Émile-Zola, à Brive, où Claudine repose et à l'église.

La famille remercie par avance toutes les personnes qui s'associeront à sa peine.

Hélène Leperre, son épouse, Anne Leperre et Olivier Leperre, ses enfants, Charles et Mathilde, Mathilde, Margot, Juliette, Martin, ses petits-enfants, Blanche, son arrière-petite-fille, Olivier et Catherine Garcia, leurs filles, Laurine, Astrid, Nathalie Laurent, Bernard Tort, Sa famille Et ses proches,

font part du décès de

**Michel LEPERRE,**

survenu le 17 mai 2024.

Un hommage lui sera rendu ultérieurement.

Cet avis tient lieu de faire-part.

9, rue Massenet, 75116 Paris. 16, rue Pierre-Nicole, 75005 Paris. 42, avenue Junot, 75018 Paris. 35, rue Médéric, 92250 La Garenne-Colombes.

Champagne-au-Mont-d'Or.

Anne-Marie Boissin, son épouse, Claire-Sophie, Stéphanie et Julien, ses enfants et leurs conjoints, Ses huit petits-enfants, Ses deux arrière-petits-enfants, Parents Et amis,

ont la tristesse de faire part du décès du

**docteur Gérard MANEL,**

survenu le 22 mai 2024, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie d'adieu aura lieu ce lundi 27 mai, à 9 h 30, en la chambre funéraire, à Champagne-au-Mont-d'Or, dans l'intimité familiale.

Vos condoléances sur <https://www.pompes-funebres-montsdor.com>

On nous prie d'annoncer le rappel à Dieu de

**Françoise METTAVANT,**  
épouse **VANDERHAEGEN,**  
professeur de l'enseignement supérieur agricole, attachée à la Direction des études de l'INA Paris (actuel Agro Paris Tech),

le 15 mai 2024, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Elle sera inhumée dans le cimetière de Cadignan (Gers).

« Viens voir les comédiens, voir les musiciens, voir les magiciens... »

Cet avis tient lieu de faire-part.

177, avenue d'Eysines, 33110 Le Bouscat.

Florent Chambaret, son fils, Charlotte Chambaret, Lili et Matis, ses petits-enfants,

ont la peine de faire part du décès de

**Simone POUMET,**

survenu le 18 mai 2024.

Les obsèques auront lieu le mercredi 29 mai, à 12 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20<sup>e</sup>.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M<sup>me</sup> Pujade-Renaud, son frère et sa belle-sœur, Odile, Valérie, Claude-Hélène et Luc, ses nièces et neveu,

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

**Claude PUJADE-RENAUD,**  
écrivaine,

survenu le 18 mai 2024, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

L'inhumation aura lieu le jeudi 30 mai, à 15 heures, au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20<sup>e</sup>.

Pascale Robineau et Pierre Guittin, Philippe Robineau et France Penaud, Agnès et Thierry Guillet, Hélène Robineau et Florent Picinbono, ses enfants, Bruno et Cécile, Irène et Johann, Jean-Loup et Aliya, Laurent, Alice et Pierre-Antoine, Thomas et Atsuko, Noémie, ses petits-enfants, Ses huit arrière-petits-enfants, Ses neveux et nièces Et toute sa famille,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

**Bertrand ROBINEAU,**  
**X47,**  
ingénieur général de l'armement, officier de l'ordre national du Mérite, officier de la Légion d'honneur,

survenu le 19 mai 2024, à l'âge de quatre-vingt-dix-huit ans

et rappellent la mémoire de son épouse,

**Monique ROBINEAU,**  
née **DEJEUMONT,**

décédée le 25 octobre 2016.

Une cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 30 mai, à 15 heures, en l'église Saint-Paul de Gif-sur-Yvette, suivie de l'inhumation au cimetière des Rougemonts Nord de Gif-sur-Yvette.

La famille remercie Monique, Cathy, Reine, ainsi que Michelle et Rodica, qui l'ont aidé à finir ses jours paisiblement chez lui.

brobineau2024@gmail.com

Françoise Vitaux, son épouse, Etienne Vitaux, Anne et Youcef Rachedi, Marc Vitaux, Hélène Vitaux et Cyril Abermil, ses enfants, Emma, sa petite-fille Ainsi que toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès du

**docteur Jean VITAUx,**

survenu le dimanche 19 mai 2024.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 28 mai, à 14 h 45, par le pasteur Louis Pernot, au Temple de l'Étoile, 54-56, avenue de la Grande Armée, Paris 17<sup>e</sup>, où l'on se réunira.

Un registre à signatures sera à la disposition des personnes désirant exprimer leur amitié.

Priez pour lui !

Maison funéraire Léopold, Tél. : 06 16 69 52 19.

**Anniversaire de décès**

Depuis le 26 mai 1994,

**Fred TIROLIEN**

manque à ses amis.

« On n'aime que dans l'éternité ».

**Souvenir**

**Maréchal Josip Broz TITO,**  
mai 1892 - mai 1980.

La Yougoslavie de Tito est notre référence humaniste pour toujours.

**Assemblée générale**

L'Association du Mouvement Français pour le Planning familial de Paris

tiendra son assemblée générale, le 4 juin 2024, à 18 heures au 10, rue Vivienne, 75002 Paris.

Adresser un mail avant le 3 juin à : [mfpfsecretariat75@orange.fr](mailto:mfpfsecretariat75@orange.fr)

Société éditrice du « Monde » SA  
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus  
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio  
Directrice de la rédaction Caroline Monnot  
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallereau, Alexis Delcambre, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Harold Thibault  
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann  
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Tovo  
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote  
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff (Événements), Jérôme Gautheret, Michel Guerin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)  
Direction artistique Emmanuel Laparra  
Infographie Delphine Papin  
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte  
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico  
Conseil de surveillance Aline Sylva-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président



JOHANNESBURG - correspondance

En ce 26 janvier, le président sud-africain a rendez-vous avec l'histoire. Alors que la Cour internationale de justice vient de valider – sans se prononcer sur le fond – la requête de l'Afrique du Sud, qui avait accusé Israël de commettre un génocide à Gaza, Cyril Ramaphosa entérine cette victoire dans un discours à la nation. « Certains ont dit que nous devrions nous mêler de nos affaires et ne pas mettre le nez dans celles d'autres pays. D'autres ont dit que ce n'était pas notre rôle, mais c'est exactement notre rôle, en tant que peuple qui ne connaît que trop bien la douleur d'être dépossédé, discriminé, et la violence d'Etat. Nous sommes aussi un peuple qui a été victime du crime d'apartheid », déclare-t-il, solennel. Après cinq années d'un mandat difficile, lui qui a si souvent été critiqué sait qu'il a derrière lui, cette fois, un pays fier de reprendre sa place de vigie morale sur la scène internationale.

Difficile de ne pas se souvenir de ce qu'écrivait Nelson Mandela en décembre 1993 : « Les droits humains seront la lumière qui guide notre politique internationale. » Libéré en 1990 après vingt-sept années d'emprisonnement, Nelson Mandela mettra fin, en avril 1994, à près d'un demi-siècle d'oppression raciste en remportant les premières élections libres, sous les yeux du monde qui admire le « miracle » sud-africain.

Trente ans plus tard, son parti, le Congrès national africain (ANC), est toujours aux manettes. Mais cette formation peut-elle encore se réclamer de l'autorité morale d'un Nelson Mandela ? Alors que l'Afrique du Sud s'apprête à se rendre aux urnes, mercredi 29 mai, pour élire ses députés, l'ANC pourrait perdre sa majorité absolue pour la première fois depuis la fin de l'apartheid. Chômage massif, criminalité record, corruption, déliquescence des infrastructures... tous les indicateurs sont au rouge. « L'électricité, l'eau, les transports, tout s'effondre... Si l'Afrique du Sud continue sur cette trajectoire, elle risque de devenir un Etat en faillite, car rien ne pourra retenir le pays malgré la robustesse du secteur privé, qui couvre jusque-là la mauvaise gestion et le manque de transparence du gouvernement de l'ANC », met en garde l'économiste Lumkile Mondli, professeur à l'université du Witwatersrand, à Johannesburg.

#### FOSSÉ GRANDISSANT

Symbole le plus évident du déclin qui guette, l'incapacité de la compagnie publique d'électricité, Eskom, à fournir au pays le plus industrialisé d'Afrique l'électricité dont il a besoin. Faute de pouvoir répondre à la demande, Eskom impose depuis 2007 des coupures de courant. Longtemps occasionnelles, elles ont vu leur nombre bondir au cours des deux dernières années. En 2023, le pays a ainsi connu 335 jours d'un délestage qui peut durer jusqu'à douze heures par jour. La compagnie publique d'électricité, qui passait autrefois pour l'une des plus performantes du continent, est devenue le symbole de la corruption et de la gestion inepte qui a marqué les mandats de Jacob Zuma, président de 2009 à 2018.

Les coupures de courant ont mis un peu plus en évidence le fossé grandissant qui sépare les Sud-Africains les plus aisés du reste de la nation. Les premiers ont acheté des batteries, des générateurs puis des panneaux solaires, quand les seconds s'éclairaient à la bougie et se sont remis à cuisiner au feu de bois dans les arrière-cours des townships.

Conséquence de ces délestages : la croissance ne progresse que de 0,8 % par an en moyenne depuis 2012. La banque centrale a calculé que les coupures de courant ont coûté 3,2 points de pourcentage de croissance en 2022. Quant à Eskom, un de ses anciens dirigeants, André de Ruyter, estimait début 2023 que la corruption lui coûtait environ 50 millions d'euros chaque mois. Au palmarès des fraudes vertigineuses figurent notamment des genouillères achetées 4 000 euros la paire ou une serpillière payée plus de 10 000 euros.

Les coupures de courant ont subitement cessé à deux mois des élections. « Le résultat d'une année de travail acharné », assure le gouvernement. Si les pannes dans les vieilles

centrales à charbon, longtemps mal entretenues, sont moins fréquentes et si l'explosion du nombre de panneaux solaires chez les particuliers et les entreprises soulage le réseau, il est encore trop tôt pour savoir si l'éclaircie durera. Il en faudra plus pour rassurer les investisseurs. Récemment, le géant minier australien BHP Group a proposé de racheter son concurrent Anglo American à une condition : exclure les activités sud-africaines d'Anglo American de l'accord.

L'ancien rédacteur en chef adjoint de l'hebdomadaire *Financial Mail* Sikonathi Mantshantsha estime que le pays est devenu un « paria » dans le secteur minier. « BHP ne voit pas comment il pourrait faire développer le platine ou exploiter le minerai de fer parce que les chemins de fer ne fonctionnent pas et qu'il n'y a pas d'électricité », affirme-t-il. Le géant public de la logistique, Transnet, qui gère le transport de fret et les ports du pays, est également à genoux. La corruption et la mauvaise gestion du gouvernement ont causé « tellement de mal » à l'entreprise que le volume de marchandises sorties des ports sud-africains en 2023 est revenu à son niveau de 1992, souligne M. Mantshantsha.

Alors que l'industrie minière emploie 470 000 personnes, aucun investissement



Abel Kutoane montre les dégâts causés par l'explosion d'une cuisinière à gaz dans sa maison, à Soweto, près de Johannesburg, le 29 octobre 2021.

LINDOKUHLE SOBEKWA/MAGNUM  
PHOTOS POUR « LE MONDE »

# Afrique du Sud L'étoile pâlissante du Sud global

Les élections générales du 29 mai pourraient voir l'ANC perdre sa majorité. Le parti de Nelson Mandela a laissé la corruption s'installer dans le pays miné par le chômage et les inégalités

L'ARRIVÉE DE JACOB ZUMA AU POUVOIR, EN 2009, MARQUE LE DÉBUT D'UNE ÈRE DE PILLAGE DE L'ADMINISTRATION BAPTISÉE LA « CAPTURE DE L'ÉTAT »

significatif n'y a été réalisé depuis quinze ans. Tous les secteurs ne sont pas à l'avenant. Dans une note d'avril 2024, le cabinet de conseil PricewaterhouseCoopers (PwC) a même surpris en annonçant que l'économie sud-africaine a, malgré tout, attiré 100 milliards de rands (5 milliards d'euros) d'investissements étrangers en 2023. « Même si certains pourraient s'attendre à ce que les sorties d'investissements en Afrique du Sud soient supérieures aux entrées, le pays a enregistré chaque année un afflux net d'investissements directs étrangers depuis la crise financière mondiale », précise PwC. L'Afrique du Sud séduit encore, donc, grâce notamment à la qualité de ses services financiers, à la solidité de son système judiciaire ou à ses ressources naturelles. Le constructeur automobile Stellantis a ainsi récemment annoncé l'ouverture prochaine d'une usine dans le pays, et Amazon vient d'y installer ses premiers entrepôts.

Mais ces bonnes nouvelles ne suffisent pas à masquer une réalité sombre : faute de croissance, le chômage atteint des records. Quinze jours avant les élections, il avait encore bondi de près de 1 point pour atteindre 32,9 %, l'un des taux les plus élevés au monde. Plus inquiétant encore, le chômage des 15-24 ans frôle les 60 %. Parallèlement, la criminalité

a explosé. En 2023, le pays a enregistré 27 500 meurtres, un tiers de plus qu'en 2019. Loin du rêve de Nelson Mandela, qui voyait dans le triomphe de la démocratie l'espoir d'une « vie glorieuse pour tous », l'Afrique du Sud détient le titre peu envieux de la nation la plus inégalitaire au monde. L'écart entre les plus riches et les plus défavorisés s'est même creusé depuis la fin de l'apartheid, selon le Laboratoire sur les inégalités mondiales. Et même si les politiques de discrimination positive ont fait émerger une classe d'entrepreneurs noirs multimillionnaires, les inégalités économiques sont encore largement des inégalités raciales. En 2017, une étude menée par l'agence statistique du gouvernement révélait que le revenu moyen des Sud-Africains blancs était près de cinq fois plus élevé que celui des Sud-Africains noirs.

Les crises qui s'empilent minent le projet démocratique porté par l'ANC en 1994. D'après un sondage de l'institut panafricain Afrobarometer publié en juin 2023, 72 % des Sud-Africains seraient prêts à renoncer aux élections si un gouvernement non élu pouvait assurer la sécurité, l'emploi et le logement. Confrontés aux coupures d'électricité, mais également d'eau, de plus en plus fréquentes jusque dans la capitale économique, Johannesburg, cer-





Deux frères jouent à côté de la centrale à charbon de Duvha, dans le nord-est de l'Afrique du Sud, le 23 juin 2019. Ils n'ont ni eau ni électricité chez eux.

STEFAN KLEINOWITZ/ZUMA VIA REA



tains en viennent même à regretter certains aspects de la vie avant 1994. « *Au moins, du temps de l'apartheid, on avait de l'eau* », confie un agent de sécurité dans le township de Soweto, haut lieu de la lutte contre le régime raciste. « *Quand une personne noire en vient à comparer le gouvernement actuel avec celui de l'apartheid et se dit nostalgique de cette époque, dans une certaine mesure, cela donne une idée de l'ampleur de l'échec de l'ANC* », résume l'écrivain Sihle Khumalo, auteur notamment de *Milk the Beloved Country* (Penguin Random House South Africa, 2023, non traduit).

#### « PIRE CAUCHEMAR »

Comment le pays qui a mené ce que Nelson Mandela appelait « *la plus importante croisade pour les droits de l'homme depuis la seconde guerre mondiale* » en est-il arrivé là ? A quel moment le rêve a-t-il déraillé ? Quand il arrive au pouvoir en 1994, l'ANC hérite d'une tâche titanesque. Urbanisation, transports, éducation, économie : pendant près d'un demi-siècle, tout avait été pensé dans le but de maintenir la majorité noire dans un état de sous-développement. Le gouvernement un « programme de reconstruction et de développement » pour sortir des millions de foyers de la pauvreté. Une campagne d'électrification massive est menée. L'accès à l'eau, aux services de santé se généralise, et l'Afrique du Sud développe un programme d'aides sociales parmi les plus ambitieux au monde. Dix-huit millions d'allocataires, soit 30 % de la population, en bénéficient. Certes, ces aides permettent tout juste de survivre, mais la pension d'une seule grand-mère soutient souvent tout un foyer où personne ne travaille. « *Seuls ceux qui ne veulent pas voir les progrès nient que l'Afrique du Sud est un endroit infiniment meilleur qu'il y a trente ans* », martèle Cyril Ramaphosa.

« *Au cours des quinze premières années, nous avons plutôt bien géré le pays. Les services de base étaient fournis, des gens compétents gouvernaient, il y avait une bonne coopération entre le secteur privé et le public* », rappelle Mavuso Msimang, le respecté vice-président de la ligue des vétérans de l'ANC. Entre

2001 et 2008, l'Afrique du Sud affiche un taux de croissance de 4,1 % en moyenne. Sur le plan international, le pays déploie des forces en République démocratique du Congo et au Burundi, où il supervise des processus de paix avec succès. « *L'Afrique du Sud est désormais considérée par la communauté internationale comme un médiateur de paix honnête et fiable* », claironnait le président d'alors, Jacob Zuma, en novembre 2009.

Elu quelques mois plus tôt, celui-ci va devenir le pire cauchemar de l'Afrique du Sud. Son arrivée au pouvoir marque le début d'une ère de pillage de l'administration d'une ampleur telle que l'Afrique du Sud lui a donné un nom : la « capture de l'Etat ». Dans un rapport de plus de cinq mille pages publié en 2022, au terme de quatre années d'auditions, une commission d'enquête a mis en évidence le rôle central joué par l'ancien président dans le détournement de la puissance publique au profit d'une clique d'hommes d'affaires véreux et de politiciens corrompus. « *Jacob Zuma a pris part à un projet de trahison. Il a travaillé de mèche avec les Gupta* [Ajay, Atul et Rajesh Gupta, trois frères d'origine indienne, accusés de corruption], *mais aussi avec une série de grandes entreprises* », souligne Hennie van Vuuren, directeur d'Open Secrets, une organisation sud-africaine de lutte contre la corruption.

« *Jacob Zuma a été élu président, et l'ANC comme l'Afrique du Sud l'ont payé très cher* », résume le vétéran de la lutte pour la libération Mavuso Msimang. Car la « capture de l'Etat » n'a pas seulement laissé un gouffre dans les finances publiques. Elle a également miné la capacité des institutions à fonctionner, avec la nomination à divers postes d'individus au mieux incompétents, au pire placés en leur sein pour les affaiblir. C'est le cas notamment des services fiscaux, de renseignement ou de l'équivalent du parquet. « *On a vu émerger de plus en plus de responsables corrompus au niveau local, mais aussi toutes sortes de mafias* », poursuit Hennie van Vuuren. Certaines privent les chemins de fer de leurs câbles en cuivre, d'autres volent le charbon de la compagnie publique d'électricité, sabotent des in-

Des partisans de Jacob Zuma se tiennent devant le bureau du maire de Pietermaritzburg, dans l'est du pays, pour réclamer de l'eau et de l'électricité, le 8 mai 2024.

JOAO SILVA/REA

« AU MOINS, DU TEMPS DE L'APARTHEID, ON AVAIT DE L'EAU », CONFIE UN AGENT DE SÉCURITÉ DU TOWNSHIP DE SOWETO

frastructures pour obtenir des contrats, ou extorquent 30 % sur les projets de construction. « *Il faut des structures sophistiquées pour lutter contre ces phénomènes. Or, une grande partie de ces capacités a été décimée par la "capture de l'Etat"* », analyse le directeur d'Open Secrets.

Pendant des années, l'ANC couvre malgré tout son président. Fin 2017, c'est d'un cheveu que Cyril Ramaphosa remporte la présidence du mouvement face à lui. Il remplacera Zuma à la tête de l'Etat en 2018 sur la promesse d'une « *aube nouvelle* ». Plébiscité par les Sud-Africains comme par les milieux financiers, qui voient un allié dans cet ancien syndicaliste devenu un homme d'affaires millionnaire, le nouveau président promet de redresser l'économie avec l'aide du secteur privé. Mais, cinq ans plus tard, le constat est amer : « *Cyril Ramaphosa est une déception. Il est arrivé au pouvoir avec un soutien énorme, mais il s'est révélé bien plus conciliant qu'espéré avec la faction de Zuma* », constate Roger Southall, professeur de sociologie à l'université du Witwatersrand.

Même si celui que les Sud-Africains appellent affectueusement « Cyril » reste plus populaire que son parti, le président, qui promettait de faire le ménage, s'est surtout distingué par sa tendance à ménager les fauteurs de troubles. Dans son gouvernement figurent encore des poids lourds du parti éclaboussés par des soupçons de corruption. « *Nous avons mis sur pied une commission d'enquête extraordinaire au regard de tous les standards. Cela démontre la force de la démocratie de l'Afrique du Sud, très peu de pays auraient lavé leur linge sale comme nous l'avons fait. Est-ce que les responsables ont rendu des comptes ? Non, et la liste est longue* », se désole Hennie Van Vuuren.

#### ESSOR DES MOUVEMENTS POPULISTES

Ecœuré par l'incapacité de l'ANC à se réformer, le vétéran Mavuso Msimang a claqué la porte du parti avec fracas en décembre 2023, mettant fin à six décennies de bons et loyaux services. « *La corruption que nous dénoncions autrefois fait désormais partie de l'ADN de notre mouvement* », écrit-il dans sa lettre de démission en dénonçant « *les dirigeants de l'ANC [qui] affichent publiquement être propriétaires de maisons d'une valeur obscène* », pendant que « *les enfants de nombreux Sud-Africains continuent d'être exposés au risque de mourir en tombant dans le trou qui sert de toilettes dans les écoles publiques déshéritées* ». « *Je suis parti parce que j'avais le sentiment que nous n'étions pas écoutés* », dit Mavuso Msimang en parlant de ceux qui, comme lui, tentent de dénoncer la corruption au sein de l'ANC. Convaincu par ses « camarades » de continuer la lutte de l'intérieur, il a finalement repris du service. Pour le moment.

Les déboires de l'ANC ont offert un boulevard aux mouvements populistes. En Afrique du Sud, ils dénoncent le « *monopole capitaliste blanc* » et plaident pour une « *transformation économique radicale* » au profit de la majorité noire. Deux expressions chères à... Jacob Zuma, qui a créé son propre parti, l'Umkhonto we Sizwe, mais également au leader des Combattants pour la liberté économique, Julius Malema, dont l'extravagant train de vie alimente de nombreux soupçons. Leurs deux mouvements pourraient rassembler 20 % des votes aux prochaines élections, d'après un sondage Ipsos publié en avril. Largement assez pour précipiter l'ANC sous la barre des 50 %.

A 82 ans, c'est précisément le but de Jacob Zuma, qui a trouvé le temps dans un calendrier judiciaire chargé de revenir semer le chaos dans la politique sud-africaine. Pour suivi pour corruption dans une affaire relative à un contrat de vente d'armes avec la filiale sud-africaine de Thales qui remonte à la fin des années 1990, l'ancien président échappe à la justice depuis vingt ans. En 2021, pourtant, à la surprise générale, il est condamné à quinze mois de prison pour outrage après avoir refusé de témoigner devant la commission d'enquête sur la corruption qui a marqué son mandat. Son arrestation est suivie d'une semaine d'émeutes et de pillages qui fait plus de 350 morts, et, deux mois plus tard, Jacob Zuma sort de prison grâce à une remise en liberté conditionnelle controversée pour raisons médicales.

On croyait que son capital politique était devenu insignifiant, mais Zuma n'a jamais pardonné à ses camarades de l'ANC. En décembre 2023, celui qui reste populaire dans sa province du Kwazulu-Natal, en particulier, prend la tête de l'Umkhonto we Sizwe, parti créé afin de détruire « *l'ANC de Ramaphosa* ». Il pousse la provocation jusqu'à reprendre le nom et le logo de la branche armée de l'ANC du temps de la lutte contre l'apartheid. A une semaine des élections, la Cour constitutionnelle a interdit à Jacob Zuma d'être candidat aux élections en raison de sa condamnation, mais, dans un pays où les électeurs votent pour des députés qui élisent le président, il reste le visage d'un parti qui assure porter « *le mandat du peuple* ».

#### VERS UNE COALITION

Politiquement, l'ANC semble ne pas toujours savoir où donner de la tête. Alors que Cyril Ramaphosa tente d'attirer les investisseurs, Khumbudzo Ntshavheni, ministre chargée de la communication gouvernementale, a récemment sapé ses efforts en assurant que le secteur privé s'appliquait à « *comploter pour s'assurer que le gouvernement s'effondre* ». Le ministre des ressources minières et de l'énergie, Gwede Mantashe, ne cesse de chanter les louanges du charbon quand le président s'est engagé à en sortir en décrochant, lors de la COP26, en 2021, un accord de financement historique destiné à soutenir la transition du pays vers les énergies renouvelables. Et Cyril Ramaphosa lui-même vient de brouiller les cartes en signant un projet de loi visant à réformer le système de santé, au grand dam du secteur privé.

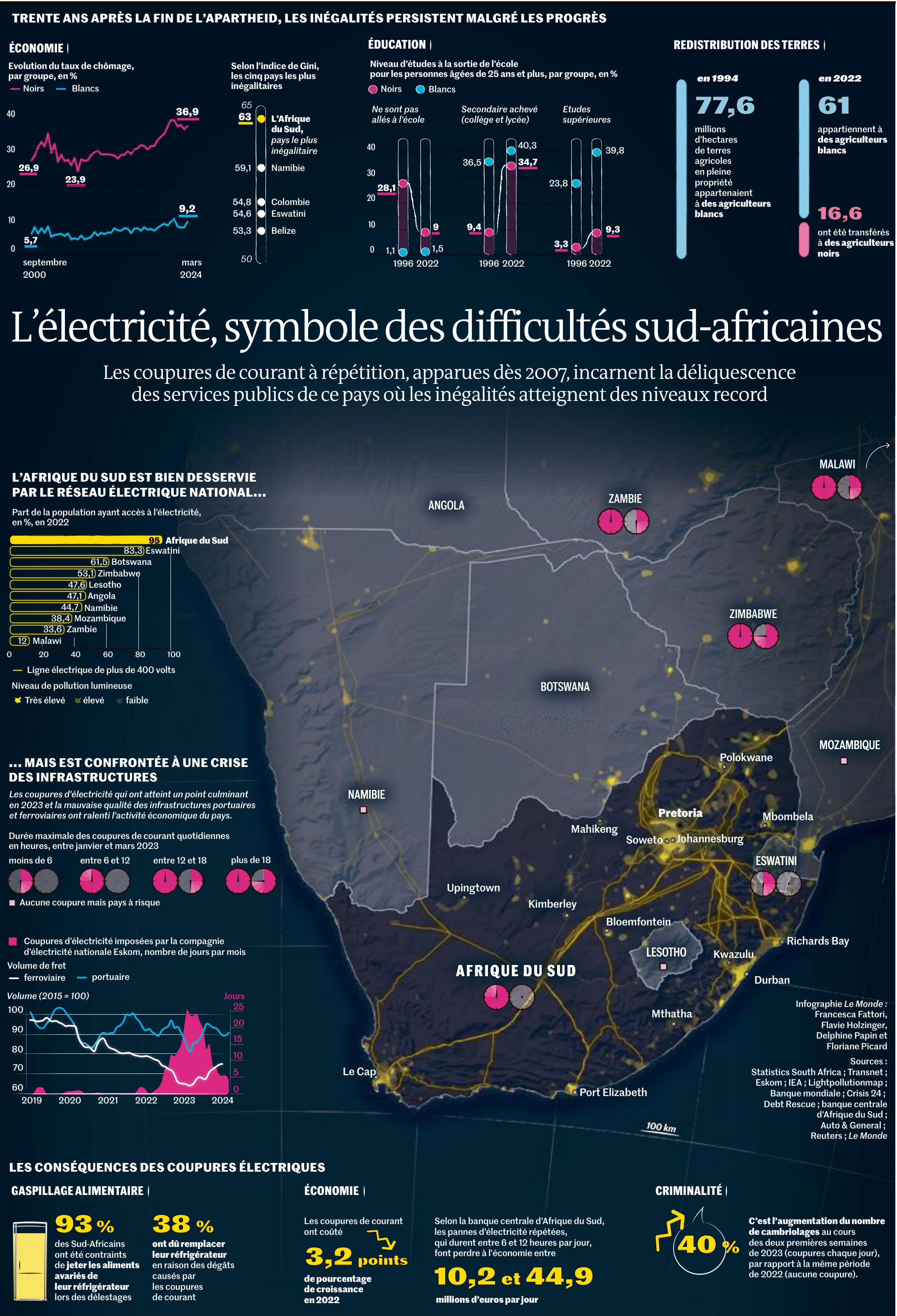
Sur la scène internationale, également, l'ANC peine à articuler sa volonté de « *transformer les systèmes de gouvernance mondiale* » dans un cadre cohérent. Officiellement « *non aligné* » sur la question de la guerre en Ukraine, le gouvernement a longtemps donné l'impression de se ranger dans le camp de Moscou, avant de prendre ses distances avec le Kremlin quand les Etats-Unis ont remis en cause les accords commerciaux entre les deux pays. En menant la croisade pour l'accès aux vaccins des pays en développement pendant la pandémie, en organisant avec succès le sommet des BRICS à Johannesburg en août 2023, ou encore en prenant la tête de l'opposition à Israël, le pays a récemment réussi à se faire le porte-voix du Sud global. Mais l'opposition sélective de l'ANC à la « *perpétuation de l'héritage de l'impérialisme mondial* » mine son aura auprès de certains partenaires, tout comme son rapport à géométrie variable à la justice internationale.

Alors qu'il célèbre le jugement en sa faveur de la Cour internationale de justice, le gouvernement ne cesse de critiquer la Cour pénale internationale (CPI), dont il a piétiné les principes en invitant l'ancien dictateur soudanais Omar Al-Bachir, précisément visé par un mandat de la CPI en 2015. Tentée de réitérer la provocation en invitant Vladimir Poutine, lui aussi visé par un mandat d'arrêt de la CPI, au sommet des BRICS en 2023, l'Afrique du Sud, coincée dans une impasse légale et diplomatique, a finalement renoncé. C'est en visioconférence que le président russe a pris part à l'événement.

A quelques jours des élections, l'ANC est crédité de 40 % à 45 % des voix par les sondages. Un score qui l'obligerait à former une coalition. Sauf coup de théâtre, Cyril Ramaphosa, âgé de 71 ans, devrait rester président, mais les options pour y parvenir pourraient forcer le parti à clarifier sa politique. Il devra soit ouvrir la gouvernance sur une gauche radicale au pedigree discutable, soit accueillir la tendance économique libérale de l'Alliance démocratique, le principal parti d'opposition, qui peine à dépasser son image de « parti de Blancs » mais passe pour un modèle de gouvernance au niveau local. Faute de choix clair, les coalitions pourraient devenir synonymes d'instabilité au gré des alliances changeantes, comme c'est déjà le cas à Johannesburg, où six maires se sont succédé depuis 2021. ■

MATHILDE BOUSSION









« Great Criticism Series: Coca-Cola », huile sur toile, 200 x 300 cm, 2004.  
WANG GUANGYI/CHRISTIE'S/BRIDGEMAN IMAGES

**Wang Guangyi**, né en 1956 à Harbin, dans le nord-est de la Chine, a étudié à l'Académie des beaux-Arts du Zhejiang. Peintre, sculpteur et créateur d'installations résidant à Pékin, il obtient une reconnaissance internationale lors de la 45<sup>e</sup> Biennale de Venise avec sa série « Great Criticism » dont est issue cette œuvre. Il y détourne la propagande maoïste en juxtaposant, sur fond d'affiches vantant la Révolution culturelle, des symboles et des publicités commerciales de l'Occident, comme BMW, Chanel, Coca-Cola, Rolex.

## ENTRETIEN

Camille Lons est directrice adjointe du bureau de Paris du Conseil européen pour les relations internationales (ECFR) et chercheuse, spécialiste des pays du Golfe. Elle revient sur l'engagement diplomatique et économique de la Chine au Proche-Orient, sur le terrain de son grand rival américain.

En 2023, la réconciliation entre Riyad et Téhéran sous l'égide de Pékin avait symbolisé le poids pris par la Chine au Moyen-Orient. Mais, depuis le 7 octobre 2023, la Chine fait plutôt profil bas. Comment l'expliquez-vous ?

La médiation que la Chine a menée entre l'Iran et l'Arabie saoudite a marqué un tournant. La Chine avait déjà proposé dans le passé d'être médiatrice dans le conflit israélo-palestinien mais sans être vraiment suivie. Cette fois, l'initiative est venue des pays de la région, notamment de l'Arabie saoudite qui y voyait un avantage politique vis-à-vis des Etats-Unis, tout en contraignant la Chine à rendre un peu plus de comptes sur sa relation avec l'Iran. Mais si, en public, les Chinois mettent en avant leur rôle de médiateurs, ils sont plus modestes en privé. Ils disent que Pékin n'a joué qu'un rôle de facilitateur. Par exemple, la Chine ne s'engage pas à contraindre l'Iran à quoi que ce soit en cas de conflit.

Depuis le 7 octobre 2023, on revient aux bases de la diplomatie chinoise. La Chine a bâti de bonnes relations avec de nombreux pays de la région qui sont parfois dans des camps adverses. Elle n'a aucun intérêt à se mêler des différends entre ces pays. De plus, pour les Chinois, le conflit du Proche-Orient provient des erreurs des Occidentaux, notamment des Américains qui s'ingèrent trop dans la politique locale. Donc pourquoi reproduire cette erreur ? La crise du 7 octobre alimente le narratif de Pékin sur le déclin de l'Occident et sur le « deux poids, deux mesures ». La Chine a tout intérêt à laisser les Etats-Unis s'empêtrer dans cette guerre.

Le conflit présente-t-il un intérêt pour la Chine ?

Souvent on décrit la Chine comme un acteur pour lequel la stabilité dans cette région stratégique présente un intérêt. C'est vrai, mais elle a également intérêt à ce qu'il y ait un léger degré d'instabilité quand celle-ci a un coût énorme pour les pays occidentaux, notamment les Etats-Unis, et bien moindre pour elle. Mais cela reste une vision court-termiste et pas stratégique.

Longtemps, les pays du Golfe ont fait figure de chasse gardée américaine. Ces dernières années, la Chine a essayé de contester ce leadership. Y est-elle parvenue ?

Partiellement. Non pas en raison de la Chine elle-même mais davantage en raison des pays du Golfe, qui sont très dépendants des Etats-Unis pour leur sécurité. Ceux-ci ont commencé très tôt à s'adapter à un déclin de la puissance américaine dans la région et à la montée d'autres acteurs, notamment la Chine. Lors du lancement de l'initiative des « nouvelles routes de la soie », le Golfe ne constituait pas forcément une priorité pour Pékin,

mais les pays de la région, soit parce qu'ils ont besoin d'infrastructures et de reconstruction, soit parce qu'ils préparent l'après-pétrole, ont vu la Chine comme un acteur-clé. Les Etats du Golfe ont clairement fait de la Chine une de leurs priorités diplomatiques, certains nommant même un envoyé spécial de très haut niveau chargé des relations avec Pékin, alors que les ambassadeurs chinois au Proche-Orient n'ont pas un tel niveau hiérarchique.

Les pays du Golfe financent même des projets labellisés « routes de la soie ». Durant la pandémie de Covid-19, les Emirats arabes unis ont affiché le drapeau chinois sur la Burj Khalifa, la plus haute tour du monde, à Dubaï, et ont mis en avant leur coopération avec la Chine sur le vaccin... A Abou Dhabi, les dirigeants se sont mis en scène en train de recevoir le vaccin chinois alors qu'en privé, ils confiaient avoir aussi reçu le vaccin américain. En 2022, les Emirats ont dénoncé la visite de la présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, à Taïwan, alors que personne ne leur demandait rien.

Mais, au-delà de ces effets d'annonce, quand on regarde les chiffres sur les relations commerciales ou les principaux partenaires sur les questions stratégiques, les Etats-Unis et les Occidentaux restent les plus importants. Il y a donc une tendance dans le Golfe à exagérer l'importance des investissements chinois. De même, les investissements du Golfe en Chine ne sont pas très importants non plus. Au moment du Covid-19, les pays du Golfe ont massivement continué d'investir aux Etats-Unis car le dollar reste une valeur refuge.

Y a-t-il un « modèle chinois » pour les pays du Golfe ?

Oui. Le modèle chinois, c'est la démonstration pour les pays du Golfe qu'il est possible d'être une puissance économique et politique

# Camille Lons « Les pays du Golfe ont fait de la Chine une de leurs priorités diplomatiques »

La chercheuse analyse l'évolution des relations entre Pékin et les pays du Proche-Orient, marquées par un net renforcement de la présence chinoise dans la région

stable sans être une démocratie, après des décennies de relations compliquées avec les Occidentaux en raison des questions des droits humains et de démocratie. La réussite chinoise valide leur propre narratif auprès de leur population. Le capitalisme étatique correspond aussi au modèle de développement du Golfe. Souvent on met en avant l'implication des entreprises chinoises dans les outils de sécurité mis en place par ces pays mais, sur ce point, les Occidentaux sont hypocrites car ils n'ont pas attendu les Chinois pour transférer de nombreuses technologies de surveillance aux pays de la région. Mais ce modèle chinois a des limites. Quand on regarde les enquêtes d'opinion sur les pays où aimeraient vivre ou étudier les habitants du Golfe s'ils devaient quitter leur pays, la Chine arrive loin derrière les Etats-Unis et l'Europe.

Les investissements chinois, par le biais des « nouvelles routes de la soie », ont-ils répondu aux attentes des Etats du Golfe et du Moyen-Orient ?

Cela dépend des pays. Dans les pays qui présentaient un véritable intérêt pour la Chine et qui manifestaient une vraie volonté politique locale, il y a eu de véritables succès. Je pense à des ports saoudiens, comme le terminal Red Sea Gateway, à Djedda, ou des complexes industriels portuaires en mer Rouge. Il y a eu aussi des investissements chinois importants en Irak et dans le canal de Suez car ils étaient identifiés comme stratégiques par Pékin.

Et il y a d'autres pays moins intéressants car moins stables, plus bureaucratiques, où les investissements chinois sont moins importants. Et il y a Israël qui a bénéficié d'investissements chinois importants entre 2013 et 2018, mais où ceux-ci ont diminué notamment en raison de la pression des Etats-Unis qui ont contraint Israël à mettre en place un

comité de surveillance des investissements étrangers, avec l'objectif très clair de limiter les investissements chinois.

Il y a aussi les pays qui sont sous sanction, comme l'Iran. Politiquement, la Chine est très intéressée par la coopération avec l'Iran mais les entreprises chinoises ne sont pas prêtes à prendre le risque de s'exposer aux sanctions américaines. Par ailleurs, certaines entreprises chinoises se souviennent que, lors de la levée des sanctions internationales sur l'Iran en 2015-2016, les entreprises iraniennes se sont immédiatement détournées d'elles pour se tourner vers les entreprises occidentales. Il y a donc une certaine amertume chinoise.

Les bonnes relations de la Chine avec l'Iran nuisent-elles à ses relations avec les autres pays de la région ?

Non, pas pour le moment, dans le sens où les pays du Golfe ont toujours été méfiants à l'égard de cette relation. La Chine est vue comme un acteur transactionnel sur lequel on ne peut pas forcément compter en cas de difficulté. L'asymétrie de la relation fait que ces pays sont sans illusion sur leur capacité d'influence sur la Chine. Il n'y a pas d'attente vis-à-vis d'elle alors qu'il y en a une vis-à-vis des Etats-Unis. Quand Washington a refusé de soutenir les Saoudiens après les attaques, probablement iraniennes, contre leurs infrastructures pétrolières, en septembre 2019, il y a eu un vrai sentiment de trahison.

En début d'année, les élus américains s'inquiétaient de la proximité de la société d'intelligence artificielle G42 basée aux Emirats, puis, en avril, on a appris que Microsoft investissait dans cette société. Qu'en est-il de la rivalité technologique entre les Etats-Unis et la Chine dans le Golfe ?

G42, c'est la principale entreprise d'intelligence artificielle émiratie. Elle travaille sur tous les dossiers stratégiques. Son président, cheikh Tahnoun Ben Zayed Al Nahyane, n'est autre que le conseiller à la sécurité nationale des Emirats. Elle a été impliquée dans la fabrication d'un vaccin avec les Chinois, elle a aussi travaillé avec Pékin sur la collecte de génomes de la population. Comme elle a aussi des liens étroits avec la tech israélienne, elle peut servir dans une relation triangulaire Chine-Israël-Emirats arabes unis, mais les Etats-Unis lui ont fait comprendre que si G42 voulait travailler dans des domaines de pointe avec eux, il lui fallait couper ses relations avec la Chine. C'est ce qui a été fait en début d'année. Et quelques semaines plus tard, Microsoft a annoncé investir 1,5 milliard de dollars (1,38 milliard d'euros) dans G42.

Même phénomène en Arabie saoudite, où la société ALAT, dotée de 100 milliards de dollars pour investir dans la technologie, a récemment fait savoir que si elle devait choisir entre travailler avec la Chine et les Etats-Unis, elle choisirait ces derniers. Même chose pour les universités qui travaillent sur l'IA en Arabie saoudite ou aux Emirats. Elles disposent de peu de chercheurs locaux et comptent beaucoup de chercheurs chinois de moins en moins bien vus en Occident mais qui n'ont pas forcément envie de travailler en Chine. Dans les Emirats, les Chinois ou les étudiants d'origine chinoise représentent jusqu'à 40 % des universitaires. Alors que ces laboratoires universitaires ont besoin de puces américaines Nvidia, les Etats-Unis se montrent beaucoup plus vigilants car ils ont peur que la Chine utilise les pays du Golfe pour accéder aux puces les plus modernes.

Beaucoup, en Occident, ne comprennent pas que les pays arabes ferment les yeux sur le sort réservé à la minorité musulmane ouïgoure par la Chine...

Les pays du Golfe sont contents que la Chine ne leur parle pas de droits humains et de leurs problèmes internes et ils adoptent une attitude comparable, même si le Qatar, qui a plus de liens avec les groupes islamistes que l'Arabie saoudite ou les Emirats, est sans doute plus sensible au Xinjiang. De plus, le Xinjiang est très loin du Golfe. Autant la population s'intéresse au sort des Palestiniens, autant elle est indifférente à ce qui se passe au Xinjiang. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR FRÉDÉRIC LEMAÎTRE



ECFR



# Les peintures germaniques brillent à l’Est

Trois expositions à Besançon, Colmar et Dijon couronnent un travail de recherches à l’Institut national d’histoire de l’art, autour de 500 œuvres produites de 1370 à 1550

ARTS  
BESANÇON, COLMAR ET DIJON

Les salles qui lui sont dévolues au Louvre ne sont pas, loin de là, les plus fréquentées du musée, et la première (qui fut aussi la dernière) grande exposition à lui avoir été consacrée à Paris eut lieu en 1950 : mal-aimée, peu étudiée, la peinture germanique de la fin du Moyen Age et du début de la Renaissance est trop souvent éclipsée par son homologue italienne, ce qui est aussi, dans de moindres proportions, le sort de la peinture flamande.

Par « germanique » il faut entendre celle produite dans la partie septentrionale de ce qui fut l’empire des Habsbourg, gouverné à cette époque par Maximilien 1<sup>er</sup> puis par Charles Quint. Un territoire gigantesque et morcelé qui

incluait notamment les principautés de ce qui n’était pas encore l’Allemagne, l’Autriche, le Tyrol, la Suisse (jusqu’en 1501) et la Bosnie-Herzégovine à l’est, et, à l’ouest, les anciens Etats de Bourgogne (par le mariage de Maximilien avec Marie, héritière de Charles le Téméraire), qui possédaient une bonne partie des Pays-Bas. Plus l’Espagne et un gros morceau de l’Italie, mais cela sort de notre propos.

Une mosaïque parfaitement reflétée par trois expositions qui couronnent un travail de plus de quatre ans de recherches menées à l’Institut national d’histoire de l’art par Isabelle Dubois-Brinkmann, conservatrice en chef du patrimoine, et Aude Briau, doctorante. S’appuyant sur une équipe internationale, elles ont dressé un répertoire d’environ 500 œuvres produites entre l’Allemagne et l’Autriche, la Suisse du Nord et l’Al-

« **Le Martyre d’un saint** » (vers 1500), lac de Constance (?).

LE RÉVERBÈRE/MULHOUSE/  
MUSÉE UNTERLINDEN,  
COLMAR

sace, à la fin du Moyen Age et à la Renaissance (de 1370 à 1550), toutes conservées dans les collections publiques françaises. Leur analyse approfondie a permis de nombreuses restaurations, quelques

découvertes, et deux ou trois propositions de réattribution spectaculaires (un Dürer notamment), si tant est qu’elles soient validées par la communauté scientifique.

Une bonne partie de ce corpus (un peu moins de la moitié) fait donc l’objet de trois expositions simultanées : à Dijon sont montrées, sous le titre « Maîtres et merveilles », les peintures des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles ; à Besançon (« Made in Germany »), les œuvres de la Renaissance et leurs copies ultérieures, et, à Colmar (« Couleur, gloire et beauté »), les peintures exécutées dans le Rhin supérieur.

On ne saurait trop recommander la visite successive des trois expositions : outre que cela promet un week-end agréable et instructif, on aura un aperçu très intéressant de la manière dont un même sujet peut être mis en espace selon des façons radicalement différentes, ce qui apprend beaucoup sur l’art de scénographier une exposition aujourd’hui, entre l’accrochage rigoureux et aéré de Dijon, celui, classique, de Besançon, et enfin celui à hauteur d’enfant, sympathique, pédagogique, souvent ludique et drôle, mais assez déroutant, de Colmar.

## Temps troublés

Quelles sont les caractéristiques communes de ces œuvres ? L’iconographie, en premier lieu : ainsi, parmi les sujets privilégiés, figure le martyre de sainte Ursule et des onze mille vierges, massacrées par les Huns à Cologne, où elle est vénérée depuis. Même si elles sont peintes dans toute la chrétienté, il s’agit ici presque de figures locales. Rassurons les incrédules qui douteraient de la possibilité de réunir onze mille femmes encore vierges en ces âges obscurs : le chiffre provient, pense-t-on désormais, d’une erreur de traduction des premiers hagiographes qui, déchiffrant l’inscription « *XL.M.V.* » sur une pierre tombale, l’ont traduite par « *undecim milia virginum* ». On préfère aujourd’hui « *undecim martyres virgines* », soit onze vierges seulement, ce qui est plus raisonnable...

Les martyres, en général, rencontrent un franc succès, comme dans d’autres scènes bien sanguinolentes tirées des Saintes Ecritures. C’était aussi, hélas, la réalité de ces temps troublés. Le massacre des innocents, par exemple, est à déconseiller aux âmes sensibles, avec ces bébés joufflus embrochés sur la lance d’un lansquenet. Saint Laurent est cuit à point sur son

Les martyres rencontrent un franc succès, comme dans d’autres scènes sanguinolentes tirées des Saintes Ecritures

gril, saint Barthélemy écorché, vif comme il se doit. Or tous, ou presque, ont le sourire. Ils savent que leurs souffrances leur vaudront le paradis. Les bourreaux, par contre, sont laids à souhait, édentés, grotesques, ils roulent de gros yeux et tirent la langue. Normal, ce sont eux les méchants, et il s’agit pour le peintre d’être bien compris.

Même idée dans cette crucifixion de Niklaus Manuel Deutsch (1484-1530), tableau d’autant plus rarissime – c’est l’une des découvertes de ces expositions – que son auteur, touché par les idées de la Réforme telles qu’elles étaient professées en Suisse par Ulrich Zwingli (1484-1531), a détruit une grande partie de son œuvre. Celui-ci fut sauvé par Louis d’Augerant de Boisrigaud, ambassadeur de François 1<sup>er</sup> à Berne, qui l’acheta en 1528, avant la crise iconoclaste, et le légua à sa seigneurie d’Usson (Puy-de-Dôme), où il est, depuis, accroché très haut, et à peu près oublié, dans l’église Saint-Maurice.

Une crucifixion en apparence classique, où le Christ est entouré des deux larrons, le bon et le mauvais. Or, et c’est là l’invention de Niklaus Manuel Deutsch, le bon est peint à l’image de Jésus, mais le corps bien plus droit, la tête haute, transfiguré par la grâce. Il se détache sur un fond lumineux. Le mauvais, lui, est du côté obscur. Il regarde vers le bas, le sol et, par-dessous, l’enfer qui l’attend. Comme si cela ne suffisait pas, il est représenté avec un gros bedon...

Sur le plan stylistique, on assiste, fasciné, au passage d’une esthétique médiévale, où les retables et les fonds d’or prédominent, à un mouvement que l’on a nommé, faute de mieux, le « *gothique international* » – peinture précise, léchée, rendue plus précieuse encore par l’usage de l’huile plutôt que de la tempera, permettant des surfaces presque émaillées et, par superposition, des couleurs d’une intensité et d’une profondeur inégales, cela

jusqu’à ce que, grâce à des peintres comme Albrecht Dürer (1471-1528) et Hans Holbein le Jeune (1497-1543), celui qu’on a qualifié de « *Vinci du Nord* », on entre pleinement dans la Renaissance.

D’où notre frustration de ne voir de ce dernier (à Besançon) que deux copies, certes anciennes, mais qui sont hors sujet, dans la mesure où elles reproduisent le portrait de sa famille et le Christ mort, tous deux conservés non en France, mais à Bâle. Même si, par solidarité professionnelle, les organisatrices de cet ensemble remarquable se refusent à commenter, on sent qu’elles auraient bien aimé que le Louvre fasse un geste. Le portrait d’Anne de Clèves par Holbein, récemment restauré – son fond autrefois verdâtre a laissé la place à son beau bleu d’origine –, est ainsi reproduit en pleine page dans le catalogue.

## Grande fragilité

Pauvre Anne de Clèves, qui attend désespérément au Louvre, dans les salles quasi désertes des écoles du Nord, que quelqu’un vienne jeter sur elle le regard énamouré qu’eut Henri VIII d’Angleterre quand il la vit (la peinture s’entend, car le modèle original, une fois épousé, le désappointa grandement) ! Le Louvre plaide la très grande fragilité des panneaux de bois sur lesquels sont réalisées la majorité des peintures de cette époque. C’est exact : leur transport nécessite de coûteux caissons climatisés.

Or, le portrait d’Erasmus par Holbein fut montré à l’inauguration du Louvre-Lens. Il doit donc avoir encore, rangée quelque part, sa caisse adaptée. Las, au lieu de briller dans ces remarquables expositions temporaires dont il eût été l’une des vedettes, il tient tristement compagnie à Anne de Clèves, à l’archevêque William Warham, à l’astronome Nicolas Kratzer ou à Sir Henry Wyatt, chefs-d’œuvre d’un des plus grands portraitistes de tous les temps. Autant dire que le Musée du Louvre se doit d’être la dernière étape de ce périple à la découverte des peintures germaniques des collections françaises. ■

HARRY BELLET

Peintures germaniques des collections françaises (1370-1550). Musée des beaux-arts et d’archéologie de Besançon, Musée Unterlinden de Colmar et Musée des beaux-arts de Dijon. Jusqu’au 23 septembre.



UN HORS-SÉRIE

Le Monde

Le Monde

HORS-SÉRIE

NUMÉRO COLLECTOR

LES ANNÉES

Cabu

LE GRAND DUDUCHE

En partenariat avec Glénat

MAI 68 : CABU LANCE LE GRAND DUDUCHE

Observateur satirique et militant, Cabu a passé plus d'un demi-siècle à pourfendre les travers de la société française en dessinant les aventures du Grand Duduche, son alter ego et un enfant naturel de Mai 68. A découvrir dans ce hors-série.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX  
ET SUR [LEMONDE.FR/BOUTIQUE](https://www.lemonde.fr/boutique) - 96 PAGES - 10,99 €



S É L E C T I O N   A L B U M S



TIMOTHY RIDOUT  
**A Lionel Tertis Celebration**  
*Pièces et transcriptions pour alto de Tertis, Beethoven, Mendelssohn, Schumann, Brahms, Fauré, Wolstenholme, Forsyth, Vaughan Williams, Kreisler, Reed, Bridge, Ireland, Bowen, Clarke, Coates.*  
Avec Timothy Ridout (alto), Frank Dupree et James Baillieu (piano).

Chaque disque de Timothy Ridout est un événement. Cette fois, le génial altiste britannique rend hommage à son prédécesseur, le mythique Lionel Tertis (1876-1975), dont le jeu s’inspirait de celui du violoniste Fritz Kreisler. Pas moins de quinze compositeurs pour illustrer l’aura du pionnier soucieux d’étouffer le répertoire de son instrument : des œuvres expressément écrites pour lui à celles qu’il a transcrites, en passant par ses chevaux de bataille. Intonation de rêve, puissance, élégance et lyrisme : surfant sur la beauté et l’amplitude sonore de son Peregrino di Zanetto (un instrument du XVI<sup>e</sup> siècle), Ridout ne se contente pas de mettre ses pas dans ceux de son illustre aîné. Magnifiquement accompagné par les pianistes Frank Dupree et James Baillieu, c’est en maître qu’il s’impose, de Kreisler à Bowen, de Brahms et Fauré à Rebecca Clarke. ■ **MARIE-AUDE ROUX**  
Harmonia Mundi/PIAS.



KENNY BARRON  
**Beyond This Place**  
Ouverture du formidable album du pianiste Kenny Barron : une chanson de Hoagy Carmichael (*The Nearness of You*). Tous les états de l’expérience humaine, le temps d’une chanson douce. Changement de tempo avec *Scratch*, composition de

Kenny Barron (« trésor national vivant », ne manquerait-on pas de dire au Japon), tempo tranchant dans le vif. Immanuel Wilkins (saxophone alto) et Kenny Barron au sommet. Steve Nelson (vibraphone), Kiyoshi Kitagawa (contrebasse) et Jonathan Blake (batterie) assurent l’équilibre saisissant de l’ensemble. Ce pur chef-d’œuvre est produit par Jean-Philippe Allard, mort le 18 mai : légende de la production en jazz, érudit amoureux, obsédé du détail, d’une délicatesse passionnée pour ses artistes (de Stan Getz à Charlie Haden et Abbey Lincoln). ■ **FRANCIS MARMANDE**  
Artwork Records/PIAS.



BIBI CLUB  
**Feu de garde**  
Issu de l’effervescente scène rock alternative de Montréal, Bibi Club s’y distingue comme étant un duo et un couple dans la vraie vie. Soit la chanteuse Adèle Trottier-Rivard (fille de Michel Rivard, du groupe Beau Dommage) et Nicolas Basque, bas-

siste du trio rock débridé Plants and Animals. Se revendiquant de Stereolab et de Suicide, leur pop synthétique minimaliste alterne chant en français et en anglais, avec un charme et une aisance qui irradiaient déjà sur leur premier album, *Le Soleil et la Mer*. Son successeur, *Feu de garde*, s’offre une marge de progression un peu plus électrique. Sur *Parc de Beauvoir* et *Shloshlo*, les guitares rugueuses et la voix ingénue d’Adèle nous transportent dans le New York rock arty de Blonde Redhead. Si dominent des paroles aux vertus environnementales (les entraînants *Le Feu, L’Ile aux bleuets*), Bibi Club chante aussi des odes au féminisme (*Shloshlo*) et à l’amitié (*Parc de Beauvoir*) qui donnent envie de veiller auprès du feu en leur compagnie. ■ **FRANCK COLOMBANI**  
Secret City Records/Modulor.



AQUASERGE  
**La Fin de l'économie**  
En 2021, *The Possibility of a New Work for Aquaserge*, entre Ligeti, Varèse, Scelsi et Feldman, nous avait laissés un peu à distance. Avec *La Fin de l'économie*, on retrouve avec plaisir le groupe Aquaserge.

Qui avance vers sa part rock, avec des guitares aux sons souvent saturés (dans *Le Saut du tigre, Soline, Miso...*), en gardant une approche expérimentale avec des constructions polyrythmiques, pratiquant l’art de la chanson pop faussement simple (*Sommetts, Je suis galaxie, A plus...*) avec ornements, cassures, les croisements des voix (les cinq instrumentistes, chantent aussi), glissant des éléments rythmiques ou harmoniques venus du jazz. Audrey Ginestet (basse, guitare), Benjamin Glibert (guitare, claviers), Olivier Kelchtermans (saxophones, claviers), Manon Glibert (clarinettes) et Julien Chamla (batterie) enthousiasment en douze compositions d’inventivités et d’évidences mélodiques. ■ **SYLVAIN SICLIER**  
Crammed Discs/PIAS.

G A L E R I E



PASCAL CONVERT  
**Galerie RX & Slag**  
De l’histoire vers le symbole : ainsi procède la présentation des travaux de Pascal Convert. A la galerie RX & Slag, sculptures et photographies se réfèrent à la guerre : les racines, devenues concrétions de verre, viennent des champs de bataille de Verdun et les tirages-

contacts sont ceux de pierres tombales arméniennes en mémoire de celles que les autorités azerbaïdjanaises ont fait renverser dans le cimetière chrétien de Djoulfa entre 2002 et 2006. Dans la deuxième salle se dressent deux stèles d’un verre opaque, parcourues par des lignes continues : le battement d’un cœur à l’instant de la naissance ou de la mort. Cette fois, le récit est à la première personne du singulier, au plus près du corps. Dans la dernière salle sont posés au sol les treize éléments de l’œuvre *Constellations. Les voix qui se sont tuées II* : sur des plaques carrées de verre outremer, des cloches transparentes surplombent des blocs irréguliers de verre jaune d’urane, dont les cassures, les arêtes et la couleur violente s’opposent aux courbes des cloches et au bleu paradisiaque. Cette installation impose le silence. La pensée du sacré est présente de longue date dans l’œuvre de Pascal Convert, mais elle ne le fut jamais avec une telle intensité. ■ **PHILIPPE DAGEN**  
« Constellations ». Galerie RX & Slag, 16, rue des Quatre-Fils, Paris 3<sup>e</sup>. Jusqu’au 8 juin.

# La double vie de Mel Bonis,

## compositrice exaltante

La pianiste fait l’objet d’un concert le 26 mai à l’abbaye de Maubuisson

### MUSIQUE

Quand on traverse le village des Alluets-le-Roi (Yvelines) en venant d’Orgeval, on passe devant une grande maison de laquelle rien ne laisse imaginer qu’elle a joué un rôle déterminant, depuis plus d’un quart de siècle, dans la reconsidération de la compositrice Mel Bonis (1858-1937). Si la musicienne n’y a jamais vécu, toutes ses archives – éditions originales des œuvres, manuscrits, correspondance – y sont conservées par son arrière-petite-fille, Christine Géliot. Elle nous a permis de les consulter dans la perspective d’un programme monographique, intitulé « Mel Bonis, le secret », donné le 26 mai, à l’abbaye de Maubuisson (Val-d’Oise), dans le cadre du festival Un temps pour elles.

Le même jour, au Palais Garnier, des musiciens de l’Opéra national de Paris présenteront les *Scènes de la forêt*. Mel Bonis a le vent en poupe. En France (Lyon, Metz, Marseille), comme à l’étranger (Australie, Canada, Etats-Unis), son nom est régulièrement à l’affiche des concerts. L’heure est donc venue de se pencher sur son cas en compagnie de celle qui lui a consacré une première biographie.

Le titre de l’ouvrage, *Mel Bonis. Femme et compositeur (1858-1937)* (L’Harmattan, 2000), précise bien les intentions d’une musicienne qui, pour être appréciée sans a priori de genre, a décidé de ne garder que la première syllabe de son prénom. « *Aujourd’hui, on tient souvent à l’appeler “Mélanie” et je suis obligée de me battre pour que son souhait soit respecté* », s’insurge Christine Géliot. Cette dernière, qui a enseigné le piano au conservatoire d’Asnières (Hauts-de-Seine) pendant vingt-cinq ans, est pourtant loin d’avoir grandi dans le culte de son ancêtre. On lui avait simplement dit qu’elle avait une arrière-grand-mère qui avait composé, mais que sa musique était « *complètement démodée* ».

**Etudes couronnées de succès**  
En revanche, la petite Christine n’ignorait rien de la production de son grand-père Robert Géliot (1878-1947), entonnée quotidiennement par son propre père, Bernard Géliot, chanteur professionnel. La réhabilitation de Mel Bonis interviendra en 1997, à l’initiative de musiciens allemands désireux d’exécuter ses œuvres en concert à Paris.

« *J’ai failli ne pas y aller* », confesse Christine Géliot, qui, ce jour-là, a eu un « *coup de foudre immédiat* ». Bien dans le style du tournant du siècle, la musique de cette ancêtre dévalorisée lui est alors apparue comme un « *trésor* » qu’elle n’a pas tardé à explorer avec Laurent Martin, directeur artistique du festival de Vollore (Puy-de-Dôme). « *On a tout déchiffré à deux pianos. Cent quatre-vingts opus couvrant tous les genres, à l’exception de l’opéra*. » La machine était lancée. Etablir le catalogue des œuvres alla ensuite de pair avec l’esquisse d’une biographie.

Fille d’une passementière mariée à un chef d’atelier du célèbre horloger Bréguet, Mélanie Bonis



Mel Bonis, vers 1908. COLLECTION PERSONNELLE

commence l’apprentissage de la musique en privé, à l’âge de 12 ans, avant d’être admise, fin 1876, au Conservatoire de Paris, où elle a comme condisciple Claude Debussy. Ses études sont couronnées de succès (premier prix d’harmonie en 1880), mais elle ne peut les poursuivre, car l’attrance qu’elle éprouve pour un élève des classes de chant, Amédée Hettich, ne convient pas aux ambitions sociales de ses parents.

Mariée, en 1883, à Albert Domange, un grand industriel de vingt-deux ans son aîné, elle tentera de concilier les obligations d’une grande bourgeoise et le besoin de s’exprimer librement en musique. « *Elle s’éclipsait souvent en prétextant des maux de tête* », remarque Christine Géliot.

Les partitions, sans doute écrites au fil de ces évasions, lui valent diverses distinctions et, surtout, les encouragements d’Ernest Guiraud, qui lui enseigne le contrepoint et la composition au Conservatoire. « *Suivez bien votre instinct*

*harmonique, il est bon. Ne perdez pas dans des recherches inutiles cet avantage que vous avez*. » Beaucoup plus jouée ces dernières années que de son vivant, Mel Bonis fait toujours preuve d’un vrai tempérament. Il en va ainsi de la suite pour piano intitulée *Femmes de légende* (titre proposé à l’éditeur par Christine Géliot), dont chacun des sept volets constitue le portrait d’une figure historique (de Salomé à Ophélie).

**« Très cinématographique »**  
Une légende, éventée sur le tard, court également sur le compte de « M<sup>me</sup> Albert Domange » qui avait la drôle d’habitude de recevoir une jeune femme présentée comme sa filleule de guerre. En réalité, cette Madeleine était sa fille, née en 1899 d’une union « coupable » (surtout aux yeux de la musicienne extrêmement croyante) avec Amédée Hettich, qu’elle avait assisté dans un travail d’édition d’airs antiques. Au vu du poème *Sauvez-moi de*

*l’amour*, que Mel Bonis a placé au centre d’un triptyque inspiré de Maurice Bouchor, il est clair que la musicienne s’est donnée corps et âme dans cette relation : « *Arbustes emmêlés qu’ignore le soleil, frappez-moi, cinglez mon visage et faites ruisseler à flot mon sang vermeil*. »

Pour Christine Géliot, le personnage de Mel Bonis était « *très cinématographique* ». « *Je pense qu’un beau long-métrage sur elle serait idéal pour parachever sa reconnaissance*, dit-elle. *Mais alors ce serait un film à grand spectacle parce qu’il faudrait la plage d’Etretat, où elle passait ses étés, les toilettes des grandes dames, les salles de concerts, etc., il y a la matière*. » Sans oublier sa double vie, avec ce que l’on peut dorénavant considérer comme un secret de « Polichi-Mel »... ■

PIERRE GERVASONI

*Mel Bonis, le secret. Le 26 mai, à 17 heures. Abbaye de Maubuisson (Val-d’Oise).*



Un nouveau regard sur les Quatre Saisons éclairées par les sonnets de Vivaldi

NOUVEL ALBUM

# Jordi Savall

## Vivaldi révélé



Le Monde RADIO CLASSIQUE fnac

TOUS VOS ALBUMS ACHETES A LA FNAC AUTOMATIQUEMENT SUR 





George Lucas, à Cannes, le 24 mai. STÉPHANE MAHÉ/REUTERS

ENTRETIEN

George Lucas a eu 80 ans le 14 mai. Il est le créateur, avec *Star Wars*, d'une des mythologies les plus populaires du XX<sup>e</sup> siècle, l'inventeur de la franchise *Indiana Jones*, en même temps qu'un businessman visionnaire dans la maîtrise du merchandising et des nouvelles technologies. Cet homme discret à la notoriété planétaire, dont on aura perdu de vue qu'il fut dans sa jeunesse un fanatique de cinéma expérimental, est venu chercher, vendredi 24 mai à Cannes, temple du cinéma d'auteur, une palme d'honneur qui, fors l'honneur, passerait le concernant pour un aimable colifichet.

D'un naturel affable, le réalisateur, en accord avec l'organisation cannoise, nous a laissé dix-sept minutes montre en main pour poser les cent et une questions qui nous démangent les lèvres. Cela sous la supervision de son épouse, Mellody Hobson, qui veille discrètement à ce que rien ne déraile.

**Bonjour George Lucas et bon anniversaire ! A 80 ans, pensez-vous avoir atteint la sagesse de maître Yoda ?**

Pas du tout ! Ma femme ici même est bien plus jeune et bien plus sage que moi. En dépit de mes 400 ans, je n'ai pas encore trouvé comment cela fonctionnait !

**Y a-t-il dans ce cas un personnage de votre saga dont vous vous sentiez particulièrement proche ?**

# George Lucas : « Tout ce qui divertit est bon à prendre »

Le cinéaste, père de Dark Vador et de Luke Skywalker, parle d'Ewoks, de Donald Trump et de Francis Ford Coppola

Quand on crée des personnages, on les adore tous. Ils sont comme vos enfants. Tous différents, mais tous aimables à mes yeux et tous uniques.

**L'univers que vous avez créé évoque la lutte du bien contre le mal. Lorsque vous regardez l'état du monde, à commencer par les Etats-Unis, de quel côté vous semble-t-il que penche la Force ?**

Lorsque j'ai commencé à écrire le scénario du premier *Star Wars*, l'idée était d'écrire pour des enfants de 12 ans qui allaient devenir des adultes. Il s'agissait de leur donner une direction, parce qu'à cet âge vous ne savez pas ce que vous voulez dans la vie. Parler de ce que signifie l'amitié, la responsabilité, le fait d'être un humain. Or, dans les années 1970, le cinéma était très noir aux Etats-Unis. Nous étions en pleine lutte pour les droits civiques, il y avait la guerre du Vietnam, nous pensions que nous allions la gagner, et en vérité cela a été un terrible bourbier, à tous points de vue.

**« La saga "Star Wars" reste vivante parce qu'elle s'est toujours adressée aux jeunes, y compris ceux qui vivent encore en nous »**

C'est ce que représentaient les Ewoks dans mon film, un peuple simple, à la technologie rudimentaire, mais qui tenait l'Empire en échec. La situation alors était probablement plus sombre que celle d'aujourd'hui. Ce que je voulais dire, c'est qu'au plus noir des épreuves que nous vivons, il faut garder la foi, essayer d'être inspiré. Lorsque j'étais plus jeune, j'étudiais l'anthropologie à l'université, et je pense qu'il m'en est resté cette idée que le fait de raconter des histoires, d'essayer de donner un sens à ce qu'on vit en élevant les esprits, de fonder un système de croyance, est fondamental dans toute société. Et nous savons à cet égard, il suffit d'entrer dans une église catholique, qu'une image vaut cent mots.

**Ne pensez-vous pas toutefois que la dérive nationaliste et la contestation de la démocratie se sont considérablement renforcées aujourd'hui, notamment aux Etats-Unis, avec le mouvement qui a porté au pouvoir Donald Trump ?**

Oui, je le crois. Je ne pensais pas, à l'époque, que Trump serait élu. Mais je crois que les prochaines élections ne seront pas aussi faciles à remporter qu'il le pense pour succéder à Joe Biden, ne serait-ce que parce que son entourage n'est pas compétent. Et je ne veux surtout pas croire qu'il puisse se passer aux Etats-Unis ce qui s'est passé en Allemagne dans les années 1930. Mais pardon, ma femme n'aime pas que je parle politique, parce que je ne suis pas du genre à cacher mes convictions.

**Revenons au cinéma. Qu'est-ce qui fait, selon vous, la pérennité de « Star Wars » ? Son aura cinématographique ou la prolifération de la saga à travers une infinité de supports, du jeu vidéo à la série, en passant par les jouets ?**

On vit dans un monde où la diffusion des informations et des œuvres, sur un grand nombre de supports, est très rapide et très étendue. Je veux néanmoins croire que la saga reste vivante parce qu'elle s'est toujours adressée aux jeunes gens, y compris aux jeunes gens qui vivent encore en nous, les moins jeunes gens, et qu'elle leur enseigne des valeurs auxquelles ils peuvent s'identifier. L'adolescence est une période difficile. On ne sait pas comment se comporter dans le monde. On est en recherche de sens. Je crois que les grandes sagas cinématographiques remplissent à leur manière cette mission. Les gens qui ont aimé la première trilogie *Star Wars* avaient entre 10 et 15 ans. Ces mêmes enfants, lorsqu'ils découvrent la deuxième trilogie, avaient entre 30 et 35 ans et se dirent que c'était un spectacle pour les enfants. Ils y emmenèrent les leurs en souvenir de leur propre jeunesse. Et c'est ainsi que les choses se passent.

**Le hasard vous réunit à Cannes avec Francis Ford Coppola, qui fut un proche compagnon à l'époque du Nouvel Hollywood et votre premier producteur. Qu'avez-vous pensé de son nouveau film, « Megalopolis » ?**

J'ai toujours été là pour les films de Francis. J'ai vu, s'agissant de celui-ci, une forme non montée, d'une durée de cinq heures, il y a un an, donc j'aurai du mal à me prononcer. C'est un projet extrêmement ambitieux qui lui tient, depuis très longtemps, beaucoup à cœur. Vous savez, les films, peu importe leur budget, peu importe leur forme, peu importent leurs intentions, peu importe le nombre de leurs spectateurs : vous les aimez ou vous ne les aimez pas. C'est la vérité du cinéma.

**Martin Scorsese s'est exprimé contre l'hégémonie des franchises hollywoodiennes, qu'il comparait à des parcs à thèmes et qu'il accusait d'asphyxier le cinéma d'auteur qui s'adresserait à des adultes. Que vous inspirent ces propos ?**

Je n'ai pour ma part rien contre les parcs à thèmes. Tout ce qui divertit est bon à prendre et à considérer. « Marty » disait, pour être précis, que les films Marvel ne sont pas des films. Moi, je pense qu'ils le sont. Je pense qu'un film est un film, quelque chose qui raconte une histoire avec des images qui bougent et qui crée des sentiments chez ceux qui le regardent. Ça s'appelle le cinéma. Quant à l'art, il dépend de celui qui regarde. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR JACQUES MANDELBAUM

# Mohammad Rasoulof décrit le pacte faustien d'un juge en Iran

Le cinéaste iranien en exil sonde le fossé générationnel traversant une famille dont le père est devenu un chien de garde du régime

## LES GRAINES DU FIGUIER SAUVAGE

SÉLECTION OFFICIELLE  
En compétition

Condamné en appel à huit ans de prison par le tribunal révolutionnaire islamique, s'étant résolu à quitter l'Iran pour l'exil, Mohammad Rasoulof a bien monté les marches du Palais des festivals, vendredi 24 mai, à Cannes, pour présenter *Les Graines du figuier sauvage*, en compétition pour la Palme d'or.

Ce film long et dense, comme les affectionne le cinéaste, convoque beaucoup de son expérience d'artiste persécuté, déjà passé par la case prison, aux prises avec la censure. Il témoigne aussi de l'attention que le réalisateur porte au

mouvement social, en prise directe sur l'actualité, notamment les manifestations de 2022 sous la bannière « *Femme, vie, liberté* », à la suite de la mort de l'étudiante Mahsa Amini, arrêtée par la police des mœurs. Pour cela, il épouse une forme caractéristique du cinéma d'auteur iranien, le cas moral épineux se refermant comme un piège sur ses personnages.

Le récit s'ouvre sur l'image d'un pacte faustien, un contrat signé en gros plan par une main encore anonyme. Iman vient d'être nommé juge d'instruction au tribunal révolutionnaire de Téhéran, une promotion qu'il a souhaitée toute sa vie. Mais le métier, détourné par la hiérarchie pour faciliter les condamnations, n'est pas vu d'un très bon œil, si peu que l'on confie à l'heureux élu une

arme à feu pour assurer ses arrières. Le poste ne va pas sans des exigences de respectabilité qu'Iman fait peser sur les épaules de sa femme, Najmeh, et de ses deux filles, Rezvan et Sana.

### Tyran en puissance

Au même moment, une vague de protestation se répand dans le pays. Une ligne de fracture générationnelle se trace à l'intérieur du foyer : si les parents se rangent du côté de l'ordre, les filles, étudiantes, se sentent solidaires des manifestants, et trouvent la révolte légitime. Elles prennent même le risque d'héberger une camarade activiste blessée. La mère passe l'éponge de mauvaise grâce, mais les choses se gâtent lorsque Iman, un beau matin, ne met plus la main sur son revolver.

Rasoulof tire parti de la durée (2 h 48) pour infiltrer en profondeur les relations familiales, en sonder les rouages, sculpter finement les caractères, multiplier les interactions entre personnages. Plus encore qu'Iman, chien de garde du pouvoir et tyran en puissance, le personnage qui ressort est sans doute celui de Najmeh, la mère, figure passionnante par son ambiguïté. Agent de la concorde familiale, elle joue le porte-voix de l'autorité paternelle, et se fait donc garante de l'ordre social, quand bien même serait-il contraire à sa liberté personnelle ou aux aspirations de ses filles. Elle ne cesse d'osciller sur l'étroite ligne de crête qui sépare des positions irréconciliables. Cette divergence, Rasoulof la met en scène à travers une foule de petits détails éloquents : ainsi

les parents hypnotisés par la télévision, organe de propagande, tandis que leurs filles s'informent sur les réseaux sociaux, où leur parviennent des vidéos non filtrées des manifestations.

Ce que le film met en scène, c'est l'ordre intégré à la vie quotidienne, pesant discrètement sur les moindres faits et gestes, qui pénètre les foyers et les consciences, comme une étrange force de conformité dont chacun serait l'agent. Rasoulof s'y prête par un art nourri du dialogue, mais aussi par son traitement de l'espace : intérieurs où l'on se calefute, cloisons et embrasures caressées par la caméra définissent un univers essentiellement carcéral.

Plus largement, le film décrit la pente paranoïaque sur laquelle Iman entraîne sa famille : ici, dans

une scène où il confie les trois femmes à un inquisiteur glaçant ; là, quand il plonge tout le monde dans les geôles d'une maison secondaire. Le père n'est plus alors un personnage, mais une figure symbolique, l'allégorie d'un pouvoir vacillant, qui resserre l'étau jusqu'au délire, preuve de sa faiblesse. Si le suspense moral emprunte des voies démonstratives, le film sait aussi lui opposer une pente métaphorique, jusqu'à une conclusion stupéfiante dans les ruines d'une cité perdue, où il lâche enfin les rênes de la poésie. ■

MATHIEU MACHERET

*Film allemand, français, iranien de Mohammad Rasoulof. Avec Misagh Zare, Soheila Golestani (2 h 48). Sortie en salle prochainement.*







**Origine du papier :** UK, France.  
**Taux de fibres recyclées :** 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.  
**Eutrophisation :**  $P_{Tot} = 0,0083 \text{ kg/tonne de papier}$



# François Lecointre « Je suis heureux d’avoir toujours gardé une boussole »

## ENTRETIEN

François Lecointre, 62 ans, a été chef d’état-major des armées de 2017 à 2021, après avoir servi comme chef du cabinet militaire des premiers ministres Manuel Valls, Bernard Cazeneuve et Edouard Philippe. En 1994, il a participé à l’opération « Turquoise », au Rwanda, puis est parti en Bosnie, où il a mené l’assaut pour reprendre aux Serbes le pont de Vrbanja, le dernier combat « baïonnette au canon » de l’armée française. Il vient de publier chez Gallimard *Entre guerres* (128 pages, 17 euros), une méditation sobre et profonde sur le métier de soldat.

### Je ne serais pas arrivé là si...

... Si je n’avais pas fait une rencontre troublante avec le frère de ma mère, Hélié, mort à 23 ans en Algérie. Acculé sous des tirs rebelles dans une zone incendiée, il est resté dans son automitrailleuse pour couvrir ses hommes. Lui n’a pas eu le temps de s’extirper, il est mort brûlé. Je ne l’ai jamais connu. Mais j’aimais regarder sa photo, posée sur une cheminée du salon, dans la maison de ma grand-mère. Il se trouve de profil, la tête penchée, avec un sourire à la fois simple et doux. Cet homme me fascinait : si jeune et si fragile, pourtant mort en héros. Alors que j’étais impressionné par la stature puissante, dominante, de mon père – un modèle, pour moi, inatteignable –, la fragilité apparente de l’oncle Hélié, son humanité, me rendait cet héroïsme accessible. Sans lui, je n’aurais pas eu l’audace de choisir le métier des armes.

### Pourquoi votre père, ancien commandant du sous-marin « Le Redoutable », vous impressionnait-il tant ?

C’était un type grand, élégant, assez austère, sévère et autoritaire, intelligent et cultivé. Tout le monde avait une révérence naturelle pour lui. Nos relations étaient distantes. Il est mort à 53 ans, en montagne. J’avais 22 ans et venais d’entrer à Saint-Cyr. Nous commençons tout juste à établir une forme de complicité, non pas de père à fils mais d’officier à officier. Je n’ai pas pu en profiter.

### Comment votre mère était-elle ?

C’était une artiste, peintre et restauratrice de tableaux. Une femme charmante, très gaie, un peu bohème. Elle élevait ses cinq enfants dans un laisser-aller étonnant. Alors que mon père exigeait des chambres rangées, des devoirs faits, elle s’en fichait complètement.

### Quels étaient vos modèles ?

Je lisais beaucoup. J’admirais Lucien Leuwen [*personnage de Stendhal*] ou Angelo, du *Hussard sur le toit* [*Jean Giono*], que je trouvais fascinant, gracieux, parfois un peu bête. Je me suis attaché aussi à la figure du capitaine Hornblower, héros d’une série de romans d’aventures maritimes écrits entre les deux guerres par un Anglais, Cecil Scott Forrester. L’auteur peint un homme qui passe sa vie à hésiter. Quels que puissent être ses succès, il continue à douter de lui. C’est cela qui m’a attiré vers le métier de soldat : le fait de se fixer une ambition pour se hisser au-dessus de soi-même, parce que l’on n’est pas assuré de ce que l’on est.

### Où avez-vous grandi ?

Nous déménagions tous les deux ans. De purs nomades ! A l’école, j’étais toujours le petit nouveau sans amis, qui restait seul à la récréation. Les repères, censés donner confiance, sont bousculés. C’est un facteur d’incertitude de soi.

### Dans quelle ambiance familiale avez-vous évolué ?

Dans une famille aimante, classique, catholique. Ma grand-mère nous lisait des passages de l’Ancien Testament tous les soirs. Nous retrouvions nos cousins l’été dans sa propriété du Béarn. La maison était pleine de portraits de famille. On racontait les guerres des uns, les aventures des autres. Du côté de mon père, nous avions une « gloire » familiale, un ingénieur du génie maritime qui avait conçu les dragues ayant permis de creuser le canal de Suez. Un proche collaborateur de Ferdinand de Lesseps dont nous vantions les exploits en Egypte. Nous étions imprégnés de ces récits qui nous obligeaient.

### Quel genre d’enfant étiez-vous ?

Rêveur, introverti, assez féminin. Pas casse-cou, encore moins batailleur. Mais j’étais sportif (tennis, voile, équitation, montagne...) car mon père ne concevait pas que ses fils ne le soient pas. La nuit, je faisais d’affreux cauchemars.



A Paris, le 25 mars.  
DELPHINE BLAST/SAIF IMAGES

JE NE SERAIS PAS ARRIVÉ LÀ SI... Chaque semaine, « Le Monde » interroge une personnalité sur un moment décisif de son existence. Ce général des armées, grand chancelier de la Légion d’honneur, revient sur les figures familiales qui ont façonné son engagement

### Quand vous entrez à l’école d’officier de Saint-Cyr, les doutes et les peurs de votre enfance sont-ils écartés ?

Je l’ai cru. A Saint-Cyr, il y a ce grand uniforme, la parade, un aspect rituel, qui nous donnait l’impression de communier aux ferments d’une même vocation. Quand j’entre à l’école, à 21 ans, j’ai le sentiment d’être « arrivé ». Mes camarades et moi nous comportons comme des parvenus, avec une forme d’arrogance. Face à ce que l’on pressentait des difficultés de notre métier, nous surjouons la certitude de soi.

### A quelles difficultés faites-vous allusion ?

On ne sait pas comment on réagira au combat, on se pose tous la question de la peur, sans jamais se l’avouer. Et puis il y a la question du commandement. Est-ce qu’on saura s’imposer aux hommes et aux femmes ? Comment se fera-t-on respecter d’eux ? C’est vertigineux.

### Quels souvenirs gardez-vous de votre première épreuve du feu ?

C’était lors de la première guerre du Golfe [1990-1991], j’avais 28 ans. Ma compagnie devait détruire un peloton de chars irakiens, qui nous prenaient à partie avec des tirs d’artillerie. Leurs obus se plantaient juste devant nous, dans le sable. Nos missiles avaient la même portée, il a donc fallu imaginer un assaut d’infanterie. Je me suis mis à l’avant, dans ma jeep, pour donner le rythme de l’assaut et les changements de cap pour ne pas arriver droit sur l’ennemi, qui nous aurait détruits. On a fait un bond de 700 mètres en avant pour être sûrs de pouvoir détruire les chars.

### Avez-vous eu peur ?

J’étais tellement concentré sur les ordres à donner que je n’en ai pas eu le temps. Quelques jours plus tôt, en revanche, j’ai vraiment eu peur lors d’une alerte chimique. Nos sondes de

contrôle se sont mises à sonner, signalant la présence d’un gaz neurotoxique qui tue immédiatement. Nous avons revêtu nos combinaisons de protection. Mais nos instruments de mesure envoyaient des signaux contradictoires. En tant qu’officier NRBC [*nucléaire, radiologique, biologique, chimique*] de la compagnie, j’ai dû suivre, pas à pas, une longue procédure pour pouvoir lever l’alerte. Un moment d’intense pression. C’était ensuite à moi de retirer mon masque à gaz. J’aurais tellement préféré me réfugier dans un véhicule pressurisé, plutôt que d’avoir à faire ce geste... Mais j’ai croisé le regard de mes hommes. Ils attendaient. C’était à moi de donner le signal. Je savais désormais où trouver le ressort me permettant de surmonter ma peur : dans le regard des autres.

### En 1994, vous êtes envoyé au Rwanda, en plein génocide. Quels souvenirs en gardez-vous ?

Je me souviens d’un contraste troublant entre ce pays très beau, montagneux, couvert de plantations de thé, et ces massacres abominables perpétrés par une partie de la population contre une autre. Je me souviens aussi d’un moment de vacillement. Nous venions de réenterrer un charnier d’enfants qui affleurait à la surface du sol. Une journée particulièrement éprouvante. Le chef de section me prévient qu’un village est en train de lyncher un homme. Je lui demande de s’interposer. Quand j’arrive, je comprends qu’il s’agit de l’un des responsables du massacre des bébés. Il est nu, attaché en plein soleil, frappé dans les côtes par un soldat, tandis que la population, en colère, vocifère autour du poste. Il aurait été facile d’abattre cet homme, d’expliquer qu’il avait tenté de s’échapper. On ne l’a pas fait. Le droit de la guerre exige que l’on traite son ennemi comme un être humain. On l’a détaché, installé dans une cellule à l’ombre, et on lui a donné à manger avant de le livrer aux gendarmes.

### Comment, au retour, surmonter ces horreurs vues et vécues ?

On est faits avec ça. J’ai passé des nuits entières à parler avec ma femme, à pleurer. C’est elle qui me l’a raconté, je n’en ai pas le souvenir.

### Six mois après votre retour, vous partez à Sarajevo, en Bosnie, en pleine crise des otages. Le 25 mai 1995, l’ONU fait bombarder des dépôts de munitions serbes. En représailles, ces derniers emprisonnent 375 casques bleus, dont 103 Français, les utilisant comme boucliers humains sur des sites...

Deux jours plus tard, dans la nuit, les Serbes prennent par surprise le poste de Vrbanja, en

plein Sarajevo. Toutes les heures, j’effectuais un contrôle radio avec le poste. A 4 h 30, personne ne répond. Je fais réveiller un groupe de combat et nous allons voir. Mon sous-officier « armement », une montagne de muscles et de dévouement, me dit : « Mon capitaine, tu ne peux pas partir tout seul, je t’accompagne. » Je m’approche du poste, un bunker entouré de sacs de sable. Je tombe sur un casque bleu français. En fait, c’était un Serbe qui avait revêtu notre uniforme. Il me plante le canon de son fusil dans le ventre et me dit : « You are hostage. » Les prises d’otages nous avaient humiliés, le poste était tombé... je ne pouvais pas être otage ! Je réponds : « No, I am not hostage » et je fais demi-tour. J’aurais pu me faire tirer dans le dos si mon sous-officier, qui m’avait suivi, n’avait pas planté son Famas dans le menton du Serbe, le temps que je rejoigne le groupe.

### Que s’est-il passé ensuite ?

Je fais réveiller le chef de corps, qui me demande : « Qu’est-ce qu’on fait ? » Je lui dis qu’on peut reprendre le poste. Il me donne l’ordre de monter la manœuvre. Nous partons à l’assaut. On s’infiltré dans un fossé de ruissellement d’élévation des eaux. Le poste de Vrbanja est cerné d’immeubles, et donc de snipers. Je me souviens du vacarme épouvantable des tirs, des impacts qui frappent le sol. Votre instinct de survie vous commande de vous terrorer, de fuir. Il faut alors déclencher un instinct inverse. Un instinct de violence. Celui-ci croit à mesure que vous avez des pertes, quand vous voyez votre lieutenant ou votre infirmier tomber à côté de vous... A ce moment-là, je n’ai plus peur du tout, j’ai envie de tuer. Je suis saisi d’une véritable folie meurtrière. Je suis en train de perdre mon humanité. C’est le regard du caporal-chef qui m’arrête... J’y lis la tristesse, parce que des camarades sont morts, et le courage, parce que l’assaut n’est pas fini. Mais il n’y a aucune folie, aucune jouissance. Quand vous êtes vous-même pris par cette espèce de fureur, et que c’est l’un des hommes que vous préférez qui vous regarde ainsi, ça vous stoppe. C’est sans doute l’expérience la plus traumatisante que j’aie faite. Encore aujourd’hui j’en frémis de honte et de douleur.

### Qu’avez-vous tiré de cette expérience ?

Il a d’abord fallu écrire le détail de l’assaut, afin de reconstruire l’histoire collective. Puis, des années plus tard, j’ai commencé à raconter, dire cette violence. C’est important de mettre des mots sur cette réalité, de comprendre ce que vous êtes, ce qui vous est arrivé. Il n’y a pas plus d’estime de soi mais moins d’incertitude de soi. Dix ans plus tard a éclaté l’affaire Mahé, du nom de ce coupeur de route ayant commis des atrocités en Côte d’Ivoire, avant d’être assassiné par des soldats français qui l’avaient capturé. J’ai réuni mon régiment, la veille de notre départ en Afrique, pour leur dire que je ne les laisserai pas se salir en cédant à la tentation de la vengeance et de l’animalité.

### Que reste-t-il des croyances de vos 20 ans ?

Je dirais qu’il y a eu un déniaisement. Je pressentais qu’il y aurait des choses à découvrir dans ce métier si particulier mais je ne savais pas quoi, ni à quel point cela pourrait être grave et douloureux. Aujourd’hui, je suis plus lucide. Sans être guetté par la désillusion, au contraire. Disons que j’ai atteint une forme de sagesse, si cela est possible. J’ajoute qu’en tant que croyant je crois à la dignité de la personne humaine et à la transcendance, qui ne peut être que le résultat d’un effort constant sur soi-même. C’est d’ailleurs pour cette raison que, après avoir quitté mon poste de chef d’état-major des armées, j’ai voulu être visiteur de prison.

### Vous êtes arrivé au sommet de la hiérarchie militaire. Quel regard portez-vous sur votre parcours ?

Quand j’étais enfant, mourir au champ d’honneur à 23 ans, comme mon oncle Hélié, me paraissait le comble d’une vie réussie. C’était pire qu’une naïveté, c’était une folie, une incompréhension des choses. Heureusement que je n’ai pas « réussi » ma vie comme lui... Rétrospectivement, je suis heureux de ne pas avoir dérogé, quand c’était dur, d’avoir toujours gardé une boussole. J’ai essayé, en toutes circonstances, de faire les choses honnêtement, sans hésiter à aller à la confrontation pour défendre une conviction, quand c’était nécessaire.

### A quoi avez-vous pensé le jour de vos adieux aux armes, le 21 juillet 2021 ?

J’ai pensé à tout cela. J’ai pensé à mes soldats. J’ai passé en revue les troupes une dernière fois, en croisant chacun des regards, du premier au dernier. J’ai pensé à mes morts. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR SOLENN DE ROYER





Louis Vuitton. EUROPA PRESS NEWS/GETTY IMAGES

MODE  
BARCELONE (ESPAGNE)

Les défilés croisière se suivent et ne se ressemblent pas. Le point commun de ceux de la cuvée 2025 par rapport aux années précédentes ? Une plongée dans un lieu à la riche histoire culturelle. Après Chanel, qui a investi le toit de la Cité radieuse, à Marseille, le 2 mai, et Gucci, qui a présenté sa collection à la Tate Modern, à Londres, le 13 mai, Louis Vuitton s’est installé dans le parc Güell, à Barcelone, le 23 mai au soir.

Pour son premier défilé en terre espagnole, Nicolas Ghesquière, le directeur artistique des collections féminines depuis 2013, reste fidèle à ses obsessions architecturales. Par le passé, il a notamment investi le Musée d’art contemporain de Niteroi (Brésil), imaginé par Oscar Niemeyer, l’Institut Salk pour les études biologiques, à San Diego (Etats-Unis), conçu par Louis Kahn, ou encore le Musée Miho, signé Ieoh Ming Pei, à Kyoto (Japon).

Situé dans le nord de Barcelone, le parc Güell, d’une superficie de 12 hectares, a été imaginé par Antoni Gaudí, au début des années 1900. A l’origine, il devait être une cité-jardin, un lieu utopique réalisé dans le style moderniste propre à l’architecte catalan, où les courbes épousent la nature. Soixante maisons et une chapelle étaient prévues. Le coût exorbitant des travaux mit fin au projet initial. Reste un

## A Barcelone, Louis Vuitton revisite le chic ibérique

C’est au parc Güell que Nicolas Ghesquière a présenté, le 23 mai, sa collection croisière 2025. Une rêverie inspirée par l’Espagne, composée de pantalons équestres, de vestes très épaulées et de châles en cachemire

splendide parc aux décors étonnants, avec ses sculptures d’animaux, ses allées arrondies et ses longs bancs ondulés en trencadis, cette mosaïque de tessons de céramique, réalisée par l’architecte Josep Maria Jujol.

« Je suis venu à Barcelone à de nombreuses reprises lorsque j’étais plus jeune. L’architecture de Gaudí et le projet fou de ce parc m’ont toujours fasciné, explique Nicolas Ghesquière. Quand nous avons choisi la ville catalane pour ce défilé, il était évident pour moi qu’il aurait lieu ici. » L’accès au jardin est devenu payant depuis 2022 (13,50 euros), pour réguler le nombre de visiteurs qui atteignait les 9 millions par an.

C’est dans la salle Hypostyle, gigantesque kiosque extérieur avec 86 colonnes striées et un plafond formé de petites coupoles de mosaïque, que le défilé a pris place. Un endroit inspirant, à l’image du pays hôte. Car, pour Nicolas Ghesquière, ces défilés à l’étranger sont toujours l’occasion d’explorer une nouvelle culture. « J’envisage ces collections comme des carnets de voyage. Quand nous pensons à l’Espagne, nous avons évidemment tous des images en tête. Il faut pourtant faire attention à ne pas tomber dans les clichés. C’est un fil ténu », admet le directeur artistique.

Ainsi, si rien n’est littéral, c’est dans les couleurs mauves ou vertes des robes bou-

Les longues robes en plumetis et dentelle virevoltantes évoquent en creux les mantilles

les en faille de soie que l’on retrouve les teintes ombragées d’un Goya ou d’un Velazquez ; les châles en cachemire jetés sur les épaules accompagnant des pantalons équestres jouent également sur l’imaginaire ibérique, tandis que les longues robes en plumetis et dentelle virevoltantes évoquent en creux les mantilles.

La rigueur des coupes des vestes, très épaulées, peut rappeler celle des constructions anguleuses de l’architecte, catalan lui aussi, Ricardo Bofill. On retrouve les motifs mosaïque sur des pantalons bouffants ou des robes amples. D’autres robes souples, au col et au plastron travaillés en laine feutrée, revendiquent quant à elles un esprit mauresque, autre inspiration de la collection.

### Bottines vernies ou à franges

Les lignes dites « croisière » sont, pour les marques de luxe, les plus stratégiques commercialement. Ce sont celles qui restent le plus longtemps en boutique, de novembre à mai. « Il faut, pour ces collections, une thématique très forte, très signée. Et en même temps, les pièces doivent pouvoir se marier avec les autres collections qui les rejoindront sur les portants au cours de l’année. C’est un exercice particulier de tenir une ligne cohérente, mais cela me plaît », explique Nicolas Ghesquière.

L’exercice de style se poursuit sur les accessoires. De petites bottines vernies ou à franges accompagnent des sacs-seaux portés à bout de bras, de petites malles en tweed ou encore des sacs-boîtes rigides, dont les côtés dorés rappellent les colonnes de la salle Hypostyle. Des pièces fortes, car, pour la marque locomotive de LVMH, les accessoires sont la clé du succès.

Les derniers résultats financiers du groupe, présentés en janvier, ont en effet montré l’importance de la division mode et maroquinerie du groupe (Louis Vuitton, Dior, Celine, Fendi...), dont les ventes ont progressé de 9 % pour atteindre 42,2 milliards d’euros en 2023. LVMH ne partage pas les chiffres par maison, mais a fait savoir que Louis Vuitton a réalisé une « excellente année ». De quoi satisfaire Bernard Arnault, qui a récemment renouvelé pour cinq années le contrat de Nicolas Ghesquière à la tête de la mode féminine.

Louis Vuitton n’en a pas fini avec Barcelone : la marque est partenaire de la 37<sup>e</sup> édition de l’America’s Cup, compétition de voile dont les épreuves éliminatoires, qui se tiendront dans la ville d’août à octobre, porteront le nom de Louis Vuitton Cup. Lors des prochains mois, la maison parisienne a prévu des dizaines d’autres événements culturels dans la capitale catalane. Une présence forte, que les habitants ne voient pas forcément d’un bon œil : dénonçant la transformation de l’espace public en « parc thématique », une centaine de riverains du parc Güell ont manifesté pendant le défilé, en scandant « Barcelone n’est pas à vendre ». Les Mossos d’Esquadra, policiers de Catalogne, les ont éloignés à coups de matraque et ont arrêté l’un d’entre eux. ■

MAUD GABRIELSON

## A Paris, trois expositions de mode pour la belle saison

Des photographies de Paolo Roversi au Palais Galliera à l’histoire des grands magasins aux Arts déco, les musées font vibrer le printemps et l’été

Ce printemps et cet été, la mode s’expose en beauté dans la capitale. Voici trois rendez-vous à ne pas manquer.

### Paolo Roversi, portraitiste de mode

« Un long temps de pose, c’est laisser à l’âme le temps de faire surface. Et laisser au hasard le temps d’intervenir. » Cette citation, inscrite sur un mur de l’exposition consacrée à Paolo Roversi jusqu’au 14 juillet au Palais Galliera, résume à elle seule la philosophie de l’Italien de 76 ans.

En prenant son temps, à la manière d’un portraitiste, il a fait de la photographie de mode un art à part entière. Cinquante ans de travail sont ici parcourus, au travers de nombreuses images iné-

dités et d’archives, issues de catalogues ou de magazines. Installé à Paris depuis le début des années 1970, Paolo Roversi a collaboré à *Vogue*, *Elle* ou *Marie Claire*, ainsi qu’avec les designers Rei Kawakubo ou Yohji Yamamoto. Reconnaissable d’un coup d’œil, sa patte se niche dans les sépia ; le flou maîtrisé ; les couleurs vives brouillées, capturées à la lumière du jour ou à celle d’une torche, ou encore le regard profond de ses modèles. Parmi elles, les plus grands mannequins, de Natalia Vodianova à Kate Moss, en passant par Stella Tennant ou Audrey Marnay. Une exposition poétique et inspirée.

« Paolo Roversi », jusqu’au 14 juillet, au Palais Galliera (16<sup>e</sup> arrondissement).

### De la tabatière à la bonbonnière, le luxe des Lumières

Pochettes en tissu brodé, tabatières, bonbonnières, flacons à onguents, boîtes à mouches ou à fards, ces petits objets luxueux, et portatifs, ont marqué le style du XVIII<sup>e</sup> siècle, tout en mettant en lumière l’essor grandissant des savoir-faire artisanaux.

C’est dans le très bel hôtel Donon, dans le Marais, que se trouve le Musée Cognacq-Jay, qui propose jusqu’au 29 septembre une exposition consacrée à ces articles. Ernest Cognacq (1839-1928), cofondateur, avec son épouse, Marie-Louise Jaÿ (1838-1925), de la Samaritaine, en 1870, a légué à la Ville de Paris sa collection d’œuvres d’art et d’objets précieux.

C’est le point de départ de cette exposition, enrichie de prêts du Louvre, du Musée des arts décoratifs de Paris, du Palais Galliera et du Victoria and Albert Museum de Londres, entre autres.

On peut également y voir des habits d’époque, qui partagent des affinités esthétiques avec ces petits articles : boutons parés de nacre, gilets d’homme en taffetas de soie, pommeaux de canne en porcelaine émaillée. Certaines montres de poche sont composées d’or et d’émail, et parfois piquées de rubis. Un travail d’orfèvre à admirer de près.

« Luxe de poche. Petits objets précieux au siècle des Lumières » jusqu’au 29 septembre, au Musée Cognacq-Jay (3<sup>e</sup> arrondissement).

### La grande époque des grands magasins

C’est une plongée dans le Second Empire (1852-1870) que propose le Musée des arts décoratifs de Paris, avec une exposition consacrée à la naissance des grands magasins de la capitale.

Si l’on ne peut s’empêcher de penser au roman d’Emile Zola, *Au bonheur des dames*, cette exposition richement documentée et divisée en différents chapitres – les soldes, la démocratisation de la mode, la vente par correspondance, etc. – donne notamment à voir ce que les Parisiens, et surtout les Parisiennes, venaient trouver dans ces nouveaux temples de la consommation.

C’est au Bon Marché (1852), aux Grands Magasins du Louvre

(1855), au Bazar de l’Hôtel de ville (1856), au Printemps (1865) ou encore à la Samaritaine (1870) – dont l’architecture rappelle celle des théâtres – que ces dernières achetaient des gants, des collieries en dentelle, des chapeaux piqués de plumes, des petites pochettes d’apparat, des costumes de bain de mer, mais aussi des jouets d’enfant et des tissus d’ameublement.

La bonne idée : une fresque murale détaillant la hiérarchie de ces établissements, du grand patron aux petites vendeuses.

« La Naissance des grands magasins. Mode, design, jouets, publicité, 1852-1925 », jusqu’au 13 octobre, au Musée des arts décoratifs de Paris (1<sup>er</sup> arrondissement). ■

M. GA.



# Laurent Chatenay

## Mes ancêtres ne m'ont jamais raconté la vraie histoire de la Nouvelle-Calédonie

Après quinze jours d'affrontements qui ont plongé l'archipel dans le chaos, l'ancien élu revient sur l'histoire douloureuse de la colonisation par la France, et il appelle à l'union des personnes qui aiment ce « petit pays »

Je suis un enfant du pays depuis quatre générations du côté de mon père, et depuis plusieurs siècles par ma mère, dont la grand-mère était une Kanak de Hienghène. A l'image de beaucoup de Néo-Calédoniens issus de ce métissage et de l'histoire douloureuse de la colonisation, ma famille a vécu pendant de nombreuses années avec la honte de ses origines pénitentiaires. Ce « *robinet d'eau sale* », tel qu'il était qualifié à l'époque par l'administration française.

Au pays du non-dit, mes ancêtres ne m'ont jamais raconté sa vraie histoire, sans doute pour oublier les raisons qui les ont conduits ici et pour se construire une légitimité, essentiellement à travers le travail et l'oubli. Pendant très longtemps, on nous a caché que l'on faisait partie de ce « *robinet d'eau sale* », dont les protagonistes ne sont pas restés en Nouvelle-Calédonie par amour mais par obligation, car on leur avait interdit de rentrer dans leurs familles françaises.

Cette histoire cachée est en grande partie la raison pour laquelle, jusqu'aux événements de ce mois de mai, je n'avais pas pris toute la mesure et toute la dimension de la souffrance du peuple kanak auquel je demande solennellement pardon pour mon ignorance. Je n'ai pas honte de mes ancêtres, je ne leur en veux pas, ils avaient sans doute leurs raisons, mais ils ne m'ont pas aidé à comprendre ce pays et son peuple.

Que ne comprennent pas les Néo-Calédoniens au sujet de la revendication indépendantiste ? La « politique de la canonnnière », menée après la prise de pos-

session, le 24 septembre 1853, a conduit à la dévastation de villages, à la destruction de maisons et de champs, au massacre des populations, à leur enfermement dans des terres abusivement appelées « réserves », dont elles ne pouvaient sortir que pour accomplir des journées de travail obligatoire, pour lesquelles leur était versé un salaire dérisoire leur permettant de s'acquitter de l'impôt de capitation. Oui, on leur reprenait ce qu'elles avaient gagné par leur labeur.

### COLONISATION DE « DÉPEUPELEMENT »

En 1863, la France décide de faire de la Nouvelle-Calédonie une colonie pénitentiaire. Ainsi, ce sont environ 30 000 forçats qui y sont amenés. Plus de 85 % d'entre eux n'auront pas le droit de rentrer chez eux, en France. Ils seront libérés sur place. A côté de ce noyau pénitentiaire, on trouve des colons libres (un millier en 1866, un peu moins de 10 000 trente ans plus tard). C'est le premier acte de la colonisation de peuplement. La première entrave aux grands principes républicains derrière lesquels l'Etat français et ses partisans continuent de se cacher aujourd'hui, pour dissimuler la vérité originelle.

En juin 1878, après d'importantes spoliations foncières, les Kanak, dirigés par le grand chef Ataï, lancent contre les Européens une série d'opérations militaires concertées. La répression est terrible. L'armée coloniale, les colons libres et pénaux, et leurs auxiliaires indigènes tuent 2 000 Kanak, soit 10 % de la population de la Grande Terre de l'époque, les autres sont déplacés sur la côte est de l'île. Une géographie de peuplement qui s'est maintenue jusqu'à aujourd'hui.

En 1894, la France passe d'un projet de peuplement pénitentiaire à celui d'un peuplement libre. Quelle farce ! Et pour cause : depuis 1880, il fallait protéger les intérêts d'une société française qui avait commencé ses activités d'extraction de nickel sur la mine du plateau de Thio et permettre le développement de celles-ci grâce à l'arrivée de nouvelles personnes ! Qui plus est, à partir de 1887, les Kanak sont soumis au régime de l'indigénat, qui prévoit des sanctions administratives pour un certain nombre de délits, comme le fait de désobéir aux ordres des autorités coloniales, d'être trouvé hors de sa réserve sans justifier d'une autorisation régulière, ou d'entrer chez des Européens sans leur autorisation.

Depuis la découverte de l'archipel, en 1774, jusqu'aux années 1920, on estime que la population kanak a diminué de 75 % à 95 %, essentiellement à cause des maladies apportées par les Européens et de la guerre coloniale menée contre elle. Une vraie colonisation de « dépeuplement ». Entre 1853 et les années 1920, le peuplement kanak passe de 55 000 à 27 000 personnes. Profitant de cet effondrement démographique, on regroupe différents villages en déplaçant des populations et en violant leurs droits. On fait alors main basse sur les meilleures terres du pays que l'on destine au nouveau colonat paysan.

De fait, ce n'est qu'en 1957, il n'y a même pas soixante-dix ans, que les Kanak sont devenus citoyens français à part entière, en accédant au droit de vote. Et nombre d'entre eux sont encore vivants pour raconter à leurs enfants leurs souffrances et les sévices subis.

Mais, depuis lors, au nom de la démocratie, on a fait du corps électoral le principal outil régulateur de la colonisation de peuplement. Aujourd'hui, avec son dégel, on recommence à imposer une forme moderne de « démocratie républicaine » pour maintenir une suprématie politique, économique et sociale. Ce stratagème n'est, ni plus ni moins, qu'une manipulation grossière visant à rendre une nouvelle fois les Kanak minoritaires dans leur pays. Et c'est sur ce beau principe républicain que certains élus locaux se targuent d'un retour à la démocratie.

Depuis le début de la colonisation, les Kanak ont été rejetés à la périphérie d'une société aveugle, rentière des subsides détournés de la France au profit de classes privilégiées, et ce avec la complicité inavouée d'un Etat français défenseur, avant tout, des intérêts obscurs de ses multinationales.

Comment ne pas comprendre la rage du pays kanak lorsque l'entreprise qui a pillé son nickel gratuitement pendant plus de cent ans, en dévastant les terres, lui crache aujourd'hui à la figure, lui disant que, désormais, elle n'investira plus ici ? Qu'elle ira exercer ses bons offices en Indonésie, laissant derrière elle misère et dévastation, alors que c'est grâce au nickel néo-calédonien qu'elle est devenue une multinationale ?

Nous devons sortir du sacro-saint tout-nickel, qui dévoie jusqu'au lien à la terre, un des principes structurant de la culture kanak. Il y a d'autres solutions pour développer notre pays de façon plus harmonieuse, équilibrée et conforme aux aspirations profondes de ses populations. Pour cela, il faudra sortir des sentiers battus, ne pas avoir peur d'innover sur le plan économique, mais aussi politique. Et il nous faut retrouver la paix !

Comment continuer à imaginer que la revendication d'indépendance kanak disparaîtra grâce à une manipulation du corps électoral, censée imposer le principe majoritaire comme vérité politique universelle ? Quel mépris de l'histoire néo-calédonienne récente et du peuple kanak !

### INSULTE, MÉPRIS, PROVOCATION

La dernière fois que j'ai rencontré Jacques Lafleur (1932-2010) – je faisais partie de ses équipes politiques pendant la période de négociation de l'accord de Nouméa, signé en 1998 –, j'étais accompagné d'Elie Poigoune et de Louis Mapou. C'était l'époque où, avec Marie-Claude Tjibaou, Adolphe Digoué, Elie, Louis et de nombreux autres, nous avions lancé l'aventure politique d'Ouverture citoyenne. Ce jour-là, Jacques Lafleur avait avoué à Elie Poigoune qu'il avait « *compris que la revendication de l'indépendance ne s'éteindrait que le jour où elle serait satisfaite* ». Comment peut-il en être autrement ?

Au lendemain du troisième référendum d'autodétermination, qui s'est tenu le 12 décembre 2021, le président Emmanuel Macron s'est empressé de déclarer la Nouvelle-Calédonie française. Mais la Nouvelle-Calédonie n'est française que par la grâce de la poudre des canons, des ruses et des malices politiques de la France qui ont piétiné son identité profonde.

Il faut aussi que les responsables politiques loyalistes comprennent qu'invoquer la République à tout bout de champ, comme si c'était le bouclier protecteur ultime ou la référence politique, finit par résonner comme une insulte,



LA NOUVELLE-CALÉDONIE  
NE POURRA JAMAIS  
SE CONSTRUIRE SANS ET  
CONTRE LE PEUPLE KANAK,  
NI CONTRE SES ASPIRATIONS  
À LA DIGNITÉ, À LA JUSTICE  
ET À LA VÉRITÉ

une provocation et un mépris qui ne font que renforcer le peuple kanak dans ses convictions et dans sa détermination à mettre un terme à tout cela.

Peuple kanak, je t'avoue qu'aujourd'hui je me sens plus proche de toi et de ta souffrance que de tous ces aboyeurs politiques dont les discours irresponsables et insipides, et l'aveuglement ne peuvent que nous emmener sur les chemins du conflit. Malgré ce qu'ils prétendent, la Nouvelle-Calédonie ne pourra jamais se construire sans et contre le peuple kanak, ni contre ses aspirations à la dignité, à la justice et à la vérité. Il serait stupide et suicidaire de penser le contraire.

En ce sens, je crois que le peuple kanak a déjà gagné son combat. Mais le peuple kanak n'est pas la seule victime de l'histoire. D'autres composantes de la population néo-calédonienne ont souffert des affres de la colonisation et de ses excès. Ces gens-là n'ont que la Nouvelle-Calédonie pour patrie et ils ont acquis aussi, au fil des ans, la légitimité pour continuer à y vivre. La reconstruction de notre pays ne pourra pas se faire sans eux.

### DES PERSPECTIVES POUR LA JEUNESSE

Enfin, la France, bien qu'éloignée de nous et ne comprenant pas toutes les subtilités de ce territoire complexe, a aussi contribué de façon majeure au développement de ce pays et de ses populations. Il faut le reconnaître. Dans le cadre de la construction d'une nouvelle donne politique néo-calédonienne et océanienne, il sera indispensable de s'appuyer sur elle, dans un environnement où les convoitises de certaines grandes nations sont probablement bien moins conciliantes et bienveillantes que les siennes.

Le petit pays que nous sommes aura besoin de s'appuyer sur une grande nation, en identifiant des intérêts partagés sur lesquels nous pourrions nous retrouver pour construire un nouveau projet de société. La France doit nous aider à le faire et elle le fera, si nous sommes capables de lui offrir un projet de décolonisation réussi, dans lequel elle aura aussi un rôle à jouer.

Peuple kanak, j'en appelle à ton intelligence, à ta sagesse et à ton humanité pour que nous puissions retrouver les chemins de la paix, de la raison et du dialogue, nécessaires à la construction durable du pays. Notre priorité à tous est de nous occuper de cette jeunesse de tous bords, si longtemps oubliée et négligée, pour lui donner des perspectives, pour la préparer à jouer son rôle et à trouver toute sa place avec fierté dans la construction de son pays.

Il y a sur cette terre des gens intelligents et volontaires, épris d'humanité et de justice, qui veulent construire, et maintenant reconstruire leur pays, notre pays, sur la base d'intérêts partagés, réciproques et équitables. Notre pays regorge de potentiels naturels et humains, et nous pouvons bâtir une société plus juste, plus solidaire, qui partage sa richesse plus équitablement et assure l'égalité des chances pour tous. ■



L'ARCHIPEL N'EST  
FRANÇAIS QUE PAR LA  
GRÂCE DE LA POUDRE  
DES CANONS, DES RUSES ET  
DES MALICES POLITIQUES DE  
LA FRANCE QUI ONT PIÉTINÉ  
SON IDENTITÉ PROFONDE

Laurent Chatenay, président du conseil d'administration de la société d'électricité néo-calédonienne, Enercal, ancien élu du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) au Congrès de la Nouvelle-Calédonie et à la province Sud (1995-1999), pendant la période de négociation de l'accord de Nouméa



## LA VOITURE DÉCARBONÉE, OBJECTIF 2035

Le passage du moteur thermique au moteur électrique programmé par l’Europe suscite autant d’espoir que de scepticisme parmi les experts de la mobilité et de l’énergie

# Yves Crozet Le véhicule électrique, ni mirage ni miracle

### Le contexte

Le marché de la voiture électrique connaît un « trou d’air » depuis quelques mois : sa part dans les ventes totales d’automobiles a baissé de 2,5 % en Europe par rapport au premier trimestre 2023, les gouvernements diminuent les primes à l’achat, l’américain Tesla a annoncé le licenciement de plus de 10 % de ses effectifs après des résultats en baisse, la concurrence chinoise inquiète... L’objectif de l’abandon du moteur thermique en 2035, fixé par Bruxelles en 2023, résisterait-il à une forte progression de l’extrême droite aux élections de juin ? Industriels et consommateurs ont besoin de signaux clairs pour embrasser la cause de la mobilité sans carbone.

L’économiste analyse les effets secondaires imprévus qu’engendrera l’extension de la mobilité électrique

En France, les ventes de voitures 100 % électriques n’ont représenté que 17 % du marché en avril, contre 23 % en décembre 2023. Le même essoufflement a été observé dans plusieurs pays d’Europe, dont l’Allemagne. Faut-il en conclure que le souffle de la voiture électrique serait retombé ? Ce serait aller un peu vite en besogne.

Le volume des ventes connaît des fluctuations conjoncturelles liées aux aides publiques à l’achat. Quand elles sont supprimées, comme en Allemagne récemment, ou que les conditions d’octroi du bonus changent, comme en France, les ventes connaissent des à-coups. Mais cela ne change rien aux tendances structurelles. Les normes européennes, les politiques nationales et les stratégies des constructeurs vont désormais dans le même sens : la mutation vers le tout-électrique. Mais à quel rythme se fera-t-elle ?

Les évolutions constatées en Norvège sont riches d’enseignements. Dans ce pays pionnier, la part de marché des voitures 100 % électriques était de 3 % en 2012, mais de 82 % en 2023, et même de 92 % en janvier. Or, malgré des aides à l’achat moins généreuses, la courbe de diffusion en France suit exactement celle de la Norvège, avec un décalage de sept années : en 2023, 16,8 % de part de marché en France, contre 15,7 % en 2016 en Norvège. Si la tendance se poursuit, la part de l’électrique pourrait passer chez nous à plus de 20 % en 2024, puis à 30 % en 2025, etc. Une progression plausible puisque de nouveaux modèles sont aujourd’hui disponibles, que leur autonomie s’améliore, que les prix sont orientés à la baisse et que le réseau des bornes de recharge est de plus en plus dense.

Il n’est donc pas surprenant de constater que la voiture la plus vendue en Europe en 2023 est électrique : la Tesla Model Y. Son prix dépasse encore les 40 000 euros, et même les 60 000 euros pour les versions les mieux équipées et les plus autonomes. Mais il ne faudrait pas en déduire que l’électrification ne concerne que les voitures haut de gamme. C’était une réalité jusqu’à récemment, mais ce n’est plus vrai aujourd’hui. En témoigne chez nous le succès du leasing social (100 euros par mois) proposé par l’Etat au début de l’année. Il était prévu de subventionner l’achat de 25 000 véhicules dans l’année, mais plus de 50 000 ont été commandés en un mois. Le dispositif a donc été suspendu dans l’urgence du fait du coût des subventions (plus de 10 000 euros par voiture).

L’électrification progressive du parc automobile est donc une certitude, même si elle se fait moins vite qu’en Norvège. Sur ce point, le secrétariat général à la planification écologique est prudent. Dans

son baromètre en ligne, les ventes de voitures électriques ne représenteraient en 2030 que 66 % de part de marché, et le parc roulant ne serait composé que de 5,4 millions de voitures à batterie, soit moins de 15 % du parc. L’impact sur les émissions de CO<sub>2</sub> de la circulation automobile sera donc lent à se concrétiser, ce que nous enseigne aussi le cas norvégien. La part de marché de la voiture électrique y dépasse certes les 90 %, mais le parc roulant est encore constitué, à près de 80 %, par des véhicules à moteur thermique.

### Effet rebond

Pour cette raison, les ventes de carburant, y compris pour les poids lourds, et les émissions qui en résultent, ne baissent que de 2 % à 3 % par an. Et il ne s’agit ici que des émissions liées à la circulation (du réservoir à la roue). Or, la fabrication d’un véhicule électrique émet trois fois plus de CO<sub>2</sub> que celle d’une voiture thermique, surtout si les batteries viennent de Chine. Ce surcoût ne peut être amorti qu’après plusieurs années de circulation, et seulement si, comme en Norvège, l’électricité n’est pas produite à partir de carburants fossiles, comme c’est le cas dans de nombreux pays d’Europe.

Il n’y aura donc pas de miracle de la décarbonation avec les véhicules électriques, d’autant que nous n’abordons ici que le cas des automobiles. Pour les poids lourds, l’horizon de la décarbonation est encore plus lointain, que ce soit avec l’électricité ou l’hydrogène. L’impératif de la décarbonation ne doit cependant pas être l’arbre qui cache la forêt des autres enjeux de l’électrification du parc automobile, qui ne doivent pas être passés sous silence.

Le premier enjeu résulte de la baisse du coût de l’usage de la voiture pour le consommateur. Si la recharge se fait à domicile, le coût marginal d’un déplacement en voiture est en effet divisé par quatre ou cinq par rapport à un véhicule thermique :

de 2 à 3 centimes par kilomètre au lieu de 10. L’électrification du parc va donc se traduire par un effet rebond d’augmentation du trafic, fruit de la demande induite, mais aussi par un report modal des transports collectifs vers la voiture individuelle. Sans abonnement, un billet de train en TER coûte plus de 15 centimes par kilomètre !

Le second concerne les coûts publics de l’électrification. Les subventions s’élèvent à environ 500 euros la tonne de CO<sub>2</sub> évitée, soit beaucoup plus que la valeur tutélaire du carbone, c’est-à-dire le prix que la collectivité est prête à payer pour chaque tonne de CO<sub>2</sub> évitée. Dans la mesure où les parts de marché des véhicules électriques vont mécaniquement progresser, le temps semble donc bien venu de réduire ces subventions. De même, les ressources fiscales adossées aux carburants fossiles – la taxe intérieure sur la consommation de produit énergétique et la TVA de 20 % qui s’y applique – vont mécaniquement diminuer. En y ajoutant la taxe sur les cartes grises (dont sont exonérées les voitures électriques), elles rapportent aujourd’hui plus de 40 milliards d’euros à l’Etat. Le ministère des finances a déjà estimé la perte annuelle à 5 milliards d’euros en 2030.

L’électrification du parc automobile pose de nouvelles questions, dont une est trop souvent oubliée : comment ces véhicules sous-taxés vont-ils contribuer à financer les routes qu’ils utilisent, mais aussi, comme les véhicules thermiques avant eux, les coûts externes qu’ils suscitent (insécurité, bruit, particules) ? ■

**Yves Crozet** est professeur émérite à Sciences Po Lyon, chercheur au laboratoire Aménagement, économie, transports (LAET/CNRS)

## Cédric Philibert Des accusations infondées

L’expert de l’énergie démonte une par une les critiques adressées aux voitures électriques

La résolution européenne d’imposer des émissions de CO<sub>2</sub> nulles à partir de 2035 aux voitures particulières neuves et aux utilitaires légers a été prise en 2023, mais la volonté politique d’y parvenir remonte à 2015. Elle a été mûrement réfléchie et longuement débattue entre la Commission, le Parlement et les vingt-sept exécutifs européens. En effet, l’accord de Paris sur le climat, signé en 2015, engage l’humanité à maintenir « l’augmentation de la température moyenne mondiale bien au-dessous de 2 °C au-dessus des niveaux préindustriels » et, si possible, au-dessous de 1,5 °C. Il faut, pour cela, plafonner au plus vite les émissions mondiales de gaz à effet de serre, puis atteindre des émissions nettes nulles dans la seconde moitié du siècle. Les Etats-Unis, l’Europe, le Japon, le Royaume-Uni et d’autres s’y sont engagés pour 2050, la Chine suivra en 2060, l’Inde en 2070.

Les candidats de droite et d’extrême droite aux élections européennes du 9 juin veulent abroger cette décision, requalifiée en « choix du tout-électrique ». Leurs princi-

paux griefs : ce choix « viole la neutralité technologique », en excluant « d’autres moyens » de réduire les émissions, selon François-Xavier Bellamy, tête de liste des Républicains. Un coût trop élevé priverait les classes moyennes et populaires d’un moyen de transport accessible. Le bilan climatique des véhicules électriques serait médiocre. La concurrence chinoise, enfin, en avance dans la technologie électrique, ferait peser une lourde menace sur l’industrie automobile européenne, « désorganisée » par le passage à l’électrique, selon Jordan Bardella, tête de liste du Rassemblement national. Que valent ces griefs ?

**Organiser la décroissance des carburants** Concernant la neutralité technologique, la réglementation européenne admet les voitures à hydrogène, munies d’une pile à combustible ou d’un moteur thermique. Mais leurs coûts d’acquisition et d’usage sont très supérieurs encore à ceux des véhicules électriques à batterie, leur efficacité médiocre et leur performance climatique catastrophique si l’hydrogène n’est pas lui-même rigoureusement zéro carbone. Existe-t-il « d’autres moyens » de réduire autant les émissions automobiles ? Les biocarburants sont limités, les hybrides rechargeables ont montré leur inefficacité. Et les solutions de sobriété, d’ailleurs jamais évoquées à droite de l’échiquier politique, ne sauraient suffire à ramener progressivement les émissions à zéro.

Quant au bilan climatique, la fabrication d’une voiture électrique, batterie incluse, entraîne certes davantage d’émissions de CO<sub>2</sub> que celle d’une voiture « thermique ». Mais ensuite, les émissions sont nulles.

Affirmer que, pour les longs trajets routiers, les émissions des voitures électriques sont équivalentes à celles de voitures utilisant des carburants pétroliers est grossièrement inexact. En Europe, que la voiture soit fabriquée sur place ou en Chine, les émissions totales du cycle de vie (fabrication et utilisation) sont réduites en moyenne des deux tiers. En France, elles sont divisées par quatre ou cinq, l’électricité étant largement décarbonée grâce au nucléaire et aux renouvelables. On s’étonne d’ailleurs que les plus vibrants partisans de l’énergie nucléaire ne veuillent pas l’exploiter plus à fond en militant pour l’électrification des transports, qui réduirait du même coup nos émissions de gaz à effet de serre, la pollution atmosphérique et notre dépendance aux énergies fossiles importées.

L’avantage climatique des véhicules électriques est en réalité sous-estimé, du fait du développement exponentiel des énergies renouvelables dans le monde. Fournissant moins de 20 % de l’électricité encore en 2010, les renouvelables en produisent désormais 30 %. Elles atteindront les 40 % avant 2030 et les 50 % peu après. Les véhicules électriques bénéficieront donc d’une électricité toujours plus décarbonée. Mieux, leurs batteries permettront d’absorber, lorsqu’elles sont à l’arrêt, les surplus d’électricité renouvelable, moins chère et moins carbonée que le kilowattheure européen moyen, améliorant encore la performance climatique et facilitant l’intégration de l’éolien et du solaire.

Quant au coût trop élevé des voitures électriques, les constructeurs européens ont effectivement d’abord favorisé les modèles haut de gamme, sur lesquels ils

obtiennent de meilleures marges. De nombreux modèles plus accessibles arrivent maintenant chez les concessionnaires. Leur coût total au kilomètre parcouru sera rapidement égal, voire inférieur, à celui de leurs équivalents thermiques.

Enfin, le retard des constructeurs européens sur la concurrence chinoise tient au fait qu’ils ont initialement émis des réserves sur l’abandon des carburants. Mais ce stade est maintenant dépassé. Même Carlos Tavares, le patron de Stellantis, l’admet. Notant la croissance à deux chiffres des véhicules électriques, et le fait qu’en Chine on trouve déjà des modèles électriques moins chers que les modèles thermiques comparables, le syndicat des constructeurs allemands a été clair en déclarant, rapporte le magazine en ligne spécialisé *L’Automobile Magazine*, que « maintenir les efforts du secteur automobile dans “l’ancienne technologie” relèguerait le marché européen à un marché de niche en diminution ».

L’obligation de vendre des voitures neuves « zéro émission », à partir de 2035, permet d’organiser la décroissance des carburants et illustre la possibilité même d’une transition énergétique, substituant les renouvelables aux énergies fossiles. ■

**Cédric Philibert** est expert au Centre énergie et climat. Il a écrit « Pourquoi la voiture électrique est bonne pour le climat » (Les Petits Matins/Institut Veblen, 208 p., 20 €)



# Sylvie Landriève

## La persistance du « système voiture »

Pour l’experte de la mobilité, le simple remplacement du thermique par l’électrique ne réduira en rien l’empreinte négative de l’automobile sur nos sociétés

À l’instar de la taxe carbone sur l’essence avant le mouvement des « gilets jaunes », la voiture électrique semble faire consensus chez les politiques et chez les experts. Risque-t-elle de connaître le même sort ?

Si elle est plébiscitée, bien sûr, par le monde de l’automobile, qui entrevoit, grâce à elle, un avenir écologique à des véhicules responsables de la moitié des émissions de CO<sub>2</sub> du transport, elle est aussi soutenue réglementairement (interdiction de la vente de voitures thermiques en 2035, zones à faible émission) et financièrement (primes aux consommateurs, aides aux constructeurs, relocalisations) par les politiques nationales et européennes, tandis que le Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat mise sur l’électrification pour lutter contre le réchauffement de la planète.

Faut-il s’en réjouir ? Certes, le bilan carbone de la voiture électrique est meilleur que celui de la voiture thermique... et elle fait moins de bruit, ce qui n’est pas rien ! On sait pourtant que l’empreinte environnementale de la production et de la destruction de la voiture électrique est moins bonne que celle de la voiture thermique, a fortiori si elle est réalisée et acheminée avec de l’énergie car-

bonée. On sait aussi qu’à l’usage l’avantage diminue avec son poids et sa taille, qui ont malheureusement tendance à grossir. Pas de chance, ce sont les gros modèles, plus profitables, qui ont la préférence des constructeurs français, nous rendant dépendants de pays comme la Chine pour les petites cylindrées. Dommage aussi, plus la batterie est petite, plus sa recyclabilité est faible, et moins la voiture est réparable. Sans parler de la persistance des particules fines dues à l’abrasion des pneus, qui grossissent eux aussi.

Pire, si la comparaison donne l’avantage à la voiture électrique idéale (petite, réparable, recyclable), elle élude la question de la taille de la flotte en circulation en

2050, échéance retenue pour atteindre la neutralité carbone. Car elle justifie implicitement le renouvellement complet du parc et, par conséquent, la pérennisation du système voiture, modèle occidental problématique et inaccessible au reste de la planète.

Pour atteindre notre niveau d’équipement (plus de 80 % des ménages), il faudrait passer de 1,5 milliards à 4 milliards de véhicules en circulation dans le monde. A ce niveau, et sans même évoquer les impacts environnementaux de leur extraction, on pressent que des matériaux vont manquer (lithium et cuivre sûrement, nickel, manganèse et cobalt peut-être). A-t-on la capacité d’alimenter un tel parc mondial ? A défaut, à quel titre voudrions-nous que l’Asie, l’Amérique latine et l’Afrique abandonnent les énergies fossiles pour lutter contre le réchauffement climatique, quand nous prévoyons de leur vendre nos anciens véhicules thermiques ?

### L’occasion d’être radical

Et, même en France, sachant que, au rythme actuel de renouvellement du parc, il devrait manquer quelques millions de véhicules électriques en 2050, faudra-t-il décider de qui pourra avoir ou non une voiture électrique, de qui pourra accéder ou non à tel ou tel territoire ? N’est-il pas paradoxal de chercher à renouveler le parc automobile, tout en demandant aux Français... de moins utiliser leur voiture ? En cas de réussite d’une électrification totale du parc, le rendement de la voiture en serait d’autant amoindri, alors qu’il est déjà d’une insigne faiblesse (plus de 1 tonne de matière à déplacer pour une personne de 70 kilos en moyenne) ! En cas plus probable d’échec, les politiques alternatives seront condamnées à rester très minoritaires, la voiture continuant à représenter 70 % des déplacements et des distances parcourues.

Et si le problème était... la voiture ? On sait qu’elle contribue de façon protéiforme à la mauvaise qualité de la vie, que ce soit pour le

temps perdu dans les embouteillages ou la diminution de l’espérance de vie en bonne santé liée à l’augmentation du temps passé assis – paradoxe de la sédentarité en mouvement ! Sans parler du nombre de morts de la route, que l’on n’accepterait d’aucune autre politique publique.

La voiture a aussi colonisé l’espace public et l’a reconverti en zone de circulation rapide et dangereuse, au point de s’en approprier jusqu’à 80 %, au détriment des places et des espaces de flâneries, en ville comme à la campagne. Ont été exclus, sans discussion ou presque, les enfants, durablement cantonnés dans les parcs ou tenus fermement par la main, les marcheurs et les piétons, relégués latéralement sur des trottoirs trop étroits et les accotements des routes secondaires, et tous ceux qui ne conduisent pas ou pas toujours, de plus en plus nombreux, parce qu’ils sont trop jeunes ou trop vieux, ne pouvant pas ou ne voulant pas conduire aussi vite ou de nuit.

Autant de problèmes sociaux et territoriaux auxquels la voiture électrique ne répondra pas. N’est-ce pas l’occasion d’être plus radical ? En gardant à l’esprit que le bilan d’un car thermique est meilleur que celui d’une voiture électrique, il suffirait d’attribuer une part de notre pléthorique réseau routier à un autre système de mobilité intégrant marche et vélo pour les trajets courts, cars cadencés vingt-quatre heures sur vingt-quatre ou presque pour les distances moyennes, train et tram-train pour les distances longues.

Si nous ne voulons pas un mouvement de « gilets jaunes » planétaire parce que tout le monde n’aura pas son auto électrique, passons-nous dès demain de cet objet du siècle passé. ■

**Sylvie Landriève** est directrice du Forum Vies mobiles, un groupe de réflexion sur la mobilité soutenu par la SNCF



LA CHRONIQUE DE DOMINIQUE MÉDA

## Nous avons besoin de plus d’Union !

L’euro-scepticisme peut faire appel à la perception réaliste que l’union monétaire ne représente plus une solution gagnant-gagnant pour tous les membres », écrivait Jürgen Habermas en 2018 dans un texte puissant, qui tirait un bilan peu flatteur de l’action de l’Union européenne (UE) et soulignait l’inachèvement démocratique de celle-ci.

Les recherches les plus récentes permettent de confirmer et de préciser les inquiétudes du philosophe. Le politiste Roland Erne et ses collègues mettent en évidence plusieurs traits essentiels des politiques menées par l’UE entre 2010 et 2020 (*Politicising Commodification: European Governance and Labor Politics from the Financial Crisis to the Covid Emergency*, Cambridge University Press). La nouvelle gouvernance économique mise en place par la Commission européenne en novembre 2011, qualifiée à l’époque de « révolution silencieuse » par son président, Manuel Barroso, a permis non seulement d’exercer une surveillance rapprochée sur les comptes publics des Etats membres, mais aussi de prescrire des changements politiques dans des domaines qui étaient jusqu’alors restés exclus des interventions de l’UE.

Les auteurs montrent que les salaires, théoriquement hors de la compétence de l’UE, ont fait l’objet de recommandations directes visant à freiner leur augmentation – sauf en Allemagne – et ont pâti de celles-ci. Dans le domaine des transports, de l’eau et de la santé, les prescriptions des autorités européennes sont systématiquement allées dans le même sens : celui de la marchandisation, de la promotion des partenariats public-privé, de la privatisation et de la réduction des services publics.

### Détricotage des acquis

Lorsque les sanctions financières du pacte de stabilité et de croissance ont été suspendues, en 2020, la Commission a utilisé l’accès au financement de la « facilité pour la reprise et la résilience » comme moyen de chantage pour imposer ses vues aux pays. Enfin, les auteurs mettent en évidence que, loin d’établir une politique clairement transnationale susceptible d’être combattue par une alliance des syndicats européens, la nouvelle gouvernance économique a entraîné une renationalisation des questions et une concurrence entre les Etats membres, empêchant la constitution d’une force d’opposition convaincante.

Malgré ces conséquences très fâcheuses, une réforme des règles budgétaires qui ne change que très peu le cadre général de la gouvernance économique a récemment été validée par le Parlement européen. Le texte continue de donner des pouvoirs étendus à la Commission européenne et risque d’accélérer la tendance à la réduction des services publics et des droits sociaux, comme l’illustre le souhait récemment exprimé par le ministre français de l’économie, Bruno Le Maire, d’en finir avec un Etat-providence trop coûteux et les annonces du premier ministre, Gabriel Attal, concernant les nouvelles mesures de réduction de l’indemnisation du chômage. Une telle stratégie ne peut qu’alimenter le désespoir des

## LE NATIONALISME EST DE RETOUR, AVEC LES HAINES ET LES RISQUES DE GUERRE QU’IL COMPORTE

Nous avons besoin de plus d’UE. Nous avons besoin, comme le suggérait Habermas dans le texte déjà cité, d’une UE plus démocratique, d’un Parlement disposant de plus de pouvoir, cessant de s’effacer devant la Commission et refusant les petits arrangements entre Etats qui empiètent sur sa légitimité et renationalisent les débats alors qu’il importe d’affirmer un intérêt européen. Nous n’avons rien à gagner au retour des marchandages entre Etats-nations ni au fait que ces tractations s’opèrent en secret, en dehors de l’espace public européen, comme cela s’est fait à l’occasion des dernières directives sociales.

D’une manière générale, nous avons besoin d’un véritable espace transnational de partage des connaissances et de débat nous permettant de mieux comprendre (et surmonter ?) nos différences d’approche. Dans sa conférence, Habermas mettait en cause, comme beaucoup en France, le soutien inconditionnel apporté par l’Allemagne à la stabilité monétaire. Si nous voulons vivre ensemble, ne devons-nous pas être capables, à un moment, de mettre les croyances des uns et des autres en discussion, publiquement, pour mieux nous comprendre ?

Michel Foucault a expliqué, dans « Naissance de la bio-politique » (cours du 31 janvier 1979), pourquoi, en 1948, la revendication de la liberté économique par Ludwig Erhard avait permis à une Allemagne, partagée et occupée, de reconstruire la légitimité de l’Etat allemand. N’est-il pas temps pour l’Allemagne d’ouvrir une autre page de son histoire ? Oui, nos pays gagneraient à multiplier les espaces permettant d’échanger librement sur leurs totems plutôt que de laisser les adversaires de l’Europe souffler sur les braises d’un nationalisme toujours prompt à s’enflammer.

Car nous en sommes là. Alors que nous avons réussi à organiser un espace qui reconnaît la démocratie, l’égalité, la liberté, l’Etat de droit, la dignité, la paix comme des valeurs fondatrices et partagées, un coup fatal risque d’être porté, lors des prochaines élections, à l’idéal d’une communauté politique capable de résister aux ambitions des empires qui l’entourent. Le nationalisme est de retour, avec les haines et les risques de guerre qu’il comporte. Nous avons la chance de pouvoir voter librement, le 9 juin, pour des partis qui s’engagent à faire de l’Union européenne une communauté démocratique, dotée des moyens de promouvoir une politique écologique et sociale ambitieuse. ■

**Dominique Méda** est professeure de sociologie à l’Université Paris Dauphine-PSL et présidente de l’Institut Veblen

# Marie-Amandine Stévenin

## Donner enfin les clés aux consommateurs

La présidente de l’UFC-Que choisir estime que la transition vers le véhicule électrique exige de réguler le marché, tant du côté des constructeurs que du côté des opérateurs de bornes de recharge

Le véhicule électrique, longtemps resté un marché de niche, est désormais dans une phase de croissance et, selon le gouvernement, l’objet d’un soutien ambitieux de la part des pouvoirs publics dans la perspective de l’interdiction de la vente de véhicules thermiques neufs en 2035. Un soutien ambitieux, vraiment ? Si les constructeurs mettent de plus en plus de modèles sur le marché, l’accompagnement des ménages et l’encaissement du secteur demeurent lacunaires.

Il y a pourtant urgence, tant cette transition induit des coûts d’entrée pour les ménages bien supérieurs à ceux du véhicule thermique, lui-même déjà objet d’une spirale inflationniste très marquée depuis 2020. Le prix à l’achat d’un véhicule électrique est de 25 % plus élevé que son équivalent thermique, et donc excluant par nature pour nombre de ménages. Le marché de l’occasion joue habituellement un rôle de soupape, en permettant l’acquisition de véhicules à moindre coût (82 % des consommateurs ont acquis leur véhicule en seconde main en 2023). Or, pour l’électrique, ce marché est encore embryonnaire.

A ces coûts d’achat s’ajoute un marché de la recharge non consolidé et bien trop complexe. Les opérateurs de mobilité et de bornes de re-

charge sont nombreux et les règles de transparence et d’affichage des prix sont très imprécises. Faute d’une régulation suffisante, la place a été laissée aux abus et dérapages tarifaires, alors que l’usage d’un véhicule électrique implique déjà un changement de comportement important de la part des consommateurs.

Ces deux aspects (coût d’achat du véhicule électrique et prix de la recharge hors domicile) sont les deux faces d’une même pièce : celle des interrogations légitimes des consommateurs à s’orienter vers l’électrique. Vouloir accélérer la transition du parc automobile sans mesures propres à soutenir les ménages ne fait que leur envoyer des contre-signaux et entamer leur confiance dans cette nouvelle technologie, pourtant porteuse d’atouts, notamment sur le coût d’utilisation total plus faible, les baisses d’émissions et la réduction des nuisances sonores.

### Court-termisme et intérêts sectoriels

L’un des leviers d’action dont se prive le gouvernement est la mobilisation du secteur privé, encore parcellaire du fait de la frilosité des décideurs politiques à prendre des décisions courageuses. Les entreprises représentent 60 % des immatriculations de véhicules neufs en 2023 mais s’électrifient, en proportion, moins que les particuliers. C’est un problème. La réduction par des parlementaires de l’ambition de la proposition de loi sur l’électrification des flottes professionnelles pour créer un futur marché de l’occasion montre que les pouvoirs publics cèdent encore au court-termisme et aux intérêts sectoriels. Il y a pourtant urgence à développer un marché de l’occasion robuste, soutenu financièrement par des aides publiques (prime à la conversion, écobonus...) et fiabilisé, notamment à travers un certificat de capacité des batteries.

Il convient aussi d’inciter les constructeurs à proposer davantage de véhicules légers, moins chers, moins consommateurs de minerais, moins émetteurs de CO<sub>2</sub>, et moins encombrants sur la voie publique. Qui sait que, au titre de l’article D. 251-1 du code de l’énergie, l’écobonus concerne des véhicules électriques pouvant aller jusqu’à 2,4 tonnes, alors que les constructeurs commercialisent toujours plus de SUV ?

Les opérateurs des bornes de recharge ne doivent pas échapper non plus à une régulation de leur activité, que ce soit sur l’affichage des prix, sur la transparence de la tarification ou sur la démocratisation des moyens de paiement. Là aussi, le Parlement doit impérativement légiférer pour fixer un cadre de développement de l’activité qui soit plus protecteur des usagers des véhicules électriques.

Parallèlement au soutien des ménages et à la mobilisation des entreprises, il convient d’encourager les autres formes de mobilité, transports collectifs et modes actifs, pouvant constituer une option face au véhicule individuel en fonction des territoires. Passer d’un véhicule thermique à un véhicule électrique tout en conservant un usage individuel et exclusif est-il vraiment le sens de l’histoire ?

La transition vers l’électrique doit être juste et faire l’objet d’un plan de soutien global et ambitieux, mobilisant tous les acteurs de la société, faute de quoi nous courons le risque d’assigner à résidence un grand nombre de consommateurs. ■

**Marie-Amandine Stévenin** est présidente de l’UFC-Que choisir





PLANÈTE | CHRONIQUE  
PAR STÉPHANE FOUCART

# Le réchauffement fait aussi monter les prix

Ces deux dernières années, le retour de la guerre en Europe et l'envolée de l'inflation qui s'en est suivie ont été les principaux ferments du recul historique des ambitions écologiques de la Commission européenne et des Etats membres. Plus que la colère des agriculteurs, la crainte de voir le maintien ou le renforcement des normes environnementales accroître les tensions inflationnistes a sans doute joué un rôle majeur dans le profond et méticuleux détricotage du pacte vert européen. On le comprend sans mal: toute contrainte sur l'industrie et sur l'agriculture, ou, de manière générale, sur l'empreinte carbone de l'appareil productif, induit des coûts d'adaptation et de transformation, qui peuvent élever le «coût de la vie».

Ce risque d'inflation doit être mis en regard d'une autre source, bien plus angoissante, d'élévation des prix: le réchauffement. C'est le sens d'une étude récente publiée dans *Communications Earth & Environment* et conduite par des chercheurs de l'Institut de recherche de Potsdam sur les effets du changement climatique (PIK) et deux économistes de la Banque centrale européenne (BCE). Les auteurs ont analysé les fluctuations, enregistrées entre 1996 et 2021, de 27 000 prix à la consommation dans plus de 120 pays et les ont croisées avec les données climatiques. Les liens entre les prix et les manifestations du réchauffement qu'ils mettent au jour indiquent que la dégradation de l'environnement devient une force inflationniste qui ne peut plus être négligée.

**Une sorte de troc**  
En extrapolant leurs résultats à la décennie à venir, Maximilian Kotz (PIK, université de Potsdam) et ses coauteurs indiquent que le réchauffement pourrait provoquer l'élévation des prix à la consommation de 0,3 à 1,2 point de pourcentage annuel au niveau mondial d'ici à 2035. Au même horizon et pour ce qui est des denrées alimentaires, l'inflation pourrait grimper de 1 à 3,2 points de pourcentage par an. Cet impact plus fort sur la composante alimentaire des prix est cohérent, notent les auteurs, avec la difficulté à maintenir l'offre de matières premières agricoles dans des conditions météorologiques rendues de plus en plus défavorables.

Sans trop nous en être rendu compte, nous serions donc entrés dans une période où les pressions inflationnistes liées à la dégradation de l'environnement se superposent aux causes canoniques de l'inflation (la guerre et ses profiteurs, l'excès de masse monétaire en circulation, les chocs pétroliers, etc.).

En sacrifiant leurs ambitions écologiques, les dirigeants européens opèrent donc, en réalité, une sorte de troc.

D'un côté, ils se prémunissent contre l'inflation possiblement liée à des politiques environnementales fortes, mais cette inflation est à la fois construite et consentie, conjoncturelle et ré-

## LA DESTRUCTION DE L'ENVIRONNEMENT EST FACTEUR D'INFLATION

versible. De l'autre, ils consentent à la crise écologique, donc à laisser filer une hausse des prix à la fois systémique et subie, inertielle et largement irréversible.

Il n'est pas anodin que deux économistes de la BCE comptent au nombre des auteurs de ces travaux. La toute première mission du banquier central européen est en effet le maintien de la stabilité des prix: de manière indirecte, la BCE doit donc avoir pour mission de mettre sa politique monétaire au service de la protection de l'environnement, puisque la destruction de celui-ci est facteur d'inflation. Des réflexions sont certes engagées depuis plusieurs années sur le rôle et sur les marges d'action de la BCE en la matière, mais elles n'ont, jusqu'à présent, guère abouti.

Les appels de la société civile, d'économistes et du monde politique se multiplient, ces derniers mois, pour que l'action de la BCE soit repensée à l'aune de la question climatique. «*Il y a une première chose qui me semble caduque: on ne peut pas avoir une politique monétaire dont le seul objectif est un objectif d'inflation, qui plus est dans un environnement économique où la décarbonation est un facteur d'augmentation des prix structurels*», a déclaré le président Emmanuel Macron, dans son discours du 25 avril sur l'Europe. Nous devons lever le débat théorique et politique de savoir comment intégrer dans les objectifs de la Banque centrale européenne au moins un objectif de croissance, voire un objectif de décarbonation, en tout cas de climat pour nos économies.»

Ce *reductio ad climaticum* est un autre écueil. Certes, décarboner les économies pèsera sur l'inflation, et laisser dériver le réchauffement sera aussi un facteur de hausse des prix. Mais il y a un autre éléphant dans la pièce: l'effondrement de la biodiversité. S'il passe encore largement sous le seuil de visibilité des décideurs, ce phénomène devrait être lui aussi au centre des missions de la BCE, car, comme le réchauffement, il menace la stabilité des prix alimentaires.

**Pas une lubie d'économistes**  
En décembre 2022, des chercheurs de l'université Harvard (Etats-Unis) l'ont montré dans une étude publiée par la revue *Environmental Health Perspectives* et passée relativement inaperçue. La chute d'abondance des insectes pollinisateurs, détruits à grande échelle par l'agriculture dominante, réduirait d'ores et déjà d'environ 5 % par an la production mondiale de fruits, de fruits à coque et de légumes.

Des pertes de production qui, elles aussi, contribuent à augmenter les prix de ces denrées et, ainsi, à réduire leur part dans l'alimentation de dizaines de millions de personnes dans le monde. Pour achever de convaincre que la stabilité des prix de ces aliments n'est pas qu'une lubie d'économistes, les chercheurs avaient traduit cette baisse de consommation en excès de mortalité: environ 400 000 morts par an dans le monde. En faut-il plus pour convaincre les banquiers centraux que non seulement le climat, mais aussi la biodiversité, devraient être au cœur de leurs préoccupations? ■

LES APPELS SE MULTIPLIENT POUR QUE L'ACTION DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE SOIT REPENSÉE À L'AUNE DE LA QUESTION CLIMATIQUE

## BLOCAGE DE TIKTOK : UN REGRETTABLE PRÉCÉDENT

### ÉDITORIAL M

Lors des émeutes urbaines de l'été 2023, le blocage de réseaux sociaux considérés comme des propagateurs de troubles avait été évoqué un instant par le président de la République, Emmanuel Macron. Ce dernier avait cependant reculé pour éviter de prendre à chaud «des mesures trop dures qu'on peut regretter par la suite», selon le ministre délégué chargé alors de la transition numérique, Jean-Noël Barrot.

Cette prudence ne l'a malheureusement pas emporté au début des violences qui ont saisi la Nouvelle-Calédonie à partir du 13 mai. En décidant de bloquer brutalement la plate-forme TikTok, sans la moindre concertation avec elle, les autorités françaises ont pris une décision facilitée par deux circonstances propres à la Nouvelle-Calédo-

nie: l'existence d'un seul opérateur et son statut de pays et de territoire d'outre-mer qui n'est pas intégré mais seulement associé à l'Union européenne.

Il ne s'agit pas ici de minimiser le défi que constitue l'indispensable retour au calme sur l'archipel, qui doit aller de pair avec le rétablissement d'un dialogue politique en panne, ni de nier toute incidence potentielle de ce réseau sur l'ordre public, mais de mettre en regard la mesure et ses effets. Du fait de son succès planétaire et de sa nationalité chinoise, TikTok concentre les soupçons. Mais, dans le cas néo-calédonien, l'accusation selon laquelle il aurait permis des opérations de déstabilisation orchestrées par des puissances étrangères n'a pas été étayée.

En termes d'image, la décision radicale et inédite des autorités françaises les a exposées, à juste titre, à une sévère critique: celle de copier des pays qui ont aussi peu d'égard pour la liberté d'expression, y compris sur Internet, que pour les droits humains en général, qu'il s'agisse de la Chine, de l'Iran ou de la Turquie, des contre-exemples régulièrement critiqués par le ministère des affaires étrangères. Dans le cas précis de TikTok, la France se retrouve ainsi en compagnie de l'Afghanistan, de l'Inde et de la Somalie.

La déclaration d'état d'urgence ne permettant de bloquer un réseau social qu'en

cas de projet d'acte terroriste ou d'apologie du terrorisme, le gouvernement a dû s'appuyer sur la théorie des «*circonstances exceptionnelles*», qui renvoie à un arrêt du Conseil d'Etat datant de 1918, pour réduire au silence la plate-forme. Cette «*superposition des régimes d'exception*» a été déplorée par les avocats d'organisations de défense des droits humains, dont la Ligue des droits de l'homme, qui ont échoué devant le Conseil d'Etat, le 23 mai, à obtenir en urgence une suspension de ce blocage, dans l'attente d'une décision sur le fond de la même instance.

Car la question centrale de la proportionnalité de la mesure du gouvernement reste à trancher. Ce dernier l'a justifiée en insistant sur son caractère provisoire et, plus curieusement, sur le fait qu'elle pouvait être contournée (par le recours à un VPN), et qu'elle ne concernait pas, par ailleurs, d'autres réseaux sociaux, pourtant susceptibles d'attiser également les tensions. Faute d'arguments plus convaincants, on ne peut pour l'instant que constater qu'un précédent a été créé. Et regretter cette entorse à l'équilibre subtil garantissant un Internet «ouvert, libre et sûr», fondement de la déclaration de Churchill, portée en 2019 par la France et la Nouvelle-Zélande, tout près de la Nouvelle-Calédonie. ■

Le Monde | NouvelObs | Télérama

# M O T

POUR

# MOTS

## FESTIVAL LITTÉRAIRE

1<sup>ER</sup> & 2 JUIN 2024 · LA VILLETTE



Parmi les invités : Dominique Blanc, Annie Ernaux, Hervé Le Tellier, Marie Darrieussecq, Victor Malzac, Neige Sinno, Deborah Levy, Patrick Boucheron, Alice Renard, François Begaudeau, Rim Battal, Tania de Montaigne, Sorj Chalandon, Mc Solaar, Andrei Kourkov...

Gratuit  
Rencontres sur réservation  
Programmation complète sur [mot-pour-mots.fr](https://mot-pour-mots.fr)

AVEC LE SOUTIEN DE

CHANEL



Région Île-de-France

CNL CENTRE NATIONAL DU LIVRE

EN PARTENARIAT AVEC

CFC



la Villette

théâtre paris-villette

VILLE DE PARIS

Leclerc vert

pass Culture

Outbrain

inter



2

ENQUÊTE

# C'est mon bébé

Il est passé de la niche à la chambre à coucher. Le toutou fait désormais partie intégrante de la famille, au point d'être considéré comme un enfant. Bientôt, on lui paiera des études...

*l'époque*  
Le Monde

4

## WORK IN PROGRESS Jour sans fin au bureau

De plus en plus de salariés développent la phobie du présentiel imposé. Une source d'inspiration pour le cinéma

6

## AU BESTIAIRE ! Les bêtes de Seine des JO

Silures, rats, bactéries et cétacés égarés pourraient perturber épreuves olympiques et baignade de la maire de Paris

7

## UN APÉRO AVEC... JoeyStarr

Chanson, édition, séries, mise en scène, concerts... L'ex-NTM est hyperactif. A 56 ans, Didier Morville se dit toujours « en construction »



Par Catherine Rollot

**V**ous faites attention, c'est notre bébé. Il va certainement pleurer. Je vous laisse son doudou...» Voilà le type d'avertissements qu'entend Laetitia Lacote, 46 ans, à l'heure de la séparation. En bonne éducatrice, elle sait rassurer les parents et faire en sorte que la transition se passe en douceur. Toutefois, contrairement aux apparences, l'ancienne contrôleur aérienne à l'aéroport Bâle-Mulhouse ne s'est pas reconvertie dans la garde d'enfants, mais dans celle d'un petit être bien plus poilu : un bichon maltais.

En octobre 2023, après plusieurs formations en éducation et soins canins, la quadragénaire a ouvert une micro-crèche pour chiens en plein centre-ville de Strasbourg. Chez PatchGuard, les maîtres peuvent faire garder leurs quadrupèdes quelques heures pendant qu'ils partent visiter un musée, faire des courses ou s'entraîner à la salle de sport. «*Il y a encore beaucoup d'endroits qui n'acceptent pas les animaux. Or, certains maîtres ne veulent pas laisser leurs chiens tout seuls, même pour une courte période*, explique la fondatrice. *D'autres les emmènent ici pour qu'ils socialisent avec leurs congénères.*»

Des petits casiers, où chacun dépose sa laisse, un canapé confortable pour la détente, une alternance de temps calme, de séance de mastication avec friandises,

de jeux et de promenades à l'extérieur : on se croirait (à quelques différences près) dans un jardin d'enfants. Moyennant 8 euros de l'heure (les tarifs sont dégressifs pour une demi-journée ou une journée entière), Myrta sera occupée et choyée jusqu'à l'heure des « parents ».

Garderie, nounous, cadeaux d'anniversaire ou de Noël, comptes Instagram diffusant les exploits du petit dernier de la portée, rendez-vous chez le véto au moindre tressaillement d'oreilles... et si le chien était devenu le nouvel enfant ? La tendance est certes encore balbutiante en France. Loin des excès d'anthropomorphisme comme en Corée du Sud, où les poussettes pour chien sont désormais plus nombreuses dans les grandes villes que celles pour les bébés (selon les données de Gmarket, l'un des principaux sites de commerce en ligne du pays), ou des élucubrations de l'ultralibéral président argentin, Javier Milei, qui a cloné quatre ou cinq fois (les versions divergent) feu Conan, son mastiff anglais de plus de 100 kilos, avec lequel il affirme « dialoguer » grâce à une médium.

Mais les signes d'évolution ne trompent pas. Deux récents succès littéraires témoignent de ce changement. Imprimé à 4500 exemplaires à sa sortie, épuisé en quelques jours, *Son odeur après la pluie* (Stock), de Cédric Sapin-Defour, 47 ans, professeur de sport et alpiniste, a été le phénomène littéraire de la fin 2023. Du jamais-vu pour un livre traitant du

deuil d'un animal. Réimprimé des dizaines de fois, vendu à près de 200 000 exemplaires, le livre raconte les treize ans de « vie commune » de l'auteur avec Ubac, son bouver bernois, puis sa reconstruction à la mort de ce dernier, en 2016.

Interrogée par « Quotidien », le 26 avril, à l'occasion de la sortie d'*Assise, debout, couchée* (JC Lattès, 234 pages, 18,90 euros) – essai sur les liens entre luttes féministes et cause animale –, l'écrivaine et réalisatrice Ovidie, maîtresse de trois chiennes, regrettait que le deuil d'un chien reste encore impensé, voire méprisé, alors que « *c'est notre meilleur pote, le substitut de l'enfant qu'on n'a pas eu, du mec qui s'est tiré* ». Certains, à l'instar du Parti animaliste, militent d'ailleurs pour que soit octroyé un jour de congé payé à la mort de son chien ou de son chat, comme l'ont fait la SPA, depuis quelques mois, et d'autres sociétés intervenant dans le domaine animalier, tels le site Wamiz et l'assureur Santévét.

Dans un autre genre, l'ouvrage de la vétérinaire Hélène Gateau, au titre un brin provocateur, *Pourquoi j'ai choisi d'avoir un chien (et pas un enfant)* (Albin Michel, 2023), dans lequel elle assume son choix de femme célibataire, sans enfants, vivant une relation forte avec Colonel, son border terrier, a fait écho chez des milliers de maîtresses et maîtres qui jusque-là n'osaient revendiquer leur statut de « pet parents ».

Venu des Etats-Unis, où il est largement utilisé depuis une vingtaine d'années, ce titre désigne des personnes qui ne se considèrent plus comme propriétaires de leur animal de compagnie, mais comme des parents, soucieux de son bien-être et de lui montrer leur affection, comme ils le feraient avec un enfant. On est loin du chien relégué dans sa niche au fond de la cour. Désormais, c'est lui qui prend la meilleure place sur le canapé. « *Je vis en colocation avec mes deux chats et mon chien, mais c'est moi qui paie tout* », résume Alice Mignot, psychologue clinicienne et docteure en éthologie, animatrice d'un podcast, « Dans la tête des chiens », qui, sans se définir comme telle, avoue un attachement quasi maternel envers ses compagnons de vie.

Les Français n'ont jamais possédé autant d'animaux domestiques : 74 millions (poissons compris). Même s'ils ne sont pas les plus nombreux – 7,6 millions, loin derrière les chats (14,9 millions) –, les chiens font l'unanimité : 84 % des Français disent les aimer, selon le baromètre 2022 Centrale canine/CSA « Les chiens et les Français ». Omniprésent dans les foyers (33 % possèdent un canidé), « *ce fidèle compagnon de route, qui chemine à nos côtés depuis des millénaires, a vu son statut se transformer radicalement en quelques décennies* », explique Christophe Blanchard, maître-chien et sociologue, spécialiste de la médiation animale à l'université Sorbonne-Paris-Nord. « *D'auxiliaire utilitaire de l'homme pour la garde ou la chasse, il est devenu animal de compagnie et aujourd'hui membre à part entière de la famille.* »

Au point qu'on lui fasse même souffler ses bougies ? Plusieurs sites – La Boulangerie pour chiens, The Woof, Inooko... – proposent des kits de déco et accessoires, des idées d'activités, des gâteaux personnalisés et même du mousseux (sans alcool) qui n'ont rien à envier aux goûters d'anniversaire pour enfants. « *Tous les ans, pour l'anniversaire de Queeny, on prend notre petit déjeuner sur la plage, en regardant le lever du soleil, c'est l'occasion de nous rappeler que l'important c'est d'être ensemble. Ça nous permet aussi d'attendre, si son anniversaire tombe la semaine, la fête du week-end* », raconte Julie, professeure d'histoire et fière « mom dog » d'une femelle croisée border collie et berger des Pyrénées, âgée de 10 ans.

Coautrice depuis 2016 du blog « My dog is a Queen », sur lequel elle partage avec humour son quotidien avec sa chienne et des conseils plus généraux, Julie n'a pas l'impression de dépasser les bornes. « *Je me sens un devoir de m'occuper au mieux d'elle pour qu'elle soit la plus heureuse possible. Queeny nous apporte beaucoup, ça me paraît normal de la faire participer à nos événements familiaux. Les anniversaires en font partie, comme les fêtes de fin d'année. Mais attention, nous ne sommes pas dans le délire, on lui offre une petite friandise pour marquer le coup, on invite des amis avec chien.* » A Noël, Queeny a même droit à son calendrier de l'Avent, avec des friandises spéciales mastication et des petits jouets.

La quadra, mariée et mère d'un enfant, n'est pas une exception : 70 % des propriétaires de chiens (et de chats) mettent un paquet au pied du sapin pour leur quadrupède. Et sur les réseaux sociaux, selon l'IFOP (enquête sur la place des animaux de compagnie au sein du couple), près de la moitié des utilisateurs, notamment les 18-34 ans, postent des photos et vidéos d'eux et de leurs « bébés » à la truffe humide.

Au-delà de ces marques symboliques ou matérielles d'affection, l'humani-

## « Ce compagnon de route, qui chemine à nos côtés depuis des millénaires, a vu son statut se transformer radicalement en quelques décennies »

Christophe Blanchard,

maître-chien et sociologue

sation des canidés se fait sentir dans une angoisse face à la maladie et à la mort des toutous. « *Les gens ont une attente très forte sur la qualité et l'efficacité des soins envers leur animal. Ils posent beaucoup de questions*, constate Christelle Teroy-Waysbort, docteur vétérinaire en Seine-et-Marne. *Mais ça ne se traduit pas par des comportements excessifs ou des demandes farfelues. En revanche, on sent une inquiétude, voire une incompréhension, à l'idée que l'animal puisse mourir, et avant soi. C'est finalement assez égoïste.* »

Cette place privilégiée résulte d'une longue évolution législative, mais aussi de changements sociétaux plus profonds. Deux lois ont changé les mentalités. Depuis 2014, les animaux ne sont plus considérés comme des « biens meubles » mais comme des « êtres vivants doués de sensibilité ». En 2021, les sanctions pour maltraitance ont été renforcées. Le Covid-19 a aussi joué son rôle. « *Les gens confinés avec leurs animaux se sont rendu compte du rôle qu'ils avaient joué dans leur équilibre par leur présence rassurante et leurs facéties. C'est aussi grâce à eux que l'on pouvait avoir une dérogation de sortie et retrouver un peu de liberté*, rappelle Christophe Blanchard. *Au sortir de la crise, ceux qui n'en avaient pas ont eu envie d'en adopter.* »

La passion « chien » serait aussi liée au recul de la natalité. Les moins de 35 ans, qui sont désormais les premiers possesseurs de toutou – et non plus la génération des 40-50 ans comme autrefois –, auraient tendance à reporter leur affection sur une bête, plutôt que sur l'enfant qu'ils ne sont pas pressés d'avoir ou qu'ils n'auront pas. Une théorie très en vogue, portée notamment par les sociologues américaines Nicole Owens et Liz Grauerholz, qui ont montré dans leurs travaux que la construction de la notion de famille autour d'un animal domestique pouvait être une alternative à la parentalité classique.

Au moins pour un temps. Car en s'occupant de Gypsie ou de Ricky, on se préparerait ainsi à l'arrivée, un jour, d'un vrai bébé. « *Un chien ne peut pas être laissé à lui-même, il faut le sortir, s'organiser si l'on part en vacances, c'est un fil à la patte que nous avons choisi et qui, mine de rien, nous a fait sortir du schéma "jeune couple sans obligations"* », reconnaît Eleonore, 32 ans, styliste, qui partage sa vie avec Léo, 34 ans, et Ulysse, leur golden retriever, âgé de 10 mois.

A l'autre bout du spectre, les seniors, atteints du syndrome du nid vide, y trouveraient un moyen de remplacer leurs grands enfants. « *J'ai toujours voulu un animal, mon mari n'y tenait pas plus que ça, raconte Marguerite, jeune retraitée de la fonction publique. Avec trois enfants, la maison était déjà bien pleine. Après le départ il y a deux ans de notre fils cadet, j'ai remis le sujet "chien" sur le tapis. A ma grande surprise, mon mari était partant. Et aujourd'hui, c'est lui le plus gaga des deux. On se bat presque pour aller promener Diego, notre labrador, qui d'ailleurs a investi l'une des chambres des enfants.* » Désormais, les paquets de poils ont remplacé les chaussettes roulées en boule au sol. Pour le plus grand bonheur du couple.

ENQUÊTE

# La parentalité wouaf-wouaf Garderie, cadeaux d'anniversaire, éducation bienveillante... et si le chien était devenu un substitut à l'enfant ? Une nouvelle place privilégiée, liée au recul de la natalité et à un anthropomorphisme galopant



# Dressage ou éducation positive? Chez les « pet parents », le débat fait rage

A l'Ecole des chiens, l'os de la discorde n'est pas enterré. Comme pour les enfants, les principes de la « bonne » éducation soulèvent des débats entre les défenseurs d'une certaine fermeté et ceux qui pensent que seule une approche « positive » est permise. Et beaucoup d'interrogations chez des maîtres souvent perdus dans la jungle des propositions et promesses d'éducateurs canins qui se vendent sur les réseaux. « Pendant longtemps, les principes du dressage canin – on ne parlait pas encore d'éducation – reposaient sur l'idée que l'homme devait s'imposer le plus rapidement possible sur son animal, le dominer, afin que celui-ci lui obéisse par la crainte », résume Christophe Blanchard, maître-chien et sociologue, spécialiste de la médiation animale à l'université Sorbonne-Paris-Nord. Taloches, colliers à pointes ou étrangleurs

étaient utilisés pour dompter ou punir l'animal désobéissant. Depuis une dizaine d'années, à rebours de ces méthodes coercitives, l'éducation dite « positive », axée sur l'encouragement et la récompense des bons comportements, tout en ignorant ou redirigeant les mauvais, a commencé à s'imposer. « En étudiant les manuels d'éducation canine sur soixante-dix ans, on est frappé par l'analogie avec l'éducation humaine, poursuit le chercheur. Dans les années 1950, on parlait encore de dressage des enfants. » Si plus personne ne défend ouvertement les méthodes violentes, le débat reste vif et souvent caricatural entre les partisans des deux approches. Les « positifs » accusant de maltraitance les « traditionnels », qui relèvent, eux, la « permissivité » des « ultrabiensveillants ». « Il faut faire preuve de beaucoup d'humilité et de nuance en matière canine, rappelle Christophe Blanchard.

Or, l'éducation des canidés est devenue un marché lucratif pour des évangélistes de tout bord qui vont vendre leur méthode "clés en main" à des propriétaires débordés ou ignorants, en quête de solutions. » Vidéos-chocs, formules pack, défi « 10 jours »... Il suffit de taper sur Internet « comment éduquer son chien ? » pour réaliser l'ampleur des contenus gratuits et payants proposés par des éducateurs canins ou comportementalistes, dont les compétences sont difficilement vérifiables. Les exigences de formation à ce métier demeurent légères. Il existe bien un diplôme reconnu par l'Etat, le brevet professionnel d'éducateur canin, mais il n'est pas indispensable pour exercer. Seule l'Acaced (attestation de connaissances pour les animaux de compagnie d'espèces domestiques), obtenue après une formation de trois jours, est obligatoire. Tony Sylvestre, cofondateur d'Esprit Dog, qui rassemble une

communauté de près de 1 million d'abonnés tous réseaux confondus, fait partie des éducateurs canins professionnels les plus suivis du Web. Il n'échappe pas aux critiques, notamment sur ses « Panic Dog », des vidéos spectaculaires mettant en scène des races de garde ou de défense comme les rottweilers ou les bergers malinois, agressifs ou ingérables, qu'il arrive à rééduquer. Ton un brin martial, musique forte, recours à l'immersion, parfois. « Le tournage d'une séquence de ce type dure une semaine, on est obligé de la condenser en une vidéo d'une heure, sinon, personne ne la regardera. Les gens savent faire la part des choses », se défend le quadragénaire. Esprit Dog propose aussi tout un panel de formations payantes (50 euros en moyenne pour une dizaine d'heures) 100 % en ligne, pour donner aux propriétaires « un socle de connaissances, qui fonctionne pour la plupart

des chiens et des situations ». A compléter selon les besoins du chien et du maître. « En matière d'éducation canine, il n'y a pas de méthode miracle, ni de place pour les extrêmes, qu'ils soient ultrapositifs ou ultra-coercitifs », assure Tony Sylvestre. Educatrice canine et monitrice d'« agility », dans un club affilié à la Centrale canine, qui regroupe 900 clubs, Nicky Jobic sait que l'éducation d'un animal est un long processus, dont les maîtres n'ont pas toujours conscience. « Les gens prennent des chiots, sans faire attention aux spécificités de telle ou telle race. Ils se retrouvent vite débordés par un animal qui n'est pas adapté à leur environnement. Un labrador, qui a besoin de beaucoup se dépenser, fera des dégâts s'il est coincé dans un appartement, avertit-elle. En matière d'éducation, c'est souvent un binôme qu'il faut accompagner, le chien et son maître. » Avec méthode, donc.

C. Ro.



Ci-dessus : des chiots au Pup Scouts Gala, à New York, en 2020. A droite : friandises à disposition lors d'un bal de promo pour chiots à New York en 2015. PHOTOS: AMY LOMBARD

## UNE ACTIVITÉ QUI AMÉLIORE L'OBÉISSANCE ET RENFORCE LES LIENS AVEC L'ANIMAL

### Danse avec ton chien

Dès les premières notes de *Cheap Thrills*, un tube de la chanteuse Sia, Jatsu se mettait en place et attendait sa cavalière. « Come on, come on, turn the radio on, it's Friday night... hit the dance floor, bada bang... » Sur les six « pattes » qui s'élançaient sur la piste, quatre appartenaient à Jatsu, un solide berger des Pyrénées, et les deux autres à sa maîtresse, Christine. Jeune retraitée, Christine Batard a commencé le « dog dancing » il y a six ans. Depuis, seule la mort de Jatsu, il y a un an, a interrompu leur pas de deux. « Il adorait ça, c'était un sacré cabot », se rappelle Christine, qui attend que sa nouvelle chienne, Una, un bearded collie, grandisse et soit suffisamment éduquée pour commencer une activité avec elle. Danser avec un chien, l'idée peut paraître ridicule, voire dérangeante ; elle fait pourtant partie de ses nombreuses activités de loisirs, appréciées par un nombre croissant de propriétaires de toutous. Mais que les défenseurs des animaux se rassurent : il ne s'agit pas de faire danser Médor en tutu. La discipline, approuvée par la Société centrale canine, ne comporte aucune forme de maltraitance, mais consiste à lui faire réaliser de petits enchaînements sur un fond musical. S'arrêter, passer entre les jambes de son partenaire humain, tourner sur lui-même, slalomer, faire le beau, sauter, le tout en rythme avec son maître. « Le dog dancing permet d'améliorer l'obéissance de son chien tout en renforçant les liens avec lui, explique

Céline Cler, monitrice de dog dancing en club et coach de l'équipe de France. C'est à la fois ludique et sportif tant pour le maître que pour l'animal. » Venu d'Angleterre, le dog dancing se décline en deux grandes catégories : le freestyle et l'obé-rythmée, aussi appelée HTM (Heelwork to Music), plus codifiée. Pour la plupart des pratiquants, danser avec son chien reste un loisir. Une minorité seulement participe à la quarantaine de concours officiels organisés un peu partout en France et aux compétitions internationales comme le championnat du monde, programmé du 16 au 19 mai à Budapest. « A ce niveau-là, on est jugé sur la qualité des tricks [tours], sur le sens du rythme, mais aussi sur la capacité à emporter le jury dans un univers spécifique, à lui raconter une histoire. Le couple homme-animal ne fait presque plus qu'un », explique la Française Alexandra Creusot, championne du monde 2022 avec ses border collies, Hendi et Di'or.

Accessible à tous les chiens et leurs maîtres, quels que soient leurs race, âge, forme physique et handicap éventuel, sans équipement spécifique, le dog dancing amateur séduit essentiellement des femmes, propriétaires de chiens, désireuses de partager un moment de complicité avec leur boule de poils bien aimée. A côté des entraînements proposés dans les clubs canins, une quantité de tutos et de cours en ligne gratuits ou payants fleurissent sur Internet. « Contrairement à d'autres activités d'extérieur comme l'« agility » [le chien doit réaliser un parcours en franchissant des obstacles], on peut s'entraîner sur les principales figures dans son salon », remarque Julia Téchené, ingénieure en biologie animale et créatrice de « Danse avec ton chien », une chaîne YouTube et un blog, où se retrouve une communauté de six mille passionnés qui postent leurs meilleurs duos et échangent conseils et astuces sur un compte Facebook spécifique. Le confinement a accéléré l'explosion de cette discipline jusque-là peu connue. « Enfermés chez eux, les gens ont cherché à occuper leurs chiens pendant cette période. Beaucoup ont ensuite continué cette activité valorisante, qui montre le bon relationnel tissé entre un maître et son animal. » Cette activité, mélange d'obéissance, de jeux et de danse artistique, doit aussi son engouement au fait qu'elle colle aux nouvelles méthodes d'apprentissage axées sur le consentement, la motivation et l'engagement de l'animal. « C'est une façon ludique de mettre en pratique les principes de

l'éducation positive, analyse Corinne Medauer, responsable du dog dancing au sein de la commission nationale d'éducation et d'activités cynophiles de la Société centrale canine. Le maître ne peut pas obliger un chien à danser, en revanche il utilise le "renforcement positif" en encourageant et félicitant les bons mouvements par l'emploi de jouets, friandises qui disparaîtront peu à peu en fonction de la progression du chien. » A la tête du Club canin de la vallée de la Bièvre, situé à une vingtaine de kilomètres au sud de Paris, dans l'Essonne, Nicole Trani constate plus généralement l'intérêt croissant pour toutes les activités qui permettent de se dépenser à deux. « Il y a trente ans, la seule discipline proposée dans les clubs était le "ring", un mix d'épreuves d'obéissance, de sauts et de mordant – défense, attaque et garde – qui ne convenait qu'à des bergers allemands ou des malinois. Aujourd'hui, il y en a pour tous les profils et tous les goûts. » Dog dancing, agility, cani-cross, cani-VTT, cani-paddle, lancer de frisbee, hoopers, jump... toutes ces disciplines, pour n'en citer que quelques-unes, font du chien un coéquipier sportif et un partenaire de jeu. Vitrine des activités à faire en famille et avec son toutou, le festival animalier Woofest, organisé par My Pet Agency de mai à octobre dans cinq villes, attend pour sa deuxième édition pas moins de trente mille visiteurs à pieds et à pattes. Des binômes prêts à tirer la langue ensemble et à se sortir du canapé familial.

C. Ro.





ALE GIORGINI

## WORK IN PROGRESS

## Etre coincé au bureau, cauchemar dystopique

Nicolas Santolaria

Alors que le télétravail est plébiscité par les salariés, le présentiel imposé est devenu une angoisse récurrente et le matériau de films horribles

C'était un lundi et – par sens de la tautologie – je suis allé voir le film *Comme un lundi*. Ce long-métrage, inspiré du cultissime *Un jour sans fin* d'Harold Ramis (1993) et réalisé par Ryo Takebayashi, nous plonge dans le quotidien d'une petite agence de publicité nippone. Tentant d'accoucher, sans y parvenir, d'une campagne de pub pour une soupe miso vendue en comprimés effervescents, la jeune créative Yoshikawa et ses collègues sont coincés dans une boucle temporelle, revivant sempiternellement la même semaine. Si le film de boucle temporelle est devenu un sous-genre en soi parfois un peu lassant, on est vite pris par ce quotidien d'open space absurde qui, en miroir, nous renvoie à la répétitivité de notre propre vie de bureau.

Dans l'agence de com, c'est un pigeon se fracassant contre la vitre qui marque le redémarrage de la boucle, à base de coupures d'électricité, de week-ends passés au bureau et de gimmicks du chef sans cesse réitérés. Les salariés devront progressivement réussir à se convaincre qu'ils ne sont pas dans un quotidien normal mais bien dans une situation aux allures de hoquet quantique, avant de tenter d'en sortir. Le surinvestissement au travail, le sacrifice de sa vie personnelle pour une réussite professionnelle inepte, l'inclination à consentir à une vie qui nous déplaît : toutes ces thématiques traversent ce film charmant, qui tanguie entre naturalisme et surréalisme.

Mais ce qui fait la force contextuelle de *Comme un lundi*, c'est sa façon de mettre en lumière une nouvelle angoisse ou, en tout cas, une crainte ayant pris une ampleur nouvelle dans l'inconscient du salarié : être coincé au bureau. A la fois meuble, pièce et institution, le bureau est cette chose à laquelle on peut être enchaîné de multiples façons.

Dans son *Ethnologie du bureau* (Métaillé, 2020), Pascal Dibie rappelle que l'*Homo sedens* est un individu dont le corps a subi un dressage dès l'enfance, soulignant le pont qui existe entre la soumission de l'esprit et la posture statique obligée. Mais cette « humanité assise », dont on a patiemment forgé le consentement, a vu soudain les soubassements à quatre pieds de son mode de vie vaciller, grâce au pouvoir relativiste de la pandémie. « *A quoi bon ?* », s'est-on dit, en constatant que l'on pouvait tout aussi bien réfléchir en short à l'ombre d'un tilleul.

D'après une étude OpinionWay pour Slack de 2023, 63 % des salariés privilégiés aujourd'hui un emploi permettant de travailler depuis le lieu de leur choix et 50 % d'entre eux sont même prêts à quitter leur emploi en cas d'obligation de retour en présentiel tous les jours (64 % chez les 18-34 ans). Ce qui est désormais valorisé, c'est le sentiment de liberté et la souplesse qu'offre le télétravail pour gérer les obligations de la vie courante (oui, ce rendez-vous chez l'ORL).

En conséquence, on comprend que le fait d'être coincé au bureau soit la source de visions dystopiques récurrentes, où le « monde d'après » aurait le visage grimaçant du « monde d'avant ». Dans le film *The Mill* (Disney +, 2023), de Sean King O'Grady, un « employé » en costume se réveille dans une cellule à ciel ouvert où il est contraint par sa firme, s'il ne veut pas être éliminé, de faire tourner à la force de ses bras la meule d'un moulin. « *Je ne mérite pas ça, je ne suis pas censé être ici* », pleurniche la bête de somme, en pensant à sa femme qui doit bientôt accoucher et, sans doute, à la dimension barbant du « full présentiel ».

*A la fois meuble, pièce et institution, le bureau est cette chose à laquelle on peut être enchaîné de multiples façons*

## DARONS DARONNES

## Sommes-nous responsables du caractère de nos enfants ?

Cette tendance souvent irrépessible à ranger ses enfants dans des cases, en leur assignant tel ou tel trait, peut virer au formatage, observe Clara Georges



BENJAMIN CARROT

Est-ce si grave ? Eh bien oui, je crois, en fait. Parce qu'à chaque remarque, à chaque caricature de nos enfants, nous rétrécissons leur champ des possibles. Parce que nos enfants vont avoir envie de se conformer à ces caricatures, de se couler dans ce moule, pour plein de raisons. Pour nous plaire, pour nous rendre heureux, ou encore parce que pour eux aussi, pendant un certain temps, c'est confortable. Chacun à sa place, dans la fratrie, dans la famille. Seulement voilà : un jour, ils auront grandi, et ils se sentiront soudain à l'étroit, coincés dans cet éternel rôle de « la bonne élève » ou de « la rigolote ». Ils découvriront alors qu'il est malaisé d'en sortir, et que ce qui fut un temps rassurant est devenu source de souffrance pour eux.

Tout ça, je le savais avant d'avoir des enfants, on en a même parlé plusieurs fois avec mon compagnon après leur naissance. Mais je l'ai quand même fait. C'est pourquoi, quand j'ai entendu la psychologue Caroline Goldman en parler, au micro de France Inter, jeudi 16 mai, ça m'a donné des petits frissons de culpabilité. « *A partir du moment où un parent ou un environnement a figé un enfant dans ses traits, il y a de fortes chances pour qu'il y reste assigné* », a-t-elle dit.

Celle qui s'est fait connaître de manière fracassante avec sa croisade anti-éducation positive publie un nouvel ouvrage, *Pourquoi ? Petites leçons de psychologie pour les enfants de 8 à 11 ans* (Dunod, 112 pages, 14,90 euros). Elle s'y adresse aux enfants eux-mêmes, avec des explications simples (mais pas trop simplistes). L'un des chapitres, intitulé « Ton caractère », aborde cette question. « *Certains adultes se trompent en pensant que les "traits de caractère" des enfants sont installés en eux pour toujours*

**A chaque remarque, à chaque caricature de nos enfants, nous rétrécissons leur champ des possibles**

*et ne changeront jamais*, écrit-elle. *C'est faux, parce que les personnalités des enfants ne sont pas du tout finies*. » Chaque enfant présente bien sûr des compétences et des difficultés, a ainsi rappelé la

psychologue sur France Inter : l'un est habile de ses mains, l'autre a de l'humour... Mais attention, a-t-elle rappelé, de ne pas assigner chacun à ces spécificités. De ne pas toujours faire des blagues avec l'un et des travaux manuels avec l'autre : « *C'est vraiment un piège contre lequel on doit lutter*. »

En gardant cette souplesse, on autorise nos enfants à nous étonner, et à s'étonner eux-mêmes. « *Le développement possède une part de surprise*, dit-elle. *Il y a plein de surprises dans les destins d'enfants à partir du moment où on n'éteint rien*. » Ainsi, le bon élève si sage s'autorisera à sortir du cadre et à y prendre plaisir, la bout-en-train pourra exprimer sa timidité et sa tristesse, la petite dernière prendra soin de ses aînés... « *Et, toute sa vie, l'enfant pourra se rapprocher des qualités qu'il rêve d'avoir* », écrit-elle.

A la radio, Caroline Goldman a évoqué un autre aspect de la relation que je trouve particulièrement intéressant. En réponse à un auditeur qui évoquait la différence « innée » de caractère entre ses enfants quelques jours après leur naissance, elle a répondu : « *Ils manifestent des choses qui ont un écho interprétatif différent d'une personne à l'autre*. » Autrement dit : ce n'est pas tant ce qu'il fait lui, cet enfant, mais ce que moi, parent, je vois de ce qu'il fait. Pour plein de raisons compliquées, j'ai envie – sans en être consciente, bien sûr – que mon enfant soit comme ceci, ou comme cela. Alors je m'arrange pour interpréter ses actes. Et, évidemment, cela change d'un enfant à l'autre, puisqu'on ne se projette pas de la même façon sur tous nos enfants. Contre cela, je ne peux guère lutter, car nous ne sommes pas des machines, et heureusement.

En revanche, je peux résister à la tentation de plaisanter sur le tempérament de bulldozer de l'une, ou le calme à toute épreuve de l'autre. Je peux éviter de me dire qu'untel est nul en sports collectifs, untel, un as du dessin, untel, un lecteur-né. Et si je n'y arrive pas, je pourrai toujours lui passer le bouquin de Caroline Goldman... puisque c'est un lecteur-né !



LOISIRS

# Des paillettes dans ta vie

Plus une fête sans que scintillent cheveux et paupières. Mais le succès de ces minuscules habits de lumière n'est pas sans revers : les paillettes polluent et seront bientôt interdites

Marine Dumeurger

Fin de week-end maussade sur l'île de Nantes. En bord de Loire, un ciel bas et humide va bientôt engloutir le *Nantilus*, cette barge flottante tout en verre et acier. A l'intérieur, une fois franchie la passerelle glissante et bien à l'abri des nuages qui s'épanchent, la soirée Groovy coquetterie, imaginée comme un remède au spleen du dimanche soir, s'échauffe tranquillement dans le bar lounge Quai West. Au milieu des stands de bien-être, de massages et de bijoux dentaires, Manon Perez, la trentaine, installe son bar à paillettes : une valise en cuir aménagée façon malle d'alchimiste, qui s'ouvre sur plusieurs rangées de fioles scintillantes, des paillettes de toutes les couleurs. Une jeune femme s'enthousiasme : « *J'adore ce que tu fais* », lui dit-elle. Elle veut les inviter, Manon et son bar, à sa prochaine soirée « roller disco ». Les deux femmes échangent leurs coordonnées : carte de visite, page Instagram, numéro de téléphone. « *J'en profite*, commente Manon dans un grand sourire communicatif. *C'est encore calme*. » Il arrive parfois, quand elle sort ses pinceaux de maquillage, qu'il faille faire la queue pendant une heure et demie avant d'être décoré par ses soins.

Elles ont des reflets irisés, nacrés ou brillants, la taille d'un grain de sable ou d'une écaille de poisson, s'appliquent sur les pommettes, les paupières ou le visage entier. Depuis la fin de la pandémie de Covid-19, les paillettes font scintiller le monde de la fête, mais pas seulement. En 2019, l'humoriste Inès Reg voit sa carrière décoller après avoir posté une vidéo où elle apostrophe son mari sur le thème : « *C'est quand que tu vas mettre des paillettes dans ma vie, Kevin ?* » Aujourd'hui séparée du Kevin en question, Inès Reg aura néanmoins touché du doigt le pouvoir magique des paillettes, qui ont démultiplié le nombre de ses followers.

D'abord apparus dans les milieux militants, les marches des fiertés, les mouvements d'émancipation sexuelle et de genre, ces accessoires ont ensuite séduit les enfants, avant de faire scintiller des événements en tout genre, réunions d'entreprise, fêtes de quartier, de famille ou de village.

« *Depuis que j'ai monté ma boîte l'an passé, j'ai été contactée pour intervenir à la foire du Dougillard, près de Châteaubriant [Loire-Atlantique], par exemple, ou à des fêtes de voisins. La paillette est partout* », se réjouit Manon. Et le public n'est pas forcément celui auquel on s'attend. « *J'ai beaucoup de succès auprès des trentenaires et des quarantenaires* », poursuit-elle. Une mode étonnante alors qu'une grande partie des paillettes a été interdite par l'Union européenne en octobre dernier, à cause des microplastiques qu'elles contiennent. Face à cela, plusieurs marques promettent des versions « écologiques » ou « biodégradables », même si les études manquent pour prouver leur innocuité.

Sur la péniche de Quai West, ce soir-là, Manon Perez détaille son histoire, comment elle est devenue « *pailleteuse* » professionnelle. Ancienne responsable environnement dans les travaux publics, la trentenaire commence à pailleter à la suite d'un burn-out. « *J'aime bien raconter ça. Je trouve ça ironique*. » Après une rupture conventionnelle, elle a le moral en berne, n'a plus trop envie de sortir. « *Des copains ont insisté pour me trainer dehors et j'y suis allée. J'ai mis des paillettes, j'avais besoin de lumière, et il s'est passé quelque chose. On venait me voir pour savoir où je les avais eues*. » Très vite, elle sort avec et, munie de miroirs de poche, dissémine ses éclats dans les soirées post-Covid. « *Ça faisait du bien aux gens, et à moi aussi. Ils m'envoyaient quelque chose de fort*. »

Fan de roller derby, c'est là qu'elle trouve ses meilleurs clients et commence à remplir son agenda. En 2022, elle maquille son équipe lors d'un championnat. Ce jour-là, d'autres joueuses lui réclament des paillettes. Elles lui demandent de venir à leurs compétitions. Selon elle, rien d'étonnant à trouver une résonance dans ce milieu « *féministe, engagé et militant sur les questions de genre* ». Manon monte son entreprise en février 2023. Elle assure n'avoir jamais démarché personne : les clients viennent à elle.

« *En fait, il y a plusieurs trucs qui se passent derrière les paillettes : se faire beau, se faire du bien, être fier de soi, accepter de briller. Ça peut paraître dingue, mais il m'est arrivé d'avoir des filles qui me tombaient dans les bras en pleurs*. »



OLIVIA FREMINEAU POUR « LE MONDE »

Elle sourit. « *Mon côté psy-paillettes ça ! Tout à coup, elles comprenaient que, depuis un moment, personne n'avait pris soin d'elles*. » Derrière la paillette, il y a le toucher, la proximité de l'autre, une sorte d'intimité sans doute mise à mal avec le Covid-19, le fait de s'attarder sur un inconnu, une communion éphémère et désintéressée. Utilisatrice occasionnelle, Amandine, bientôt 40 ans, y voit également une façon d'illuminer un quotidien plutôt terne et ironise : « *A regarder autour de soi, on se dit que le monde est pourri, qu'une guerre nucléaire se profile, qu'il fait trop chaud. Alors les paillettes, ça remonte un peu le moral*. » Elle s'est acheté un kit récemment, même si, pour l'instant, il est surtout resté au fond d'un placard. « *J'aime bien en mettre, mais il faut qu'il y ait un mouvement de groupe, un élan. Je ne le ferais pas seule*. » Même constat pour Nicolas, 38 ans, pour qui leur usage est très lié « *à un contexte, l'été, les soirées électro, pour rendre la fête plus colorée. Ça crée un lien aussi et c'est transgénérationnel, il m'arrive par ailleurs d'en mettre avec mes enfants*. »

De son côté, Manon confirme : « *Les paillettes, c'est fédérateur*. » Ces derniers mois, elle est intervenue au séminaire d'une entreprise spécialisée dans les systèmes de sécurité, ou à la fête d'une élue LFI.

« *Dans les conventions d'entreprise, au début les hommes rigolent à l'idée d'en mettre, puis, une fois face à moi, ils redeviennent sérieux. Après, ils sont contents. En général, ils trouvent ça beau*. » Dans ces milieux plus classiques, elle en profite pour passer des messages. « *Le maquillage n'est pas réservé aux femmes, ni aux enfants, il n'existe pas une couleur par genre. En paillettes, les hommes adorent le rose*. »

Familières des soirées à paillettes de la nuit nantaise, les Taties barjo ont, quant à elles, monté leur association en 2021. Tout débute avec un stand improvisé dans un bar éphémère entre copains pour ces six filles qui aiment « *se déguiser, les choses qui reflètent la lumière et toute la poésie qui peut émerger du quotidien* », raconte Alice, une des fondatrices. Elles ont un compte Instagram et sont rapidement programmées dans des soirées électro. Suivent les festivals, les maisons de quartier, une résidence universitaire. Elles aussi parlent d'un

« *moment privilégié* » assez puissant. « *Pailleter les gens, c'est les faire rayonner, leur dire qu'ils sont beaux. Quand ils ressortent du stand, ils ont confiance en eux*. » Pourtant, depuis quelques mois, les Taties barjo se sont mises en stand-by. « *Ça nous prenait beaucoup de temps et puis, au début, on était à fond sur l'argument écologique. Avec du recul, on s'est rendu compte que ce n'est pas si simple. Comme on n'est plus trop sûres, on préfère limiter*. »

Car si certaines paillettes s'annoncent biodégradables sur leur emballage ou sur leur site Internet, la question est plus complexe. Créée fin 2019, l'entreprise Si si la paillette emploie aujourd'hui une quinzaine de personnes. Avec ses mélanges « Queen du désert », « Nuit blanche » ou « Baronne du dimanche », c'est la marque la plus couramment utilisée en France. Jointe par téléphone, Lorène Pernet, qui a fondé l'entreprise avec sa sœur, explique que cette dernière « *travaillait dans l'événementiel, utilisait des paillettes et a pris conscience de l'absence d'alternative au microplastique sur le marché. Elle a eu l'idée de créer cette boîte* ». Deux ans plus tard, l'interdiction de l'Union européenne tombe, même si les délais d'application courent jusqu'en 2027 et que les paillettes à base de microplastique restent disponibles sur Internet, par le biais de vendeurs étrangers. Au même moment, le passage des deux sœurs à l'émission télé « Qui veut être mon associé » fait décoller les ventes. « *Après le Covid, les gens ont eu envie de faire la fête. Et c'est un milieu sensible à l'argument écologique*. » Surtout, Si si la paillette réussit à créer une communauté autour de ses produits. Elle met en place des partenariats, avec l'influenceuse Girl Go Green, ancienne du marketing devenue consultante en développement durable, ou avec Anaïs Quemener, coureuse de fond charismatique aux

multiples victoires, notamment contre son cancer du sein.

Mais, au-delà du marketing, la composition de ces paillettes nouvelle génération pose question. Rien ne prouve qu'elles soient réellement biodégradables, une mention d'ailleurs interdite par la loi. Au centre de la formule de Si si la paillette, qui s'approprie en Allemagne chez Bioglitter, au lieu du plastique, de la cellulose de plantes régénérées, du bois dur, de l'eucalyptus. Sur cette base, un vernis est posé et apporte la brillance. Selon l'effet souhaité, cela peut être de la gomme-laque, issue de la sécrétion d'une cochenille asiatique, « *mais ce n'est pas végan et plutôt nacré* », un peu de mica (un des minéraux qui constituent le granite), ou de l'aluminium – « *moins de 1 %, afin d'apporter un éclat brillant* », précise Lorène Pernet.

Ingénieure matières à l'Ademe, l'agence de la transition écologique, Nolwenn Touboullic, interrogée sur la question, est circonspecte : « *Il est inexact de considérer qu'un produit à base de plantes est forcément biodégradable. On ne peut pas non plus associer l'absence de plastique à la biodégradabilité*. » Si le site de Si si la paillette mentionne des cosmétiques entre 92 % et 100 % sans plastique, « *il en subsiste un faible pourcentage, et l'on ne sait pas à quoi cela se réfère* ». Enfin, lorsque la marque affirme que ses produits « *se dégradent dans l'environnement* », reste à définir de quoi elle parle. Est-ce de l'eau douce ? De l'eau de mer ? Un sol, mais de quel type ? « *Car la dégradation n'y sera pas la même*. »

De son côté, sur la péniche de Quai West, Manon Perez hausse les épaules : « *Je sais bien que le meilleur déchet est celui que l'on ne produit pas. Je me dis que l'on ne sera jamais parfait, alors jessaie de faire au mieux*. » Après avoir écumé les soirées, les Taties barjo cherchent, quant à elles, à donner davantage de sens à leur séance de pailletage. « *Mettre en lumière* » des femmes isolées, des personnes âgées ou malades. La quête d'un équilibre éclairé entre bienfaits sociaux et empreinte écologique.



Le pitch de *Sous la Seine*, dont la sortie est prévue sur Netflix le 5 juin, est alléchant : un requin tueur s'en prend aux athlètes concourant aux Jeux olympiques de Paris 2024. Le film a fait récemment parler de lui en raison d'une polémique : ses producteurs sont attaqués en justice par le réalisateur français Vincent Dietschy, qui les accuse d'avoir copié le scénario de son projet *Silure*. Une chose est sûre, requin ou silure, l'image du monstre marin qui attaque les humains est ancrée dans l'imaginaire collectif depuis le blockbuster de Steven Spielberg *Les Dents de la mer* (1975), qui a traumatisé des générations de cinéphiles... et de nageurs. Mais qu'en est-il des risques réels de faire une mauvaise rencontre dans les eaux de la Seine ?

Pour le savoir, nous avons posé la question à Sébastien Brosse, chercheur au CNRS et professeur en biologie animale à l'université de Toulouse. D'emblée, il nous rassure : le requin se promenant nonchalamment sous le pont des Arts appartient définitivement à la fiction. « *En général, les requins ne remontent pas les fleuves. L'exception est le requin-bouledogue, qui peut remonter l'Amazone sur des milliers de kilomètres, mais il s'agit d'une espèce qui vit en zone tropicale* », précise-t-il.

Il n'y a pas si longtemps, la Seine a pourtant hébergé des animaux de taille impressionnante. « *Les cétacés ont peuplé la Seine jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les marsouins arrivaient sans difficulté jusqu'à Paris. Il y avait également des poissons de très grande taille, comme les esturgeons* », rappelle Sébastien Brosse. Parmi les pêches miraculeuses restées dans les esprits, citons ainsi, en 1856, celle d'un esturgeon de 140 kg au niveau de Mantes-la-Jolie. Par la suite, au cours du XX<sup>e</sup> siècle, ces grands animaux ont progressivement disparu, notamment en raison du déclin de leurs proies (les poissons plus petits), lui-même dû à l'industrialisation et à la pollution.

## La brigade fluviale a repêché ces dernières années : un python, un crocodile du Nil, une tortue-alligator...

Qu'en est-il alors des animaux insolites trouvés dans le fleuve qui font régulièrement la une des journaux ? En vrac, la brigade fluviale de la Seine a repêché au cours des dernières années : un python, un crocodile du Nil, une tortue-alligator et même un pacu (un cousin du piranha). Mais, loin d'avoir parcouru des milliers de kilomètres pour venir jusqu'à nous, ces animaux ont en réalité été relâchés dans la Seine par des propriétaires peu scrupuleux. L'occasion de démanteler un mythe : même si des piranhas sont parfois relâchés dans la Seine, ceux-ci sont en réalité inoffensifs pour l'homme. « *Le piranha peut mordre l'homme pour se défendre, s'il se sent menacé*, précise Sébastien Brosse. *Mais il n'attaque presque jamais. De plus, il ne supporte pas les eaux froides, donc, il finit par mourir*. » Exit donc un scénario catastrophe comme dans le film *Piranha 3D*.

En revanche, un poisson de grande taille est toujours bien présent dans la Seine : le silure, héros du scénario de Vincent Dietschy. Les plus grands spécimens peuvent atteindre 3 mètres de long et peser 150 kilos. S'il ne présente aucun danger pour l'homme, il pose néanmoins d'importants problèmes pour l'écosystème, dans la mesure où sa

nourriture favorite reste les poissons comme les brochets et les saumons. Mais pas seulement. « *Le silure est un animal assez opportuniste, avec une gamme de proies extrêmement large*, explique Sébastien Brosse. *Il n'hésite pas à s'en prendre à des oiseaux ou des petits mammifères présents sur les berges, comme les rats ou les pigeons*. » Des rats ? Si on avait fini par s'habituer à leur présence un peu partout à Paris, jusque sur les terrasses des cafés, on ignorait que la Seine en fourmille aussi. « *Les rats sont très à l'aise dans l'eau. Ce qui fait que les pêcheurs de silure ont même des leurres qui imitent des rats* », assure le biologiste.

De quoi nourrir les phobies de certains athlètes à l'approche des épreuves olympiques de natation ? « *Si la probabilité de se retrouver face à un requin est nulle, en revanche la rencontre dans l'eau avec un rat est tout à fait plausible* », affirme posément Sébastien Brosse. S'il n'y a aucun risque de morsure, en revanche l'urine du rat contient des

qui explique que le niveau de pollution ne s'améliore que lentement, et que le retour des poissons reste très timide.

Si les saumons sont revenus, ils ne sont que quelques centaines à remonter le fleuve chaque année, alors qu'on en pêchait plusieurs tonnes par an au XIX<sup>e</sup> siècle. La station de contrôle des migrations de l'Orne, dans le bassin Seine-Normandie, donne le chiffre de 218 saumons comptabilisés en 2023.

En revanche, on assiste depuis deux ans à un phénomène inexplicable : celui du retour dans la Seine des grands cétacés. Depuis mai 2022 ont ainsi été observés un phoque, un rorqual, une orque et un béluga. Tous sont arrivés en mauvaise santé et deux y sont morts. Si les scientifiques ne parviennent pas à établir la cause de ce phénomène, ils estiment qu'il pourrait être le signe d'un dysfonctionnement inquiétant au niveau des océans. Après *Les Dents de la mer*, bientôt *Moby Dick au pont de l'Alma* ?

AU BESTIAIRE !

# Les bêtes de Seine s'invitent aux JO

En juin, Netflix sortira « *Sous la Seine* », un film dans lequel un requin tueur s'en prend à des athlètes. A deux mois de Paris 2024, tout savoir sur les bestioles qui se cachent au fond du fleuve qui traverse la capitale

Marjorie Philibert



GUILLAUME BLOT POUR « LE MONDE »



## « Mask Singer », une inventivité hallucinée

Hélène Bekmezian

sements d'hippopotame en tutu rose ou de main géante façon « La Chose » de la famille Addams, la version française de ce programme pousse la créativité costumière encore plus loin que sa grande sœur américaine (dans laquelle on distingue les bras et les jambes des candidats) et même que la version originelle sud-coréenne, beaucoup plus sobre sur les accoutrements.

Ensuite, une voix semble familière, alors on marque un temps d'arrêt le pouce levé sur la télécommande. Bon sang, mais je la connais, cette chanteuse qui reprend *Y'a d'la joie* planquée dans une boîte de pop-corn géant ! On reste encore un peu pour avoir d'autres indices et, ça y est, on a basculé dans l'« *enquête musicale* » et bientôt on se retrouve nous aussi à clamer que « *c'est évidemment Jean-Pierre Foucault dans le hamster afro !* » Eh bien non, c'était Jacques Legros, le présentateur joker du « 13 heures » de TFI. Petite déception.

C'est un peu le principe général : comme absolument n'importe qui peut se cacher dans un costume (acteur, sportif, chef cuisinier, humoriste, etc.), on a toujours plus envie d'imaginer qu'il s'agit de Céline Dion, quand c'est en fait Larusso. Il reste que c'est tout de même assez

improbable de faire chanter d'anciens ministres en costume de canard ou de lion (David Douillet, saison 1 et Laura Flessel, saison 5), un champion olympique en bernard-l'ermite (Alain Bernard, saison 3), une célèbre chanteuse en méduse (Liane Foly, saison 2) ou encore un acteur de théâtre réputé en pharaon (Francis Huster, saison 4). A noter que le record de l'improbabilité reste détenu par la version américaine qui a surpris tout le monde en 2022 quand est sorti d'un oiseau multicolore... Rudy Giuliani, ancien maire de New York et avocat de Donald Trump.

En France, le casting de catégorie B, voire C, est légèrement rehaussé par la participation ponctuelle de « *stars internationales* », certes elles aussi souvent en fin de parcours, mais cela fait toujours mieux quand il s'agit de la chanteuse Gloria Gaynor (qui trouve encore l'énergie de faire ce genre de numéro à 80 ans) ou de l'acteur David Hasselhoff, vedette télé du siècle dernier avec *K 2000* et *Alerte à Malibu*. En fin de compte, à voir cette ribambelle de septuagénaires qui finissent par émerger ébouriffés et essoufflés de leur costume en résine (Jacques Legros avec ses 72 ans, mais aussi Catherine Lara en lémurien à plumes de 78 ans, Martin Lamotte

en vautour de 76 ans, Anny Duperey en Phénix orange de 75 ans et même Chantal Goya qui, à 81 ans, était la voix si reconnaissable dans la boîte de maïs soufflé), on hésite entre le ridicule de la situation et une forme de tendresse à les voir se prêter à ces numéros loufoques.

Ne soyons pas dupes pour autant : si, par la suite, Anny Duperey a vivement recommandé l'expérience (« *N'hésitez pas !* », a-t-elle lancé au micro d'Europe 1 face à un Pascal Légitimus dubitatif, qui a déjà décliné deux fois la proposition), c'est peut-être aussi pour le montant du cachet, qui se compte en dizaine de milliers d'euros (dans les 50 000 euros, en ce qui la concerne). C'est en tout cas cet argument qui finit par convaincre Judith Godrèche, dans *Icon of French Cinema*, la miniserie d'autofiction qu'elle a écrite et réalisée pour Arte, où son personnage se désole d'être considéré comme suffisamment has been pour être invité à participer à l'émission « Le Doudou qui chante ». Mais elle accepte d'aller y chanter 99 *Luftballons* déguisée en hamster, parce qu'elle a « *vraiment besoin d'argent* ».



## UN APÉRO AVEC... JOEYSTARR

Chaque semaine, « L'Epoque » paie son coup. L'autoproclamé « Jaguar Gorgone » des raps siglés NTM est partout : sur scène, à la télévision, en librairie, dans les bacs... « Daron » de trois garçons, Didier Morville surprend, exulte, parle « transmission ». Et n'aime pas trop qu'on le trouve « gentil »



Au restaurant Bambou, Paris 2<sup>e</sup>, le 17 avril.  
EMMA BURLLET POUR « LE MONDE »

« Mon gastro-entérologue dit que je suis une chimère »

Catherine Pacary



### PLAYLIST

#### > PREMIÈRE APPLI CONSULTÉE AU RÉVEIL

WeatherPro (« Pas Météo-France, car ils sont dans les choux »)

#### > DERNIÈRE SÉRIE REGARDÉE

« Fallout », d'après le jeu vidéo de Bethesda Softworks

#### > FILM APPRÉCIÉ

« Tex », de Tim Hunter (1982), avec Matt Dillon et Jim Metzler, où deux adolescents sans parents apprennent à vivre par eux-mêmes

#### > LIVRE EN COURS DE LECTURE

« Le Grand Camouflage : écrits de dissidence (1941-1945) », de Suzanne Césaire (Le Seuil, 2009)

A priori, l'entretien est balisé : une heure « au mieux », au Bambou, restaurant en vogue de Paris, alors que TF1 diffuse la saison 2 du *Remplaçant* à partir du 27 mai. Mais lorsque, dans le fumoir, on se retrouve face à JoeYStarr, à la fois incarnation et à l'initiative de la série, né Didier Morville et autoproclamé « Jaguar Gorgone » dans ses raps estampillés « nique ta mère », on se dit que, sortir du cadre, ça se tente. D'autant qu'il est amateur de rhum – même si celui qu'il produit avec les Old Brothers, Carnival Sun Juice, n'est pas à la carte de l'établissement. Autant couper court aux médisances : il ne sirotera qu'un verre.

D'expérience, JoeYStarr – « avec 2 "r" pour ringard, récidiviste ou récalcitrant », dit-il – se méfie de ceux qui lui offrent à boire. Comme lorsque les gens de la production de TF1 ont débarqué chez lui en 2020, une bouteille d'alcool sous le bras, pour lui proposer un rôle dans un polar. Lui préférerait « un truc par rapport à l'époque » – c'est son truc, l'époque – et à la transmission.

Justement, « à l'époque », une campagne de recrutement de l'éducation nationale le met hors de lui. Il vend à la première chaîne l'idée « d'un Mel Gibson dans L'Arme fatale, mais en prof confronté aux jeunes d'aujourd'hui ». Et se retrouve ainsi dans la peau de Nicolas Valeyre, professeur de français anticonformiste et efficace (8,1 millions de téléspectateurs au premier épisode).

Dans la vraie vie, « je n'ai pas les clés ! », prévient d'emblée ce « daron » de trois fils de 18, 17 et 9 ans : Matisse, « comme le peintre », Khalil, « dont le deuxième prénom est Miro », et Marcello. Croit-il en l'égalité des chances ? « L'énoncé me plaît ! Mais on en est encore loin. Outre le fait que mes fils sont "fils de", je leur dis : n'oubliez pas qu'on vit dans un pays qui ne marche pas toujours avec toute sa force cosmopolite. Alors, les gars, il va falloir faire plus d'efforts que les autres. »

Lui n'a pas bénéficié de telles attentions. Né le 27 octobre 1967 à Paris (10<sup>e</sup>), Didier Morville est séparé de sa mère à l'âge de 5 ans (il la retrouvera plus tard) et élevé par son père. « Mon père cognait d'abord », dit-il dans le documentaire de France 5 *JoeYStarr, grandeur nature*. A la rue à 18 ans, il squatte brièvement avant de croiser Bruno Lopes, futur Kool Shen, avec qui il fonde NTM, en 1988.

Par mimétisme, il adore les octopodes et les reptiles, orphelins par nature. « Chez eux, c'est l'instinct qui prédomine. Le savoir, c'est important, mais l'instinct, c'est magnifique. » Comme eux, il s'éduque seul : détestant les maths – « dès que tu me parles de chiffres, j'ai envie de me jeter en boule et de simuler un AVC » –, mais adorant les mots... et les détours inattendus.

« Désarroi, déjà roi, le monde rural en est l'exemple » : en 1996, NTM défend, déjà, les agriculteurs dans *Qu'est-ce qu'on attend*. Des textes du groupe vont

même figurer dans des manuels scolaires. Si ça, ce n'est pas de la transmission ! « Chaque humain chérit le fait de laisser une trace, ne serait-ce qu'après de ses enfants. Moi, je n'ai pas d'album de famille. Alors, qu'ils aient ça de moi, pourquoi pas. »

En 1999, dans *Pose ton gun*, il rappe « respecte les gens ! » Ce soir, il décrypte, entre deux interjections bien à lui – « Ah ben ouais, Mickey ! » « J'ai grandi [en Seine-Saint-Denis] dans un endroit où la boulangère ne nous tournait pas le dos en nous servant parce qu'on était basanés. » Alors oui, il y a moins de respect aujourd'hui, mais pas que dans les quartiers. A cause, selon lui, du trop-plein d'informations et de la société de consommation. « Si elle apportait autant qu'elle le prétend, on n'en serait pas là. » Continuer le combat.

Dans *Machine*, série de Fred Grivois et Thomas Bidegain (sur Arte.tv et Prime Video), il incarne JP, un amoureux de Marx et de la petite reine, embringué dans un conflit social au côté d'une ex des forces spéciales jouée par Margot Bancilhon. « Il n'y a que les Belges qui posent leurs couilles sur la table pour faire des films de ce genre. Et puis, pardon : syndicalisme, marxisme, cyclisme et kung-fu pour la TNT... Je peux avoir l'adresse de ton dealeur ? » Ce qui signifie : c'est inespéré. « Du coup, j'ai lu Le Capital, en manga, et je l'ai offert à mes fils. » L'ont-ils lu ? « Je pense que ces gens [ses fils] sont comme moi : de futurs enfumeurs de masse ! »

Leur père est surtout un hyperactif. Un documentaire est à l'écriture sur le chlอร์ดécone – ce pesticide employé aux Antilles, accusé d'avoir empoisonné l'environnement et la population ; un single est dans les bacs (*D'où je viens*, avec Vilain Cœur) ; un livre vient de paraître, coécrit avec Polo Labraise (*Le Code pénal en argot*, Fayard, 368 pages, 23,90 euros) ; un autre est annoncé d'ici à décembre (*Super Tanker*, un roman graphique) ; et la tournée des « JoeYStarr Soundsystem » continue tout l'été.

« À MES FILS, JE DIS :  
ON VIT DANS UN PAYS  
QUI NE MARCHE PAS  
TOUJOURS AVEC  
TOUTE SA FORCE  
COSMOPOLITE.  
ALORS, LES GARS,  
IL VA FALLOIR FAIRE  
PLUS D'EFFORTS  
QUE LES AUTRES »

A cela vient de se greffer sa participation au comité de présélection du Festival de télévision de Monte-Carlo, en juin. « Je suis le premier Français racisé à faire partie de ce comité ! » Une fierté qui s'ajoute au « kif » pour les deux prix obtenus au festival Séries Mania par *Machine*, de Fred Grivois, dans laquelle il joue, et pour *Le Monde de demain*, de Katell Quillévéré (2022), qui raconte en partie sa vie. D'où un tonitruant « Ha ! », qui ébranle jusqu'au dragon en papier mâché installé à l'entrée du bar ! « Eh ouais ! Les gens nous voient pas venir ! » La suite non plus, il ne l'a pas vue venir. « A la Martinique ce week-end, j'ai appris que j'avais parmi mes aïeux Lumina Sophie, une descendante d'esclaves [1848-1879], qui s'est insurgée contre la ségrégation et le racisme après l'abolition. Cette transmission-là, ça te laisse sur place... »

« T'as fini là ? J'ai faim ! » Pas le temps de parler cuisine. *Black-Label*, la pièce qu'il a montée avec David Bobée, est, elle, incontournable. Il y réclame avec puissance de grands textes de la poésie antiraciste, de 1922 à aujourd'hui. Pour la première, à Lille, il a reçu une ovation debout, en attendant Marseille (31 mai), Lyon (2 juin) et une tournée en 2025.

Le touche-à-tout s'est aussi essayé à la mise en scène, avec *Cette petite musique que personne n'entend*, seule-en-scène sur la condition féminine de Clarisse Fontaine, à l'affiche de février à avril. « J'ai dit à Clarisse : tu es au courant qu'avec moi [condamné à quatorze reprises par la justice, dont quatre fois pour violences] on va se faire défoncer ? » Avant de se laisser convaincre de la convergence de leurs combats. « Avec ma tête de moricaud, j'ai les mêmes problèmes qu'une gonzesse comme Clarisse, très belle mais aussi brillante. »

A 56 ans, Didier Morville se dit « encore en construction ». Il parle volontiers d'opioïdes, pris « pour déconnecter », prend son vélo à 5 heures du matin, « pour se décrocher des excès », montre ses biceps – « mon gastro-entérologue dit que je suis une chimère » – et confie : « J'ai une fiancée, très jeune. Avec le sport et la dopamine, je suis un peu moins désagréable. »

Excepté si vous lui trouvez un air « gentil »... « Gentil ? Je te respecte depuis tout à l'heure, parle-moi meilleur ! Je ne suis pas gentil, je suis humain », plaisante-t-il. Il n'empêche que son seul rôle de « bon fils de pute », comme il dit, c'est son doublage de *Ted 2*, en 2015. « *Ted* est homophobe, raciste... mais comme il est un ours en peluche, il peut tout se permettre ! Je trouve ça drôle. »

Pour s'amuser, irait-il jusqu'à reconstituer NTM et chanter à la cérémonie d'ouverture des JO ? « C'est antinomique quand on s'appelle Nique ta mère, non ? Et puis, vu ce qui s'est passé avec Aya [Nakamura]... » Toutefois, l'idée chemine et – cadeau –, il improvise un rap : « A mon contact, le hip-hop reste compact... » Il est l'heure de manger. JoeYStarr se lève, tend la main : « Moi, c'est Didier. » Et part.





Rendez-vous sur [rimowa.com/information-faq](https://www.rimowa.com/information-faq) pour plus de détails sur notre garantie à vie.

## COMBIEN D'ANNÉES FAUT-IL POUR FABRIQUER VOTRE RIMOWA ?

Nous pourrions dire que cela prend chacune de nos 126 années d'existence.

Il y a ensuite les nombreuses années d'expérience de notre équipe allemande d'ingénieurs, ainsi que le travail de nos artisans sous notre philosophie d'*Ingenieurskunst* : l'art de l'ingénierie.

Mais en réalité, ce n'est que le début de son histoire. Car lorsqu'une valise quitte notre usine, elle continue d'être forgée, par vous. Façonnée par chacun de vos voyages, à travers chaque rayure, chaque petit accroc, chaque autocollant ainsi que chaque réparation, grâce à notre garantie à vie.

Votre valise évolue avec chaque kilomètre parcouru.

CONÇUE POUR LA VIE.

# RIMOWA

